

سوالی و جوابی

COMMUNICATION

elsat est prêt  
r le relais dès 1993

une n'a  
une des  
directes  
répondent le  
des les  
et de  
lignes se  
sont en  
un parti-  
vices de  
cette date  
travaux  
sont les  
soutiens  
l'ordre d-  
a de la-  
de sont  
sont a  
sont  
ai prêt

EUROPE  
BIEN ET MAUVAIS  
à Bruxelles

La capitale de la République islamique apparaît désormais comme une étape obligée pour le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz. Il y est passé, sur le chemin de Moscou, avant de rencontrer M. Gorbatchev et de discuter de l'initiative de la dernière chance lancée par le numéro un soviétique. Au retour, M. Aziz s'est entretenu longuement, mardi 19 février, avec le président Rafsanjani. Quel succès pour les irakiens, à qui les iraniens ont livré une sanglante guerre de huit ans !

PENDANT ce temps, le régime de Téhéran multiplie les contacts avec les Occidentaux, qui, il n'y a pas si longtemps, voulaient sa perte, ayant choisi de soutenir l'Irak contre l'extrémisme chiite. La ministre iranienne des affaires étrangères vient de se rendre à Bonn, où il a souligné que Bagdad est prêt à retirer « sans conditions » ses troupes du Koweït, et il était attendu mercredi à Paris par MM. Mitterrand et Dumas. Quelle revanche que cette quasi-normalisation !

Réaffirmant la neutralité de son pays dans le conflit du Golfe, le président Rafsanjani - qui posait récemment son pays en « garant de la stabilité dans la région » - a même proposé d'établir un dialogue avec les Etats-Unis, qualifiés naguère de « Grand Satan ».

EN replaçant l'Iran sur l'avant-scène internationale et en faisant bien sentir que Téhéran est la clé de l'avenir du Proche-Orient, M. Rafsanjani, le « modéré », pourra certainement mieux assoir son pouvoir, toujours assez fragile, face aux « durs », qui actuellement acceptent mal de rester neutres devant les « menées de l'impérialisme américain-occidental ».

Malgré son rôle toujours douteux en matière de terrorisme et dans l'affaire des otages du Liban (où douze Occidentaux sont toujours détenus), l'Iran a « remonté la pente » en peu de temps. Il s'est rapproché de l'URSS depuis le retrait soviétique d'Afghanistan. Les échanges soviéto-iraniens ont repris avec la signature, en juin 1990, d'un accord de cinq ans entre les deux pays. Et M. Rafsanjani s'est payé le luxe, au cours d'une visite à Bakou, de calmer les appréhensions soviétiques quant à une éventuelle extension de la révolution islamique aux régions musulmanes de l'URSS. Cette assurance n'est pas près de décroître : pour le moment, l'Iran est le grand bénéficiaire de la guerre.

La coalition face aux initiatives de la diplomatie soviétique

Washington, Londres et Paris réaffirment que l'évacuation du Koweït par l'Irak n'est pas négociable

La revanche de l'Iran

« D'ORES et déjà, il faut se préparer à l'idée que l'Iran jouera un rôle dans le règlement final de la crise du Golfe : sa position géographique, son importance et son intérêt font de l'Iran une pièce essentielle du dispositif qui assurera la sécurité et les équilibres au Moyen-Orient. »

Alors que le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scherer, venait de séjourner à Téhéran, M. Roland Dumas faisait, en conseil des ministres, le 6 février, cette prédiction. Ou, plutôt, ce constat - car c'en était déjà un. Depuis, il n'a cessé de se vérifier : la rôle de l'Iran est devenu de plus en plus important, et Téhéran se veut incontournable.

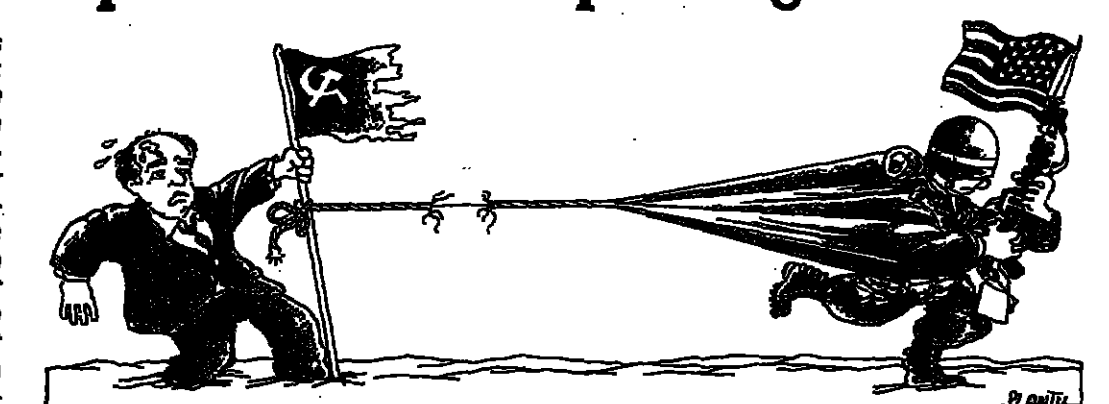
La capitale de la République islamique apparaît désormais comme une étape obligée pour le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz. Il y est passé, sur le chemin de Moscou, avant de rencontrer M. Gorbatchev et de discuter de l'initiative de la dernière chance lancée par le numéro un soviétique. Au retour, M. Aziz s'est entretenu longuement, mardi 19 février, avec le président Rafsanjani. Quel succès pour les irakiens, à qui les iraniens ont livré une sanglante guerre de huit ans !

PENDANT ce temps, le régime de Téhéran multiplie les contacts avec les Occidentaux, qui, il n'y a pas si longtemps, voulaient sa perte, ayant choisi de soutenir l'Irak contre l'extrémisme chiite. La ministre iranienne des affaires étrangères vient de se rendre à Bonn, où il a souligné que Bagdad est prêt à retirer « sans conditions » ses troupes du Koweït, et il était attendu mercredi à Paris par MM. Mitterrand et Dumas. Quelle revanche que cette quasi-normalisation !

Réaffirmant la neutralité de son pays dans le conflit du Golfe, le président Rafsanjani - qui posait récemment son pays en « garant de la stabilité dans la région » - a même proposé d'établir un dialogue avec les Etats-Unis, qualifiés naguère de « Grand Satan ».

EN replaçant l'Iran sur l'avant-scène internationale et en faisant bien sentir que Téhéran est la clé de l'avenir du Proche-Orient, M. Rafsanjani, le « modéré », pourra certainement mieux assoir son pouvoir, toujours assez fragile, face aux « durs », qui actuellement acceptent mal de rester neutres devant les « menées de l'impérialisme américain-occidental ».

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, devait porter, le 20 février, à Moscou la réponse de l'Irak au plan présenté deux jours plus tôt par M. Gorbatchev. Ces propositions ont été accueillies avec un très grand scepticisme à Washington, Londres et Paris, où l'on réaffirme que l'évacuation du Koweït n'est pas négociable. La Maison Blanche, sans fermer complètement la porte à la discussion, continue d'exiger un retrait inconditionnel de l'émirat et se dit prête à l'offensive terrestre. La France estime que cette initiative implique une réponse immédiate et sans équivoque de l'Irak « strictement conforme aux résolutions du Conseil de sécurité ». Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, devait être reçu, mercredi après-midi, par M. Mitterrand, et s'entretenir ensuite avec M. Dumas.



La méfiance de M. Mitterrand

par Jacques Amalric

Bien que M. Mitterrand n'ait pas réagi au plan de paix soviétique - dont on ne connaissait pas encore, mercredi en fin de matinée, les dispositions exactes - la position de Paris dans cette affaire n'est guère éloignée de celles de Washington et de Londres. Le chef de l'Etat est tout aussi viscéralement méfiant que MM. Bush et Major à l'égard de Saddam Hussein, dont il connaît le cynisme absolu et qu'il préférerait voir en exil plutôt qu'au pouvoir à Bagdad, au lendemain de la guerre. Mais il estime qu'il n'a pas, à ce stade, à commenter les propositions soviétiques qui ne lui sont pas destinées même si elles lui ont été remises lundi soir, tard (après le dîner offert à l'Elysée en l'honneur du président équatarien) par M. Jouri Doubinine, l'ambassadeur soviétique en France. Il faut toujours ménager un président

D'un désordre à un autre ?

par André Fontaine

Jamais deux sans trois : lorsque George Bush déclare que la « juste guerre » menée contre l'Irak doit conduire à l'avènement d'un nouvel ordre mondial, d'un monde où le règne de la loi, et non la loi de la jungle, gouverne la conduite des nations (1), il retrouve le langage de ses prédécesseurs. Woodrow Wilson : « Ce que nous attendons de cette guerre n'a rien qui nous soit particulier : c'est

que le monde devienne un endroit où l'on puisse vivre en sécurité » (2) et Franklin Roosevelt : « Pour l'avenir, que nous cherchons à rendre sûr, nous aspirons à un monde fondé sur quatre libertés essentielles » (3).

Comment y parvenir ? Wilson avait inventé la Société des Nations : elle a échoué, entre autres, parce qu'elle n'avait aucun moyen d'action et que les Américains, le Congrès ayant désavoué Wilson, avaient renoncé à en faire partie. Roosevelt croyait avoir trouvé mieux avec l'ONU, dont il avait fait approuver la création par Staline et Churchill à Yalta : la réalité du pouvoir devait en effet y appartenir à ceux qu'il appelait les « quatre shérifs », autrement dit les membres permanents du Conseil de sécurité, seuls autorisés à détenir des armes lourdes, et curieusement crédités, sous prétexte qu'ils étaient puissants, d'une égale sagesse. Comme chacun sait, on devrait savoir, c'est uniquement à l'insistance de

Churchill, peu soucieux de se retrouver seul face aux nouveaux mastodontes, que les quatre - Etats-Unis, Grande-Bretagne, URSS et Chine (pas encore communiste à l'époque) - ont invité la France à les rejoindre.

(1) Time Magazine du 28 janvier.  
(2) Discours devant le Congrès, dit des « quatorze points », du 8 janvier 1918.  
(3) Discours d'inauguration du troisième mandat, 20 janvier 1945. Les quatre libertés visaient l'expression, la religion, la libération du besoin et de la peur.

- Lire également**
- Le film des événements par JACQUES DE BARRIN
  - Le dilemme de M. Bush par JAN KRAUZE
  - A l'ONU, l'URSS a repris l'initiative par SERGE MARTI
  - L'Irak tente de tergiverser
  - Ryad veut en finir au plus vite
  - Le plan américain d'administration provisoire du Koweït par FRANÇOISE CHIPAUX
  - La réunion des Douze à Luxembourg par PHILIPPE LEMAITRE
  - Le pape prépare l'après-guerre par PATRICE CLAUDE
  - Le général Neel, porte-parole en tenue camouflée par DANIEL SCHNEIDERMAN
  - Les manifestations pacifistes en France pages 3 à 8
  - La crise du transport aérien par ALAIN FAUJAS page 29
  - Inquiétudes israéliennes par ALAIN FRACHON page 38

ROBERTO CALASSO  
LES NOCES  
DE CADMOS ET HARMONIE  
nrf  
GALLIMARD

Bonn contre Berlin

La cité rhénane a marqué des points dans le débat sur le siège du gouvernement allemand

**BONN**  
de notre correspondant

Le débat sur le futur siège du gouvernement de l'Allemagne unifiée a pris, lundi 18 février, un nouvel élan avec la présentation, par les autorités municipales de Bonn, des résultats d'une étude commandée au cabinet suisse Prognos. Selon cet organisme, qui jouit dans le domaine des études économiques d'une réputation de sérieux et d'objectivité renforcée pour l'occasion par la solide tradition de neutralité helvétique, le transfert à Berlin des institutions de l'Etat fédéral occasionnerait des dépenses s'élevant à « 50 ou 60 milliards de deutschemarks » (1).

Ces dépenses se décomposeraient ainsi : 28,6 milliards pour la rénovation et la construction de bâtiments officiels, entre 20 et 30 milliards de manque à gagner pour Bonn et les régions environnantes, et enfin 760 millions pour le déménagement de cent mille personnes dont l'existence est liée à la présence à Bonn des organes

gouvernementaux : fonctionnaires, diplomates, journalistes et employés des divers lobbies exerçant leur activité dans la capitale fédérale.

Les partisans de Berlin, bien entendu, contestent cette estimation, et avancent des chiffres oscillant entre 7 et 10 milliards de deutschemarks, sans toutefois apporter des éléments aussi précis que les édiles bonnois. Le nouveau bourgmestre de Berlin, M. Eberhard Diepgen (CDU), essaie de placer le débat sur le plan des principes, estimant qu'une décision hâtive qui donnerait à Bonn le statut de capitale définitive de la République fédérale « ne tiendrait pas devant l'Histoire ».

Les partisans d'un transfert des organismes gouvernementaux à Berlin sont maintenant sur la défensive, alors qu'ils semblaient tout à fait assurés, avant l'été, que leur cause était entendue.

LUC ROSENZWEIG  
Lire la suite page 9

(1) Un deutschemark vaut 3,40 francs.

**La crise politique en URSS**  
M. Eltsine demande la démission immédiate de M. Gorbatchev  
page 9

**La laborieuse construction de l'union économique et monétaire**  
La Grande-Bretagne refuse le projet de monnaie unique et joue les divisions au sein des Douze  
page 30

**Maladie d'Alzheimer**  
Un gène mutant serait à l'origine de cette forme de démence sénile  
page 11

**Un appel de M. Chevènement**  
L'ancien ministre de la défense veut « refaire dignement de la politique »  
page 10

**EDUCATION**  
■ La formation des maîtres à l'aveuglette. ■ Les magistrats à quille ou double.  
page 14

**PARIS ♦ ILE-DE-FRANCE**  
■ Cure de jouvence pour le parc de Versailles. ■ Le français hors jeux à Euro-Disneyland.  
page 31

Le sommaire complet se trouve page 38

SCIENCES ET MEDICINE

## DÉBATS

La révolte de la Lituanie et la crise de l'URSS

## Une tragédie qui en annonce d'autres

par Marie Mendras

Le pouvoir soviétique se fait prendre au piège de sa propre histoire. Il a traditionnellement montré une grande capacité à imposer son arbitraire aux peuples et individus récalcitrants, chez lui et chez ses voisins. Il a utilisé la force avec succès, sous Lénine, pour établir des gouvernements soviétiques dans les anciens territoires de l'empire des tsars, sous Staline, pour terroriser l'ensemble de la population, russe comprise, et satelliser les pays est-européens, sous Khrouchtchev et Brejnev, pour réprimer les grèves en URSS et des soulèvements populaires en Europe de l'Est. Au fond, la morale de l'histoire soviétique est qu'il est plus simple et plus efficace de manier le bâton que la carotte. Mikhaïl Gorbatchev a essayé de gouverner avec la carotte, mais le bâton restait à portée de la main.

L'homme de la perestroïka a clairement basculé dans la réaction le 13 janvier 1991 à Vilnius. Le durcissement était en germe depuis l'été dernier autour du débat sur l'économie de marché où Gorbatchev s'est trouvé déposé par son rival Boris Eltsine, président du Parlement de Russie. Le débat a tourné court et Gorbatchev a fini par adopter une position ouvertement hostile à la privatisation et au marché. En décembre, tous les signes du durcissement étaient là. Le gaudiste Pougov et le général Gromov sont nommés à la tête du ministère de l'Intérieur. Krioutchkov, le chef du KGB, adopte le langage de l'ordre avec de fortes connotations anticonstitutionnelles. Edouard Chevardnadze, si longtemps fidèle à Gorbatchev, dénonce l'avancée de la dictature et démissionne des affaires étrangères.

La décision de réprimer les Lituanais, même au prix d'une attaque armée, est déjà prise en décembre. L'ultimatum du 15 janvier fixe à l'Irak orientale la date de l'intervention. Mikhaïl Gorbatchev préfère régler les « affaires de famille » alors que les opinions et les gouvernements s'accrochent de bras armés, regards gâtés aux exactions, des forces de l'ordre soviétiques.

## Expliquer cette contradiction

Certes, Moscou avait déjà eu recours à la violence contre les Géorgiens, en avril 1989, et contre les Azeris, en janvier 1990. Mais les coups de force meurtriers contre les institutions baltes, à Vilnius le 14 janvier et à Riga le 20, ont des conséquences politiques beaucoup plus lourdes. Pour trois raisons :

Premièrement, les pays baltes, c'est l'Europe. Les relations politiques et économiques de l'URSS avec l'Occident subissent le contre-coup des événements, même à retardement. Deuxièmement, le coup de force contre les Lituanais, le 14 janvier, était prémédité. La reprise en main des Républiques baltes était prévue depuis des mois. Mikhaïl Gorbatchev ne s'en cachait pas, multipliant les oukases et les décrets. L'« Union » était intouchable. Il avait réagi d'abord avec fureur, puis avec un froid mépris, à la déclaration d'indépendance du Parlement lituanien le 11 mars 1990 et n'avait jamais engagé un dialogue constructif avec les autorités de Vilnius. Depuis l'automne 1990, conscient de la détermination lituanienne, Gorbatchev savait que la reprise en

main ne se ferait pas en douceur mais par la force. Et il a décidé de réprimer, aucun doute n'est possible, même s'il préfère ne pas assumer l'entière responsabilité de l'action militaire.

Troisièmement, le président soviétique est en train d'attaquer les institutions républicaines souveraines qu'il a lui-même construites. En effet, les soviets des Républiques – parlements, conseils régionaux, municipalités – sont issus des votes libres et démocratiques des populations de l'URSS, votes qui ont eu lieu au cours de l'année 1990 avec l'accord total des autorités centrales. Ces élections résultaient des réformes institutionnelles initiées par Mikhaïl Gorbatchev dès 1988 : élections par vote à bulletin secret et avec des candidatures multiples, fin du monopole constitutionnel du Parti communiste, émergence d'autres partis politiques, renouveau des soviets et des institutions d'Etat.

Comment expliquer cette contradiction ? En réalité, Gorbatchev n'envisageait pas que les modifications constitutionnelles et le recul de la toute-puissance du Parti communiste eussent pour principal effet d'affaiblir l'Etat soviétique. Au contraire, il comptait redonner force et légitimité à un Etat qui s'était effondré, pendant soixante-dix ans, avec le parti et son appareil. Pour Gorbatchev, l'Etat soviétique, unitaire et centralisé malgré la fiction fédérale, devait sortir gagnant de la « démocratisation » des institutions.

Le résultat a été tout autre. Les autorités centrales ont de plus en

plus de mal à gouverner le pays. Le président, muni de pouvoirs exécutifs considérables, ne peut faire appliquer ses décrets par la voie administrative et pacifique. Les nouveaux pouvoirs républicains au lieu de jouer les bémols-out-out d'un président qui leur avait gentiment octroyés des strapontins, prennent leur chance au vol et tentent de transformer les strapontins en fauteuils présidentiels.

En bon léniniste, Gorbatchev accordait en grande pompe la liberté de choix, mais se réservait le droit de sanctionner les « mauvais choix », ceux qui allaient contre ses intérêts et contre le renforcement de l'Etat unitaire. Pour lui, il n'y a jamais eu de « question des nationalités » mais seulement la « question de l'Union ». Il n'a, à aucun moment, envisagé sérieusement le rétrécissement du territoire sur lequel il régnait.

Gorbatchev a fait un terrible contresens. Il a cru qu'il pouvait conjuguer modernisation et centralisation, démocratisation et domination de l'Etat. Il a compris beaucoup trop tard qu'il était le chef d'un empire malade et non le président d'un Etat moderne. Il s'est verrouillé dans sa fonction de président de l'URSS et sa survie politique se confond avec la survie de l'Etat unitaire, centralisé et autoritaire. Certes, il a gagné un sursis, il reste au pouvoir. Mais ce sursis repose de plus en plus sur les bons vieux piliers de l'ordre soviétique : l'armée, le KGB, l'appareil du Parti communiste, les grandes entreprises

industrielles. Les oukases pris par le président Gorbatchev depuis le 22 janvier viennent confirmer la tendance. Ils étendent les pouvoirs du KGB, en particulier dans les entreprises, autorisent les patrouilles conjointes armée-police dans les grandes villes, spolient les petits épargnants en retirant les billets de 50 et 100 roubles de la circulation.

## La fin du « gorbatchevisme »

Les quinze morts de Vilnius et les cinq tués à Riga vont coûter très cher à Moscou. Ils ont renforcé la détermination des Lituanais qui s'est manifestée le 9 février par le vote massif en faveur de l'indépendance et galvanisé l'esprit de résistance dans les autres nations. En revanche, ils marquent la fin du « gorbatchevisme », c'est-à-dire un mode de gouvernement toujours dominé par Moscou, mais où la carotte l'emportait sur le bâton. Une fois lancée la machine de répression, il devient très difficile de l'arrêter. Ainsi, Gorbatchev aura perdu les acquis des cinq dernières années sans pour autant réussir à écarter les contre-pouvoirs et l'esprit de liberté qu'il a lui-même laissé éclore. Le couvercle autocratique est désormais trop petit pour la marmite multinationale d'un empire devenu irrémédiablement perméable au mode extérieur.

► Marie Mendras est chargée de recherche au CNRS.

## L'endettement des collectivités locales

## Angoulême, l'Etat et les banques

par Michel Klopfer

L'AFFAIRE d'Angoulême met en pleine lumière une des ambiguïtés de la loi de décentralisation de 1982. D'une part, les maires sont libres depuis neuf ans de bâtir leur budget comme bon leur semble, ce qui a amené certains d'entre eux à raisonner à court terme, en finançant des projets qu'ils auraient dû différer avec un recours massif à l'emprunt plutôt qu'à des impôts qu'ils n'osaient pas (ou ne pouvaient plus) voter.

D'autre part, la charge de la dette (capital et intérêts) est considérée comme une dépense obligatoire et, à ce titre, elle peut être inscrite d'office par le préfet (article 11 de la loi), et cette garantie supposée a conduit les banques à donner la priorité à une démarche commerciale agressive plutôt qu'à une analyse financière approfondie des comptes de leurs clients.

Le garde-fou aurait dû être le contrôle de légalité de l'Etat, mais, dans la pratique, il est très difficile à mener en raison des imperfections du système comptable appliqué aux collectivités : possibilités de report illimité des charges, chevauchement permanent des exercices, non-consolidation des satellites (sociétés d'économie mixte, associations...), etc. En outre, les comptes ne sont pas certifiés et il n'y a pas de fichier central d'endet-

tement, comme il en existe pour les entreprises.

Ainsi plusieurs dizaines de communes ont-elles perdu toute marge de manœuvre en matière financière et fiscale. Dans une telle situation, un nouveau maire peut être tenté, pour desservir l'élu, d'invoquer non seulement la responsabilité de son prédécesseur mais aussi le soutien abusif des banques, et ainsi de chercher à obtenir devant les tribunaux un abandon sec de créances. Aucun élu ne pourrait toutefois se réjouir d'une telle issue, qui coïnciderait en définitive beaucoup plus cher aux collectivités qu'aux banques.

## Une hiérarchie dans les dépenses

Lorsqu'un investisseur achète aujourd'hui une obligation d'Etat à quinze ans, il se moque de savoir qui gagnera les prochaines élections, puisque les créances sur le Trésor sont sûres. Mais si demain l'Etat laisse les maires et les banquiers s'expliquer entre eux, les collectivités passeront sous la tutelle des établissements financiers : augmentation des taux d'intérêt, prise d'hypothèques sur les réserves foncières, réduction de la durée des crédits, qui ne pourront excéder l'échéance du mandat de l'élu, et surtout ingérence des ban-

ques en matière de politique publique. Cette dérive n'existe pas chez nos partenaires européens, où l'Etat (ou les Länder en Allemagne) conserve un droit de regard sur l'endettement des communes.

Pour sécuriser le système, on peut envisager différentes pistes. Par exemple le législateur pourrait instaurer une hiérarchie dans les dépenses obligatoires, en privili-giant les charges de personnel et l'annuité de la dette par rapport à toutes les autres dépenses des collectivités. En outre, il semble nécessaire d'imposer aux collectivités des ratios jurisprudentiels sur l'endettement, tout comme l'ensemble des banques publiques ou privées sont soumise, quant à elles, à différentes normes et prochainement au ratio international Cooke.

Depuis la grande crise des années 30, on considère en effet qu'une banque ne peut pas faire faillite ; il serait logique d'avoir au moins la même exigence à l'égard du secteur public local. Ainsi, les collectivités qui étaient encore au 1<sup>er</sup> janvier 1982 sous la tutelle de l'Etat ne se retrouveront-elles pas au 1<sup>er</sup> janvier 1992 sous la tutelle des banques.

► Michel Klopfer est consultant, maître de conférences à l'ENA et à l'IEP.

## TRAIT LIBRE



« Voici quel est mon plan : nous nous retirons du Koweït si vous jetez vos armes et sortez les mains en l'air. » Newsweek, daté 25 janvier.

## Le retour de la neige

## D'un hiver à l'autre

par Rémy Knafou

HIVER 1989-1990, le manque de neige dans les stations. Les professionnels du tourisme en stations s'inquiètent ; certains font faillite, tandis que d'autres, plus discrètement, font leurs affaires, et souvent encore bonnes.

Hiver 1990-1991, la neige est de retour. Les professionnels du tourisme respirent. Et d'oublier pour certains, immédiatement, que le manque de neige n'était que la partie apparente de l'iceberg de la crise des sports d'hiver. Février 1991 voit également le retour des embouteillages géants, qui occupent à nouveau le devant de la scène, le temps d'un départ apocalyptique.

Que nous disent certains responsables administratifs et politiques face à cet intéressant fait de société, qui fait converger au même moment des centaines de milliers de vacanciers vers des axes routiers par définition non conçus pour répondre à une fréquentation de pointe ? Que l'an prochain, pour les Jeux olympiques, les routes en construction seront achevées et que les problèmes techniques seront résolus.

La capacité des « responsables » à ne traiter que la partie technique des problèmes, et donc à passer à côté des vrais problèmes, paraît sans limite. Seul le ministre de l'équipement a eu le courage d'évoquer le sens de la responsabilité individuelle des vacanciers. Pourtant, ces bouchons géants nous apprennent au moins deux choses, qui vont au-delà des habitudes propos émissives sur un avenir meilleur garanti par l'achèvement d'une voie express ou l'équipement des pentes à l'aide de canons à neige.

Ils nous apprennent, d'abord, que notre système de communication sociale est malade, et, au-delà, l'idée que l'on se fait de la conscience de base du citoyen et du rôle des « responsables ». Les médias assurement mal leur souci, contradictoire, d'informer les candidats aux vacances de neige des risques encourus et de ne pas contribuer à casser la machine économique des vacances aux sports d'hiver. On n'accepte pas l'idée simple qui consiste à reconnaître que la convergence simultanée de dizaines de milliers de voitures vers les stations de sports d'hiver ne peut pas se produire sans dégâts et sans risques.

Il existe un redoutable consensus autour de l'absence de responsabilisation des groupes qui se trouvent en situation : on ne veut pas dire la vérité aux citoyens qui, de leur côté, ne semblent pas vouloir l'entendre. Alors que, au fond, tout le monde sait bien quelle est la réalité des choses, même

si les vacanciers entretiennent volontiers l'illusion que l'Etat tutélaire – dont ils critiquent par ailleurs l'intervention excessive lorsque celui-ci impose, par exemple, port de ceinture de sécurité ou limitation de vitesse – corrige ces problèmes grâce aux fameuses solutions « techniques ».

Car ces bouchons ont eu suffisamment de précédents pour que nul n'ignore la probabilité de leur répétition. Si les citoyens ne veulent pas renoncer à une journée de vacances – c'est le prix à payer – que, de toute façon, ils perdent dans les embouteillages, et si les « responsables » persistent à se limiter à apporter une solution technique à un problème de société, les bouchons, en tout genre, ont encore de beaux jours devant eux.

## Curieux comportements

Ces embouteillages nous apprennent également que c'est le système français des vacances aux sports d'hiver qui est malade. Si les Indiens d'Amazonie produisaient des ethnologues ayant l'idée de venir étudier les sociétés occidentales, ils auraient l'infinité surprise d'analyser les curieux comportements de familles partant en vacances et se jetant en toute conscience dans la gueule du loup.

A regarder nos candidats vacanciers, cet observateur extérieur serait bien incapable de comprendre ce que sont les vacances et ce qu'elles sont censées apporter à ceux qui y participent. Saturation des axes de communication, saturation des lieux de vacances, des remontées mécaniques, des pistes de ski, assurance d'être mal servi, d'être souvent exploité, stress et psychodrames constituent un curieux cocktail d'ingrédients qui dénaturent l'épanouissement et le plaisir que peuvent provoquer la fréquentation de la montagne hivernale et la pratique du ski.

Il paraît de plus en plus évident qu'on ne fondera pas un développement économique et l'aménagement du territoire montagnard sur une image du ski liée au grand psychodrame des départs aux sports d'hiver, principalement vers la Tarentaise. Populations montagnardes et citadins vacanciers méritent mieux. Il est temps d'en prendre conscience et, au-delà des utiles solutions techniques à base d'investissements financiers et de grands travaux, de retrouver la dimension culturelle de nos vacances et d'inventer un nouveau rapport à la montagne où la liberté et la conscience remplacent la contrainte et l'irresponsabilité.

► Rémy Knafou est directeur de recherche au CNRS, directeur de l'Institut de Saint-Gervais.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry  
Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437  
ISSN : 0393-2037  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-29-33

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-89  
Téléc. : 206.806 F

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Françoise Huguet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
5, rue de Montessay, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 206 136 F  
Téléc. 45-55-04-70 - Société filiale du journal Le Monde au Régime Presses SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-50-30-10  
Téléc. : 261.311 F

## ABONNEMENTS 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tarif	FRANCE	SUR-SEINE LAUREN	AUTRES PAYS non-UE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 122 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse défectueux ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. PP. Paris 19p

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ



الشرق الأوسط

# LA GUERRE DU GOLFE

## Le film des événements A qui perd gagne

Saddam Hussein ne pourra plus jouer très longtemps à qui perd gagne. Les forces de la coalition ne lui laissent plus d'autre échappatoire que le retrait immédiat et inconditionnel du Koweït. C'est la seule et unique réponse, débarrassée de tout ce qui pourrait apparaître comme des « conditions », que l'on attend de lui et qui pourrait éviter le déclenchement, en principe imminent, de l'offensive terrestre, point d'orgue de l'opération « Tempête du désert ».

Saddam Hussein devait déléguer un ambassadeur, mercredi 20 février, à Moscou, pour y apporter sa réponse au plan de paix que M. Mikhail Gorbatchev avait transmis, lundi, à M. Tarek Aziz, le ministre irakien des affaires étrangères. « Nous nous attendons à une réponse positive », a déclaré le représentant de l'Union soviétique aux Nations unies, tandis que M. Evgeny Primakov, conseiller du président, assurait que Bagdad était plus près que jamais d'un retrait inconditionnel de ses troupes du Koweït.

Il n'empêche que le cynisme du dictateur de Bagdad continue d'entretenir une solide méfiance dans le camp allié, qui le soupçonne de chercher simplement,

aujourd'hui comme hier, à gagner du temps. Aussi, sous bénéfice d'inventaire, le président George Bush a-t-il jugé le plan soviétique « très insuffisant par rapport à ce qui serait nécessaire », mais a promis « de l'étudier complètement ». Le gouvernement britannique s'est contenté de souligner que ledit plan « ne répond pas aux exigences contenues dans les résolutions de l'ONU ». Quant à M. Roland Dumas, il a insisté sur le fait que la réponse irakienne devait être « immédiate, sans équivoque et strictement conforme aux résolutions du Conseil de sécurité ».

### À la bord de l'effondrement

Si les Douze, réunis mardi à Luxembourg, ont « pris note avec intérêt de l'appel du président Gorbatchev à l'Irak », certains pays européens, moins impliqués dans la guerre que ne le sont la France et la Grande-Bretagne, se sont laissés aller à de plus libres commentaires. Ainsi, pour le chef de la diplomatie allemande, le plan soviétique est « une chance de dernière heure qui mérite un soutien de toutes parts ». Le secrétaire général de l'ONU a dit « espérer beaucoup » de cette initiative, qualifiée de « fait encourageant » par M. Jacques Delors, le prési-

dent de la Commission de Bruxelles. Quel qu'il en soit de ces différences d'appréciation, Moscou n'en continue pas moins sa médiation, passant sous silence les réserves exprimées par les trois « Grands » de la coalition anti-irakienne. « Nous sommes des gens obstinés », averti le président de la commission des affaires étrangères du Soviet suprême. « Il ne faut pas se comporter avec l'Irak comme à l'égard d'un pays vaincu », a insisté M. Alexandre Bessmertnykh, le chef de la diplomatie soviétique.

La perspective d'une suspension, voire d'une annulation, de l'offensive terrestre inquiète certains alliés des États-Unis. « Pour mettre fin à la menace de l'Irak, l'estime qu'il faut détruire son potentiel militaire et faire disparaître Saddam Hussein de la scène politique », a indiqué, mardi, le porte-parole du premier ministre israélien. Même souci du président turc qui juge nécessaire de « briser les reins » du dictateur de Bagdad. Pour M. André Gratchev, l'un des conseillers de M. Gorbatchev, c'est au peuple irakien qu'il appartient de fixer le sort « d'un homme qui sortira de cette épreuve avec une armée aux deux tiers détruite et qui a contribué à la division du monde arabe ». L'ar-

mée irakienne est « au bord de l'effondrement », vient de confier au *Washington Post* le général Norman Schwarzkopf, le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », précisant qu'en ce moment les forces de la coalition détruisaient, chaque nuit, une centaine de chars ennemis. Le sort des armes ayant ainsi définitivement basculé en sa faveur après quelque 83 000 raids aériens depuis le début des hostilités, Saddam Hussein chercherait donc, selon les stratèges occidentaux, à éviter l'offensive terrestre.

Resterait à fixer les modalités du retrait des troupes irakiennes du Koweït qui, d'après les spécialistes, durerait entre une et deux semaines.

### « Confiant et calme »

Selon un porte-parole militaire américain, des plans ont été préparés bien avant l'initiative soviétique, qui prennent en compte « toutes les formes de désengagement ». Les États-Unis ont même mis en place, auprès de leurs unités combattantes, une structure aux mains de réservistes qui sera à gérer les affaires civiles dans les zones libérées, au fur et à mesure de l'avance des troupes.

Comme si de rien n'était, la presse irakienne continue de

menacer de « surprises effrayantes » les forces de coalition « si elles s'obstinent à continuer la guerre ». Selon M. Saeedoun Hamadi, le vice-premier ministre irakien, ce conflit a déjà fait plus de 20 000 morts et 60 000 blessés et provoqué 200 milliards de dollars de dégâts. Dans un communiqué, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a confirmé, à travers les témoignages de ses neuf délégués sur place, la « dégradation continue des conditions d'existence de la population civile et les risques accrus d'épidémie ».

A en croire des sources militaires américaines, certains signes monteraient que Saddam Hussein et la parti Baas ont des difficultés à contrôler la population et qu'il y aurait eu des « incidents isolés », dont on ignore la gravité. Radio-Bagdad a annoncé que le président irakien, qui n'a pas été vu ni entendu depuis le 12 février, avait présidé, mardi soir, une réunion officiellement consacrée à l'agriculture. Le dernier visiteur à l'avoir rencontré a été M. Primakov, qui a confié quelques brèves impressions à la télévision soviétique : « Il avait perdu un peu de poids. Il semblait assez confiant et calme... »

JACQUES DE BARRIN

## En cas de reconquête du Koweït par les troupes alliées

# Les Américains ont prévu l'administration temporaire de l'émirat ainsi que du sud de l'Irak

### DHAHRAN

de notre envoyée spéciale

Jusqu'où ira, si elle a lieu, l'offensive terrestre pour libérer le Koweït ? Si le bombardement de Bagdad a marqué le début de la guerre, il semble bien que l'armée américaine ait vu large, aussi sur le plan terrestre, puisque, selon un pool de journalistes américains, admis auprès de la section des affaires civiles attachée à la troisième division blindée, un plan pour l'administration civile et militaire de Bassorah, deuxième ville d'Irak, située dans le sud du pays, est aussi prévu. La réédition d'un plan plus significatif que l'une des tâches de la troisième division blindée arrivée d'Allemagne, équipée de nouveaux chars M1-A1, est d'aider à détruire la garde républicaine irakienne, équipée de chars soviétiques T-72, dont le gros des éléments est stationné autour de Bassorah.

Dans la perspective de la reconquête du Koweït, et donc aussi de l'occupation d'une partie de l'Irak — un expert de ces unités a refusé de préciser si un tel plan d'administration existait pour Bagdad « par souci de ne pas révéler les plans de bataille », — l'armée américaine a, en

tous les cas, mis en place auprès de ses unités combattantes toute une structure pour gérer les affaires civiles au fur et à mesure de l'avance de ses troupes. Ces responsables des affaires civiles sont, pour la plupart, des réservistes qui, normalement, occupent des postes techniques, par exemple des ingénieurs, des médecins ou infirmiers, des policiers, des spécialistes de l'eau, de l'électricité ou des transports. Leur tâche principale sera d'assurer la vie civile et le maintien de l'ordre dans les zones occupées.

### Les exigences des coutumes locales

L'offensive terrestre commencée, le premier problème posé à ces unités sera, selon l'un de ses membres, le sort des civils dont l'évacuation des zones de combat est en principe prévue. Toutefois, selon le major Frédéric Phillips, « elle ne sera pas obligatoire, si la présence de ces civils ne gêne pas l'avance des troupes et ne constitue pas pour elles un risque ». Il restera cependant à séparer, selon le major Phillips, « les agents irakiens ou leur sympathisants des autres ». Les premiers seront, selon lui, détenus comme prisonniers de guerre, les autres rassemblés sur l'arrière et

seront relâchés plus tard, affirme-t-il, tout en soulignant que les traducteurs koweïtiens, assésés dans cette tâche d'évacuation, seront protégés et ne devront jamais être laissés seuls en présence d'Irakiens.

Ce plan, qui reste sujet à révision, a dû au moins tenir compte de certaines exigences des gouvernements saoudien et koweïtien, relatives à leurs lois ou traditions. C'est ainsi que le gouvernement saoudien aurait demandé que les civils tués pendant une offensive soient immédiatement enterrés sur place, ce qui, selon le major Phillips, posera un difficile problème d'identification des morts. Le gouvernement du Koweït aurait aussi demandé que la recherche en vue de l'évacuation des femmes ne soit faite que par des femmes pour ne pas heurter les sentiments de la population qui, selon de nombreux témoignages, en a déjà beaucoup vu avec l'armée irakienne. Des volontaires féminines de l'armée américaine ont donc été adjointes à cette unité des affaires civiles.

Selon un spécialiste attaché à cette même unité, des centaines d'experts de l'administration civile attendent en Arabie saoudite pour mettre en place de tels systèmes de gouvernement dans les territoires qui seront occupés par les différentes unités. Une tâche d'autant plus délicate que cette action sera suivie de très près par l'opinion publique arabe. Une unité aurait en tout cas été spécialement constituée pour restaurer le gouvernement à Koweït, ce qui laisse supposer que, quoi qu'il arrive, l'armée américaine gênera le Koweït avant le retour de la famille Al Sabah. Selon un officiel koweïtien, d'ailleurs, le gouvernement en exil aurait déjà décidé l'instauration

de la loi martiale dans l'émirat pendant au moins six mois après le retour du gouvernement. Une perspective qui n'enchante guère l'opposition, qui craint que cette parenthèse soit une tentative de restaurer au maximum le système du passé.

Obsédés par le souvenir du Vietnam et de la mauvaise image laissée par l'armée, les officiels américains voudraient, à travers « Tempête du désert », non seulement ôter l'affaire l'un d'eux, « gagner la guerre mais aussi l'opinion mondiale ». C'est sans doute pour cela que des cours accélérés sur les lois de la guerre ont été très largement donnés au sein des unités réparties en Arabie saoudite, dans la volonté évidente d'éviter des tragédies comme celle de My-Lai, dont l'impact dans cette région du monde ultrasensible serait catastrophique, non seulement pour les États-Unis mais aussi pour leurs alliés arabes.

Comme l'affirme un officier supérieur, « les cours sur la loi de la guerre sont un rappel pour chaque soldat que sa mission dans l'opération « Tempête du désert » est de gagner la guerre et les esprits aussi bien que la guerre ». Les professeurs, des réservistes, avocats ou juges dans le civil, rappellent aussi inlassablement aux soldats que le but de cette guerre est de détruire militairement l'Irak, non le peuple irakien. La libération du Koweït, selon le compte rendu fait par le pool de journalistes américains, ne figurerait donc pas dans ce rappel. « Nous leur disons d'éviter de s'en prendre aux civils, de maltraiter les prisonniers, d'endommager inutilement les propriétés privées », affirme, entre autres, un

de ces professeurs détachés. Reste que, comme le dit un officier américain, ancien du Vietnam, « la vaste majorité des soldats n'ont jamais connu le feu, jamais vu la mort ou la

mutilation de leurs camarades, ce qui a transformé des jeunes Américains ordinaires en criminels de guerre au Vietnam ».

FRANÇOISE CHIPALUX

## Les États-Unis ne veulent pas financer la reconstruction de l'Irak

Le président George Bush estime que les États-Unis n'ont pas à payer pour la reconstruction de l'Irak après la guerre, a indiqué, mardi 19 février, le chef de file de la minorité républicaine à la Chambre des représentants, M. Robert Michel.

« Nous n'allons pas payer pour reconstruire l'Irak », a déclaré M. Bush mardi matin lors d'une rencontre à la Maison Blanche avec un groupe de responsables du Congrès. Selon M. Michel, George Bush a ajouté : « C'est un pays riche, si seulement ils utilisaient leurs ressources avec sagesse », au lieu de les consacrer à construire une machine militaire.

Ces commentaires du président Bush semblent remettre en cause des déclarations faites au début du mois par le secrétaire d'État James Baker. Lors d'auditions devant la commission des affaires étrangères du Sénat sur la guerre du Golfe, ce dernier avait lancé l'idée d'une banque pour la reconstruction du Proche-Orient. Banque au capital de laquelle il estimait que les États-Unis devraient participer pour y garder une voix, même si, comme il l'avait précisé, « par nécessité, la plupart des ressources pour la reconstruction devaient venir du Golfe ».

Cette banque, avait-il encore suggéré, serait inspirée de celle qui a été créée pour venir en aide

aux nouvelles démocraties d'Europe de l'Est. Le président Bush a indiqué aux dirigeants du Congrès, toujours selon M. Michel, que l'administration est « engagée dans des discussions diplomatiques très compliquées » en vue de l'après-guerre, incluant la question de savoir ce qui se passera dans les territoires occupés par Israël et le Liban.

### « Ce n'est pas comme l'Allemagne »

Mais M. Bush a indiqué clairement que cette région, avec ses ressources, n'est pas comme l'Allemagne ou le Japon, qui avaient bénéficié d'une aide financière massive des États-Unis après avoir été vaincus au terme de la seconde guerre mondiale.

« Il ne va pas y avoir de gros programme d'aide économique pour des pays qui disposent de ressources de cette importance », a résumé M. Michel. Interrogé lors de son briefing quotidien, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré que la contribution américaine à la reconstruction de l'Irak était pour l'instant « loin des préoccupations » de Washington. Il a rappelé que « les résolutions de l'ONU prévoient que l'Irak paie pour les dommages infligés au Koweït : il n'y a pas d'appel pour que d'autres paient pour les dommages subis par l'Irak ». — (AFP.)

### Les atrocités irakiennes au Koweït

## Des enfants tués de sang-froid

Des témoignages sur les atrocités commises par les forces irakiennes d'occupation au Koweït ont été présentés mardi 19 février devant la commission des droits de l'homme de la Chambre des communes par plusieurs Britanniques qui sont restés cachés dans l'émirat après l'invasion du 2 août.

Un employé de banque, M. Andrew Maynard, a décrit comment ses voisins, les cinq membres d'une même famille de Koweïtiens chez qui deux passeports américains avaient été découverts, avaient été tués un à un par des soldats. « J'ai vu des soldats irakiens tuer de sang-froid trois enfants âgés de trois à onze ans, puis leur père et leur grand-père, laissant la mère et la grand-mère assister à la scène ».

M. Christopher Bell, directeur d'une société d'informatique, qui est resté caché pendant cent trente-trois jours, a vu le 29 sep-

tembre un jeune homme tué d'une balle dans la tête après avoir été pris en chasse dans les rues de la capitale. M. Paul Kennedy a fait le récit de nombreux viols et de meurtres d'enfants ou d'adolescents. Rapporant le témoignage d'un de ses amis thaïlandais, il a indiqué que des soldats avaient menacé d'exécuter un enfant de quatre ans d'une balle dans la tête pour forcer sa mère à se soumettre.

Le député conservateur Anthony Coombs, secrétaire de la commission, a déclaré qu'« aucune paix ne pourra être qualifiée de juste ou de civilisée tant que ceux qui ont commis ces crimes et ceux qui les ont ordonnés ne seront pas jugés ». L'Association pour le Koweït libre a évalué à 7 000 le nombre de tués dans l'émirat par les troupes irakiennes et à 17 000 celui des personnes emprisonnées ou portées disparues. — (AFP, Reuters.)

## Deux livres essentiels

# INTIFADA



454 p.  
138 F.

## pour comprendre L'HISTOIRE QUE NOUS VIVONS



LES ÉQUILIBRES MILITAIRES  
(THE MILITARY BALANCE, IHS)

592 p.  
250 F.

Stock

## LA GUERRE DU GOLFE

## La coalition dans l'attente de la réponse

Si les Etats-Unis ont jugé insuffisant, mardi 19 février, le plan de paix soviétique, tout en semblant attendre la réponse de M. Saddam Hussein avant de lancer l'offensive terrestre, les Européens ont réagi de manière dispersée.

Les Britanniques se sont ralliés à la réaction américaine. Le premier ministre britannique, M. John Major, a affirmé à la Chambre des communes que le président irakien devait « se retirer sans condition » et que « rien ne permettait encore d'envisager un cessez-le-feu ou une pause dans

les combats ». « A notre avis, les propositions (soviétiques) ne remplissent pas totalement les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », a précisé un haut responsable britannique.

M. Roland Dumas a estimé qu'il « manque des considérations de date et de délai-butoir » dans les propositions de M. Gorbatchev.

La déclaration donnait la position officielle de la France stipulant que l'initiative soviétique « implique une réponse du président irakien qui doit être immédiate, sans équivoque et strictement

conforme aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ». Mardi soir, le président Mitterrand s'est entretenu par téléphone avec MM. George Bush et John Major.

A Rome, commentant la réaction américaine, le premier ministre italien, M. Giulio Andreotti a déclaré : « Je ne pense pas que cela représente un problème. Bien plus, je crois que cela devrait encourager M. Saddam Hussein. De cette manière, Saddam Hussein se montrerait très habile ».

Le ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, a qualifié l'appel soviétique à M. Saddam Hussein « de chance de la dernière heure qui mérite un soutien de toutes parts », dans un entretien sur la chaîne de télévision Deutsche Fernsehfunk. « Les efforts soviétiques pour la paix dans le Golfe ont toujours été faits sur la base des résolutions de l'ONU, en vue du retrait irakien du Koweït sans conditions » a-t-il souligné.

A Téhéran, le président iranien, Ali Akbar

M. Tarek Aziz de nouveau attendu en Union soviétique

## L'Irak ne semble pas pressé de répondre à M. Gorbatchev

Aucun début de réponse aux propositions faites lundi par M. Gorbatchev n'avait encore émané de Bagdad, mercredi 20 février en fin de matinée. Ce sont les Soviétiques qui, à Moscou par la voix de M. Bessmertnykh et à New-York par celle de leur ambassadeur à l'ONU, M. Vorontsov, ont annoncé qu'on attendait pour mercredi le retour de M. Tarek Aziz dans la capitale soviétique, porteur, espérait-on, d'une « réponse positive » du gouvernement irakien.

Ce nouveau voyage du ministre des affaires étrangères irakien, s'il se confirme, n'est sûrement pas de bon augure et paraît indiquer que Bagdad cherche encore à tergiverser, en dépit de la pression croissante des troupes coalisées. Les alliés ont réclamé de M. Saddam Hussein une réponse rapide et totalement claire sur l'évacuation du Koweït. Comme en étaient convenus mardi des responsables soviétiques, une telle réponse ne nécessitait pas que M. Tarek Aziz revienne à Moscou, elle aurait pu être donnée directement de Bagdad.

Mais le président irakien a apparemment refusé une fois de plus l'ultimatum. Il a présidé mardi une réunion de membres du Conseil du commandement de la révolution qui, selon Radio-Bagdad, était consacrée à l'agriculture. La radio irakienne a d'autre part annoncé que M. Tarek Aziz était rentré à Bagdad après des discussions à Moscou et à Téhéran sur l'agression américaine contre l'Irak, mais elle n'a fait aucune mention du plan de paix soviétique.

## « Une démarche sérieuse »

A Téhéran, où il s'est entretenu mardi pendant deux heures avec le président Rafsanjani, M. Tarek Aziz a déclaré que « l'acceptation par l'Irak de la résolution 660 ainsi que le début des négociations pour un retrait du Koweït, représentent une démarche sérieuse ». « Sérieuse », mais pas précipitée : le chef de la diplomatie irakienne, qui était arrivé dès lundi soir, à Téhéran, aura attendu une nuit et une demi-journée son entrevue avec le président iranien et n'a donc regagné Bagdad que mardi en fin d'après-midi. Cette façon de prendre son temps était tellement

inattendue que des organes de presse occidentaux, incrédules, cherchant mardi à la mi-journée la trace de M. Tarek Aziz, se demandèrent, quand il fut confirmé qu'il se trouvait encore à Téhéran, s'il n'avait pas fait dans la nuit un aller-retour à Bagdad.

## Démarche auprès de Pékin

Tandis que M. Tarek Aziz rentrait à Bagdad, via Téhéran, son compagnon de voyage, le vice-premier ministre Saadoun Hammadi, prenait de Moscou un avion pour Pékin, où il a rencontré mercredi le premier ministre chinois Li Peng. Cette démarche non prévue auprès d'un membre permanent du Conseil de sécurité semblait indiquer, elle aussi, que l'Irak n'a pas renoncé à jouer la carte diplomatique. M. Li Peng aurait insisté, lors de cet entretien, pour que l'Irak « saisisse l'opportunité qui lui était offerte et prenne des mesures immédiates et concrètes pour retirer ses troupes du Koweït ».

Le ton de la presse irakienne, qui s'en tenait mardi au communiqué publié la semaine dernière par le Conseil du commandement de la révolution (CCR) et à son rejet par la coalition sans commenter l'initiative soviétique, ne semblait pas préparer à une reddition. Le quotidien de l'armée al-Qadisiyah promettait ainsi « des surprises effrayantes aux forces ennemies » si celles-ci « s'obstinaient à poursuivre la guerre » ; « la guerre se soldera par la défaite de l'Amérique et sa faillite politique et morale », écrit encore le journal. Le quotidien al-Jumhuriyah écrivait pour sa part que « l'Irak continuera à tenir le rameau d'olivier d'une main et le fusil de l'autre », et qu'il est « déterminé à vaincre l'agression et à libérer les sanctuaires de l'Islam ». Le quotidien al-Thawrah, organe du parti Baas, accusait pour sa part Israël de s'approprier à participer aux opérations terrestres contre l'Irak.

De source militaire américaine en Arabie saoudite, on estimait mardi que Saddam Hussein « a des difficultés à contrôler la population ». On relevait des « incidents isolés », sans toutefois en préciser la nature ni la gravité.

## Les principales prises de position depuis le début

- 10 août : appel à la guerre sainte. - Dans un discours lu à la télévision, le président Saddam Hussein exhorta les Arabes à se soulever contre toute intervention étrangère dans le Golfe et les invita à engager une guerre sainte contre les armées étrangères. « Frères arabes, musulmans et croyants, où que vous soyez, ceci est votre jour » lance-t-il en appelant de ses vœux un soulèvement populaire contre les « agents de l'étranger ». « Les impérialistes, les dévotionnaires, les marchands, les agents politiques, les services de l'étranger et du sionisme se sont tous dressés contre l'Irak uniquement parce qu'il représente la conscience de la nation (arabe) et sa capacité à préserver son honneur et ses droits de toute atteinte. L'Irak, ô Arabes, est votre Irak (...). C'est le flambeau du droit pour repousser les ténèbres » déclare-t-il notamment.

- 12 août : la « solution globale ». - M. Saddam Hussein préconise « une solution globale » pour toutes les régions occupées du Proche-Orient. « Je propose, dit-il dans un discours rapporté par Radio-Bag-

dad, que tous les problèmes d'occupation, actuels ou à venir, dans la région tout entière soient réglés sur la même base et selon les mêmes principes énoncés par le Conseil de sécurité ». Le président irakien se prononce « pour un retrait immédiat et sans condition d'Israël des territoires arabes occupés de Palestine, de Syrie et du Liban, et un retrait en Irak et l'Iran, en plus de dispositions à prendre dans le cas du Koweït ». « Le retrait militaire, a-t-il poursuivi, devrait s'effectuer selon un calendrier applicable dans tous les cas ». Il ajoute toutefois que, en ce qui concerne le Koweït, il faut « prendre en considération les droits historiques de l'Irak sur son territoire et le choix de la population koweïtienne ».

- 28 août : le Koweït, « dix-neuvième province ». - Bagdad annonce, le 28 août, un découpage administratif faisant de Koweït et ses environs la dix-neuvième province irakienne et rattachant le reste de l'émirat à la province de Bassorah (sud de l'Irak). Dans ses interventions ultérieures, le gouvernement

## Moscou n'exclut pas que l'offensive terrestre soit déclenchée avant l'aboutissement de sa démarche diplomatique

« Nous sommes des gens obstinés ; s'il est vrai que les Etats-Unis rejettent le plan soviétique, nous continuerons à chercher des voies pour maintenir le contact. » Alexandre Dzassokhov, le nouvel homme fort du bureau politique, président de la commission des affaires étrangères du Soviet suprême soviétique, n'était nullement décontenancé, mardi 19 février, par la nouvelle, tombée de Washington, que lui « apprenait » les journalistes.

## MOSCOU

de notre correspondant

Cette réaction dénote bien le ton aujourd'hui à Moscou. Une initiative a été lancée lundi, il faut aller jusqu'au bout et attendre la réponse de Bagdad que devait apporter mercredi M. Tarek Aziz. Un avion spécial soviétique attendait à Téhéran le chef de la diplomatie irakienne pour le ramener à Moscou. Pas question entre-temps de polémiques avec les membres de la coalition sur l'accueil qu'ils ont réservé à la proposition du président Mikhaïl Gorbatchev.

Le secret autour des propositions soviétiques reste bien gardé, et les diverses hypothèses parues dans la presse occidentale ont successivement été démenties. M. Alexandre Bessmertnykh, le ministre des

affaires étrangères, a fait un rapport mardi devant le Soviet suprême sur la position de son pays dans la crise du Golfe. Il s'est bien gardé de donner des indications sur le plan mais a réaffirmé le principe de base qui guide l'initiative soviétique : « la restauration d'un Etat souverain et indépendant au Koweït ».

## Ne pas traîner l'Irak en vaincu

Une fois cela dit, apparaît l'originalité de la démarche de Moscou. « Il ne faut pas se comporter avec l'Irak comme à l'égard d'un pays vaincu », a souligné le ministre, qui estime qu'un règlement passe aussi par des compromis de la part du camp allié. « Un résultat rapide et réel des efforts ne pourra être obtenu que si toutes les parties concernées prennent des mesures réalistes et constructives », a affirmé M. Bessmertnykh.

Il rappelle toutefois que « personne dans la région ne souhaite de changements de frontières ». « L'entrée dans la phase militaire a marqué le début d'une nouvelle étape. La population a commencé à souffrir et des coups importants ont été portés à l'infrastructure économique de l'Irak ». C'est alors que sont apparus, selon le chef de la diplomatie soviétique, « les risques d'extension du conflit et de dépassement du mandat du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Le risque de voir les combats terrestres commencer avant que les efforts soviétiques aient abouti est

désormais intégré dans le discours des responsables à Moscou. Le plan soviétique de règlement peut être également réalisable après le déclenchement d'une offensive terrestre, « mais dans ce cas il perd beaucoup de son efficacité », ont affirmé des « milieux proches de la direction soviétique » à l'agence Interfax, toujours bien informée.

« La partie soviétique ne voudrait pas que dans les futures structures régionales de sécurité, qu'il faudra créer après la fin du conflit, on se comporte à l'égard de l'Irak comme avec un quelconque pays vaincu. Cet Etat (irakien) doit être une partie intégrante de l'équilibre régional », ont ajouté ces sources. Pour sa part, M. Vitali Ignatenko, le porte-parole du président, s'est voulu confiant : « Si nous recevons une réponse de Saddam Hussein, selon l'esprit et la lettre de notre proposition, une offensive ne serait pas nécessaire ».

## La ligne Primakov

L'homme du dialogue avec Saddam Hussein, M. Evgeni Primakov, se veut lui aussi optimiste. L'Irak est « plus prêt que jamais de la décision de retrait inconditionnel du Koweït », a-t-il affirmé mardi soir dans un long entretien à la télévision de Moscou. Ce conseiller du président, connu pour sa volonté de ne pas abandonner le Moyen-Orient aux seuls Américains, mesure aussi les obstacles qui se dressent encore face à l'initiative

(traduit)

## Les Douze ont préféré, à Luxembourg, parler de l'après-guerre...

Faute de pouvoir exercer une quelconque influence sur les événements en cours, les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis mardi 19 février à Luxembourg, ont peu délibéré de l'actualité. L'initiative de M. Gorbatchev et la position à adopter par la Communauté dans l'hypothèse où les autorités irakiennes se résigneraient à un retrait inconditionnel du Koweït, - préférant réfléchir sur l'après-guerre. Ils ont finalement adopté une déclaration où ils réaffirment « leur volonté de contribuer activement au rétablissement de la sécurité, de la stabilité, ainsi qu'au développement économique de la région ».

## LUXEMBOURG

(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, a estimé que, sur ce thème de l'action de l'Europe après la fin des hostilités, les Douze étaient parvenus à rapprocher leurs points de vue. De fait, la Communauté est apparue cette fois moins divisée qu'inconsistante et inutile.

La tentative des ministres pour éviter les vrais problèmes du jour relevait de la meilleure tradition surréaliste. « Nous sommes tributaires de l'actualité », reconnaissait M. Roland Dumas, comme pour faire pardonner au Conseil de s'être apesanti un quart d'heure sur l'initiative de Moscou. Le comportement des ministres prenait alors une tournure franchement comique, partagé entre ceux qui avaient et ceux qui ne savaient pas, ceux qui avaient été mis dans le secret et ceux que Moscou avait laissés dans l'ignorance. Les premiers, ravis de ce statut d'interlocuteur privilégié, ne voulaient rien dire parce qu'ils avaient promis le secret à M. Gorbatchev. Parmi eux, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie. Les autres, bien sûr, étaient amers mais silencieux. Quoi qu'il en soit, cette facétie diplomatique de M. Gorbatchev coupait l'Europe des Douze en deux sans que ces chants de l'union politique en paraissent affectés.

Beau prétexte pour à peine réagir lorsqu'une dépêche annonça que le scénario proposé par le Kremlin était rejeté par le président Bush. « Cela ne me surprend qu'à moitié. Dans les propositions soviétiques il manque des

considérations de dates et de délai-butoir et les Etats-Unis ont pu considérer que, le temps passant, c'était insuffisant », commenta M. Dumas. M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, observait que la démarche soviétique s'adressait à Saddam Hussein : celui-ci accepterait-il ou pas de quitter le Koweït ?

Quoi qu'il en soit, les Douze « ont pris acte avec intérêt de l'appel du président Gorbatchev à la direction irakienne et apprécié en particulier son invitation à un retrait complet et inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït ».

## Une affaire entre « combattants »

Que faire si cette invitation était enfin entendue ? S'en tenir à la libération du Koweït ou aller plus loin ? Un thème sans doute trop brûlant pour être traité alors que l'actualité ne l'écouait pas encore. M. Dumas a fourni à cette omission une double explication qui, examinée à la lumière des ambitions unitaires des Douze, ne

manque pas de s'avérer : « Si l'Irak se retire, un cessez-le-feu interviendra et par conséquent une procédure particulière entre les combattants. Cela ne concerne pas les pays au combat, dans le cas de la Communauté, essentiellement la Grande-Bretagne, la France, un peu l'Italie. Les douze pays de la CEE ne sont pas dans la même situation, tous ne sont pas concernés de la même façon », a-t-il noté. M. Hurd s'est exprimé dans le même sens. Le ministre français, appuyé sur ce point par M. Delors, a ajouté que la coopération politique telle qu'elle est pratiquée par les Douze « ne permet pas de traiter les problèmes au jour le jour, la coopération politique est obligée de réfléchir à long terme ».

La déclaration approuvée par les ministres ne renouvelle pas le genre. Elle confirme la fragilité diplomatique de la troïka communautaire qui, au cours des semaines à venir, rencontrera les ministres des affaires étrangères d'Israël, des cinq pays de l'Union (Union du Maghreb arabe) et des huit pays arabes qui viennent de se réunir le 16 février au Caire pour

## La méfiance de M. Mitterrand

Suite de la première page

Pour M. Mitterrand, c'est à Saddam Hussein de parler et d'agir. De parler et d'agir vite et clair, car nous ne sommes plus dans la situation qui prévalait avant le 15 janvier, avant le début des combats, lorsque la diplomatie française avait cherché jusqu'à l'expiration de l'ultimatum des Nations unies à éviter le recours à la force. Pour l'Elysée, le président irakien ne doit plus avoir de marge de manœuvre tant il serait risqué de le laisser loupoyer, de réponses dilatoires en tergiversations, jusqu'à la mi-mars, c'est-à-dire jusqu'au retour de la saison chaude, peu propice à la guerre. Le seul moyen pour Saddam Hussein d'éviter la destruction de son armée et sans doute le renversement de son régime est donc d'annoncer dans les heures qui viennent son intention d'appliquer sans délai la résolution 660 du Conseil de sécurité qui prévoit l'évacuation immédiate et inconditionnelle du Koweït.

Encore faudra-t-il, aux yeux de Paris, pour qu'intervienne un cessez-le-feu, qu'un calendrier soit fixé

pour cette évacuation (de l'ordre d'une à deux semaines), que la question du rapatriement du matériel militaire soit réglée et qu'un processus de vérification de l'opération soit mis en place (M. Perez de Cuellar est prêt à envoyer les observateurs nécessaires sur la frontière irakien-koweïtienne).

A en croire M. Roland Dumas, ces « considérations de dates et de délai-butoir » sont manifestement absentes du plan soviétique. Le ministre des affaires étrangères a également rappelé mardi soir que l'Irak devrait s'engager à respecter toutes les résolutions du Conseil de sécurité, manière comme une autre de dire que nombre d'entre elles sont aussi absentes du plan soviétique. Il en irait notamment ainsi de celles concernant la souveraineté du Koweït ou exigeant des indemnités de guerre pour l'émirat occupé et saécagé.

Bagdad répondra-t-il à ce que l'on considère au Quai d'Orsay comme un « ultime appel » avant l'offensive terrestre, programmée pour les prochains jours ? Beaucoup dépendra

de l'évaluation que Saddam Hussein fait de sa situation militaire. Si, comme on le pense du côté français, ses pertes vont croissant depuis deux semaines et si le sort des armes a basculé à son détriment, il pourrait être tenté de sauver ce qui peut encore être sauvé. Mais est-il prêt à reconnaître une défaite militaire assortie d'un formidable revirement politique ? Ne sera-t-il pas tenté de gagner du temps, de multiplier les provocations envers Israël pour tenter encore de changer la nature de l'affrontement, de jouer sur d'éventuelles divisions entre les membres permanents du Conseil de sécurité (URSS bien sûr, mais aussi la Chine, où il vient d'envoyer son vice-premier ministre, M. Hamadi) dans l'espoir d'obtenir un cessez-le-feu provisoire et de retrouver son souffle ? Peut-être, si l'on se souvient de l'usage en forme de ruse de guerre que Saddam Hussein avait fait de certaines suspensions des combats pendant sa guerre contre l'Iran. Mais le message qui lui est envoyé de Paris est dépourvu d'ambiguïté : il se veut totalement dissuasif. Ce n'est qu'après la guerre que la France fera à nouveau entendre sa différence.

JACQUES AMALRIC

هَذَا مِنْ الْأَصْلِ



25 12 1990

# LA GUERRE DU GOLFE

## irakienne au plan de paix soviétique

Hachemi Rafsandjani, a pressé les alliés de retarder le déclenchement de l'offensive terrestre, afin de laisser des efforts diplomatiques le temps de convaincre l'Irak de se retirer du Koweït. « Les gestes irakiens encouragent à l'optimisme », a estimé M. Rafsandjani, cité par l'agence IRNA.

Le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, en visite mardi à Bonn, s'est dit persuadé que l'Irak est prêt à se retirer du Koweït sans condition. « Après ma rencontre avec le ministre irakien des affaires étrangères Tarek Aziz il y a

deux jours, je peux vous dire que l'Irak est prêt à se retirer du Koweït sans conditions sur la base de la résolution 660 », a-t-il déclaré.

M. Velayati a également affirmé que les nouveaux « accords de sécurité » proposés par Téhéran pour la région du Golfe ne comprendront pas Israël. Le chef de la diplomatie iranienne devait être reçu, mercredi, à l'Élysée par le président Mitterrand, puis rencontrer M. Roland Dumas.

A Damas, sans faire directement allusion au plan soviétique, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al Charr, a réaffirmé la conviction de la Syrie que « la seule condition préalable à un arrêt de la guerre consiste en un retrait irakien du Koweït sans conditions ».

Enfin, le président turc Turgut Ozal a jugé nécessaire de « briser les reines » de M. Saddam Hussein pour abréger la guerre du Golfe. « Pour que la guerre s'achève le plus tôt possible, a-t-il déclaré, il faut briser les reines de cet homme, et non ceux de son peuple. Si la guerre se prolonge, son peuple aura lui aussi les reines brisées. » Le chef de l'Etat

turc, qui s'entretient fréquemment par téléphone avec le président George Bush, a dit douter que les États-Unis laissent en place l'actuel régime irakien. « Il se peut que l'Union soviétique souhaite voir (M. Saddam Hussein) survivre, mais le président américain, que je connais, n'abandonnera pas aussi facilement. Après toutes ces dépenses et ce déploiement de troupes, il ne s'en ira pas sans avoir obtenu de résultat. Ce n'est d'ailleurs pas souhaitable politiquement », a-t-il ajouté. — (AFP, Reuters, AP.)

## Le dilemme de George Bush

# Le gouvernement américain hésite à torpiller définitivement le plan de M. Gorbatchev

Le plan de paix soviétique intervient bien mal pour une Maison Blanche dont les troupes sont « prêtes » à entamer la phase finale des combats et qui se voyait déjà assurée de toucher au but : la libération du Koweït, mais aussi le démantèlement de la puissance militaire de Saddam Hussein. Mais une victoire « politique » moins sanglante n'est pas à négliger, et George Bush hésite à fermer définitivement la porte à la négociation.

mentonnait pas les dommages dus par l'Irak au Koweït et à l'assaut par la sécurité dans la région après la guerre (qui, pour Washington, passe par l'élimination du potentiel militaire irakien).

S'agissait-il pour la Maison Blanche d'inciter les Soviétiques à élever la barre, à « durcir » leur plan dans l'espoir d'accroître les chances que Saddam Hussein prenne sur lui de le rejeter ? Ou simplement d'adopter une position d'attente, et de donner le ton — un ton négatif — aux réactions des membres de la coalition, Britanniques en tête ?

En tout état de cause, après la douce euphorie de ces derniers jours, l'initiative soviétique est venue contraindre M. Bush et son administration à jouer un jeu plus serré. Autant il avait été facile au président américain de balayer d'un mot sans appel le « Force Iraq » la déclaration par laquelle l'Irak mentionnait pour la première fois son intention d'évacuer le Koweït, autant l'entrée en jeu des Soviétiques demande une réponse un peu plus élaborée, un peu moins définitive.

De son côté, l'opinion américaine semble tout aussi préparée à l'offensive terrestre que les soldats, vu l'énormité de leur dispositif d'assaut et le piètre état de l'ennemi, qui a subi « des pertes terribles », selon l'expression d'un responsable américain à Ryad. Dans une interview publiée par le *Washington Post*, le général Schwarzkopf, commandant en chef dans le Golfe, abonde dans le même sens, explique que l'armée irakienne est « au bord de l'effondrement », et ajoute que l'aviation des coalisés détruit désormais l'équivalent de deux bataillons de chars par nuit de bombardements, soit cent tanks (l'écroulement se produit apparemment à la tombée de la nuit, lorsque les missiles de l'aviation alliée sont attirés par la chaleur accumulée par les canons ou les tourelles des chars qui émergent du sable, qui lui se refroidit plus vite). Selon les indications données par des officiers américains à la chaîne ABC, 70 % des blindés irakiens dans la zone d'opérations auraient été mis hors de combat (soit plus du double de l'estimation officielle américaine, délibérément prudente).

Et l'initiative soviétique, qui survient à un moment où « l'image » de M. Gorbatchev s'est fortement dégradée aux États-Unis, a plutôt mauvaise presse. Le *Washington Post* y a consacré un éditorial pasablement irrité, et le *Wall Street Journal* — faucon parmi les faucons — y a vu une raison supplémentaire « d'augmenter la pression », et « d'écraser complètement la puissance militaire de Saddam ».

Mais le désir d'aller jusqu'au bout, qui semble dominer l'esprit du public, n'est pas universellement partagé, et un certain nombre d'élus et de commentateurs mettent en garde M. Bush, sur le thème : « Le mieux pourrait être l'ennemi du bien. » Certains des arguments qui plaident pour une offensive terrestre peuvent tout aussi bien être retournés. Si l'armée irakienne est, dans un tel état, pourquoi ne pas considérer que l'un de ses objectifs majeurs des États-Unis — l'élimination de la menace militaire de Bagdad, — a déjà été atteint, d'autant que l'infrastructure militaire du pays a été détruite ? C'est ce que semblait suggérer le général Schwarzkopf

## WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush n'aime pas du tout le plan soviétique qui le priverait d'une victoire totale sur Saddam Hussein. Mais il est forcé d'en tenir compte, et n'a pas voulu, à ce stade, prendre la responsabilité de le torpiller définitivement.

La tentation de rejeter de but en blanc l'initiative soviétique était pourtant bien grande, et c'est bien ce que M. Bush a lui-même paru faire quand il a déclaré, dans la matinée du mardi 19 février : « Très franchement, et j'ai été franc avec lui (M. Gorbatchev) [...], c'est une initiative par rapport à ce qui serait nécessaire. » M. Bush, qui a tenu ces propos avant d'entamer une rencontre avec les chefs de file du Congrès, faisait allusion à la réponse envoyée par Washington à la note par laquelle les Soviétiques exposaient les grandes lignes de leur plan. Et pour que les choses soient encore plus claires, il ajoutait aussitôt : « En ce qui me concerne, il n'y a pas à négocier. Les objectifs ont été fixés. Il n'y aura pas de concessions. »

## Une branche tendue à Saddam Hussein

Que faire, ensuite, si Saddam Hussein se refuse à la branche tendue par M. Gorbatchev, accepte d'évacuer le Koweït sans condition ? De toute évidence, M. Bush serait fortement tenté de passer outre. Tout l'y pousse, à commen-

## Des votes à l'ONU

et des prêts en dollars

L'URSS, elle, a voté pour, sans pour autant se croire obligée d'envoyer dans le Golfe le moindre élément de sa puissante armée. Sans qu'il soit tout à fait certain, malgré les assurances prodiguées à Roland Dumas par son collègue soviétique, qu'il ne subsiste pas par-ci par-là, dans les rangs irakiens, quelques conseillers techniques venus du froid (5). Ce n'est pas faire un procès à l'ex-patrie du socialisme que de penser qu'il existe un certain rapport entre ce vote onusien et les prêts de respectivement 4 milliards et 1 milliard de dollars qu'elle a récemment obtenus de l'Arabie saoudite et de l'Émirat du Koweït.

## Un image fortement dégradée

Et l'initiative soviétique, qui survient à un moment où « l'image » de M. Gorbatchev s'est fortement dégradée aux États-Unis, a plutôt mauvaise presse. Le *Washington Post* y a consacré un éditorial pasablement irrité, et le *Wall Street Journal* — faucon parmi les faucons — y a vu une raison supplémentaire « d'augmenter la pression », et « d'écraser complètement la puissance militaire de Saddam ».

## Une image fortement dégradée

Et l'initiative soviétique, qui survient à un moment où « l'image » de M. Gorbatchev s'est fortement dégradée aux États-Unis, a plutôt mauvaise presse. Le *Washington Post* y a consacré un éditorial pasablement irrité, et le *Wall Street Journal* — faucon parmi les faucons — y a vu une raison supplémentaire « d'augmenter la pression », et « d'écraser complètement la puissance militaire de Saddam ».

## La déclaration du président américain

« Il n'y aura pas de concessions... »

Voici l'intégralité de la déclaration de rejet du plan soviétique faite par le président George Bush au début de sa réunion, mardi 19 février, avec les dirigeants du Congrès :

« J'apprécie le fait que le président Gorbatchev m'ait fait parvenir une copie de son offre, de l'offre irakienne, de la proposition qu'il a faite à l'Irak relative au Golfe, au conflit qui s'y déroule.

« Nous avons fait parvenir, hier soir, nos commentaires à l'Union soviétique.

« Laissez-moi seulement répéter qu'en ce qui me concerne il n'y a pas de négociations. Les objectifs ont été définis. Il n'y aura pas de concessions, rien à donner.

« Le président Gorbatchev a demandé que je garde confidentiels les détails de son offre et je vais le faire. Je respecterai cette requête afin d'étudier complètement cette initiative.

« Mais, très franchement, et j'ai été franc avec lui à ce propos, tout en soulignant qu'il appréciera qu'il nous ait envoyés [ce plan], celui-ci est insuffisant par rapport à ce qui serait nécessaire. J'en resterais là pour l'instant. » — (AFP.)

## irakiennes du conflit

irakien se réfère toujours à la « dix-neuvième province », le ministre de l'Information ajoutant souvent que « le monde entier » doit oublier « jusqu'au nom même de Koweït ».

— 13 janvier : double message. — Le président irakien relance ses deux messages initiaux : « L'Irak est attaché à l'application de toutes les résolutions des Nations unies, à commencer par celles sur la Palestine », et Bagdad remportera la victoire dans la « guerre sainte ».

— 15 février : les conditions mises au retrait du Koweït. — La liste des conditions posées par le Conseil de commandement de la révolution irakienne — dans son message du 15 février — à un retrait du Koweït, comprend : la rétrocession de la Palestine et des territoires qu'il occupe au Golan syrien et au Liban ; la reconstruction de l'Irak par les pays qui ont participé à l'« agression » et à son financement ; l'annulation de toutes les dettes dues aux pays « agresseurs » par l'Irak et par les pays de la région qui ont été lésés dans le conflit.

## D'un désordre à un autre ?

Suite de la première page

Les caprices de l'Histoire font que ces cinq sont les seuls aujourd'hui à s'être officiellement dotés d'armes nucléaires. Roosevelt ne doutait pas que son pays dominait la nouvelle organisation : « L'Angleterre, dit-il un jour à son fils Elliott, est en déclin, la Russie se méfie de nous et nous rend méfiants à son égard. L'Amérique est la seule grande puissance qui puisse maintenir la paix dans le monde » (4). Que reste-t-il de ce rêve ? L'arme nucléaire a coupé durablement le monde en deux. La quasi-totalité des pays de la planète ont beau faire partie des Nations dites « unies », celles-ci ont beau disposer de réels pouvoirs, y compris celui de recourir à la force armée, soit pour s'opposer, soit même pour faire face à une agression (Corée, 1950 ; Katanga, 1960), leur action a été la plupart du temps paralysée soit par l'abus du veto dont disposent les membres permanents — spécialité soviétique — soit par le refus des pays mis en cause de s'insérer devant leurs injonctions : Israël déclinait en la matière un record inégalé, mais l'Irak, depuis le mois d'août, lui dispute la palme.

## Des votes à l'ONU

et des prêts en dollars

L'URSS, elle, a voté pour, sans pour autant se croire obligée d'envoyer dans le Golfe le moindre élément de sa puissante armée. Sans qu'il soit tout à fait certain, malgré les assurances prodiguées à Roland Dumas par son collègue soviétique, qu'il ne subsiste pas par-ci par-là, dans les rangs irakiens, quelques conseillers techniques venus du froid (5). Ce n'est pas faire un procès à l'ex-patrie du socialisme que de penser qu'il existe un certain rapport entre ce vote onusien et les prêts de respectivement 4 milliards et 1 milliard de dollars qu'elle a récemment obtenus de l'Arabie saoudite et de l'Émirat du Koweït.

## Un image fortement dégradée

Et l'initiative soviétique, qui survient à un moment où « l'image » de M. Gorbatchev s'est fortement dégradée aux États-Unis, a plutôt mauvaise presse. Le *Washington Post* y a consacré un éditorial pasablement irrité, et le *Wall Street Journal* — faucon parmi les faucons — y a vu une raison supplémentaire « d'augmenter la pression », et « d'écraser complètement la puissance militaire de Saddam ».

## La déclaration du président américain

« Il n'y aura pas de concessions... »

Voici l'intégralité de la déclaration de rejet du plan soviétique faite par le président George Bush au début de sa réunion, mardi 19 février, avec les dirigeants du Congrès :

« J'apprécie le fait que le président Gorbatchev m'ait fait parvenir une copie de son offre, de l'offre irakienne, de la proposition qu'il a faite à l'Irak relative au Golfe, au conflit qui s'y déroule.

« Nous avons fait parvenir, hier soir, nos commentaires à l'Union soviétique.

« Laissez-moi seulement répéter qu'en ce qui me concerne il n'y a pas de négociations. Les objectifs ont été définis. Il n'y aura pas de concessions, rien à donner.

« Le président Gorbatchev a demandé que je garde confidentiels les détails de son offre et je vais le faire. Je respecterai cette requête afin d'étudier complètement cette initiative.

« Mais, très franchement, et j'ai été franc avec lui à ce propos, tout en soulignant qu'il appréciera qu'il nous ait envoyés [ce plan], celui-ci est insuffisant par rapport à ce qui serait nécessaire. J'en resterais là pour l'instant. » — (AFP.)

## La déclaration du président américain

« Il n'y aura pas de concessions... »

Voici l'intégralité de la déclaration de rejet du plan soviétique faite par le président George Bush au début de sa réunion, mardi 19 février, avec les dirigeants du Congrès :

« J'apprécie le fait que le président Gorbatchev m'ait fait parvenir une copie de son offre, de l'offre irakienne, de la proposition qu'il a faite à l'Irak relative au Golfe, au conflit qui s'y déroule.

« Nous avons fait parvenir, hier soir, nos commentaires à l'Union soviétique.

« Laissez-moi seulement répéter qu'en ce qui me concerne il n'y a pas de négociations. Les objectifs ont été définis. Il n'y aura pas de concessions, rien à donner.

« Le président Gorbatchev a demandé que je garde confidentiels les détails de son offre et je vais le faire. Je respecterai cette requête afin d'étudier complètement cette initiative.

« Mais, très franchement, et j'ai été franc avec lui à ce propos, tout en soulignant qu'il appréciera qu'il nous ait envoyés [ce plan], celui-ci est insuffisant par rapport à ce qui serait nécessaire. J'en resterais là pour l'instant. » — (AFP.)

## principales prises de position depuis le 15

irakien se réfère toujours à la « dix-neuvième province », le ministre de l'Information ajoutant souvent que « le monde entier » doit oublier « jusqu'au nom même de Koweït ».

— 13 janvier : double message. — Le président irakien relance ses deux messages initiaux : « L'Irak est attaché à l'application de toutes les résolutions des Nations unies, à commencer par celles sur la Palestine », et Bagdad remportera la victoire dans la « guerre sainte ».

— 15 février : les conditions mises au retrait du Koweït. — La liste des conditions posées par le Conseil de commandement de la révolution irakienne — dans son message du 15 février — à un retrait du Koweït, comprend : la rétrocession de la Palestine et des territoires qu'il occupe au Golan syrien et au Liban ; la reconstruction de l'Irak par les pays qui ont participé à l'« agression » et à son financement ; l'annulation de toutes les dettes dues aux pays « agresseurs » par l'Irak et par les pays de la région qui ont été lésés dans le conflit.

## D'un désordre à un autre ?

Les caprices de l'Histoire font que ces cinq sont les seuls aujourd'hui à s'être officiellement dotés d'armes nucléaires. Roosevelt ne doutait pas que son pays dominait la nouvelle organisation : « L'Angleterre, dit-il un jour à son fils Elliott, est en déclin, la Russie se méfie de nous et nous rend méfiants à son égard. L'Amérique est la seule grande puissance qui puisse maintenir la paix dans le monde » (4). Que reste-t-il de ce rêve ? L'arme nucléaire a coupé durablement le monde en deux. La quasi-totalité des pays de la planète ont beau faire partie des Nations dites « unies », celles-ci ont beau disposer de réels pouvoirs, y compris celui de recourir à la force armée, soit pour s'opposer, soit même pour faire face à une agression (Corée, 1950 ; Katanga, 1960), leur action a été la plupart du temps paralysée soit par l'abus du veto dont disposent les membres permanents — spécialité soviétique — soit par le refus des pays mis en cause de s'insérer devant leurs injonctions : Israël déclinait en la matière un record inégalé, mais l'Irak, depuis le mois d'août, lui dispute la palme.

## Des votes à l'ONU

et des prêts en dollars

L'URSS, elle, a voté pour, sans pour autant se croire obligée d'envoyer dans le Golfe le moindre élément de sa puissante armée. Sans qu'il soit tout à fait certain, malgré les assurances prodiguées à Roland Dumas par son collègue soviétique, qu'il ne subsiste pas par-ci par-là, dans les rangs irakiens, quelques conseillers techniques venus du froid (5). Ce n'est pas faire un procès à l'ex-patrie du socialisme que de penser qu'il existe un certain rapport entre ce vote onusien et les prêts de respectivement 4 milliards et 1 milliard de dollars qu'elle a récemment obtenus de l'Arabie saoudite et de l'Émirat du Koweït.

## Un image fortement dégradée

Et l'initiative soviétique, qui survient à un moment où « l'image » de M. Gorbatchev s'est fortement dégradée aux États-Unis, a plutôt mauvaise presse. Le *Washington Post* y a consacré un éditorial pasablement irrité, et le *Wall Street Journal* — faucon parmi les faucons — y a vu une raison supplémentaire « d'augmenter la pression », et « d'écraser complètement la puissance militaire de Saddam ».

## La déclaration du président américain

« Il n'y aura pas de concessions... »

Voici l'intégralité de la déclaration de rejet du plan soviétique faite par le président George Bush au début de sa réunion, mardi 19 février, avec les dirigeants du Congrès :

« J'apprécie le fait que le président Gorbatchev m'ait fait parvenir une copie de son offre, de l'offre irakienne, de la proposition qu'il a faite à l'Irak relative au Golfe, au conflit qui s'y déroule.

« Nous avons fait parvenir, hier soir, nos commentaires à l'Union soviétique.

« Laissez-moi seulement répéter qu'en ce qui me concerne il n'y a pas de négociations. Les objectifs ont été définis. Il n'y aura pas de concessions, rien à donner.

« Le président Gorbatchev a demandé que je garde confidentiels les détails de son offre et je vais le faire. Je respecterai cette requête afin d'étudier complètement cette initiative.

« Mais, très franchement, et j'ai été franc avec lui à ce propos, tout en soulignant qu'il appréciera qu'il nous ait envoyés [ce plan], celui-ci est insuffisant par rapport à ce qui serait nécessaire. J'en resterais là pour l'instant. » — (AFP.)

## La déclaration du président américain

« Il n'y aura pas de concessions... »

Voici l'intégralité de la déclaration de rejet du plan soviétique faite par le président George Bush au début de sa réunion, mardi 19 février, avec les dirigeants du Congrès :

« J'apprécie le fait que le président Gorbatchev m'ait fait parvenir une copie de son offre, de l'offre irakienne, de la proposition qu'il a faite à l'Irak relative au Golfe, au conflit qui s'y déroule.

« Nous avons fait parvenir, hier soir, nos commentaires à l'Union soviétique.

« Laissez-moi seulement répéter qu'en ce qui me concerne il n'y a pas de négociations. Les objectifs ont été définis. Il n'y aura pas de concessions, rien à donner.

« Le président Gorbatchev a demandé que je garde confidentiels les détails de son offre et je vais le faire. Je respecterai cette requête afin d'étudier complètement cette initiative.

« Mais, très franchement, et j'ai été franc avec lui à ce propos, tout en soulignant qu'il appréciera qu'il nous ait envoyés [ce plan], celui-ci est insuffisant par rapport à ce qui serait nécessaire. J'en resterais là pour l'instant. » — (AFP.)

ANDRÉ FONTAINE

(4) Elliott Roosevelt, *Mon père m'a dit*, Paris, Flammarion, 1947.  
(5) Voir à ce sujet l'article de Peter Schweizer, « What Was Gorbatchev's Man Up To in Baghdad? » dans le *Wall Street Journal Europe* du 14 février.  
(6) Entretien au *Nouvel Observateur*, 24 janvier.

## LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

## Les alliés accentuent leur pression sur le sud de l'Irak

Les canons de l'armée américaine ont tiré lundi des centaines d'obus et de salves de roquettes sur une bande désertique faiblement défendue dans le sud de l'Irak, au cours du plus violent pilonnage d'artillerie depuis le début de la guerre, ont affirmé mardi 19 février des officiers américains dans le nord de l'Arabie saoudite.

Plus de 500 000 soldats ont été massés par l'Irak dans des fortifications à l'intérieur et autour du Koweït, alors que la frontière sud de l'Irak (avec l'Arabie) demeure légèrement défendue, ce qui étonne le commandement des forces alliées. Les tirs d'artillerie visent également à appuyer les raids des hélicoptères de combat américains contre les blindés irakiens retranchés à 50 km de la frontière saoudo-irakienne. Au cours de l'un de ces raids, lundi après-midi, les pilotes d'un hélicoptère américain affirmèrent avoir détruit deux chars, un véhicule blindé et plusieurs camions 80 km à l'intérieur du territoire irakien.

Dans un secteur voisin, un accrochage s'est produit mardi à l'aube entre une

patrouille de reconnaissance irakienne, qui semble avoir fait mine de vouloir se rendre, et une patrouille américaine. Celle-ci, selon ses officiers, a « joué au chat et à la souris » avec les irakiens pendant quatre heures avant finalement d'ouvrir le feu à la mitrailleuse dans leur direction. Un irakien aurait été touché.

## Convois quasi ininterrompus

Parallèlement, à l'Est, d'impressionnantes quantités de matériels et munitions, notamment des chars lourds, étaient acheminés mardi vers le nord de l'Arabie saoudite et la frontière avec le Koweït, alors que les mesures de sécurité étaient sensiblement renforcées près des lignes de front. L'accès à la ville de Khafji, située sur la frontière saoudo-koweïtienne au contact des lignes irakiennes, était sévèrement interdit.

Seuls, passaient au poste de contrôle avant l'agglomération attaquée par les forces irakiennes deux semaines aupara-

vant, les véhicules militaires dûment identifiés. Les convois de porte-chars transportant des chars lourds ultra-modernes M1A1 « Abrams » coutraient sable flamboyant dans les rues de la ville, exprimant le même jour l'opinion que l'armée irakienne est toujours en état de mener « un combat efficace », en dépit de l'action continue de l'aviation alliée depuis plus d'un mois.

Selon cette source, les soldats irakiens, bien retranchés, sont en mesure de faire face à une offensive terrestre. Les troupes d'élite de la garde républicaine, précise la source, ne bougent que très peu de leurs tranchées. « Ils disposent d'un bon matériel, ont eu suffisamment de temps pour se préparer et sont bien entraînés ».

Le système irakien de défense anti-aérienne continue, en outre, de fonctionner normalement dans certains secteurs, et un avion antichar A-10 Thunderbolt a encore été abattu mardi, ce qui porte à trente et un le nombre d'appareils alliés perdus en mission de combat depuis le début des hostilités.

Tandis que les bombardements se poursuivent sur les positions irakiennes - y compris sur Bagdad pour la deuxième nuit consécutive - diverses actions au sol étaient signalées en des points indéterminés des frontières saoudo-koweïtienne et saoudo-irakienne. Ainsi un groupe de reconnaissance de l'armée américaine a « capturé » un drapeau irakien, le premier à tomber entre les mains des forces terrestres alliées, lors d'un raid contre un poste irakien abandonné à 800 mètres au-delà de la frontière saoudienne.

En mer, des navires irakiens larguent de nouvelles mines dans les eaux du nord du Golfe afin de tenter de gêner les opérations de déminage menées par les alliés, a indiqué mardi le commandant en chef des forces navales britanniques dans le Golfe, le commodore Christopher Craig. Il a également indiqué que les forces britanniques étaient prêtes à intervenir dès que les chasseurs de mines auraient achevé les opérations de déminage, dans ce qui semble être une allusion aux opérations de débarquement amphibies. (AFP, Reuters, AP.)

Le roi Fahd plaide la fermeté

## Ryad veut en finir au plus vite

DHAKRAN

de notre envoyée spéciale

Face à la confusion diplomatique qui règne autour du plan de paix proposé par l'Union soviétique à l'Irak, une chose est sûre : la décision de lancer les forces alliées à l'assaut de l'armée irakienne retranchée au Koweït et dans le sud de l'Irak n'est plus militaire mais politique. Sur le front, les troupes n'ont jamais été aussi prêtes et, comme le déclarait mardi un officier supérieur britannique, « les politiques doivent décider rapidement car on ne peut pas laisser longtemps des hommes dans un tel état de tension ».

Sur le terrain, des patrouilles de reconnaissance, y compris des unités mécanisées, à l'intérieur des territoires koweïtiens et irakiens, se multiplient et l'artillerie alliée pilonne systématiquement tout objectif qui pourrait présenter un danger.

Des hélicoptères Apache ont repéré, lundi, jusqu'à 80 kilomètres à l'intérieur de l'Irak le terrain où pourraient être largués, derrière les lignes irakiennes, les troupes d'assaut aéroportées, alors que des avions sans pilote de type Drone volent jour et nuit au-dessus des lignes. Dans les unités, du simple soldat au général, les plans de bataille sont revus chaque jour et selon les témoignages des hommes de troupe, l'heure est à la concentration sur les missions « pour éviter la peur ».

Cette atmosphère guerrière, à peine affectée par les perspectives ouvertes par le plan de paix soviétique, a repris tout son sens après le discours du président Bush déclarant « insuffisantes » les propositions du Kremlin et la fermeté du discours prononcé mardi soir par le roi Fahd d'Arabie saoudite.

S'adressant à une délégation représentant les participants au « Festival du Jihad », qui se déroule actuellement à l'université islamique de Ryad, le souverain saoudien a réaffirmé que toutes les solutions « doivent être basées sur le retrait total et inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït et des frontières saoudiennes ».

Évoquant les contacts soviéto-irakiens, le roi Fahd a, certes, dit : « Depuis son invasion du Koweït le 2 août, la porte n'a jamais été fermée devant l'Irak et je suis le premier à écarter une telle possibilité », mais en exigeant, pour la première fois, que l'Irak verse des compensations à l'Arabie saoudite pour les dommages causés. « Saddam », a affirmé le roi Fahd, doit supporter les conséquences de son agression et de ses actes de destruction.

La Croix-Rouge américaine lance sa plus importante campagne depuis la seconde guerre mondiale. La Croix-Rouge américaine a annoncé, mardi 19 février, le lancement d'une campagne destinée à recueillir 30 millions de dollars, soit la plus importante somme qu'elle ait cherché à rassembler depuis la seconde guerre mondiale. Cette campagne sera dirigée par l'ancien président Ronald Reagan. La première contribution à ce fonds est un chèque de 1 000 dollars versés par le président George Bush. (AFP.)

tion et de pillage au Koweït. Il a aussi nui à l'Arabie saoudite et l'a amenée à contracter des dettes, ce qu'il doit aussi supporter. Pour la première fois de son histoire, en effet, l'Arabie saoudite cherche à contracter des prêts auprès des banques internationales pour financer une guerre qui aurait déjà coûté la moitié de son revenu annuel.

Le roi a, d'autre part, accusé le président irakien d'avoir envisagé, « en envahissant le Koweït, d'étendre son invasion jusqu'au détroit d'Ormuz ». Selon le souverain saoudien, le projet prévoyait l'occupation de l'est de l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Qatar et les Émirats arabes unis pour arriver au détroit d'Ormuz. Le roi Fahd a enfin réaffirmé à l'Irak que le soutien de son pays à l'Irak pendant sa guerre contre Téhéran, « ne visait pas à lui nuire mais à sauvegarder l'Irak, pays arabe et voisin ».

## Le rapprochement Téhéran-Bagdad

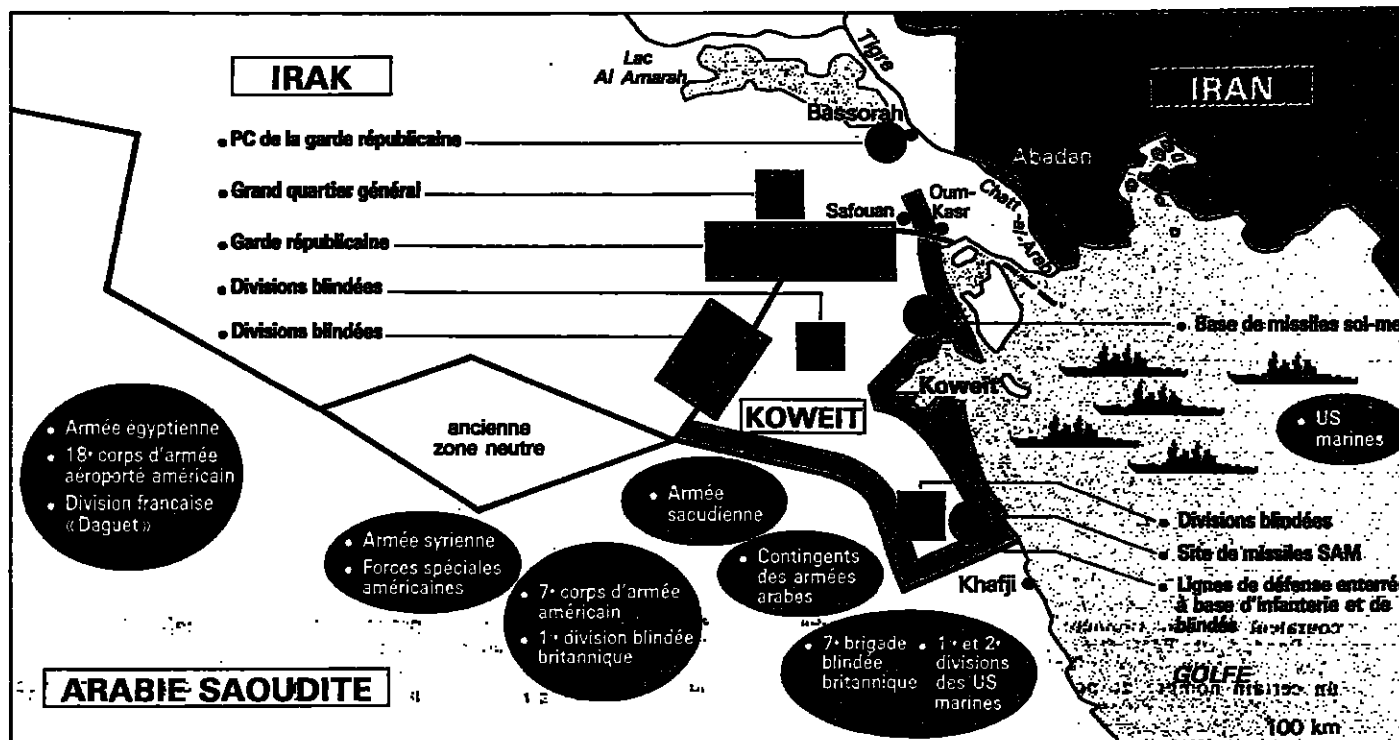
Au moment où la diplomatie est de nouveau en jeu, ce discours très ferme traduit, en fait, la volonté d'en finir, non seulement avec l'occupation du Koweït, mais surtout aussi avec un régime irakien qui, s'il devait perdurer, serait considéré comme une menace permanente sur le royaume. Nul n'est prêt ici à sauver le président irakien ni à lui trouver une porte de sortie honorable qui risquerait de faire de lui un « héros » dans le monde arabe. De ce point de vue, l'initiative soviétique n'est pas de nature à plaire à Ryad, où il est de bon ton d'uniformiser sur les tentatives d'une « Union soviétique à la dérive » de jouer un rôle dans ce conflit essentiellement américano-irakien.

L'éditorial d'Arab News de mercredi est, à cet égard, révélateur, qui souligne longuement la crise interne en Union soviétique et les menaces qu'elle fait peser sur l'unité du pays pour se demander comment M. Gorbatchev aurait encore le temps de s'occuper de problèmes externes. « M. Gorbatchev doit être remercié pour sa tentative », écrit l'éditorialiste. S'il réussit, il pourra obtenir une barrette à son prix Nobel de la paix. Mais cela ne sauvera pas l'Union soviétique. Et, à long terme, cela ne le sauvera probablement pas lui-même.

Au-delà de la volonté d'en finir le plus vite possible avec une guerre de plus en plus coûteuse et potentiellement porteuse de troubles internes, l'Arabie saoudite, comme les pays du Golfe, craint incontestablement aussi l'émergence d'un axe Moscou-Téhéran-Bagdad.

Or, si la crise a permis de renouer les relations diplomatiques avec l'Union soviétique, qui a bénéficié d'un prêt de 4 milliards de dollars de l'Arabie saoudite, et de réchauffer quelque peu les rapports avec Téhéran - il fait toutefois la sourde oreille aux appels du pied de Ryad - la confiance est loin de régner et on ne peut que se méfier, ici, d'un rapprochement entre les deux « grands » du Golfe, l'Iran et l'Irak, qui n'ont eu de cesse, dans le passé, de se disputer le rôle de gendarme de la région.

FRANÇOISE CHIPPAUX



Près de 1,4 million d'hommes se font face de part et d'autre de la frontière du Koweït (17 820 kilomètres carrés) et de l'ancienne « zone neutre » (4 500 kilomètres carrés) où Saoudiens et Koweïtiens exploitaient le pétrole en commun.

A la frontière irakienne

« Daguet » est sous contrôle opérationnel du 18<sup>e</sup> corps d'armée américain

La division française « Daguet », comme bien d'autres éléments de la coalition alliée en Arabie saoudite, a été placée sous le contrôle opérationnel du commandement américain de l'opération Tempête du désert. Mais, en retour, elle a pris sous son contrôle opérationnel des détachements américains.

Cette imbrication des troupes anti-irakiennes a été voulue dès la conception des opérations, avant la mi-janvier dernier, quand les États-Unis - en mettant au point leurs travaux dits de planification - ont fait en sorte que leurs diverses unités puissent s'appuyer mutuellement dans les combats.

Sur le terrain, dans le nord de l'Arabie saoudite, juste devant la frontière avec l'Irak, cette procédure se traduit par le fait que les 10 000 hommes de la division « Daguet » manœuvrent avec le 18<sup>e</sup> corps d'armée aéroporté des États-Unis, qui est - avec le 7<sup>e</sup> corps d'armée et le corps des US Marines - l'un des trois corps d'armée ou l'équivalent acheminés par les États-Unis dans le cadre de cette opération.

Sous le haut commandement, pour ce qui est de l'emploi des forces françaises, du général Norman Schwarzkopf et du général Michel Roquejeoffre, il reviendra, dans la pratique, à un tandem composé du général Bernard Janvier, le « patron » de la division « Daguet », et du général Gary Luck, qui commande le 18<sup>e</sup> corps d'armée aéroporté, de mener les opérations si elles devaient l'être en cas d'un affrontement aéroterrestre.

Depuis que la France a quitté, en 1965, le commandement intégré de l'OTAN, les forces alliées ont appris à travailler avec les unités

françaises selon les modalités propres à un contrôle opérationnel du modèle de celui qui a été institué en Arabie saoudite. Cette procédure a même existé avant l'heure, durant la seconde guerre mondiale, lorsque la 2<sup>e</sup> division blindée française a eu à coopérer avec les troupes américaines qui ont participé à la libération du continent européen.

Le contrôle opérationnel s'exerce sous plusieurs conditions, dont deux sont primordiales. Primo, la mission est au préalable déterminée dans le temps et dans l'espace, d'un commun accord entre les différents partenaires, c'est-à-dire qu'elle s'exécute pour une durée

limitée et dans une zone géographique prédéfinie. Secundo, les forces françaises, qui y concourent, restent sous le seul commandement national et, en aucune manière, elle ne peuvent être fragmentées (ou fractionnées) pour la mission dont elles sont responsables.

## Les paras de Sainte-Mère-Eglise

Dans le cas présent, pour la campagne « Tempête du désert », le contrôle opérationnel est à double effet. D'une part, le dispositif « Daguet » recevra ses ordres du 18<sup>e</sup> corps d'armée aéroporté américain. D'autre part, des unités amé-

ricaines seront placées, en retour, sous l'autorité de ce même dispositif français : il s'agit d'éléments du génie, de pièces d'artillerie, d'hélicoptères et de certains détachements relevant de la 82<sup>e</sup> division aéroportée qui dépend, elle-même, du 18<sup>e</sup> corps d'armée américain.

Normalement basée à Fort Bragg, en Caroline du Nord, la 82<sup>e</sup> division aéroportée comprend principalement trois brigades d'infanterie (avec leurs chars légers M-551, leurs missiles antichars Tow, et neuf batteries d'obusiers de 105 mm. Elle est surtout célèbre en France, depuis juin 1944, lorsque ceux qui la composaient à l'époque sautèrent sur Sainte-Mère-Eglise, en Normandie.

Au total, ce sont de l'ordre de 4 000 soldats américains, avec leurs moyens d'appui, qui sont placés sous le contrôle opérationnel du « patron » du dispositif français « Daguet ».

La coopération franco-américaine entre « Daguet » et le 18<sup>e</sup> corps d'armée aéroporté est liée à deux considérations. D'abord, ces deux unités sont implantées dans la même zone en Arabie saoudite, directement le long de la frontière avec l'Irak. Ensuite, elles sont, par les matériels mobiles dont elles sont équipées, des formations à la fois légères et très manœuvrières, pour des actions éventuelles de contournement et d'enveloppement de la garnison irakienne au Koweït.

« Daguet » n'est pas le seul dispositif national à avoir été placé sous le contrôle opérationnel des Américains. Les autres contingents alliés, à commencer par les Britanniques, l'ont été également dans le cadre de la campagne « Tempête du désert ».

Y. M. L.

J. I.

## L'envoyée spéciale de « France-Soir » interdite de pool

Parce qu'elle est une femme, l'envoyée spéciale de France-Soir à Ryad, Marie-Claude Dubin, n'a pas été admise à participer à un pool de presse baptisé « d'immersion » dans une unité de la division « Daguet ». Ces pools « d'immersion » consistent à vivre de vingt-quatre à quarante-huit heures dans un régiment déployé le long de la frontière saoudo-irakienne. Marie-Claude Dubin aurait dû participer à l'un de ces pools, prévu de mercredi 20 février au matin à jeudi après-midi.

Le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) a fait valoir, dans un premier temps, que les risques encourus étaient trop grands. Le colonel Coste, commandant du SIRPA en Arabie saoudite, a ensuite indiqué qu'il n'était pas « souhaitable d'accueillir une femme » pour ce type d'expérience. A Paris, les services

du général Raymond Germanos ont cependant démenti qu'un document classé « confidentiel défense » interdisait la présence de journalistes femmes sur le terrain ou dans les pools d'immersion, contrairement à la rumeur.

« Il n'y a aucun ostracisme de notre part », précise le SIRPA, qui fait remarquer qu'il s'agit seulement de « vigilance » et de « prudence ». « Les soldats sont depuis cinq mois sur le terrain et la présence d'une femme n'y est pas souhaitable. Même si généralement cela s'est bien passé au cours d'autres opérations, au Tchad ou aux Comores, la présence de journalistes femmes n'est guère pratique », note un grade, qui confie que, sur le terrain, l'armée « souhaite plutôt avoir affaire à un vieux barbu qu'à une demoiselle... »

هَذَا مِنْ أَصْلِهِ



# LA GUERRE DU GOLFE

En dépit de l'intensité des bombardements

## L'Irak semble continuer à fonctionner au ralenti

De retour d'Irak  
Envoyé spécial de l'AFP

Les bombardements alliés sur l'Irak sont sévères, parfois spectaculaires, et n'épargnent pas toujours les populations civiles. Mais leur impact sur la machine de guerre irakienne reste difficile à évaluer. Il n'y a plus d'électricité, pratiquement plus de distribution d'eau. Cependant, on circule toujours sur les routes, y compris vers le front. Les trains, parfois chargés de matériel militaire, roulent encore.

Le journaliste étranger, bien qu'il ne puisse se déplacer qu'accompagné de responsables du ministère de l'Information, a beaucoup plus fréquemment qu'avant le déclenchement des hostilités, l'occasion d'entendre des passants anonymes faire des remarques contre le régime et l'annexion du Koweït. Mais rien qui permette d'en déduire que la population, préoccupée par sa survie quotidienne, soit prête à se soulever contre ses dirigeants, dont l'emprise sur le pays ne s'est pas relâchée.

Un peu plus de trois semaines passées en Irak depuis le déclenchement des hostilités conduisent cependant à se poser des questions sur le résultat réel des dizaines de milliers de sorties aériennes et des milliers de tonnes d'explosifs déversés.

### Des casernes intactes et vides

Ainsi, les 9 et 10 février, au lendemain même de déclarations militaires britanniques selon lesquelles les communications routières vers Bassorah, le quartier général irakien du Sud et du Koweït, étaient gravement perturbées à la suite d'attaques aériennes, une demi-douzaine de journalistes étrangers parcourent les 600 kilomètres entre Bagdad et Bassorah en six heures à peine, constatant qu'un certain nombre de ponts avaient été détruits sur cette route stratégique. Cela n'empêchait pas les véhicules - civils et militaires - de circuler en utilisant déviations routières et ponts de bateaux.

De même, la route menant de Bagdad à la frontière jordanienne - surnommée la «boulevard des Scud» car c'est de cette région que sont tirés les missiles visant Israël - est toujours ouverte. Elle est, certes, particulièrement dangereuse, jalonnée par les carcasses de

véhicules, la plupart militaires, et se caractérise par les tirs des canons de l'aviation.

Malgré les restrictions qui font de l'essence le produit le plus recherché, le carburant reste toujours disponible. Les chauffeurs l'obtiennent contre des bons, à des points de ravitaillement souvent éloignés de tout : quelques caves isolées montées sur pilotis.

Radio-Bagdad, et, semble-t-il, au moins dans la capitale, la télévision, continuent à émettre. La radio est certes moins facilement captable suivant les heures et l'endroit où l'on se trouve. Mais les autorités ont toujours ce moyen de s'adresser à la population. Dès les premières heures des hostilités, les centres de télécommunications et les relais hertziens qui parcourent le pays ont été systématiquement visés et détruits, parfois même, comme à Diwaniya, à 160 kilomètres au sud de Bagdad, avec une bonne partie du quartier détruit.

Le téléphone, pour les civils, n'est plus qu'un souvenir, mais peut-être n'en est-il pas ainsi pour

l'armée. En effet, en rase campagne, il est très souvent possible de voir, à côté des stations détruites, des véhicules de transmissions militaires garés sous la protection d'une poignée de soldats.

Le long des routes, et plus spécialement vers le sud, notamment dans les palmeraies à l'entrée des localités, on voit de nombreux «objets» militaires - blindés, stocks de munitions, pièces d'artillerie, batteries de missiles (...) - qu'apparemment les bombardements alliés n'ont touchés pas. Pris de Bassorah, les nombreuses casernes que l'on voit de la route sont en apparence intactes. Et vides.

Les morts sont ramenés pour être ensevelis chez eux dans des cercueils - pour les militaires drapés dans le drapeau national - arrivés sur le toit des taxis. En trois semaines, nous en avons compté moins d'une cinquantaine, dont près de la moitié dans le Sud. Rien qui confirme un chiffre élevé de pertes dans les rangs de l'armée irakienne.

BERNARD ESTRADA

## Qui a ôté son dôme à la mosquée de Bassorah ?

Le département américain de la Défense a accusé mardi 19 février l'Irak d'avoir ôté le dôme de la mosquée de Bassorah pour faire croire qu'elle avait été endommagée par un raid allié.

Le contre-amiral Mike McConnell, spécialiste des services de renseignements auprès du chef d'état-major interarmes, a déclaré lors d'un point de presse au Pentagone que des techniciens irakiens avaient, le 8 février, retiré le dôme de la mosquée et fait sauter le deuxième étage pour faire croire à des dégâts causés par une bombe.

Il a ajouté qu'une bombe perdue était tombée le 7 février à une centaine de mètres de la mosquée, mais qu'elle n'avait causé aucun dégât à l'édifice. Le lendemain, jour où des correspondants étrangers furent

conduits sur place par les irakiens, le dôme central et toute la partie frontale de la mosquée avaient disparu, a ajouté le porte-parole.

Le 11 février, un avion de reconnaissance était envoyé sur les lieux et rapportait des photos - dont l'une a été montrée à la presse - indiquant clairement, selon le Pentagone, que la destruction n'avait pas été provoquée par une bombe. La photo révélait l'absence de débris autour de la partie détruite de l'édifice, qui semble avoir été démonté pierre par pierre.

En outre, le minaret de la mosquée, proche du dôme disparu, est intact. Ce minaret aurait été soutenu par la destruction du dôme et de la façade avait été provoquée par une bombe, a fait remarquer le contre-amiral McConnell. (Reuters, AFP)

La convocation par le pape d'un synode spécial

## Jean-Paul II prépare l'après-guerre

Préparer l'Eglise catholique à l'après-guerre, participer à la construction d'une paix solide au Proche-Orient, essayer de combler le fossé qui se creuse entre l'Occident et le monde arabe. C'est dans ce but que le pape a convoqué les 4 et 5 mars prochain à Rome les patriarches et les présidents des conférences épiscopales de tous les pays concernés par la guerre du Golfe (nos dernières éditions du 20 février).

ROME

de notre correspondant

L'initiative de Jean-Paul II, «qui fut, longuement mûrie», précisa-t-on, mardi soir 19 février, au Vatican, n'a pas de précédent dans l'histoire moderne de l'Eglise. Les réunions d'évêques, les synodes sont généralement consacrés à des thèmes essentiellement ecclésiaux, et c'est la première fois que les représentants des conférences épiscopales sont ainsi invités à débattre concrètement de questions sociopolitiques brûlantes.

«Ce sont les circonstances exceptionnelles graves liées à la guerre du Golfe, faisait-on savoir dans l'entourage du pape, qui ont conduit le Saint-Père à recourir à ce moyen «extraordinaire». Sont convoqués à Rome pour l'occasion les patriarches catholiques de tous les pays «qui participent directement à la guerre du Golfe» et de ceux qui «y sont, d'une manière ou d'une autre, impliqués». C'est-à-dire, outre les présidents des conférences épiscopales des pays d'Europe (Est et Ouest), ceux d'Amérique du Nord, celui des pays du Maghreb, ainsi que les sept patriarches des Eglises de rites orientaux. Trois d'entre eux viendront du Liban, un d'Irak, un de Syrie, un autre d'Egypte et un dernier de Jérusalem.

### Plus de quarante appels à la paix

Le pape, lit-on dans le communiqué officiel publié par le Saint-Siège, «désire favoriser un échange d'informations et d'opinions quant aux conséquences de la guerre sur les populations du Moyen-Orient, sur les communautés chrétiennes de cette région, sur le dialogue entre Orient et Occident et sur les rapports entre islam et christianisme de même qu'entre hébraïsme et christianisme». Dans l'esprit de Jean-Paul II, qui présidera lui-même aux débats, il ne s'agit pas pour autant de se contenter de

prendre acte de ce qui se passe dans la région. «Les conclusions de cette rencontre, ajoute le communiqué, devront suggérer ce qui pourrait être les initiatives les plus aptes à permettre à l'Eglise catholique et à ses institutions d'offrir, pour l'immédiat et pour l'avenir, une contribution concrète pour la paix dans la région, pour le dialogue interreligieux et pour la solidarité.»

Vaste programme qui ne sera certainement pas finalisé en quarante-huit heures tant l'Eglise apparaît elle-même divisée, jusqu'au niveau de sa hiérarchie. Même s'il n'y a pas à proprement parler d'éménages va-et-vient au sein de l'appareil catholique, on peut en effet se demander comment concilier les positions d'un Raphaël R. Bidawid, patriarche de l'Eglise chaldéenne d'Irak pour lequel «Saddam Hussein est un homme de bien» et un Mgr Louis Gelineau, évêque américain de Rhode-Island pour qui «la guerre contre l'agresseur [du Koweït] est juste». Exemples extrêmes liés à la géographie ? Peut-être. Mais ils donnent la mesure du problème posé à la hiérarchie vaticane par la guerre du Golfe et ses effets induits.

Entre la position strictement légaliste défendue par des organisations religieuses conservatrices comme l'Opus Dei et celle des «progressistes» identifiés qui accusent plus ou moins directement les Nations unies de s'être laissées manipuler par les Américains quand «la guerre était parfaitement évitable», Jean-Paul II a eu bien du mal à trancher publiquement. Ses quarante ou quelques appels à la paix depuis l'invasion du Koweït ont donné lieu à tellement d'interprétations et de récupérations diverses qu'on a pu voir sur la place Saint-Pierre des communistes italiens prier avec lui contre la guerre, des adeptes de l'anti-américanisme primaire le citer à longueur de colonne et d'antenne et, inversement, des catholiques fidèles de tendance atlantiste, se boucher les oreilles pour ne pas entendre ce pape si intrinsèque naguère envers le communisme et si tolérant, soudain, à l'endroit d'un dictateur arabe.

Le détournement des propos tenus par Jean-Paul II avait atteint une telle ampleur qu'un cours du week-end dernier, dans une petite paroisse romaine, le pape, excédé et pressé par la composante «atlantiste» de son entourage, a fini par préciser qu'il n'avait rien à voir avec le pacifisme à sens unique prôné par certains. «Nous ne sommes pas pacifistes, a-t-il dit, nous ne voulons pas une paix à tout

prix». «Une paix juste, la paix et la justice», voilà ce que souhaite le chef de l'Eglise. Plus tard, au Vatican, on fit savoir que la justice, pour Jean-Paul II, c'est aussi le rétablissement de la souveraineté du Koweït. Même si le pape, notamment dans sa dernière supplique à M. Saddam Hussein, demandait déjà l'évacuation de la «dix-neuvième province d'Irak», la précision n'était pas inutile.

L'embarras, les tiraillements enregistrés au sein de l'Eglise, ne viennent pas tant du refus papal d'absoudre, encore moins de bénir l'expédition allée contre le dictateur irakien. Les intéressés eux-mêmes ne souhaitent pas apparaître comme des croisés en guerre contre un pays d'islam. Depuis Jean XXIII et son encyclique *Pacem in terris* («Paix sur la terre»), on sait que, pour le Saint-Siège, compte tenu du développement technologique et nucléaire des armements, le concept même de «guerre juste» n'est plus valable.

### Les relations avec Israël

Quand Jean-Paul II affirme donc que «la guerre est une aventure sans retour», il est dans la droite ligne de ses prédécesseurs. En revanche, quand il semble vouloir lier publiquement le règlement de la guerre à la solution du problème palestinien, il entre de plain-pied dans la politique et il s'attire les foudres de ceux qui sont d'un avis contraire. A commencer bien entendu par Israël et son allié américain.

Le premier «synode politique» du mois prochain abordera sans aucun doute l'absence de relations diplomatiques entre le Saint-Siège et l'Etat juif. De nombreux prêtres sont favorables à l'établissement de ces relations officielles. A la Curie vaticane, on rappelle sans cesse que le pape a au moins un million deux cent mille bonnes raisons de ne pas céder à ces appels à courte vue. Tel est le nombre de ceux qui, dans l'océan islamique du Proche-Orient, se réclament encore du catholicisme. Que leur arriverait-il si Rome se liait à Israël ? Comment réagirait les centaines de millions de catholiques africains, latino-américains et asiatiques, cette Eglise du tiers-monde qui constituera d'ici moins de dix ans 70 % du catholicisme. «L'avenir de l'Eglise universelle», souligne-t-on depuis longtemps déjà à la Curie romaine, «est plus au nord de la planète, il est au sud.»

PATRICE CLAUDE

Le général américain Neal face à la presse

## Un porte-parole en tenue camouflée

RYAD  
de notre envoyé spécial

«A l'évidence, c'est une question personnelle...» Désarmé, le général Neal a regardé par terre, bafoiné et souri nerveusement. «Comment vous sentiriez-vous personnellement si la proposition soviétique était acceptée et si Saddam Hussein pouvait rester au pouvoir en Irak ?», avait-on demandé au général au cours de son exposé quotidien.

Il pesa ses mots et, brave, s'aventura hors de ses statistiques et de ses bilans : «Quiconque ayant fait la guerre ne peut pas avoir envie d'y retourner.»

De la guerre, la plupart des journalistes à Ryad n'ont vu jusqu'à maintenant que le visage du brigadier général Richard I. Neal, quarante-neuf ans, directeur délégué des opérations au commandement central et, surtout, chargé de rendre compte quotidiennement à l'opinion mondiale par le canal de CNN qui retransmet sa prestation en direct.

C'est donc sur son visage maigre de légionnaire, mardi soir, alors que le parfum lourd de la guerre envahissait toutes les têtes, que l'on a tenté plus désespérément que les autres soirs de lire quelque chose.

Que voulait-on y lire au juste ? La réponse à la «question» ? Quelle plaisanterie ! On ne connaît pas l'heure, bien sûr. Until qui arrivait de la frontière rapportait que les préparatifs des troupes étaient à

«G moins 2». Tel autre savait de source sûre que c'était pour jeudi.

Dans les couloirs de l'hôtel, on voyait passer les confères munis de casques et de gilets para-éclats distribués par le SIRPA à ceux qui partent en «immersion» dans les régiments.

### «Ladies and Gentlemen...»

La-haut à la frontière, on savait bien que, depuis plusieurs nuits, les hommes ne dormaient plus. On savait qu'ils n'attendaient qu'un mot pour sauter dans les voitures, les chars, les camions, et foncer droit devant eux.

Deux drapeaux, un américain et un saoudien, étaient disposés derrière le général Neal, alignés au millimètre - un lieutenant y veille chaque soir comme si le sort de la guerre en dépendait. Le *Chicago Tribune*, le *Houston Chronicle*, la *Voice of America* et tous les autres, comme chaque soir, avaient scotché leur étiquette sur leur chaise, se réservant comme à l'Église les premiers rangs.

«Ladies and Gentlemen, General Neal !», annonce un sous-officier quelques secondes avant l'heure. Le général, vêtu d'une tenue camouflée, entra, comme chaque soir, par le côté droit et se planta derrière le micro pour donner à la salle le bilan de la journée.

Pertes subtiles, pertes infilligées, totaux depuis le début de la guerre, sous-totaux, ventile-

tion, pourcentages. Puis virent les questions.

Réponses courtes : aucune ne dura plus de trente secondes, et certaines beaucoup moins. «Je ne peux rien vous dire d'autre : nous continuons notre campagne aérienne», répondait le général lorsqu'il ne voulait rien dire d'autre.

Sinon, il sourit trois fois au cours de la demi-heure et lança même sa plaisanterie quotidienne. Les projecteurs s'éteignirent. Le général sortit de scène et le maître de cérémonie annonça, comme chaque soir, la seconde partie de la réunion.

### «Source militaire»

Destinée à l'information personnelle des reporters, cette seconde partie est assurée par une «source militaire» qu'il est interdit à la presse de citer normalement. Vêtue d'une tenue camouflée, la «source militaire» entra en scène.

On avait presque oublié ce qu'on était venu chercher là quand un journaliste - était-ce le *Minneapolis Clarion* ou le *Cincinnati Herald* ? - annonça à la «source militaire» que le président Bush venait de rejeter la proposition soviétique.

La «source militaire» le regarda d'abord avec incrédulité. Puis ses lèvres se plèrent en une moue désolée. Elle dit quelques mots comme «I'm disappointed» (Je suis déçu). Elle dit encore autre chose, mais l'on n'écoula plus.

DANIEL SCHNEIDERMAN

## De nombreux Japonais se mobilisent pour venir en aide aux victimes du conflit

Par hostilité à la guerre ou tout simplement pour des raisons humanitaires, des organisations religieuses japonaises ont lancé une campagne pour venir en aide aux victimes du conflit, soit en contribuant à leur évacuation, soit en faisant parvenir dans la région de la nourriture, des équipements et des volontaires.

TOKYO

de notre correspondant

Opposés à l'utilisation d'avions militaires japonais pour l'évacuation des réfugiés, ce mouvement - organisé par la Conférence épiscopale japonaise, le Conseil national chrétien (protestant), Caritas, des groupes de médecins et d'infirmières et des supporters de la présidente du PSJ, M<sup>me</sup> Doi - a rassemblé 1,3 million de dollars, de quoi louer vingt-six appareils jordanais pour évacuer trois mille six cents personnes déplacées. Deux organisations bouddhistes traditionnelles qui entendent aider le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) viennent de s'associer au mouvement.

A la demande de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), catholiques et protestants ont affrété deux appareils qui ont rapatrié, le 7 février, cent soixante-quinze Soudanais d'Amman vers Khartoum. Deux jours auparavant, un groupe d'avocats avait envoyé un avion pour évacuer des réfugiés du Yémen.

Un nouveau mouvement vient de se former pour collecter des

fonds destinés aux Palestiniens des territoires occupés. «Si l'offensive allée se poursuit sur terre, le nombre des réfugiés augmentera. Nous sommes déterminés à poursuivre notre effort de mobilisation de l'opinion publique», estime le secrétaire général de la Conférence épiscopale, le Père Iwahashi.

Le mouvement de solidarité semble s'étendre. Pour la première fois, le Keidanren (patronat) vient d'annoncer un soutien financier au HCR, qui devrait être important. Le syndicat des enseignants a fait savoir qu'il fournirait une contribution à partir de mars pour l'évacuation des personnes déplacées. Japan Help Line, une organisation privée, a collecté 20 tonnes de lait en poudre que ses volontaires distribuent dans les camps à Amman.

Un nombre inhabituel de personnes, souvent très jeunes, ont répondu à l'appel de volontaires du plan de l'ONU pour le développement en vue d'aider les victimes du conflit.

### «Renoncer à la guerre»

Cette mobilisation, qui a surpris, complète l'action humanitaire gouvernementale. Le Japon a fourni au HCR la contribution la plus élevée pour son action dans ce conflit (7,7 millions de dollars).

Il a en outre contribué, pour 35 millions de dollars, à lancer la première phase du programme de 180 millions de l'UNDRP (Bureau de coordination de l'ONU pour les secours en cas de catastrophe) destiné à venir au secours des réfugiés potentiels du conflit en Iran, Jordanie, Syrie et Turquie.

Par ailleurs, une trentaine de jeunes intellectuels parmi les plus représentatifs de leur génération, réunis en un Groupe des écrivains pour le débat, viennent de publier un communiqué fortement critique de la politique de leur gouvernement. On compte parmi eux des auteurs traduits en français tels que Yukio Tsushima et Kenji Nakagami, l'essayiste Kojin Karatani, ainsi que plusieurs prix littéraires.

«La «renonciation à la guerre», écrivait-ils, est inscrite dans la Constitution. L'article qui en énonce le principe a été préservé jusqu'à ce jour, non sous la contrainte d'un pays étranger, mais comme l'expression d'une volonté spontanée des Japonais. Il paraît d'un repentir, celui d'une guerre qui devrait être la «dernière» et celui engendré par les violences perpétrées contre les pays asiatiques. Bien plus, il porte en lui, croyons-nous, un vœu nourri par les Occidentaux eux-mêmes après deux guerres mondiales successives.

«A un moment capital de l'histoire, nous avons la conviction que cette idée de «renonciation à la guerre» est à la fois la plus universelle et la plus radicale. Nous refusons que le Japon participe à un quelconque conflit armé, même indirectement, qu'il s'agisse du conflit actuel ou de tout autre qui pourrait survenir. Nous refusons qu'un pays étranger y oblige. Nous disons que la contribution internationale du Japon doit se fonder sur son principe de «renonciation à la guerre» et qu'elle doit être, à ce titre, la plus étendue possible.»

PHILIPPE PONS

## LA GUERRE DU GOLFE

### Un attentat anti-américain en Australie

Un attentat anti-américain a eu lieu dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 février en Australie, sans faire de victimes. Trois personnes ont, d'autre part, été tuées mardi au Pakistan, lors d'un attentat à la bombe que la police refusait mercredi de lier à la guerre du Golfe.

Deux cocktails-Molotov ont été lancés dans la nuit de mardi à mercredi contre un club fréquenté par des hommes d'affaires américains dans le district des Rocks, non loin du port de Sydney, en Australie.

Les bombes, qui ont été jetées à travers une fenêtre située à l'arrière du bâtiment, ont détruit une partie des locaux sans faire de victimes. L'attentat a été revendiqué auprès d'une agence de presse par un homme qui, à priori, lors d'un coup de téléphone, que cette explosion était liée à la guerre du Golfe.

Deux attentats ont également eu lieu mardi au Pakistan, mais leur lien avec la guerre du Golfe n'a pas été formellement établi par la police. Le premier s'est produit à Gujrat, à une centaine de kilomètres de Lahore, au nord-est du Pakistan : trois personnes ont été tuées et six autres blessées lors de l'explosion d'une bombe placée

sous le siège d'une calèche. L'engin a explosé alors que la calèche passait devant une école de missionnaires.

Quelques heures plus tard, une roquette était tirée contre un dépôt de la compagnie pétrolière d'État, la Pakistan State Oil, dans la région de Peshawar, au nord-ouest du pays, non loin de la frontière afghane. Le projectile s'est écrasé contre le mur d'enceinte sans faire de victimes. Ces deux explosions, qui portent à neuf le nombre d'attentats commis au Pakistan depuis le début de la guerre du Golfe, n'avaient pas été revendiquées mercredi 20 février en fin de matinée. — (AFP)

#### Les réactions en France

### Les pacifistes réclament un « cessez-le-feu immédiat »

Une dizaine de milliers de pacifistes (cinq mille personnes, selon la police, et quarante-cinq mille, selon les organisateurs) ont défilé, mardi soir 19 février, à Paris, de la place de la République à la place de la Nation. La veille, la préfecture de police avait interdit le défilé, initialement prévu de la République vers l'Élysée, avant de « tolérer » un cortège de la République à la Nation. Lancé par l'appel des 75, pour réclamer un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture de négociations dans la guerre du Golfe, cette manifestation a regroupé essentiellement des militants du PCF et de la CGT. La semaine dernière, la précédente démonstration (le Monde du 15 février), qui n'avait pas reçu le soutien des communistes, avait été un échec.

Le slogan « Cessez-le feu, négociations ! » a été largement repris par les manifestants qui ont défilé derrière une grande banderole sur

laquelle était écrit « Cessez-le feu immédiat ». Les pacifistes ont également dénoncé les présidents américains et français en scandant : « Bush, Bush, assassin ! Mitterrand est son chien ! ».

Le cortège était conduit par des signataires de l'appel des 75, notamment Me Denis Langlois, leur porte-parole, M. Antoine Cassanova, membre du bureau politique du PCF, M. Lydia Brovelli, secrétaire confédérale de la CGT, M. Daniel Cirera, secrétaire général du Mouvement de la paix et membre du comité central du PCF. Le Parti communiste était représenté par M. Maxime Gremetz, membre du bureau politique et responsable de la politique extérieure, M. André Lajoie et M. Hélène Luc, respectivement président du groupe communiste de l'Assemblée nationale et du Sénat.

M. Gremetz s'est élevé contre le rejet par M. George Bush du plan de paix tenu secret par les Sovi-

ques, en affirmant : « Rien ne peut justifier une telle réponse si l'objectif est bien de libérer le Koweït. Les peuples du monde ne veulent pas un bain de sang, ils veulent une solution politique. » M. Lajoie, pour sa part, avait déclaré que « le plan de paix soviétique est un espoir, une chance qu'il faut saisir », et le dirigeant communiste avait demandé au président de la République de « retirer nos troupes ».

Les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de M. Alain Krivine et du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPTT) de M. Pierre Lambert, ainsi que quelques Verts et des représentants du Forum pour une justice au Moyen-Orient fermaient le cortège. Les manifestants se sont dispersés sans incidents place de la Nation.

Des manifestations ont été également organisées dans d'autres villes de France, notamment à Lyon, à Toulouse et à Calais.

### M. Marchais demande à M. Mitterrand d'éviter « un épouvantable carnage »

M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, a adressé, mardi 19 février, une lettre à M. François Mitterrand dans laquelle il lui rappelle que « l'Union soviétique a pris l'initiative de présenter un plan de paix » au ministre irakien des affaires étrangères.

« Selon les informations publiées dans la presse, le premier point de ce plan prévoitrait le retrait sans conditions des troupes irakiennes du Koweït occupé », ajoute M. Marchais. « Vous avez toujours expliqué qu'une telle évacuation, réclamée par le Conseil de sécurité de l'ONU, était le seul but de la guerre », poursuit le secrétaire général du PCF. « En conséquence, ajoute-t-il, si les autorités ira-

kiennes acceptent ce plan, le devoir de la France sera de faire taire immédiatement ses armes, de vérifier que toutes les parties concernées respectent l'engagement de libération du Koweït dans la paix, de contribuer à ce que s'engagent des négociations sur les problèmes d'ensemble du Proche-Orient, ainsi que notre pays l'avait proposé à la veille des hostilités. »

« J'ai tenu, au moment où votre responsabilité peut être particulièrement lourde, à me faire l'interprète auprès de vous de toutes celles et de tous ceux qui entendent que ne soit pas gâchée la chance qui s'offre d'éviter un épouvantable carnage dans lequel la France serait impliquée », conclut M. Marchais.

### Des artistes et des sportifs s'associent au comité de soutien aux soldats

Fondé le 18 janvier par M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron, le comité de soutien national aux soldats français dans le Golfe a tenu, mardi 19 février, sa première conférence de presse.

Ce comité, qui a fait appel « à des personnalités de toutes tendances politiques, philosophiques ou religieuses », s'est fixé plusieurs objectifs : « Montrer à nos soldats que les Français ne les oublient pas ; montrer à nos adversaires que l'opinion publique française ne succombera pas aux sirènes de Bagdad ; créer une chaîne de solidarité montrant l'union nationale qui existe pour ce combat pour la liberté. » Outre vingt-cinq parlementaires de l'opposition (parmi lesquels

MM. Philippe de Villiers, Robert André Vivien, Eric Raoul, Bruno Bourg-Broc, Robert Pandraud, Bernard Bosson, André Santini, M. Michèle Alliot-Marie, MM. Roland Nungesser, Bernard Debré, Michel Aurillac, Jacques Baumel), diverses personnalités du monde du spectacle ont rejoint ce comité, parmi lesquelles Nicolella, Rita Zarf, Sacha Distel, Philippe Noiret, Serge Lemaire, Michel Drucker, Guy Marchand, Lenny Escudero, Pierre Mondy, Gérard Oury, Marlène Jobert. Des sportifs — Jean-Pierre Beltoise, Guy et Didier Camberbero, Benoît Leca, Jean-Claude Bouttier, Henri Lecoste, Bernard Darniche — s'y sont également associés.

Le nouveau 45 tours des Rolling Stones censuré par la BBC. — Pour accompagner, le 2 avril prochain, la sortie de Flashpoint, l'album enregistré lors de leur dernière tournée mondiale, les Rolling Stones ont enregistré un 45 tours inédit dans lequel Mick Jagger donne son sentiment sur la guerre du Golfe. La publication des paroles de High Wire (« On leur vend des missiles/ On leur vend des tanks/ On leur fait crédit/ Suffit de demander à la banque (...) On n'a pas de fierté/ On s'en fout de lécher leurs bottes/ Ça me rend malade ») par le Sunday Times a suscité un début de polémique en Grande-Bretagne. La BBC, qui pratique depuis le début de la guerre une censure sévère dans sa programmation musicale (le très innocent In

The Air Tonight de Phil Collins compte parmi ses victimes), s'est d'ores et déjà engagée, par la voix du contrôleur de Radio 1, à ne pas passer la chanson, dont un parlementaire conservateur a demandé l'interdiction pure et simple.

Report de la tournée européenne de Frank Sinatra. — En raison de la guerre du Golfe, Frank Sinatra a décidé de reporter à l'automne 1991 sa tournée européenne, qui devait débuter le 25 mai en Norvège. Frank Sinatra, qui fête cette année ses soixante-quinze ans, devait se produire à Oslo et dans plusieurs autres capitales européennes, dont Rome et Londres, accompagné par un orchestre qui dirige son fils, Frank Jr.

## AMÉRIQUES

### HAITI : nommées à des postes-clés

### Trois femmes entrent dans le nouveau gouvernement

Trois femmes ont obtenu des postes clés au sein du nouveau gouvernement haïtien, dont le président Jean-Bertrand Aristide a rendu publique la composition mardi soir 19 février. Ce gouvernement, formé par le premier ministre, M. René Prévail, qui cumule les fonctions de ministre de l'Intérieur et de ministre de la défense nationale, est composé, pour l'essentiel, de proches du président.

M. Mario-Denise Fabien-Jean-Louis, quarante-sept ans, originaire de Gonâves (centre d'Haïti), médecin anesthésiste, diplômée de la faculté de médecine de Strasbourg, où elle étudia de 1962 à 1973, a été nommée, mardi 19 février, ministre des affaires étrangères du nouveau gouvernement haïtien formé par le premier ministre, M. René Prévail.

M. Marie-Michèle Rey, directeur adjoint de la succursale de la

Banque nationale de Paris (BNP) à Port-au-Prince, et qui a fait toute sa carrière dans le secteur bancaire privé, a obtenu le portefeuille des finances et des affaires économiques.

M. Mario-Laurence Josselyn-Lassagne, une journaliste bien connue de la presse écrite et parlée, attachée de presse du président Aristide, qu'elle avait accompagnée à Paris lors de sa visite officielle en France le mois dernier, est nommée ministre de l'information et de la coordination.

Le ministre de la justice, M. Bayard Vincent, est un magistrat de carrière, originaire de la ville de Saint-Marc (à 98 km au nord de la capitale). Il occupait les fonctions de commissaire du gouvernement (équivalent du procureur de la République) près du tribunal civil de Port-au-Prince et a préparé, à ce titre, le procès du docteur Roger Lafontant, auteur du coup de force néo-dualiste manqué du 7 janvier dernier.

Deux technocrates, qui avaient également accompagné le Père

Aristide en France, l'ingénieur Frantz Verella, diplômé de l'École des ponts et chaussées de Paris, et l'agronome François Séverin, spécialiste des eaux et forêts formé en Haïti et à Montpellier, sont respectivement nommés ministre des travaux publics, des transports et des communications et ministre de l'agriculture. Un autre proche du président, M. Smarck Michel, commerçant et homme d'affaires de la capitale, a été désigné comme ministre du commerce et de l'industrie.

Enfin, le responsable du secrétariat privé du Père Aristide, M. Renaud Bernardin, un sociologue, originaire de Cap-Haïtien et qui a vécu longtemps à Montréal (Canada), devient ministre du plan, de la coopération externe et de la fonction publique, tandis que le docteur Daniel Henrys, qui a travaillé dans des organisations non gouvernementales (ONG), est nommé au difficile poste de la santé publique et de la population. — (AFP)

#### ÉTATS-UNIS

### La mairie de San-Francisco légalise le concubinage

#### SAN-FRANCISCO

de notre envoyée spéciale

Plus d'une centaine de couples homosexuels se sont présentés, jeudi 14 février, à la mairie de San-Francisco pour enregistrer officiellement leurs relations, comme le leur permet désormais la nouvelle loi municipale sur le concubinage. Cette loi bénéficie à tous les couples non mariés dont les partenaires sont âgés de plus de dix-huit ans, vivent sous le même toit, déclarent sous serment partager une « relation d'intimité » et s'engagent à se prêter mutuellement assistance.

Moyennant 35 dollars et moins de deux minutes pour remplir un formulaire, les couples non mariés — homosexuels ou non — sont désormais officiellement reconnus. Cette loi, rejetée une première fois en 1989 sous la pression des responsables religieux, puis approuvée par référendum en novembre 1990 par 54 % des électeurs contre 40 %, était très attendue par la communauté homosexuelle.

Pour les militants des associations de gays et de lesbiennes de San-Francisco, cette nouvelle réglementation est un premier pas vers la légalisation de leurs relations. Ils souhaitent son extension, à moyen terme,

afin de bénéficier des mêmes avantages financiers — protection sociale commune ou tarifs préférentiels — que les couples hétérosexuels. La mairie de San-Francisco a, d'ores et déjà, donné l'exemple en étendant aux partenaires de ses employés municipaux non mariés le bénéfice de l'assurance santé.

Pour le maire de San-Francisco, M. Art Agnos, cette loi n'a rien d'« exceptionnelle ». « Les lesbiennes et les gays n'ont pas attendu ce texte pour vivre ensemble comme n'importe quels autres couples. La seule chose extraordinaire est qu'aujourd'hui ils peuvent le faire dans la dignité et l'honneur, comme n'importe quels autres citoyens. »

San-Francisco est la seconde ville des États-Unis, après Hollywood, à « officialiser » ainsi le concubinage. La même réglementation devrait entrer en vigueur cette semaine à Minneapolis (Minnesota). Le 14 février, devant les couples homosexuels qui se présentaient nombreux à la mairie de San-Francisco, M. Agnos a prédit : « Vous verrez que, dans quelques années, les Américains eux-mêmes s'étonneront que cette loi ait suscité tant d'intérêt. »

PASCALE ROBERT-DIARD

### Un condamné à mort a été gracié en Virginie

Le gouverneur de Virginie, M. Douglas Wilder, a décidé, mardi 19 février, de gracier Joseph Giarratano, trente-trois ans, condamné à mort dont l'histoire personnelle exemplaire avait provoqué une mobilisation en sa faveur à travers les États-Unis. Le 4 février 1979, assommé par la drogue qu'il consommait alors massivement, M. Giarratano découvre à son réveil les cadavres de sa femme et de sa fille de quinze ans. Persuadé d'avoir commis le crime, il se rend à la police, renonce à son droit d'être jugé par un jury et est condamné à la chaise électrique à l'issue d'un procès d'été deux-jours. Exécuté par des militants bénévoles s'occupant des droits des prisonniers, il poursuit ses études de droit ; et aide ses camarades du « couloir de la mort » du pénitencier de Mecklenburg dans leurs démarches juridiques. Ses avocats l'incitent alors à s'occuper de son propre cas en utilisant des éléments de son dossier passés inaperçus et qui pourraient l'innocenter : arme du crime introuvable, une des victimes poignardée par un droïtier alors que Joseph Giarratano est gaucher, etc. M. Wilder, premier Noir élu gouverneur d'un État américain et adversaire de la peine de mort, a commandé sa peine en prison à vie avec possibilité de demander un nouveau procès. — (AFP)

#### EN BREF

■ Mme Margaret Thatcher décorée de la médaille de la Liberté. — Le président George Bush remettra la médaille de la Liberté, la plus haute distinction civile américaine, à l'ancien premier ministre britannique Margaret Thatcher, le 7 mars prochain, à Washington, pour sa contribution à l'alliance atlantique, a annoncé, mardi 19 février, la Maison Blanche. — (Reuters)

■ COLOMBIE : le cousin du président Gaviria n'aurait pas été assassiné par le cartel de la drogue. — Fortunato Gaviria, trente-neuf ans, cousin germain du président César Gaviria, retrouvé assassiné samedi 16 février, quatre jours après avoir été enlevé, a été victime de délinquants de droit commun, selon l'enquête de la police, qui, contrairement à ses premières conclusions, exclut à présent l'hypothèse d'un meurtre par les barons de la drogue. La police a indiqué qu'elle avait capturé un homme appelé Elkin de Jesus Ardila Lopez, qui a avoué avoir planifié l'enlèvement de Fortunato Gaviria, avec trois autres personnes, en tentant de faire attribuer leur crime aux narco-trafiquants. — (AFP)

■ PHILIPPINES : cinquante-six morts au cours de combats. — Une nouvelle flambée de violence a fait cinquante-six morts en trois jours de violents combats entre les forces gouvernementales et la guérilla communiste, a annoncé, mardi 19 février, la police. Pris de Lacub, dans la province d'Aldab, à 330 km au nord de Manille, les troupes gouvernementales ont tué dix-neuf maquisards de la Nouvelle armée du peuple (NAP) et fait des dizaines de blessés parmi les rebelles.

هذا من الأصل



## EUROPE

URSS : en direct à la télévision

### M. Boris Eltsine demande la démission de M. Gorbatchev

Le président de Russie, M. Boris Eltsine, a demandé mardi 19 février, devant des dizaines de millions de téléspectateurs soviétiques, la démission immédiate de M. Mikhaïl Gorbatchev, qu'il a accusé d'avoir trompé le peuple.

M. Boris Eltsine a joué son va-tout. Quelques minutes avant la fin de cette intervention télévisée si durement négociée depuis des semaines, le président de la Fédération de Russie a repris ses notes et d'une voix tendue, a réclamé purement et simplement la démission du numéro un soviétique.

« Je me dissocie de la position et de la politique du président (Gorbatchev), a déclaré M. Eltsine. Je demande sa démission immédiate et le transfert du pouvoir à un organe collectif, le Conseil de la fédération des Républiques ».

Pendant trois quarts d'heure, face à deux journalistes, à une heure de grande écoute et en direct, M. Eltsine venait de dresser un réquisitoire particulièrement agressif de la « politique antipopulaire » du chef de

l'Etat soviétique. Martelant comme un leitmotiv l'accusation d'avoir « trompé le peuple », le président russe a mentionné, au nombre de ces griefs, l'effondrement de l'économie, la chute du niveau de vie, l'utilisation de l'armée contre les populations civiles, la confiscation des billets de banque et la toute récente hausse des prix de détail. « Voilà les résultats de six ans de perestroïka. On assiste aujourd'hui à un retour en arrière, et à des tentatives de restaurer le système administratif centralisé », a-t-il dit. M. Gorbatchev « a conduit le pays à la dictature, follement appelée régime présidentiel ».

« J'ai trop cru en Gorbatchev »

La « tromperie », a-t-il poursuivi, dure depuis 1987 : 1987, c'est aussi l'année du premier grand « clash » Gorbatchev-Eltsine, devant le Comité central du PCUS, lorsque Boris Eltsine, alors chef du PC de Moscou et membre suppléant du Politburo, commença à critiquer la politique du secrétaire général, ce qui lui valut par la suite d'être

déchu de ces deux fonctions. « Mon erreur personnelle, a-t-il dit mardi à la télévision, est d'avoir trop cru en Gorbatchev » et d'avoir tenté « à plusieurs reprises de collaborer avec lui ».

Le dirigeant russe a également évoqué la « guerre des lois » entre le centre et les Républiques, dont il a rendu le centre responsable, car trop conservateur. A ce propos, il a attiré l'attention de son auditoire sur l'importance de la réunion, samedi 16 février, des représentants de cinq grandes Républiques d'URSS : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. « Rapprocher les positions des cinq Républiques, c'est déjà un grand pas en avant », a expliqué M. Eltsine, qui œuvre ouvertement ces derniers temps pour des liens multilatéraux entre Républiques sans passer par le centre.

En déclarant la guerre à M. Gorbatchev de manière aussi abrupte, M. Eltsine, dont la cote de popularité baisse à mesure que le chaos s'accroît, joue gros : il est déjà le cible du KGB et de toutes les forces conservatrices du PC, lancées dans

une campagne visant à discréditer le gouvernement russe. Celle-ci a déjà partiellement atteint son but avec la démission, la semaine dernière, du vice-premier ministre, M. Goussinski. Au cours de cette émission télévisée, M. Eltsine a d'ailleurs paru sur la défensive sur cette affaire ainsi que sur les déclarations qu'on lui a prêtées prônant la création d'une armée russe, déclarations qu'il dément avoir tenues. M. Eltsine a beau être aujourd'hui entouré de la fine fleur de l'intelligentsia réformatrice, qui a détesté M. Gorbatchev, sa marge de manœuvre reste étroite. Les députés communistes de Russie ont déjà commencé à collecter des signatures pour demander la convocation d'un congrès extraordinaire des députés russes au cours duquel le poste de M. Eltsine serait remis en question. Et mercredi matin, la Pravda, sous le titre « Les voies de l'affrontement », accusait le président russe d'« aggraver les tensions ». Et le comité du PC de la ville de Moscou qualifiait de « criminelle » l'opposition faite par M. Eltsine entre les intérêts de l'Union et ceux de la Russie.

S. K.

### Bonn contre Berlin

Suite de la première page

Berlin n'avait-elle pas été la ville symbole de la reconquête de la liberté par les peuples soumis au joug communiste ? Forte du soutien public des hommes politiques les plus respectés du pays - comme le président fédéral Richard von Weizsäcker, l'ancien chancelier Willy Brandt et le ministre des affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher - « Berlin-Goliath » se voyait déjà l'emporter facilement sur « Bonn-David ».

« La petite ville au bord du Rhin... »

Sur les bords de la Spree, on manifestait un souci condescendant de ne pas trop humilier la « petite ville au bord du Rhin », en lui donnant acte d'avoir, pendant quarante ans, bien rempli son rôle de capitale provisoire, et en lui assurant qu'elle en serait récompensée par le maintien à Bonn de quelques vestiges de son ancienne fonction, un ou deux ministères par exemple... C'était compter sans la méfiance bien ancrée de la plupart des pro-

Plusieurs éléments sont venus, ces derniers temps, renforcer la position de Bonn. Le rapide effacement de l'économie et des structures administratives de l'ex-RDA a conforté l'idée qu'il y avait des tâches, et surtout des dépenses, plus urgentes que le transfert du gouvernement et du Parlement. L'opinion publique, à l'Ouest, commence déjà à s'insurger contre les augmentations d'impôts qui s'annoncent, justifiées in extremis par la contribution allemande au financement de la guerre du Golfe, mais dont chacun sait qu'elles sont, aussi, le résultat de la sous-estimation électorale des dépenses liées à l'unification. Des charges nouvelles liées à un grand démantèlement seraient encore plus impopulaires.

Au législateur de décider

On se souciait aussi beaucoup des réactions étrangères à un projet de transfert de la capitale vers Berlin. Les voisins et partenaires de l'Allemagne n'allaient-ils pas s'effrayer de la restauration dans sa

### La Communauté européenne va reprendre son aide à l'Union soviétique

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Mikhaïl Gorbatchev a apparemment convaincu ses interlocuteurs de la Communauté : les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis mardi 19 février à Luxembourg, ont en effet invité la Commission européenne à reprendre activement les travaux concernant la mise en œuvre du programme d'aide à l'URSS dont le principe avait été approuvé en décembre. Les décisions opérationnelles devraient être arrêtées lors de la prochaine réunion des Douze, le 4 mars.

Après l'intervention de l'armée rouge à Vilnius, la Communauté, tout en maintenant les livraisons de produits alimentaires, avait décidé de différer l'exécution des autres

composantes de ce programme (assistance technique et octroi de crédits garantis).

« Les informations recueillies le week-end dernier à Moscou par la presse communautaire et celles dont je dispose moi-même se recoupent. M. Gorbatchev a la ferme volonté de poursuivre la perestroïka ainsi que les réformes politiques et économiques qu'elle suppose. Il n'est pas non plus modifier la ligne de sa politique étrangère. Souhaitant régler le problème des pays baltes à l'intérieur de l'Union soviétique, il a souligné qu'il attendait un minimum de compréhension de la part de la Communauté », a observé M. Roland Dumas, qui, visiblement, se félicitait du geste de bonne volonté décidé par les Douze.

M. Jacques Delors a estimé que c'était là un signal d'encouragement tout à fait net donné à Moscou. « Nous avons voulu laisser toutes ses

chances à M. Gorbatchev, éviter de l'handicaper davantage. Il joue son avenir dans les pays baltes et nous comprenons que c'est difficile pour lui. Evidemment, il ne faudrait pas qu'il transforme la sortie de l'Union, lorsqu'elle est souhaitée par telle ou telle République, en une course d'obstacles infranchissables », a commenté le président de la Commission européenne.

Ph. L.

[Si M. Gorbatchev a effectivement assuré les responsables communautaires de sa volonté de poursuivre les réformes, il conviendrait aussi de rappeler que pour l'instant l'armée soviétique occupe toujours des territoires dans les pays baltes, comme celui de la télévision lituanienne, qu'elle avait pris d'assaut en janvier au prix de vingt-deux vies humaines. D'autre part, aucune négociation n'est actuellement en cours entre Moscou et les capitales baltes. Concrètement, pour les Baltes, la situation est donc inchangée. - S. K.]

### Un manifeste d'intellectuels français en faveur des Républiques baltes

Voici le texte du manifeste en faveur des Républiques baltes publié par des intellectuels français :

Comme à Budapest en 1956, comme à Prague en 1968, le sang a coulé à la suite de l'intervention de l'armée soviétique dans deux capitales européennes. Une fois de plus, ce recours à la force a pour but d'imposer la volonté du Kremlin à des Etats qui revendiquent leur souveraineté. Nous rappelons que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie indépendantes ont été annexées en 1940 par l'URSS avec la complicité de Hitler, et que cette annexion n'a jamais été reconnue par la majorité des Etats démocratiques.

Quel que soit le responsable de cette intervention, celle-ci est dénoncée par l'opinion démocratique de l'URSS comme un coup d'arrêt au processus de renouveau engagé depuis 1985. La désinformation, la censure, la justification de l'injustifiable par un appel d'organisations fantômes, tout cela rappelle trop des procédés de « normalisation » que l'on croyait révolus et justifie la crainte, très largement partagée aujourd'hui en URSS, de l'arrivée d'une dictature et d'un retour à l'ordre ancien. Les pouvoirs accrus du KGB, qui réparaient sur le devant de la scène, les patrouilles armées dans les rues de Moscou et d'autres villes, les menaces proférées à l'encontre de la presse et des représentants élus de plusieurs Républiques, voilà qui nous oblige à écouter le plus attentivement les nombreux appels qui nous parviennent de là-bas.

Face à ce danger, nous affirmons notre solidarité avec l'ensemble des forces démocratiques de l'URSS qui protestent contre l'intervention armée dans les Etats baltes et s'opposent à toute revanche d'un régime condamné. Nous appelons le gouvernement français à soutenir les gouvernements élus de ces Etats dont la France n'a jamais cessé de reconnaître l'indépendance, notamment en rétablissant avec eux des relations diplomatiques directes. Nous appelons l'opinion à rester vigilante face aux dangers d'un totalitarisme qui résiste toujours,

qui nous menace tous, et qui compromet aujourd'hui l'espoir d'un nouvel ordre européen fondé sur la démocratie, le respect des droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Gilbert Amy (compositeur) ; Michel Aucouturier (Paris-IV) ; Alexis Berolovich (Paris-IV) ; Jean Bonamour (Paris-IV) ; Yves Bonnefoy (Collège de France) ; Pierre Boulez (compositeur) ; Robert Bresson (auteur de films) ; Michel Brout (professeur à l'ENS) ; Henri Cartan (membre de l'Institut) ; Pierre Cartier (professeur à l'ENS) ; Henri Cartier-Bresson (photographe) ; Jacques Chatelet (philosophe) ; Gilles Emmanuel Clancier (écrivain) ; Gilbert Dagron (Collège de France) ; Michel Deguy (écrivain) ; Jacques Derrida (écrivain) ; Louis-René Des Forêts (écrivain) ; Jean Diébold (membre de l'Institut) ; Raphaël Douady (CNRS) ; Jacques Dupin (écrivain) ; Solange Fasquelle (présidente du Pen-Club français) ; Charles Faurebach (membre de l'Institut) ; Marc Fumaroli (Collège de France) ; François Furet (EHESS) ; Pierre Gilles de Gènes (Collège de France) ; Algirdas Greimas (EHESS) ; Etienne Guyon (physicien) ; Pierre Hassner (CER) ; François Jacob (prix Nobel de biologie) ; Jean Kovalévski (membre de l'Institut) ; Vadim Kozovoi (CNRS) ; Claude Lanzmann (directeur des Temps modernes) ; Jacques Le Goff (EHESS) ; Pierre Leleu (membre de l'Institut) ; Emmanuel Lévinas (philosophe) ; André Lichnerowicz (Collège de France) ; Véronique Lossky (Paris-IV) ; Bernard Malgrange (membre de l'Institut) ; François Maspero (écrivain) ; Louis Michel (membre de l'Institut) ; Paul Milliez (membre de l'Académie de médecine) ; André Miquel (Collège de France) ; Maurice Nadeau (écrivain) ; Georges Nivat (Université de Genève) ; Krzysztof Pomian (CNRS) ; Yves Quérel (membre de l'Institut) ; Hubert Reeves (astrophysicien) ; Paul Ricœur (philosophe) ; Ery Schwartzman (membre de l'Institut) ; Jutta Scherrer (EHESS) ; Laurent Schwartz (membre de l'Institut) ; Léon Schwartzberg (oncologue) ; Jean-Paul Sémou (Paris-IV) ; Claude Simon (prix Nobel de littérature) ; Niklas Struve (Paris-X) ; Paul Thébaud (ancien directeur d'Esprit) ; René Thom (membre de l'Institut) ; Alain Tournier (EHESS) ; Jean-Pierre Vernant (Collège de France) ; Michel Wiciora (EHESS).

### ALBANIE Le Parti communiste rejette les revendications des étudiants

Le comité central du Parti albanais du travail (PAT, communiste), réuni en plénum mardi 19 février à Tirana, a apporté « son plein soutien » au gouvernement albanais, qui avait opposé samedi une fin de non recevoir à la demande des étudiants, en grève depuis le 6 février, de changer le nom de l'université Enver-Hodja. Le gouvernement avait estimé que « le nom et les œuvres d'Enver Hodja ne sont pas seulement liés au Parti du travail, mais appartiennent au peuple tout entier » et qu'à ce titre seul le Parlement pouvait décider du changement de nom de l'université. Or, avait-il souligné, l'actuel Parlement n'est pas

plus mandaté, la décision appartenant au Parlement qui sortira des élections du 31 mars.

Les abords du campus universitaire de Tirana étaient enclavés, mardi, par des forces de police, qui avaient empêché la veille plusieurs centaines de personnes de venir apporter leur soutien aux grévistes. Les étudiants ont reçu l'appui du premier syndicat libre, le syndicat des mineurs, qui avait lancé un mot d'ordre de grève générale à Tirana si les exigences des étudiants n'étaient pas prises en compte par les autorités. - (AFP, UPI)

## DIPLOMATIE

La visite en Allemagne de la présidente Violeta Chamorro  
Le chancelier Helmut Kohl promet une aide financière au Nicaragua

Le chancelier Helmut Kohl a promis, mardi 19 février, une aide financière au Nicaragua afin de contribuer à sa reconstruction, a déclaré M. Dieter Vogel, porte-parole du gouvernement fédéral.

Cette offre a été formulée lors de la rencontre entre M. Helmut Kohl et la présidente nicaraguayenne, M<sup>me</sup> Violeta Chamorro, en visite officielle pour quatre jours en Allemagne. Le chancelier a souligné l'établissement des liens avec « le nouveau Nicaragua démocratique », mais a précisé que l'aide de son pays dépendrait de la conclusion d'un accord sur la dette nicaraguayenne.

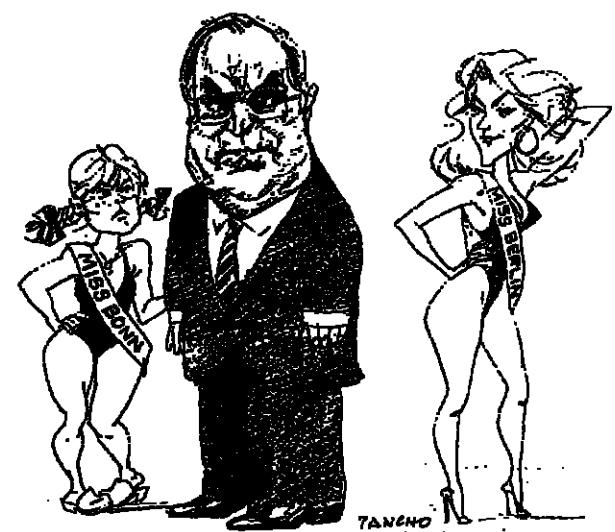
M<sup>me</sup> Chamorro s'était auparavant rendue à Prague, où le président Václav Havel avait accepté d'effacer une partie de la dette du Nicaragua à l'égard de la Tchécoslovaquie. La présidente doit repartir Managua jeudi 21 février, après un passage à Berlin. - (Reuters)

Le voyage du président tchadien en Libye

M. Idriss Deby souligne « la nécessité d'une collaboration étroite » entre N'Djamena et Tripoli

Lors de sa première visite officielle à Tripoli, où il est arrivé lundi 18 février, le président Idriss Deby a demandé l'aide de la Libye pour la reconstruction de son pays. « Le Tchad attend des actes et des engagements concrets de la part de la Libye », a-t-il insisté, mettant l'accent sur « la nécessité d'une collaboration étroite, en vue de déjouer les tentatives de conspiration impérialiste contre nos deux peuples ».

Lors d'un dîner offert en son honneur lundi soir, le nouveau chef de l'Etat tchadien a rappelé les « liens historiques » qui unissent N'Djamena et Tripoli, et exprimé la volonté de son pays de développer ses relations avec la Libye dans différents domaines. Pour sa part, le colonel Kadhafi a salué « la lutte du peuple tchadien et sa victoire face à la dictature et la tyrannie », victoire obtenue grâce aux « sacrifices libyens », a-t-il souligné, avant de conclure que la Libye et le Tchad ont un « destin commun ». - (AFP)



vinces allemandes vis à vis d'une métropole toujours soupçonnée d'ambitions centralisatrices, et dont le statut de capitale d'un pays unifié n'a jamais eu le caractère indiscutable de celui de Paris ou Londres. Au-delà des frontières partisans, les thuriféraires de l'une ou l'autre ville se regroupaient et peaufinaient leurs arguments. La Rhénanie du Nord-Westphalie, bastion de la social-démocratie, faisait cause commune avec la Bavière conservatrice pour soutenir les prétentions de Bonn.

Pour les partisans de Berlin, le transfert marquerait la volonté d'intégrer les nouveaux Länder, et donnerait à la représentation nationale l'occasion de vivre sur place les problèmes auxquels la population doit faire face chaque jour. L'argument des coûts engendrés par le déménagement était rejeté sans appel : Berlin aurait de toute façon besoin d'un important soutien financier pour pouvoir effacer les traces d'une coupure de plusieurs décennies d'avec son environnement naturel.

Des dépenses plus urgentes

Pour les pro-Bonn, au contraire, le désengagement vers Berlin serait un signal dans la mauvaise direction : il signifierait la rupture avec une période particulièrement faste de l'histoire récente de l'Allemagne, celle de la stabilisation de sa démocratie, de son intégration européenne, de sa prospérité économique.

Le débat entre les deux camps n'a pas toujours eu le caractère élevé des fresques historiques tracées par Richard von Weizsäcker, ou des hymnes enflammés des barons régionaux en faveur du fédéralisme. A Bonn, on ne manquait pas de souligner la mauvaise image que pourrait donner de l'Allemagne une capitale où le pouvoir serait sans cesse soumis aux pressions des manifestations de rues violentes, telles que Berlin en connaît régulièrement.

A Berlin, on ne se privait pas de fustiger « l'indécrottable provincialisme » de la capitale fédérale, qui met députés, ministres et hauts fonctionnaires à l'abri de toute tentation d'élargir leur horizon en se frottant à une vie culturelle de haut niveau.

fonction d'une capitale qui fut celle de Hitler ? Dans un premier temps, les Allemands prirent acte avec soulagement et satisfaction du fait que leurs principaux voisins, Français, Britanniques ou Italiens, considéraient comme naturel qu'une fois l'unité retrouvée la capitale historique retrouve également ses droits.

Quelques mois plus tard, cependant, on notait que des « amis de l'Allemagne » comme le professeur Joseph Rovani en France, ou l'ancien ambassadeur d'Italie à Bonn, le comte Luigi Vittorio Ferraris, prenaient fermement position en faveur de Bonn, dans la presse ou à l'occasion de l'un ou l'autre de ces innombrables colloques ou tables rondes organisés sur ce thème.

Conscients de l'évolution des esprits en leur défaveur, les Berlinois s'attachent maintenant à retarder le plus possible l'échéance de la décision. M. Diepgen, pour rassurer, évoque l'hypothèse d'un transfert progressif qui s'étalerait jusqu'à la fin du siècle. Aux termes du Traité d'unification, Berlin est la capitale de l'Allemagne, mais la fixation du siège du gouvernement et du Parlement est du ressort des « organes législatifs » de la République fédérale, le Bundestag et le Bundesrat. Des pointages officiels indiquent qu'une majorité des députés élus le 2 décembre voteraient aujourd'hui en faveur de Bonn, tout comme la majorité du Bundestag, la chambre des Länder. Parmi les nouveaux Länder, seul le Brandebourg adopte une position militante en faveur de Berlin. En Saxe et en Thuringe, le ressentiment à l'égard d'une capitale qui symbolise quarante ans de dictature communiste et l'aspiration vers le centre des ressources de la province a laissé des traces.

Le Parlement et le gouvernement ne vont cependant pas pouvoir différer trop longtemps la décision, même si le chancelier Kohl, qui n'a pour l'instant manifesté en public aucune préférence, continue d'affirmer qu'il ne faut pas se précipiter. Le 30 juin prochain, doit prendre fin le régime des aides attribuées à Berlin-Ouest pendant la division du pays. Bonn et Berlin voudraient le plus vite possible savoir à quoi s'en tenir pour pouvoir planifier leur reconversion.

LUC ROSENZWEIG

## POLITIQUE

Dans une lettre aux adhérents de son club

## M. Chevènement se propose de « rassembler les volontés pour relever l'idée républicaine en France »

Résolu à assumer les conséquences politiques de son départ du gouvernement, M. Chevènement vient de faire savoir qu'il se propose de « rassembler les volontés pour relever l'idée républicaine en France ». Dès que la guerre du Golfe sera terminée, l'ancien ministre de la défense entreprendra un tour des grandes villes de France pour défendre l'idée d'un nouveau « pacte républicain » sans pour autant rompre avec le Parti socialiste.

Cette initiative intervient au moment où la guerre du Golfe provoque de nouveaux remous à l'intérieur du PS, les partisans d'un cessez-le-feu réclamant l'inscription d'un débat de politique internationale à l'ordre du jour de la prochaine convention nationale du parti.

Non seulement M. Jean-Pierre Chevènement n'entend pas ruser sa démission tout seul dans son donjon de Belfort, mais il est déjà de retour dans l'arène politique où il se pose clairement en champion d'une recomposition de la gauche que les circonstances rendent, à ses yeux, impérative.

C'est en effet un véritable « appel aux peuples » que l'ancien ministre de la défense a lancé, mardi 19 février, par le canal du club République moderne, qu'il a créé en 1983 et dont il vient de reprendre la présidence active. La teneur de sa lettre à ses amis ne laisse aucun doute sur son dessein. Sans rompre avec le Parti socialiste, M. Chevènement se consacre désormais à l'organisation d'un nouveau mouvement politique capable de « fédérer les énergies » bien au-delà des seuls militants socialistes.

Le tableau qu'il brosse du paysage politique à valeur de réquisitoire pour son propre parti, qu'il juge implicitement inapte, en l'état actuel des choses, à remédier à la « crise de la démocratie » qui, selon lui, affecte la France. Et quand l'ancien ministre de la défense souligne la nécessité de « préparer une alternative véritable » afin de « donner un contenu moderne à l'identité républicaine de la France », son propos conduit naturellement à conclure que, dans son esprit, ce constat d'échec n'épargne guère M. François Mitterrand.

Certes, M. Chevènement évite soigneusement d'évoquer directement la guerre du Golfe. Il n'en demeure pas moins que sa vision d'une Europe attentive à la fois aux pays de l'Est et aux pays arabes, et capable de faire « contrepois à la volonté hégémonique des États-Unis », dont il dénonce « l'aventurisme », renvoie naturelle-

ment à ses divergences avec le président de la République. Même s'il ne fait aujourd'hui que résumer dans sa lettre le sens de ses engagements militants, l'ancien ministre de la défense se situe désormais sur une trajectoire autonome orientée vers les futures échéances nationales.

Les quelques deux mille lettres de soutien parvenues au siège parisien de République moderne, avenue Raymond-Poincaré, où M. Chevènement s'est réinstallé, n'ont pas été étrangères, affirme-t-on dans son entourage, à la décision prise par celui-ci de se mettre en campagne. La tournée en province qu'il annonce reste, toutefois, subordonnée à la mise en place des structures locales que son club envisage pour relancer son entreprise en fédérant d'abord ses deux mille adhérents actuels.

A court terme, l'offensive politique de l'ancien ministre de la défense sera consacrée par la diffusion d'un projet de « manifeste pour un pacte républicain ». L'élaboration de ce document a commencé une dizaine de jours avant sa démission du gouvernement et elle continue au sein d'un groupe de travail présidé par M. Michel Suchaut, député de la Dordogne.

## Appel pour un cessez-le-feu

M. Chevènement a été également encouragé par les manifestations de sympathie qui lui ont été prodiguées, au lendemain de sa démission, par des personnalités aussi différentes que MM. François Fillon, Philippe Séguin, députés RPR, et MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, chefs de file des communistes « refondateurs », c'est-à-dire par des hommes

qui ont souvent en commun de rechercher, à l'intérieur de leurs propres formations, des voies analogues de renouveau politique. Au fil de sa lettre, curieusement, M. Chevènement parle d'ailleurs de « refonder » l'identité républicaine en employant le même mot que M. Fiterman, en quête d'une nouvelle identité communiste. Entre les uns et les autres s'affirment ainsi des convergences culturelles.

Dans l'immédiat, M. Chevènement lance surtout un nouveau pavé dans la mare socialiste au moment où le PS parvient mal à minimiser le désarroi d'une partie de base militante devant la guerre du Golfe. Par coïncidence, son appel survient alors qu'à Paris, par exemple, une vingtaine de militants membres des instances fédérales et appartenant aux divers courants du parti viennent de mettre en circulation, à usage interne, un texte se démarquant de la politique suivie par M. Mitterrand avec l'appui de la direction du PS.

Cet autre appel, diffusé à l'initiative de M. Gilles Casanova, en charge des affaires internationales à la fédération de Paris, se fonde sur l'alinéa 9 de l'article 6 des nouveaux statuts du PS, adoptés lors du congrès de Rennes, pour réclamer l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine convention nationale du parti, avec vote dans les sections d'un débat sur la guerre du Golfe et la situation internationale (1).

Sa teneur prolonge les réserves exposées par M. Chevènement au chef de l'État pour expliquer sa démission : « L'engagement de la France dans la guerre du Golfe, plus profondément notre parti qu'il n'y paraît, indique notamment ce texte. Le quasi-unanimité des déci-

sions de sommet ne s'appuie pas sur une conviction comparable dans la base du parti (...) Nous ne pensons pas que la seule voie de réponse à l'annexion du Koweït par Saddam Hussein soit l'entrée en guerre de la France sous commandement américain. Nous ne pensons pas que la cohérence du discours de François Mitterrand à la tribune de l'ONU était entachée de capitulation ou d'esprit « multi-choix ». C'est dans ce sens et sans faiblir que notre gouvernement aurait dû poursuivre son action. Nous n'avons pas vu la démonstration qu'embargo ou blocus aient été inefficaces pour faire s'effondrer l'infatigable régime dictatorial et lui faire lâcher prise. Nous ne croyons pas que le bombardement massif des villes ou des combats terrestres meurtriers apportent en rien la démocratie aux Irakiens. (...) Nous ne percevons aucune perspective en dehors de la recherche d'un cessez-le-feu. Saisir les opportunités de négociations, refuser le jusqu'au-boutisme de l'administration Bush, nous voyons là le message qui devrait être celui du parti, la politique qui devrait être celle de la France... »

Quel que soit l'écho de ces prises de position, pour l'instant très minoritaires, M. Chevènement y trouvera des raisons supplémentaires de persévérer dans une démarche dont l'ambition, porteurs de redoutables défis, a au moins le mérite d'être clairement affichée.

ALAIN ROLLAT

(1) Cet alinéa dispose : « Une question est inscrite à l'ordre du jour de la convention nationale dès lors que 5 000 adhérents, répartis dans au moins 20 fédérations, avec un minimum de 25 signatures par fédération, en font la demande. »

Les déclarations de l'ancien ministre de la défense

## « Il est temps de refaire dignement de la politique... »

Dans le numéro 49 de la Lettre de République moderne, M. Jean-Pierre Chevènement écrit notamment : « Le besoin de relever l'idée même de la politique se fait jour de toutes parts. Désormais hors du gouvernement, j'entends, avec d'autres, y consacrer tous mes efforts. Éclairer la route, fédérer les énergies, rassembler les volontés, pour relever l'idée républicaine en France (...) »

Comment militants et citoyens se reconnaîtraient-ils aisément dans des partis ou des syndicats dont l'impuissance à changer l'ordre établi est devenue flagrante au téléspectateur sonné d'images et de sonlages, censés lui apprendre ce qu'il pense ; le citoyen ne trouve plus ni dans les institutions ni dans le système des médias le moyen

d'une expression autonome consciente et raisonnée. Le vote protestataire ou l'abstention illustrent cette crise de la démocratie. (...) »

La gauche, devenue prisonnière des institutions de la V<sup>e</sup> République, s'est laissée absorber par les problèmes de désignation de son candidat : de 1985 à 1988, Rocard ou Mitterrand, puis, dans la foulée, désignation du successeur de François Mitterrand, occultant tout autre problème au congrès de Rennes (...). Il est temps de combler le retard pris, de refaire dignement de la politique, bref de préparer une alternative véritable. (...) »

La ruine du communisme appelle d'autres réponses que l'exacerbation des logiques identitaires ou le déchaînement d'un impérialisme qui va à contresens de l'Histoire. La France, en Europe et dans le monde, peut et doit être le médiateur de la raison, du dialogue et de la coopération entre les peuples. Avec les pays de l'Est, qui ne sont pas sortis de l'auberge, mais aussi avec

le monde arabo-musulman, qui a besoin de trouver en Europe un contrepois à la volonté hégémonique des États-Unis (...). Il n'y a pas d'avenir pour la reconstitution d'un protectorat anglo-saxon au cœur du monde arabo-islamique à la fin du vingtième siècle. L'intérêt national bien compris a toujours refusé l'aventurisme extérieur, à plus forte raison celui des autres. (...) »

« J'ai donc demain dans toutes les grandes villes de France, pour aider à construire ou à reconstruire l'avenir (...) Une refondation démocratique est nécessaire, à un terme désormais proche (...) Nous agissons ensemble pour donner un contenu moderne à l'identité républicaine de la France (...), pour rassembler les énergies de tous ceux qui veulent faire gagner la France (...), pour restaurer l'indépendance nationale et retrouver le lien de la France avec l'universel, pour ressusciter ce « pacte séculaire passé avec la liberté du monde » dont parlait André Malraux. (...) »

S'adressant aux maires de France

## M. Le Pen lance sa prochaine campagne présidentielle

M. Jean-Marie Le Pen a lancé l'offensive postale de la campagne présidentielle... de 1995 ! Persuadé que la course à l'Elysée commencerait prématurément et soucieux de maintenir son parti sous la pression d'une campagne électorale majeure pour son avenir, le président du Front national s'adresse, dès maintenant, aux maires de France.

Depuis quelques jours, le parti d'extrême droite a fait parvenir à chaque maire une lettre de M. Le Pen, qui constitue en même temps une déclaration de candidature et un appel pour recueillir les cinquante signatures nécessaires afin de se présenter à l'élection présidentielle.

« Croyez que je connais et que j'apprécie à sa juste valeur l'importance des communes et singulièrement des communes rurales dans la défense de l'identité de notre pays et le maintien sur place d'une population enracinée », écrit le député européen, en s'adressant prioritairement aux maires des petites communes – 89 % des trente-deux mille quatre cent trente-trois communes de France avaient moins de deux

mille habitants au recensement de 1982 – qui, en règle générale, ne revendiquent pas d'isquette politique.

M. Le Pen parle de la « déliquescence de la nation », de la « montée de la violence et de l'insécurité », du « déferlement de l'immigration du tiers-monde » et du « recul de notre pays sur la scène internationale ». Le président du Front national, rattachant son parti parmi « les forces d'alternance et de redressement national » qui doivent pouvoir « s'exprimer » lors des consultations électorales et « notamment l'élection présidentielle, chef de vote de nos institutions », souhaite être fixé sur l'intention des maires. « Aussi, conclut le dirigeant d'extrême droite, ai-je besoin de savoir si, le moment venu, je pourrai compter sur vous pour permettre ma candidature. Si tel était le cas, je serais heureux que vous puissiez me le faire savoir au moyen, par exemple, du document ci-joint. » Il s'agit d'une « déclaration d'intention de présentation d'un candidat à l'élection présidentielle ».

O. B.

## « Plick et Plock » contre le « Sapeur Camember »

Christophe a-t-il détrôné Keynes et Hayek dans le panthéon des parlementaires fêrus d'économie ? En réponse à M. Jean-Paul Huchon, qui avait qualifié de solution à la « Sapeur Camember » son idée d'emprunt national pour financer les dépenses de la guerre du Golfe, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, était le samedi dernier une devise – « réfléchir avant d'agir » – tirée d'un autre ouvrage de Christophe, les *Mémoires de Plick et Plock*, (Le Monde daté 17-18 février).

Ce récit est également le livre

de chevet de M. Roger Chénard, rapporteur général de la commission des finances du Sénat, qui en a extrait une autre phrase, placée en exergue d'un rapport d'information sur le contrôle des entreprises publiques : « J'ai comme une vague idée que nous n'avons pas encore trouvé le parole magique qui doit nous empêcher de faire des bêtises ».

Le ministre du budget, M. Michel Charasse, devra-t-il plancher sur « la Famille Foucault » ou sur « le Sapeur Camember », avant de présenter son projet de budget pour 1992 ?

■ MARTINIQUE : M. Lardot se retire du conseil régional. – M. Guy Lardot, député (apparenté socialiste) et maire de Sainte-Marie (Martinique), s'est démis, mardi 19 février, de son mandat de conseiller régional de la Martinique. Il a déclaré qu'il ne voyait pas son « utilité dans une assemblée régionale qui n'a qu'un seul objectif : ne rien changer avant son renouvellement l'an prochain ». Tête de liste aux élections régionales du 14 octobre 1990, organisées à la suite de l'annulation du scrutin de mars, le maire de Sainte-Marie avait obtenu pour lui-même et ses amis locaux cinq sièges sur quarante et un. « Je reste toutefois disposé, écrit M. Lardot, à servir mon pays à la place que j'occupe et à la fonction qu'il pourrait me confier dans une assemblée martiniquaise regroupant les compétences du conseil régional et du conseil général. »



INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

## LES CAHIERS DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

## Le marché de la sécurité privée

Enquête : Les Français et la sécurité privée  
Genèse et développement de la loi de 1983  
Jean VAUJOUR

Les marchés de la sécurité privée  
Frédéric OCQUETEAU

Table ronde : la gestion privée de la sécurité  
La sécurité privée en Grande-Bretagne  
Nigel SOUTH

Repères et actualités de la recherche...

- 3  
1991

REVUE TRIMESTRIELLE

Abonnement : France 300 F - Étranger 380 F

90 F

DÉJÀ PARUS

LES FRANÇAIS ET L'INSÉCURITÉ N° 1  
L'OFFRE PUBLIQUE DE SÉCURITÉ N° 2

À PARAÎTRE

LA MESURE DE LA DÉLINQUANCE N° 4  
JEUNESSE ET SÉCURITÉ N° 5

ÉDITÉ PAR LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
29-31, quai Voltaire 75340 PARIS cedex 07  
Tél. 01-46-37-20-43 BP 103 92003 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX

## UN DOCUMENT CAPITAL

ALBIN MICHEL

## FAUT-IL VRAIMENT AIDER LES RUSSES ?

Lev Timofeiev

Albin Michel

Guy Sorman et  
six experts soviétiques  
répondent

هكذا من الأصل



MÉDECINE

D'après une équipe de chercheurs britanniques

# Un gène mutant serait à l'origine de la maladie d'Alzheimer

Un groupe de chercheurs britanniques, dirigé par le docteur John Hardy (St Mary's Hospital, Londres), vient d'annoncer une découverte importante concernant l'origine de la maladie d'Alzheimer, forme très répandue de démence sénile. Cette découverte sera publiée dans le prochain numéro de l'hebdomadaire scientifique *Nature* (daté 21 février). Bien que rien ne permette d'affirmer qu'il concerne tous les cas d'Alzheimer, ce résultat pourrait rapidement aider à une meilleure compréhension des mécanismes physiopathologiques impliqués dans cette affection et, en cela, permettre à terme de proposer une thérapie efficace.

Décrite pour la première fois en 1907 par le médecin dont elle porte depuis le nom, la maladie d'Alzheimer est aujourd'hui la plus fréquente des formes de démence sénile. A ce titre (on compte près de quatre cent mille personnes touchées en France), elle constitue un problème médical, social et économique de première grandeur. Un problème qui, compte tenu du vieillissement de la population dans les pays industrialisés, continuera de se poser avec une acuité croissante dans les prochaines décennies.

La maladie d'Alzheimer se

caractérise par une série de symptômes très évocateurs (troubles de la mémoire, de la personnalité, du langage, etc.), apparaissant chez des personnes âgées. Son évolution est rapide, conduisant à une profonde altération de l'ensemble des facultés intellectuelles. Ces symptômes sont associés à différentes lésions des structures cérébrales. Les résultats enregistrés ces dernières années avaient notamment permis d'analyser l'origine de l'une de ces lésions. On a ainsi découvert qu'une protéine (protéine amyloïde) semblait étroitement impliquée dans le processus

dégénératif, sans pour autant qu'on arrive à un consensus quant au rôle exact joué par cette structure. Grâce aux techniques de biologie moléculaire, on était parvenu à situer sur le chromosome numéro 21 le gène qui commande l'expression de cette protéine (*le Monde* du 24 mai 1989).

## Etude familiale

C'est dans ce contexte que s'inscrit le résultat — curieusement rendu public quelques jours avant sa publication dans *Nature* par l'équipe londonienne. Celle-ci explique en substance avoir mis en évidence une mutation touchant le gène qui contrôle la synthèse du précurseur de la protéine amyloïde. Selon ces chercheurs, cette mutation ponctuelle en amont serait à l'origine, en aval, de la maladie. Ils expliquent notamment avoir mis en évidence cette anomalie génétique chez tous les patients souffrant de la maladie d'Alzheimer dans une famille connue pour

être à risque. Cette même anomalie était absente chez les personnes indemnes. Des conclusions identiques ont pu être faites dans une autre famille touchée par cette affection.

Les auteurs de ce travail se refusent pourtant à dire qu'il s'agit là de l'explication univoque de l'origine de la maladie d'Alzheimer. Ils soulignent dans le même temps que c'est bien la première corrélation établie entre une anomalie génétique précise et l'existence de l'affection. Selon eux, cette découverte est de nature à faire rapidement progresser les travaux de recherche menés sur ce thème dans de nombreux laboratoires à l'échelle mondiale. Parallèlement, ces recherches devraient guider les travaux visant à trouver une thérapie efficace contre cette maladie face à laquelle le corps médical est encore aujourd'hui totalement désarmé.

JEAN-YVES NAU

## La bataille entre hypermarchés et officines

### Le Conseil de la concurrence souhaite une nouvelle définition de la parapharmacie

Nouvelle étape dans la bataille qui oppose les magasins de grande surface aux pharmacies d'officine pour la vente des produits de parapharmacie, dits aussi « produits frontières » (vitamine C, alcool à 70 degrés, eau oxygénée, pansements, tests de grossesse...). Le Conseil de la concurrence, dans un avis qui doit être publié prochainement, estime que les restrictions à la commercialisation de ces produits ne doivent pas être excessives, à la fois en raison de la nécessaire harmonisation des réglementations européennes à l'horizon 1993 et de l'intérêt des consommateurs, puisque les prix pratiqués dans le grand commerce sont très compétitifs.

Mais l'avis du Conseil de la concurrence n'est que consultatif en la matière, et un texte de loi est indispensable, soit pour définir de façon plus précise ce qu'est un médicament, dont la vente doit être réservée aux pharmacies, soit pour préciser les limites du monopole des officines. Un projet de loi est à

l'étude au gouvernement. Celui-ci est soucieux que les fabricants français de produits de parapharmacie ne soient pas désavantagés au moment de la mise en place du grand marché européen.

La Fédération, qui avait saisi en juin dernier le Conseil de la concurrence, clame sa satisfaction. Cette fédération professionnelle regroupe 384 entreprises du commerce de gros et de détail, réalisant 240 milliards de francs de chiffre d'affaires global, soit plus de 30 % du commerce alimentaire et 5 % du non alimentaire.

La Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, qui regroupe 16 000 des 23 000 officines pharmaceutiques, de son côté, « met en garde contre la déstabilisation de la distribution du médicament en France, particulièrement en zone rurale », et dénonce la « tendance » à faire passer la logique des prix avant celle de la santé publique. J. D.

## En Autriche

### 183 nourrissons victimes de complications après une vaccination par le BCG

Le ministère de la santé autrichien a annoncé, mardi 19 février, que cent 183 nourrissons avaient été victimes d'adénites, une inflammation des ganglions lymphatiques, à la suite d'une vaccination par le BCG produit par la société française Pasteur-Mérieux. Plusieurs dizaines d'enfants ont dû subir une intervention chirurgicale pour traiter ces adénites localisées au niveau de l'aisselle. « Tous les lots de vaccins incriminés ont été contrôlés et sont conformes aux normes de production », signalent les responsables de la société Pasteur-Mérieux. L'administration de doses d'adultes de BCG chez des nourrissons et, dans certains cas, la confusion avec un autre vaccin très fortement dosé seraient à l'origine de ces complications.

En effet, deux médecins autrichiens ont reconnu avoir confondu le vaccin BCG avec le « vaccin immu BCG F ». Ce dernier, utilisé comme immunostimulant dans le traitement de certains cancers, notamment celui de la vessie, possède une concentration en bacille de Calmette et Guérin 100 à 150 fois plus importante que le vaccin BCG administré aux nourrissons. Une cinquantaine de cas seraient imputables à cette confusion. Pour les autres, il s'agit d'une erreur de dosage du vaccin BCG intradermique classique puisque les nourrissons ont reçu une dose adulte de 0,1 ml, inscrite sur la boîte, au lieu d'une dose de 0,05 ml, recommandée par l'Organisation mondiale de la santé pour les enfants de moins d'un an.

Quelques 8 000 ampoules de

BCG permettant de vacciner 160 000 nourrissons ont été vendues en Autriche en août 1990 avant d'être retirées du marché quelques mois plus tard en novembre, alors qu'apparaissent les premières réactions, explique-t-on à la société Pasteur-Mérieux. « Le changement de vaccin lié à un manque d'information peut expliquer ces erreurs », remarque la direction médicale de la société. Il est déjà arrivé que, dans certains pays en voie de développement, des agents de santé ou des responsables de programme aient appliqué une dose adulte à des nourrissons. Nous devons peut-être être plus didactiques. » D'une manière générale, l'OMS recommande, quand un pays est habitué à un type de vaccin, de ne pas en changer brutalement.

M. La.

## La lutte anti-tabac

### M. Evin réagit vivement à la sortie de la cigarette Chevignon

M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, a réagi vivement mardi 19 février à la mise sur le marché par la SEITA de la cigarette Chevignon, du nom d'une marque de vêtements très cotée chez les jeunes (*le Monde* du 16 février). Le ministre, qui a fait voter la loi limitant la publicité sur l'alcool et le tabac, n'entend pas laisser se développer cette cigarette mise en vente depuis lundi.

« J'ai fait de la prévention des jeunes un objectif prioritaire », a déclaré M. Evin. « J'entends qu'elle continue au-delà de cette seule loi. (...) La décision de la SEITA de sortir ce produit à destination des jeunes fait l'objet d'un examen juridique pour parer au détournement de l'esprit de la loi. » On ajoute au ministère que la loi contient un article qui concerne précisément la publicité indirecte

et qu'en l'occurrence toute publicité pour les vêtements Chevignon pourrait être considérée comme publicité pour une marque de cigarette et donc soumise à des restrictions diverses.

M. Evin souhaite en outre que « la cohérence du gouvernement s'exprime aussi dans les indications à donner à une société dans laquelle l'Etat est majoritaire ». A cette fin, le ministre a pris contact avec le ministre de tutelle de la SEITA, M. Michel Charasse, ministre du budget. M. Bruno Durioux, ministre délégué à la santé, s'était déjà demandé la semaine dernière s'il n'y avait pas « détournement manifeste de la loi » et avait souligné qu'il faudrait surveiller « les conditions de la publicité que fera la SEITA autour de ce nouveau produit ».

## SCIENCES

Des difficultés pour les Européens comme pour les Américains

### Report des lancements d'Ariane et de Discovery

Une anomalie de fonctionnement a entraîné le report « d'une à deux semaines » du quarante-deuxième lancement de la fusée européenne Ariane 44-LP, qui devait mettre sur orbite les satellites de communication Astra-1B et météorologique MOP-2 dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 février.

Après cinq lancements consécutifs sans problème, les responsables d'Arianespace et de la Société européenne de propulsion (SEP), fabricant du moteur, n'ont voulu prendre aucun risque. Découverte lors d'un essai au banc d'un moteur identique à celui qui équipe le troisième étage du lanceur, ce défaut ne certifie pas pour autant que le moteur monté sur la fusée est défectueux. Un report a cependant été décidé afin de permettre « quelques vérifications, pour confirmer [son] aptitude au

vol ». De leur côté, les ingénieurs de la NASA ont découvert, lundi 18 février, une série de fissures dans les charnières de trappes situées sur le fuselage de la navette Discovery. Cette avarie pourrait retarder d'un mois son prochain lancement, prévu pour effectuer le 9 mars une mission militaire dans le cadre de l'Initiative de défense stratégique (IDS).

Les fissures ont été constatées sur trois des quatre charnières des trappes par lesquelles passent des conduites d'hydrogène et d'oxygène liquides venant du réservoir ventral du véhicule spatial et qui se referment au moment de la séparation du réservoir. Les charnières étant en alliage d'aluminium, elles ne peuvent être soudées. Les ingénieurs de la NASA étudient la possibilité de les recouvrir de métal pour les renforcer. — (AFP.)

## ÉDUCATION

### Publication du décret sur les droits et obligations des lycéens

Adopté par le Conseil supérieur de l'éducation du 19 décembre 1990 (*le Monde* du 21 décembre 1990), très attendu dans les lycées, le texte consacrant les nouveaux droits des lycéens est paru au *Journal officiel* du mardi 19 février. Les élèves ont désormais des droits collectifs qui doivent s'exercer « dans le respect du principe de laïcité du service public d'enseignement » : droit d'expression, d'association et de réunion. Ces droits, précise le texte, interdisent tout acte « de prosélytisme et de propagande ». Les élèves pourront désormais constituer des associations au sein des lycées et diffuser leurs journaux.

Les obligations des lycéens tiennent en trois points : respect des personnes et des locaux, respect des programmes et des contenus, assiduité.

## EN BREF

□ Un skieur français tué par une avalanche en Suisse. — Deux skieurs français pratiquant le ski de randonnée dans le val d'Hérens (Valais) ont été ensevelis sous une avalanche, mardi 19 février vers 10 heures du matin. Leurs trois compagnons ont réussi à les dégager, mais l'un des deux hommes était déjà mort. Cela porte à dix-huit le nombre des personnes tuées cet hiver par des avalanches en Suisse. — (AFP, AP.)

□ Le sous-marin *Morise* vendu pour 301 000 francs aux enchères. — Mis en service au début des années 60, le sous-marin de chasse lance-torpilles *Morise*, qui avait été désarmé en 1986, a été vendu, mardi 19 février, aux enchères pour la somme de 301 000 francs à un ferrailleur italien, M. Antoine

Zapella. L'acheteur a obligation de démolir le *Morise* — s'il veut en récupérer les métaux — dans un délai d'un an. M. Zapella a déjà acquis, dans les mêmes conditions, des sous-marins aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Depuis 1986, trois sous-marins français de la même classe ont été vendus aux enchères, à un autre ferrailleur originaire du Finistère.

□ FOOTBALL : les espoirs français éliminés des Jeux olympiques de Barcelone. — Les jeunes footballeurs espagnols ont remporté, mardi 19 février à Tours, le match qui les opposait à leurs homologues français (1-0) en phase éliminatoire du championnat d'Europe espoirs. Cette seconde défaite à domicile des joueurs français met fin à leurs rêves de figurer à la pre-

mière place du groupe 1. Les espoirs tricolores ne feront donc pas partie des huit équipes quart de finalistes du championnat d'Europe 1992 des moins de vingt et un ans. Ils ne participeront pas non plus aux prochains Jeux olympiques de Barcelone.

□ Deux jeunes gens condamnés pour fausses alertes à la bombe. — M. Georges Formentin, vingt ans, ouvrier charcutier à Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), a été condamné lundi 18 février par le tribunal correctionnel de Versailles à un mois de prison ferme pour avoir été à l'origine de fausses alertes à la bombe le 20 janvier dans les gares voisines de Charville et Virvilly. L'expertise psychiatrique a conclu à « une très large atténuation de la responsabilité » due à « une personnalité influençable ». Le même jour, le tribunal

correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise) a condamné M. Abdel Ali Soitani, dix-neuf ans, à seize heures de travail d'intérêt général pour avoir déclenché une alerte à la bombe contre la synagogue de Sarcelles (Val-d'Oise). Le jeune homme, qui a passé quinze jours en prison avant son procès, voulait, a-t-il expliqué, tester les capacités de la police à identifier un numéro de téléphone à partir d'un appel reçu sur le 17. En moyenne, les forces de l'ordre de ce département sont saisies d'une centaine de fausses alertes par mois.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
DES LIVRES

le journal mensuel de documentation politique

**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LES SYNDICATS ET L'EUROPE**

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

l'Irak

e opération

américain

Soir

## SOCIÉTÉ

Face aux projets de réforme dans la police nationale

## Les officiers et commandants de CRS se dotent d'une association de défense

L'apparition d'une association de défense des Compagnies républicaines de sécurité (CRS) a jeté un trouble certain dans le Landerneau policier. Quarante officiers et commandants de CRS avaient décidé de la porter sur les fonts baptismaux, le 9 janvier, à la sous-préfecture de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Une initiative qui traduit un fort corporatisme en réaction aux projets de réforme actuellement en cours de négociation dans la police nationale.

Début décembre, les locaux du groupement régional Paris-Ile de France des CRS à Vélizy (Yvelines) est le lieu d'une scène peu banale dans l'histoire policière. Que cette scène se passe là est, en soi, significatif : le groupement «numéro un», qui reçoit chaque année la moitié des compagnies venues de toute la France pour œuvrer au maintien de l'ordre parisien, est, en effet, au cœur du dispositif CRS. C'est pourtant là qu'une quinzaine d'officiers et de commandants se sont vu interdire par la Place Beauvau la tenue d'une réunion non syndicale au cours de laquelle les fonctionnaires voulaient obtenir des informations sur les projets de réforme en cours de négociation entre le ministère de l'Intérieur et les organisations représentatives.

Le malaise est encore aggravé, le 14 décembre, lors de la traditionnelle cérémonie de passation du drapeau, à Lagny (Seine-et-Marne), quand M. Pierre Joxe, alors ministre de l'Intérieur, distille quelques informations sur la réforme en préparation. D'où la décision de créer une association «de défense». S'agit-il d'une «coordination», inspirée des mouvements des infirmières ou des instituteurs, qui viserait à contourner le pouvoir traditionnel des syndicats ? D'une offensive corporatiste dans un ser-

vice où l'esprit de corps est très prononcé, et dont les conditions d'emploi, notamment, font qu'il s'est toujours perçu comme autonome au sein de la police nationale ? Ou encore d'une manipulation «politique», comme on le croit Place Beauvau, alors que les fondateurs de l'association sont, à parts égales, syndiqués à la FASP (majoritaire chez les policiers en tenue, proche de la gauche) et à l'USC (Union des syndicats catégoriels, proche de l'opposition) ? Pour le président de l'association, M. Bernard Meynet, commandant de la CRS 7, cantonnée à Deuil-la-Barre (Val-d'Oise), il est avant tout question de «faire connaître à l'administration la volonté réelle des CRS de voir préserver les aspects spécifiques et fonctionnels qui participent de leur efficacité».

## Défendre «l'outil CRS»

Sans doute les fondateurs de l'association se sont-ils laissés aller à des excès en rédigeant les statuts. Un des articles ne souligne-t-il pas que les projets de réforme menaçaient «l'ordre public dans le respect de la légalité républicaine» ? Selon les responsables de l'association, il s'agirait en fait uniquement de la crainte de voir chaque compagnie passer sous l'autorité d'un commissaire (et non plus d'un commandant). Finalement, c'est plutôt pour défendre les «prérogatives et intérêts des commandants et officiers», que l'association semble s'être constituée. La confidentialité qui a entouré la négociation du projet de réforme des corps et carrières, en cours depuis quelques mois entre les syndicats représentatifs et la direction générale de la police nationale, n'a d'ailleurs pas manqué de développer les rumeurs les plus diverses dans les rangs du personnel.

Face à la grogne, les syndicats et l'administration ont décidé de mieux faire circuler l'information

sur la réforme. A deux reprises, une quarantaine d'officiers et de commandants ont ainsi été récemment réunis par M. Jean-Raphaël Alventosa, directeur du personnel de la police au ministère, et chef d'orchestre de la réforme. Cette initiative semble avoir tempéré l'inquiétude d'une association à laquelle ont aujourd'hui adhéré, selon son président, 80 % des corps d'encadrement des CRS. Tous bien décidés, comme ils disent dans le jargon professionnel, à «défendre l'outil CRS» et sa spécificité au sein de la police nationale.

ERICH INCIVAN

Secrétaire général du syndicat FO des personnels pénitentiaires

## M. Jacques Vialettes s'est donné la mort

M. Jacques Vialettes, secrétaire général du syndicat des personnels pénitentiaires de Force ouvrière, s'est donné la mort mercredi 20 février au matin à son domicile de Grigny (Essonne). A un an de la retraite, ce dirigeant à la façon méditerranéenne avait décidé de se retirer de ses fonctions après le recul de son syndicat aux dernières élections professionnelles (*Le Monde* du 6 février 1991). Jacques Vialettes avait trois fils. Il était à la tête du syndicat FO des personnels pénitentiaires depuis 1979.

Sur le boulevard périphérique à Paris

## Une femme policier est tuée par balles

Un gardien de la paix a été tué à Paris, mercredi 20 février vers 2 heures du matin : il s'agit de Catherine Choukroun, trente ans, mère d'un enfant âgé de cinq mois, qui venait de reprendre son poste après un congé de maternité. C'est la première femme policier tuée en service. Elle effectuait une des missions les plus banales de la sécurité publique dans la capitale : un contrôle-radar sur le boulevard périphérique - quand elle a été atteinte d'une balle tirée par un automobiliste qui a immédiatement pris la fuite. Le collègue avec lequel elle faisait équipe, M. Emile Hubbel, quarante et un ans, a été touché à l'épaule. Placé sous transfusion, il a été transporté à l'Hôtel-Dieu et ses jours ne sont pas en danger.

Membres de la compagnie de sécurité publique du boulevard périphérique, les deux policiers avaient arrêté leur voiture à la hauteur de l'embranchement de la porte de Clignancourt (dix-huitième arrondissement). Ils avaient installé leur matériel «radar de nuit» au bord de la route afin de procéder aux contrôles de vitesse. Ils étaient tranquillement

assis à bord de leur véhicule à l'arrêt, le chauffage allumé, tandis que l'appareil photo couplé au radar photographiait les automobilistes pris en infraction.

Selon une des hypothèses avancées par les policiers, le conducteur d'une camionnette aurait fait demi-tour après avoir été photographié en excès de vitesse. Son ou ses occupants redoutaient-ils d'être reconnus sur la photo après avoir commis un délit de droit commun ? La camionnette se serait, dans cette hypothèse, arrêtée au niveau du véhicule de police, qui a été pris pour cible. Puis, la camionnette - un véhicule volé - aurait été abandonnée par les fuyards aux environs de la place Clignancourt. Rapidement arrivés sur place, le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, accompagné du directeur de la sécurité publique, M. Jean-Claude Riquois, et du directeur de la police judiciaire, M. Jean-Pierre Sanguy, ne cachaient pas leur émotion. Une émotion également très vive était perceptible chez de nombreux policiers, qui s'étaient aussitôt rendus sur les lieux de l'agression. E. In.

50 000 morts par an sur les routes de la CEE

## Un rapport préconise la réduction du taux d'alcoolémie admissible chez les conducteurs européens

Généraliser les limitations de vitesse - entre 100 et 130 km/heure - sur l'ensemble des autoroutes de la Communauté ; abaisser le taux maximal d'alcoolémie toléré chez les conducteurs à 0,5 g/l (contre 0,8 aujourd'hui en France ainsi que dans la majorité des pays membres) ; obliger les véhicules à rouler de jour avec les feux de croisement allumés ; étudier la généralisation des permis à points ; uniformiser la signalisation et développer les revêtements antidérapants ; promouvoir une conception des véhicules incitant à une conduite «apaisée» : telles sont quelques-unes des soixante-sept mesures techniques (1) qui, selon le rapport établi à la demande de la Commission européenne par un groupe d'experts présidé par M. Christian Gerondeau, pourraient réduire significativement le nombre et la gravité des accidents de la route.

BRUXELLES  
Communautés européennes  
de notre correspondant

La gravité du bilan est connue : 50 000 morts et plus d'un million et demi de blessés par an sur les routes de la Communauté, avec un coût économique annuel évalué à la somme énorme de 70 milliards d'écus (500 milliards de francs). Une hécatombe qui ne doit rien à la fatalité. Entre les Etats membres les moins touchés (la Grande-Bretagne) et ceux qui obtiennent les plus mauvais résultats (le Portugal et la France), les taux d'accidents mortels exprimés en kilomètres parcourus varient dans un rapport de

un à quatre. Le risque moyen sur les routes de la CEE est double de celui qui existe aux Etats-Unis, si bien que, avec un niveau de sécurité comparable à celui que connaît l'Amérique du Nord, ce sont plus de 20 000 morts qui seraient épargnés chaque année à la Communauté.

Le rapport invite les Douze à poursuivre leurs efforts d'harmonisation des règles de sécurité et de circulation, soulignant ainsi l'opportunité d'adopter un code de la route européen.

Cependant, à côté de ces interventions de nature réglementaire, les experts plaident pour une action plus volontariste et plus continue auprès des autorités nationales ou locales. Ce rôle d'animation serait confié à l'Agence européenne de la sécurité routière, décrite comme «l'élément clé du dispositif».

Cet organisme technique léger (ses effectifs seraient limités au départ à une vingtaine de personnes, et son budget à 5 millions d'écus, soit 35 millions de francs) se verrait confier la tâche de favoriser un échange permanent d'informations entre les Etats membres, d'élaborer progressivement à partir des données ainsi rassemblées «un guide de la sécurité» proposant des solutions auxquelles pourraient ensuite, sur une base volontaire, se rallier les administrations nationales. L'agence exercerait un suivi constant des politiques menées par les autorités nationales et communautaires, donnant son avis, préparant les recommandations et apportant son concours tant aux pouvoirs publics qu'aux associations militantes pour la sécurité routière.

L'objectif de cette mobilisation à l'échelle de la Communauté pourrait être de réduire de 20 % à 30 % le nombre de tués et de blessés graves dans les accidents routiers d'ici à l'an 2000.

PHILIPPE LEMAITRE

*“Nous venons d'inventer une machine volante qui va rendre la guerre pratiquement impossible”.*

(Orville Wright en 1903)



LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE, une collection de six numéros, construits comme des enquêtes qui vous plongent dans le contexte de l'époque pour éclairer d'un jour nouveau la grande saga de la science.

PHOTO : NATIONAL AIR &amp; SPACE MUSEUM



Naissance de l'aviation

**LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE**

LES GRANDES CONTROVERSES SCIENTIFIQUES

هكذا من الأصل



الجزيرة

# CULTURE

## MUSIQUES

### Les deux âges de Mozart

Deux opéras de Wolfgang Amadeus sont montés simultanément. Ils correspondent à deux moments de la vie du musicien

**BASTIEN ET BASTIENNE**  
ET LE DIRECTEUR  
DE THÉÂTRE  
du Théâtre du VIII<sup>e</sup> de Lyon

Il y a deux ans, l'Opéra de Lyon reconstruisait la célèbre joute qui avait opposé Mozart et son Directeur de théâtre à Salieri avec sa *Prima musica*, devant la cour impériale en 1786. Cette saison, à Chambéry, où le spectacle a été créé la semaine dernière, et à Lyon, les mêmes maîtres d'œuvre, le metteur en scène Myriam Tanant et le chef d'orchestre Claire Gibault, ont repris le *Directeur de théâtre*, mais y ont intégré cette fois-ci *Bastien et Bastienne*, bergère de jeunesse du petit Wolfgang.

Le spectacle commence donc avec l'ouverture du *Directeur de théâtre*. Sur la scène, le directeur fait répéter, dans son intégralité, *Bastien et Bastienne*. Un petit théâtre sert de décor avec ses moutons et ses bosquets en carton. Malheureusement la mécanique sur lequel on comptait pour produire l'opéra fait faux bond. Alors, dans un beau mouvement dramatique, le décor s'évanouit. Le directeur se retrouve seul, sur la scène nue, au son d'un mélodrame extrait de *Zaïde* qui donne une grandeur inattendue à sa déclamation.

Ce basculement, très réussi, permet d'enchaîner sur le deuxième opéra, le *Directeur de théâtre*, brillante comédie musicale sur les mœurs théâtrales de l'époque : caprices de cantatrices, exigences de leurs protecteurs, vicissitudes financières. Grâce à de nouveaux subsides, le directeur pourra finalement monter sa troupe et entrevoir de futurs succès que le metteur en scène a imaginés

mozartiens. L'intérêt de cet assemblage, habilement réalisé, est de confronter deux âges de Mozart autour d'un même genre, le Singpiel. La comparaison des ouvertures, jouées pratiquement l'une derrière l'autre, est éclairante à cet égard. Écrit à douze ans, *Bastien et Bastienne* est un alignement d'airs un peu minces, où percent quelques poussées de génie précoce. Composé à trente ans, contemporain des *Noches de Figaro*, le *Directeur de théâtre* montre une maîtrise dramatique et musicale beaucoup plus aboutie. Myriam Tanant a voulu respecter les dialogues (donnés en français) et a engagé pour cela des comédiens de théâtre. Malgré leur talent, la musique se fait un peu attendre. Mais quand elle jaillit, quelle verve, quelle couleur, dans les deux grands airs où les primes donnent tout essor de virtuosité ou dans le célèbre trio « de la dispute », où le malheureux directeur essaye de calmer ses divas en furie.

De jeunes chanteurs défendent ces rôles avec bravoure : Natalie Dessay, incroyablement à l'aise dans une tessiture digne de la *Reine de la nuit*, Maureen O'Flynn, dont le timbre émouvant et la musicalité assurent bien de ses prochains débuts à Aix-en-Provence, Gilles Ragon, qui troque avec bonheur son répertoire baroque pour celui de ténor mozartien. Claire Gibault, au pupitre de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dose les plans sonores, distille l'humour et parfois l'émotion, révèle une musique plus profonde qu'il n'y paraît.

**PIERRE MOULINIER**  
Mercredi 20 janvier à 19 h 30. Vendredi 22 et samedi 23 février à 20 h 30. Dimanche 24 à 17 h. Tél. : 78-28-08-60.

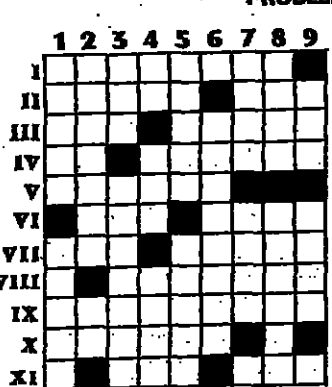
## PARIS-EN-VISITES

### JEUDI 21 FÉVRIER

« La religion et la magie égyptiennes au Louvre », 10 h 30, 2, place du Palais-Royal.  
« L'Opéra Garnier », 13 h 30, hall d'entrée (P.-Y. Jassot).  
« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 2, rue des Archives.  
« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 40, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autotour).  
Exposition : « De Manet à Matisse », 10 h 30, parvis du Musée d'Orsay, devant l'éléphant (M. Casse).  
« Les collages de l'Odéon. L'histoire, la salle, la scène et les cintres », 14 heures, hall d'entrée (M. Heger).  
« Hubert Robert : paysages ou ruines parisiennes », 12 h 45, 93, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).  
« La Monnaie, hôtel et ateliers des médailles », 14 h 30, 11, quai de Conti (Tourisme culturel).  
« Rue Saint-Honoré », de la galerie Véro-Dodot aux Saints-Innocents », 14 h 30, métro Louvre (Paris pittoresque et insolite).  
« Notre-Dame et la crypte archéologique. De l'île de la Cité gallo-romaine à la ville du moyen-âge », 14 h 30, métro Cité (M. Polhier).  
« L'hôtel de Camondo, ou le bonheur de vivre au dix-huitième siècle », 14 h 30, 63, rue de Monceau (Arts et casters).  
« Le Louvre, du donjon à la Pyramide, et les appartements royaux ».

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5461



### HORIZONTALEMENT

1. Bois qui permet de remonter à la source. - 2. Pas très délicate. Concocteur des assemblages. - 3. Pousser un cri. Très doux. - 4. Laisse toujours des restes. Cour de Rome. - 5. Des gens qui ont du charme. - 6. Mauvais fond. Un poison. - 7. Apparaît. Qui a été porté longtemps. - 8. Peut être la proie pour l'ombre. - 9. On y crie où il n'y a personne. - 10. Lieu d'arrêt. - 11. Est devenue vulgaire. Fournit des fruits en toutes saisons.

### VERTICALEMENT

1. Il faut le rejoindre quand on est appelé. Il faut beaucoup de temps pour qu'elles évoquent de l'or. - 2. De l'argent pour celui qui veut manger son bled en herbe. Unité romaine. - 3. Pas original. Quand elle est honnête, on n'a pas besoin de compter. - 4. Participe. Prière. Quand elle est grande, a beaucoup de cachet. - 5. Peut être assimilé à la littérature. Portée par la prière. - 6. N'est pas une femme du monde. - 7. Pour soutenir. Amène à manger l'importance quel. - 8. Qui sera peut-être corrigé. Concocté moyennant une redevance. - 9. Fils de pariterche. Dans l'Hérault.

### Solution du problème n° 5460

**Horizontalement**  
1. Moquette. - 2. Abus. Vert. - 3. Les. Ur. En. - 4. Us. En. - 5. Cétolol. - 6. Orin. Cère. - 7. Rides. - 8. Orin. Cère. - 9. G. Raire. - 10. Hon. Eh. - 11. Essoreuse.

**Verticalement**  
1. Malocologie. - 2. Opérer. Retz. - 3. Question. Os. - 4. Us. En. - 5. Un. - 6. Tyrannide. - 7. L. Leader. - 8. Est. Stériles. - 9. Ring. Se. Hé!

GUY BROUZY

# CARNET DU Monde

## Naissances

— Godeleine et Francis RICHARD, Olivia et Prudence, ont la joie d'annoncer la naissance de

## Cécile

le 18 février 1991.

12, rue de Tournon, 75006 Paris.

## Décès

— Michel Bedin, Jean-Pierre et Anne-France Bedin, Philippe Bedin, Monique et Gérard Hamelin, Bernard Bedin, Quilès et Christian Royes, Claude Bedin, Véronique Bedin, ses enfants, Nathalie, Carine, Stéphanie, Camille, Frédéric, Delphine, Thomas, Justine, Julien, Mathieu, Martin, Charlotte, Virgil, Charles, Olivia, Sébastien, Julie, Emilie, Amélie et Clot, ses petits-enfants, Marie, son arrière-petite-fille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Simone BEDIN, née Gaudin,

survenue, le 18 février 1991, dans sa quatre-vingtième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 21 février, à 15 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc du Touquet, par l'abbé Philippe Bedin, son fils.

Villa Les Ramiers, avenue du Golf, 62520 Le Touquet.

— M<sup>me</sup> Jean-Jacques Brunschwig, M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Brunschwig et leur fils, Jan, M<sup>me</sup> Diane Brunschwig, M<sup>me</sup> Ada Fischer, M. et M<sup>me</sup> François Brunschwig, M. Michel Brunschwig et M<sup>me</sup> Yvette Dessonnet, M<sup>me</sup> Jean Brunschwig-Mirabaud, M. Jean-Paul Brunschwig et son fils, M. et M<sup>me</sup> Daniel de Picciotto-Brunschwig et leurs enfants, M. Pierre Brunschwig, M. Nicolas Brunschwig et sa fiancée M<sup>me</sup> Feryal Abed, M<sup>me</sup> Charles Dreyfus, à Mulhouse, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> André Maus, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de feu M. et M<sup>me</sup> Maurice Parli, Les enfants et petits-enfants de feu M. et M<sup>me</sup> Hugo Lévy, Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de feu M. et M<sup>me</sup> René Didié, M<sup>me</sup> Robert Nordmann, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles parentes et alliées, Ainsi que ses amis, ont le chagrin d'annoncer le décès, survenu à Paris, le 18 février 1991, dans sa soixante-troisième année, de

M. Jean-Jacques BRUNSCHWIG.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Vanves, le vendredi 22 février, à 11 h 30.

Domicile : Les Hauts-Crêts, 120, chemin des Hauts-Crêts, Clichy-1223 Coligny-Centre.

— Dieu, dans sa grande bonté, a bien voulu rappeler à lui notre grande amie

Marguerite CLASSEN-SMITH, chevalier de l'Ordre nationale du Mérite, grand prix des Métiers d'art.

Elle s'est éteinte discrètement dans la paix du Seigneur, le 18 février 1991, à l'approche de ses quatre-vingt-quatorze ans.

Pour faire droit à ses dernières volontés, ses obsèques auront lieu selon les modalités les plus simples, le vendredi 22 février, à 9 heures, en l'église Saint-François-d'Assise de Vanves.

Messe corps présent, suivie de l'inhumation au cimetière de Vanves.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

65, rue Marillio, 92170 Vanves.

— M<sup>me</sup> Hélène Lesage, M. Jean-Paul Lesage et ses enfants, Et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Blanche AUGER-MENSIEUX.

survenue le 7 février 1991, dans sa quatre-vingt-neufième année, à Grenoble, et rappelle la mémoire de son époux,

Georges LESAGE, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 2 mai 1985.

— Le professeur Pierre Habib et M<sup>me</sup> Evelynne Habib, Julien et Charles-Emile, Brigitte Poggi-Abgrall et M<sup>me</sup> Sabine, Claude Habib et André Enegren, M<sup>me</sup> Camille Habib et Benoit Darny, Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Habib, leurs enfants et petits-enfants, Le docteur et M<sup>me</sup> Georges Habib, leurs enfants et petits-enfants, Jean Colin et ses enfants, Les familles Carpentier, Creissels, Breton, Dicky, Fortin, Brezin, Marchon, Avramesco, Helles, Habib, Landau, Caron, Balfu, Mallet, Bessoles, Causse, Sylvie Drouot-L'Hermine, Sophie et Jean-Noël Queney, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de

François HABIB, ingénieur des Ponts et Chaussées, leur fils, père, petit-fils, frère, neveu, cousin et allié, survenue, le 16 février 1991, dans sa trente-sixième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 février, à 10 h 45, au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

34, rue Erlanger, 75016 Paris.

— Sa famille, Et ses amis proches, ont la tristesse d'annoncer la disparition, le 18 février 1991, de

François HUBARDEAUX, interprète de conférence.

Les obsèques auront lieu le samedi 23 février, à 14 heures, au temple de Bischwiller (Bas-Rhin), son Alsace natale.

M. et M<sup>me</sup> Marc Hubardeaux, Et leurs enfants, 3, rue de l'Ehna, 67000 Strasbourg.

— M. et M<sup>me</sup> Philippe Marchat, M. et M<sup>me</sup> Hubert Marchat et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Thierry Marchat et leurs enfants, M<sup>me</sup> Sophie Marchat, M<sup>me</sup> Marcel Guillou, M. et M<sup>me</sup> Claude Henri Villotte, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henry MARCHAT, ministre plénipotentiaire hors classe en retraite, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, membre de l'Académie des sciences d'outre-mer, membre de l'Académie de Saintonge, survenue dans sa quatre-vingt-dixième année au château de Cressé (Charente).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 22 février 1991, à 10 h 30, en l'église paroissiale de Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime), suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Jean-d'Angély.

45, boulevard de la Saussaye, 92200 Neuilly-sur-Seine, 82, boulevard Napoléon, 12210 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

— M<sup>me</sup> Madeleine Pariente, Fabienne et Jean-Michel Coblence, Chantal et Alain Pariente, Sophie et Denis Pariente, Rémi Pariente, Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice PARENTE, médecin honoraire des hôpitaux psychiatriques, médaille militaire, croix de guerre, survenue le 16 février, à Neuilly-sur-Marne.

3, esplanade de Meaux, 93330 Neuilly.

— On nous prie d'annoncer le décès récent de

M. Maurice POPEREN, instituteur public honoraire.

Selon la volonté du défunt, les obsèques, purement civiles, ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 19 février 1991, à 11 heures.

L'inhumation s'est faite au cimetière d'Erigné (Maine-et-Loire).

De la part de M. Jean Poperen et M<sup>me</sup> M. Claude Poperen et M<sup>me</sup>, ses enfants, Et M<sup>me</sup> Anne Poperen, sa petite-fille.

(Né en 1927 à Angers (Maine-et-Loire), Maurice Poperen entra à l'école normale d'instituteurs de son département en 1944. Instructeur à Angers, il termina sa carrière professionnelle comme directeur d'école à Villavieille (Maine-et-Loire). Maurice Poperen fut un des délégués du Syndicat national des instituteurs, rattaché à la CGTIL. Il eut notamment pour collègues les Combattants de la Paix, la Ligue des droits de l'homme. Maurice Poperen publia également une série de monographies consacrées à l'histoire des corporations ouvrières antérieures et à des syndicalismes enseignants. Il était le père de M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, et de M. Claude Poperen, ancien membre du bureau politique du PCF et ancien adjoint au maire de Paris (réformé communistes).

— Dominique et Claude Laurent, Claire Laurent et Michel Amiot, ses enfants, Diane Laurent, Mustapha et Maxime Chader, Thomas Laurent, ses petits-enfants et arrière-petit-fils, Henri et Fernande Jolibois, leurs enfants et petits-enfants, Suzanne Madieu-Ponty, son frère et sa sœur, M<sup>me</sup> Marthe Jolibois, sa tante, Marianne Merleau-Pooty et son fils Guillaume Bui, sa nièce et son petit-neveu, Jacqueline et Pierre Boyer et leur fille, Collette Racine et ses enfants, Pierre et Liliane Naves, ses cousins et cousines, ont la douleur de faire part de la mort de

Elise PASQUALAGGI, née Jolibois, survenue à Paris, le 17 février 1991, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

On se réunira au temple de Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-13<sup>e</sup>, jeudi 21 février, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Saint-Antoine-Noble-Vat (Tarn-et-Garonne).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Constantine (Algérie). Mireille Remita, née Jassaud, Et sa famille de Constantine, Scarlett Guellal, née Chambon, Et sa famille de Constantine, René Carro, Et sa famille de Pan, Les familles Carro, Chambon, Remita et Guellal, ont la tristesse de faire part du décès, à Constantine, 34, avenue Kikouli (Zineb), de leur mère et tante,

Paule VAISSIERE, veuve de Henri Watt, ancien propriétaire des brasseries Wolf de Philippeville (Algérie).

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Constantine.

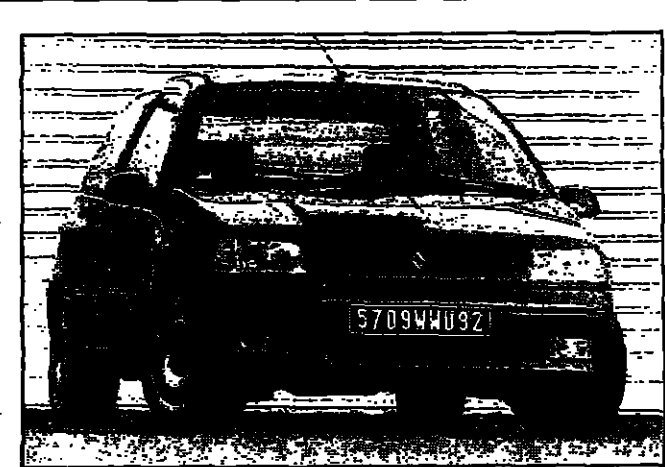
## Remerciements

— La famille Et les proches de

Jean GEOFFROY remercient tous ceux qui, par leurs témoignages de sympathie, se sont associés à leur peine.

**CARNET DU MONDE**  
Remerciements : 40-65-29-84  
Tarif : la ligne H.T.  
Toutes rubriques ..... 92 F  
Abonnés et actionnaires ..... 80 F  
Communications diverses ..... 95 F

## AUTOMOBILE



### Renault Clio 16 soupapes : autres temps, autres mœurs

Paradoxalement ou logiquement, la disparition progressive de la suralimentation dans les mécaniques de Renault, réservée maintenant aux versions diesel et à quelques survivantes de la décennie « vroom-vroom » (21 turbo), donne l'esprit sportif que voulait donner la Régie à certaines de ses productions. La turbine est morte ! Vive la multi-soupapes ! Il en résulte pour les modèles situés d'hui mis sur le marché par le constructeur français une modification d'image. Elle est certes expliquée par les soucis de l'heure - économies d'énergie, mise en cause générale de la vitesse, modification du règlement de la formule 1, des références inavouées. Elle risque peut-être bien à terme d'être préjudiciable à l'épanouissement de ces versions un peu particulières qui ont fait en leur temps la réputation de la marque. La bataille entre producteurs de ce type de voitures - des multiples modèles japonais à la toujours excellente VW Golf 16 S - n'en sera que plus incertaine. On peut toutefois à l'inverse imaginer que le passage de la nervosité à tout prix, apogée de la turbine, au profit de la souplesse et du souffle est au contraire une chance d'avenir.

Quoi qu'il en soit, si la Clio 16 soupapes, malgré son prix fixé à plus de 100 000 francs, ne devrait pas décevoir ceux qui attendaient dans la nouvelle gamme de petites voitures mises sur route par la Régie une version bien équilibrée et rapide, elle ne remplacera pas dans le cœur des amateurs de démarrages en fanfare et de tentatives de cap sportif la délicieuse et redoutable R 5 GT turbo.

Robe enveloppée, prédominance sur le capot due à la présence du collecteur d'admission, ailes avant déformables et indéchirables en matière plastique (polymère), aspect pour tout dire dans le vent, la Clio 16 S a repu le 1 764 cm3 de 140ch au moteur, un groupe agréable que l'on avait déjà monté avec satisfaction pour le conducteur sur la R19 à 16 soupapes.

Cela équivaut à quelque 80 chevaux au litre de cylindre. Un résultat honorable qui donne, malgré un petit creux en bas des tours, de quoi répondre quand il est nécessaire.

Rien à reprocher à la boîte, précise ni au freinage sur quatre disques, ventilés à l'avant. La tenue de route au millimètre doit à ses quatre roues indépendantes, à la présence des barres anti-roulis et d'un abaississement de l'assiette, un comportement neutre en toutes circonstances, donc sans surprises, ni heureuses ni malheureuses.

Le réservoir de cette Clio, fixé à 43 litres sur la gamme, passe ici pour la circonférence à 50 litres. De quoi faire à vive allure 80 km de plus.

La Clio 16 S ne peut être livrée qu'en version à trois portes, et de nombreuses options sont au programme, dont une direction assistée, la commande centralisée de la fermeture des portières et l'ABS. Dommage de ne pas le prévoir en série. Car après tout, au tarif appliqué, on pouvait l'espérer...

CLAUDE LAMOTTE

□ Une nouvelle version de la Baccara. — En même temps qu'apparaît la 16 soupapes Clio, une version Baccara - cuir, direction assistée, ronçe de noyer, vitres électriques, sièges couchettes - va être distribuée. Livrable au même prix que la Clio 16 S, ce luxueux modèle pêche par une touche de mauvais goût : un macaron fixé sur la garniture des portières avant indique par un B capital frappé sur un petit morceau de bois précieux qu'il s'agit d'une Baccara, ce qui apparaît inutilement prétentieux. Heureusement, le reste du véhicule ne mérite que des éloges, et son moteur, de 1 720 cm3, souple à souhait lui aussi, est bien agréable à mener.

□ Renault Espace V6. — Autre nouveauté à venir, la Renault Espace de troisième génération. Un V6 est au programme. Nous en reparlerons bientôt.

## Le Monde

# EDUCATION

### La formation des maîtres à l'aveuglette

A la rentrée, chaque académie aura son institut universitaire de formation des maîtres (IUFM). L'enthousiasme du début a cédé le pas à l'inquiétude

quelques mois du coup d'envoi des nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), l'inquiétude gagne les équipes des trois académies pilotes, Grenoble, Lille et Reims. Depuis un an, ces dernières sont censées expérimenter la politique ambitieuse lancée par M. Lionel Jospin et inscrite dans la loi d'orientation du 10 juillet 1989. Or, de nombreuses inconnues obscurcissent l'avenir de cette structure qui doit être implantée, dès la rentrée prochaine, dans toutes les académies.

Un rapport inédit de l'inspection générale, portant sur « l'évaluation de la mise en place des IUFM », dresse consciencieusement la liste des points d'interrogation sur lesquels butent « et s'épuisent », comme le souligne l'un d'eux, les trente directeurs d'IUFM nommés depuis la rentrée. Alors qu'il leur reste quatre mois pour boucler leur affaire et que la rentrée en IUFM a été fixée au 15 septembre, les chefs de projet des futurs instituts ne savent pas encore, par exemple, sur quels critères ils recruteront leurs étudiants. Pas la moindre information non plus sur le nombre d'allocations d'études dont chaque académie disposera sur les 7 000 inscrites au budget 1991 (dont 4 000 pour les futurs instituteurs). Autres inconnues de taille : la physiologie des nouveaux concours de recrutement qui sanctionneront la première année d'études (CAPES, CAPET et concours de professeurs des écoles), et le contenu précis des deux années de formation scientifique et professionnelle. Or, l'une et l'autre conditionnent pour une large part l'organisation des enseignements, la mise en place des stages, voire le choix du profil des formateurs ou encore la bonne utilisation des différents lieux d'implantation de l'IUFM.

Rien non plus sur les flux d'étudiants ni sur la carte des formations ou encore sur les types de licences qui conduiront les futurs instituteurs au concours de recrutement. Or, à Lille par exemple, où le vivier d'étudiants est largement insuffisant pour couvrir les besoins en enseignants, la situation est pour le moins paradoxale. L'an dernier, 400 allocations prévues pour inciter les titulaires d'un DEUG à passer une licence pour devenir instituteur, n'ont pas pu être distribuées. Les licences correspondant à la formation antérieure des candidats au métier n'existent tout simplement pas à l'université. Car dans cette académie, les futurs instituteurs sont, dans un tiers des cas, issus de l'enseignement technique et professionnel.

#### Défaut de pilotage

Pourtant enclavé à arrondir les angles, l'inspection générale ne dissimule pas son inquiétude. Et elle affirme avoir rencontré, au sein des équipes chargées d'essayer les plâtres du nouveau système, plus de morosité et de résignation « devant la force des choses » que d'enthousiasme.

L'absence d'une cellule de pilotage, clairement identifiée et capable d'opérer la mise en musique administrative de la commande ministérielle, semble notamment avoir fait cruellement défaut. Ce que confirment plusieurs chefs de projet qui se plaignent de n'avoir pas d'interlocuteurs et de travailler à l'aveuglette. « Jusqu'à la rentrée 1990, le cabinet du ministre, souligne l'inspection générale, a été maître d'œuvre et coordonnateur de ce projet. Depuis octobre 1990, une sous-direction a été mise en place à la direction des enseignements supérieurs (DESUP). Installée trop tardivement, elle n'a pas pu, d'emblée, maîtriser toutes les données du dossier et ses

**APPRENEZ LE RUSSE A L'UNIVERSITÉ DE MOSCOU OU LÉNINGRAD**  
de 1 à 10 mois  
tous niveaux  
départ toute l'année  
Rens. et inscriptions :  
Centre de Langue et  
Culture Russe de l'EIEC  
2, rue de l'Éperon  
75006 PARIS  
Tél. : 46-34-27-35

implications réglementaires devenues nécessaires (...). Et l'inspection générale conclut : « La tâche des chefs de projet qui doivent construire un IUFM sans connaître ni les règles fondamentales du jeu ni les personnes sur lesquelles ils pourront compter est lourde. »

L'enjeu des IUFM est pourtant considérable. Il s'agit de fonder dans un seul type d'établissement rattaché aux universités, le réseau très éclaté des Ecoles normales d'instituteurs, celui des Centres pédagogiques régionaux (CPR) qui prennent en charge la formation pédagogique des futurs professeurs titulaires du CAPES théorique ou de l'agrégation, celui enfin des ENNA (écoles normales nationales d'apprentissage) où sont formés les enseignants du technique.

#### Le choc des cultures

A partir de la rentrée 1991, tous les futurs enseignants seront recrutés au même niveau de diplôme, la licence, et recevront pendant deux années une double formation scientifique et « professionnelle » à l'IUFM.

M. Lionel Jospin poursuit ainsi trois objectifs. En élevant le niveau de recrutement des instituteurs et en favorisant les échanges entre les différents types d'enseignants au sein d'un même lieu de formation, il s'agit de franchir un pas vers le corps unique d'enseignants, « de la maternelle aux classes terminales ». En « musclant » la formation pédagogique des futurs professeurs, jusque-là très insuffisante, on tente de mieux les armer pour affronter les difficultés du métier. Enfin, le troisième objectif est économique : créer une structure unique permet de rationaliser un potentiel de formation très déséquilibré, riche surtout d'un réseau d'écoles normales solidement implantées dans leur département, disposant de locaux spacieux et bien équipés qui manquent cruellement aux universités, et de quelque deux mille professeurs d'école normale, rompus aux arcanes de la pédagogie, pour la plupart issus des rangs des certifiés.

De toutes les difficultés inhérentes au projet, c'est sans doute la plus importante : faire se rencontrer et travailler ensemble des universitaires, pour la plupart indifférents aux problèmes de la formation des maîtres et s'identifiant d'abord à leur discipline, et des professeurs d'école normale issus du secondaire, doublement installés dans le giron

d'une institution à la culture centenaire.

A en croire le rapport publié par l'inspection générale, la greffe a du mal à prendre. Le choc des cultures et du langage, le poids des habitudes, les cloisonnements catégoriels et syndicaux pèsent visiblement très lourd. Et les deux « mondes » se regardent en chiens de faïence. Au-delà du « cercle des responsables », souligne le rapport, le message passe difficilement. Les professeurs d'école normale « répètent la crainte de voir casser l'outil qu'ils maîtrisaient ». Les universitaires, pour leur part, « souvent peu ou mal informés sont spontanément distants, voire méfiants (...). Beaucoup se représentent un IUFM dominé par le monde primaire des pédagogues où des enseignants chercheurs ne sauraient sans compromission trouver leur place ».

Les conséquences de cette défiance réciproque sont exposées crûment. Dans les trois IUFM expérimentaux, les conventions de rattachement aux universités, qui doivent permettre notamment d'établir une cohérence entre enseignement disciplinaire et formation professionnelle, sont « à peine esquissées ». Et l'analyse précise du « potentiel matériel et humain, très divers, très contrasté » dont dispose chaque académie, ou encore le recensement des problèmes administratifs et financiers, sont tout juste ébauchés.

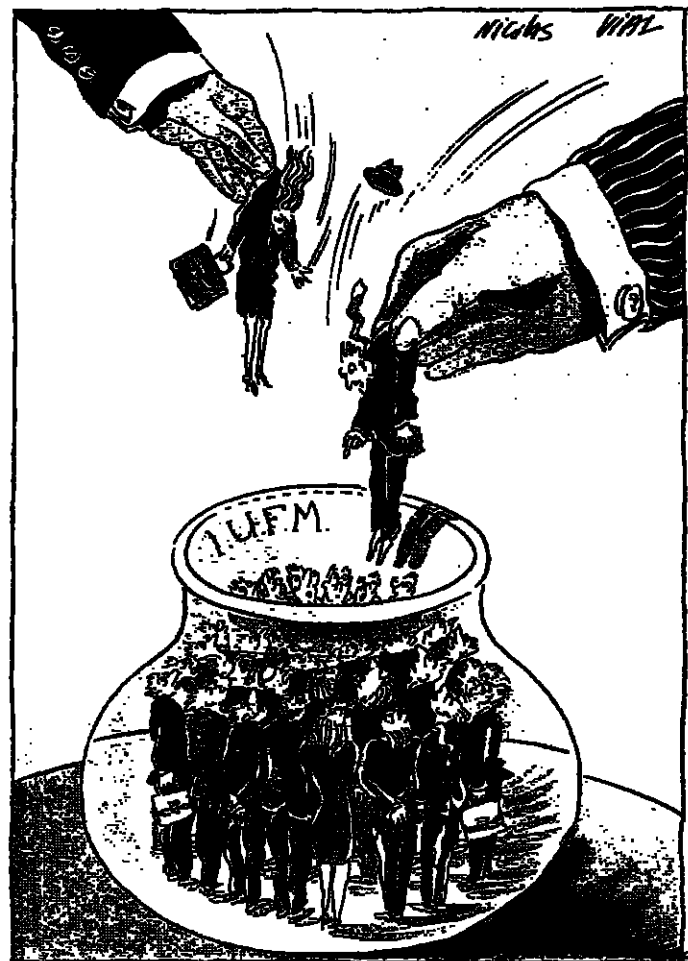
#### Pilonnage intense

Sans texte de cadrage ni directives précises, les équipes pilotes ont, du coup, eu du mal à mettre en place des innovations, même modestes. A Grenoble, Lille et Reims, les modules de formation communs aux futurs instituteurs et professeurs n'ont pas, pour le moment, réussi à convaincre. Stimulés par le SNES (Syndicat national des enseignants de second degré) qui, dès le lancement du projet des IUFM, en a fait une de ses bêtes noires, les étudiants grenoblois ont même carrément refusé dans les brancards. Ils manifestent, comme le souligne très sobrement les inspecteurs généraux, « quelques fortes réactions de rejet ».

Ce que les responsables de l'IUFM de Grenoble reconnaissent bien volontiers. Pour expliquer ces incidents, l'inspection générale évoque des formateurs « parfois trop hâtivement choisis » et qui ne connaissent pas toujours le public auquel ils s'adressent. Moins dédicat, le SNES, qui a sorti le grand jeu

pour organiser la rébellion, parle de « discours hermétique » de « défouloir ou de pratiques psychothérapeutiques », de « jeux expérimentaux infantilisants » dans un questionnaire distribué aux élèves enseignants. Une sombre histoire d'apprentissage de la pâte à crêpe, élevée au rang de modèle pédagogique, à

derniers s'emportant contre les IUFM, accusés de « déqualifier » les professeurs et de « marginaliser » l'enseignement des disciplines « sous prétexte de professionnalisation » (Le Monde du 25 novembre 1990). « Le résultat, dit un formateur de l'IUFM de Lille, c'est que la réforme des concours va se solder par un « flop »



même, pendant des semaines, défrayé la chronique des IUFM...

Cette entreprise de pilonnage, sans doute en partie responsable de la soudaine prudence du cabinet du ministre sur ce dossier, a aussi reçu l'appui très efficace d'un certain nombre d'intellectuels (dont Régis Debray et Elisabeth Badinter). Dans les colonnes du Monde, deux mois après la rentrée universitaire, ces

digne d'une réforme de l'orthographe. Or, si on ne change rien aux concours du CAPES, rien ne changera dans la formation des maîtres.

Le projet de réforme du CAPES qui se prépare au ministère repose surtout sur l'introduction d'une épreuve professionnelle, étroitement liée au stage d'observation qui devrait ouvrir la première année de formation à l'institut. Les étudiants

seraient ainsi testés sur « des situations d'enseignement directement liées à leur discipline », souligne M. Daniel Bancel, responsable du dossier au cabinet de M. Lionel Jospin. Une proposition que certains jurys de concours trouvent trop audacieuse alors que, pour certains formateurs, elle ne l'est pas assez.

L'inspection générale a bien saisi l'enjeu puisqu'elle estime que « le risque majeur » pour les IUFM, c'est justement « la dissociation du « scientifique » et du « professionnel ». Avec le danger de voir l'institut n'être plus qu'une « sorte d'université consacrée à la pédagogie », tandis que les actuelles préparations aux concours resteront en l'état. Mais on peut avoir quelque doute sur la capacité de l'institution à contourner l'obstacle quand on sait qu'à Lille, par exemple, il n'a pas été possible de trouver un seul universitaire littéraire pour travailler, ne serait-ce qu'à mi-temps, à l'IUFM...

L'inspection générale émet plusieurs recommandations dans son rapport. Le pouvoir politique, suggère-t-elle, doit tenir bon sur l'introduction d'une épreuve professionnelle dans les concours de recrutement. Mais il doit aussi clarifier ses propres orientations et se donner « les moyens de ses ambitions ». Et une difficulté majeure est évoquée : actuellement, les futurs professeurs de lycée et collège effectuent un « stage en responsabilité » après les épreuves théoriques du CAPES. Un tour de passe-passe qui permet de disposer de l'équivalent de trois mille postes et de pallier la pénurie d'enseignants. Or, souligne l'inspection générale, « cette organisation des stages, si elle est maintenue comme la direction des personnes enseignants semble le penser, ne permet guère de modifier la formation ». Et la docte assemblée de conclure : « Il faut un texte politique fort (...). Il est absolument nécessaire de chiffrer, par IUFM et nationale, sur trois ou cinq ans, les coûts supplémentaires. Un bilan exhaustif et sérieux est impératif. »

Pour des chefs de projet et des formateurs « englués dans le quotidien par des non-décisions », comme le souligne un enseignant, qui ne savent pas, à quelques mois du jour J, avec quels étudiants, quels enseignants et sur quels contenus ils vont travailler, il y a effectivement urgence.

CHRISTINE GARIN

### Les magistères à quitte ou double

Oubliés par le ministère de l'éducation, ces diplômes haut de gamme sont menacés de disparition

En réunissant, le 8 février dernier, leur assemblée générale au Palais de la découverte, les responsables de magistère ont pris un risque. Ou bien la symbolique du lieu les incitait à mieux faire connaître un diplôme original mais marginal. Ou bien la proximité de l'étonnante exposition sur les dinosaures les entraînait vers des interrogations moroses : les magistères seraient-ils, eux aussi, une espèce en voie de disparition ?

Créés en 1983 par M. Chevènement, alors ministre de l'Éducation, ces formations universitaires sélectives et professionnalisées avaient pour ambition de rivaliser avec les grandes écoles. Les soixante-six magistères qui fonctionnent aujourd'hui recrutent en effet leurs quelque 4 500 étudiants sur dossier et entrent, après un diplôme à bac +2 (DEUG, DUT ou classe préparatoire), et leur proposent un cursus en trois ans, bien encadré et étoffé par des stages en entreprise.

Cette ouverture sur les milieux professionnels se traduit également par la présence d'intervenants non universitaires dans les programmes et les jurys, ainsi que par le choix des créneaux de formation. A côté de magistères scientifiques, souvent montés en partenariat avec les écoles normales supérieures et débouchant sur la recherche, plusieurs magistères se sont développés

sur des secteurs originaux comme le marketing direct, l'aménagement, le droit de la communication, etc. Et les problèmes de débouchés ne se posent guère aux 1 300 « magistères » diplômés chaque année.

Tout devrait donc leur sourire, comme le souligne M. Jean Tardy Joubert, étudiant à Paris-II du magistère banque-finances et président de l'association des magistères parisiens. « Nous sommes fiers d'être universitaires. Les entreprises qui nous connaissent sont très satisfaites, car elles savent que notre formation associe une bonne expérience pratique et un bagage théorique beaucoup plus important que dans les grandes écoles. »

#### Le silence du ministère

Ce bel enthousiasme n'est pourtant pas général. Malgré leur dynamisme affiché, les universitaires réunis au sein de l'AGREMA (Assemblée générale des responsables de magistère) cachent mal leurs interrogations sur l'avenir, voire leur amertume. « Nous avons le sentiment d'avoir été lâchés par le ministère », confie l'un d'entre eux.

Il est vrai que depuis l'arrivée de M. Jospin Rue de Grenelle, en 1988, les magistères ont comme disparu des préoccupations ministérielles :

toute création nouvelle a été gelée depuis trois ans et le ministère oppose un silence obstiné aux questions portant sur le sort qu'il entend réserver à ces formations. Quant au rapport d'évaluation demandé, dès l'été 1988, à M. Guy Aubert, directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon, il est resté soigneusement enterré dans un tiroir ; son appréciation globalement positive et son invitation à développer ces diplômes d'excellence ne correspondaient manifestement pas aux orientations ministérielles.

Les reproches adressés, à demi-mots, aux magistères sont simples. Au moment où le système universitaire est confronté à une formidable pression et où le problème des premiers cycles prend une ampleur inquiétante, les moyens mobilisés pour quelques centaines d'étudiants pour des formations distantes – fussent-elles républicaines – seraient-ils disproportionnés ? La critique n'est pas sans écho dans les universités : bien des enseignants ne sont guère sensibles au prestige que les magistères sont supposés apporter à leur établissement et ne cachent pas leur jalousie à l'égard de ces cursus haut de gamme.

Quant à leurs moyens de fonctionnement, les craintes des magistères sont vives. N'étant pas des diplômes nationaux, mais de sim-

ples diplômes d'université, ils ne bénéficient pas des procédures d'habilitation classiques et des moyens qui en découlent. Les quotas d'heures complémentaires d'enseignement qui leur ont été attribués à l'origine sont de plus en plus aléatoires : dans le cadre de la contractualisation des relations Etat-universités, le financement des magistères va désormais dépendre du bon vouloir des présidents d'université et des arbitrages réalisés localement. Ce qui risque de devenir, bien souvent, inconfortable.

#### Une commission du titre

Autant d'incertitudes n'ont pourtant pas découragé les responsables de magistère. Comme le souligne M. Philippe Mathis, professeur à l'université de Tours et nouveau président de l'AGREMA, « enseignement de masse et formations d'excellence ne sont pas incompatibles. L'université doit pouvoir rivaliser avec les meilleures formations. Il faudrait donc reprendre les créations, passer à quatre-vingts magistères et gonfler les effectifs de chacun ». Et il ajoute : « L'argument budgétaire n'est pas vraiment sérieux. Par rapport à une formation universitaire équivalente (une MST suivie d'un DES), le surcoût des magistères

représente environ deux cents heures complémentaires. C'est une goutte d'eau et notre formation reste moins chère que celle d'un étudiant d'IUT. »

A l'occasion de sa dernière assemblée générale, l'AGREMA a donc décidé de réagir et de défendre le titre « magistère » qui n'est, jusqu'à présent, « ni reconnu ni protégé par un texte quelconque », comme le note le rapport de M. Aubert. Faute d'obtenir sa reconnaissance comme diplôme national, les responsables de l'AGREMA envisagent donc de le déposer et de créer une « commission du titre ». A l'instar du système qui existe pour les diplômés d'ingénieur, cette commission serait habilitée à accepter ou à refuser les nouveaux magistères et à définir une politique de développement. Cela suppose, selon le président de l'AGREMA, une « opération vérité » à l'égard des soixante-six formations existantes, dont certaines sont « en difficulté ».

Face au silence officiel, les magistères ont donc choisi de sortir de leur attente inquiète. « On ne doit plus être frileux », lance, bravement, M. Mathis. Il faut relever le défi. Un pari qui ressemble fort à un quitte ou double, au moment où le ministère projette de développer de nouvelles formations professionnalisées.

GÉRARD COURTOIS

هكذا من الأصل





AMIENS

# L'UNIVERSITÉ DE FRANCE QUI CONNAÎT LE PLUS FORT ACCROISSEMENT DES EFFECTIFS.

*Quand le flux d'entrées s'accroît de 30 % par an,  
vous comprendrez aisément pourquoi nous avons décidé de vous donner  
des moyens exceptionnels pour réussir à Amiens et pour y vivre bien.*

**ENSEIGNANTS - CHERCHEURS,  
VOUS QUI CRÉEZ OU INTÉGREZ UNE  
UNITÉ DE RECHERCHE À AMIENS,  
LA VILLE VOUS LOGE\***

**L'UNIVERSITÉ, UNE PRIORITÉ POUR LA VILLE D'AMIENS,  
LE DÉPARTEMENT DE LA SOMME ET LA RÉGION DE PICARDIE :**  
Les trois institutions travaillent en commun pour faire de la  
capitale régionale une grande ville universitaire.

**LE RENOUVEAU D'AMIENS**  
Amiens bouge, Amiens change de visage. L'Année 90 aura été  
marquée par de grands projets qui vont transformer  
profondément la ville d'ici trois à quatre ans et l'installeront  
au cœur de la modernité.

**UN QUARTIER LATIN EN PLEIN CENTRE-VILLE**  
Afin de gérer l'explosion des effectifs d'étudiants, nos  
3 collectivités se sont engagées dans la construction de locaux  
universitaires en centre-ville : 45000 m<sup>2</sup> qui abriteront  
notamment la future bibliothèque universitaire, les nouvelles  
facultés de sciences, de médecine, de pharmacie, de  
mathématiques, de droit et d'économie.  
Déjà les nouveaux laboratoires scientifiques sortent de terre.



UNIVERSITÉ  
DE PICARDIE

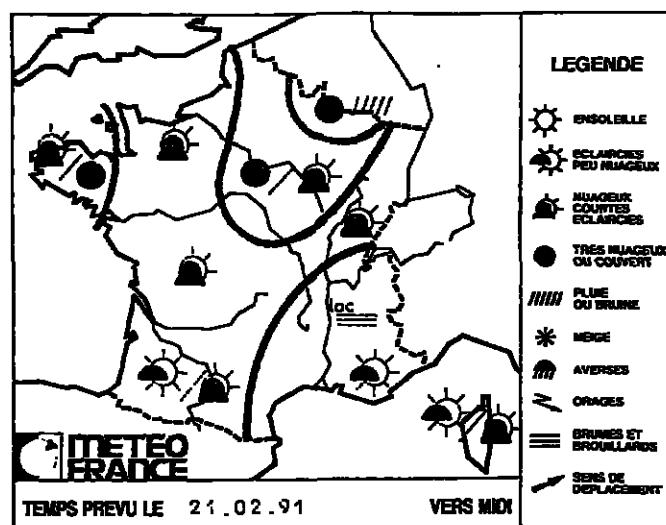
\* Les premiers inscrits bénéficieront d'un logement de qualité pendant un an.

Si vous souhaitez plus de renseignements téléphonez au 22.82.72.67 - Mr Couapel

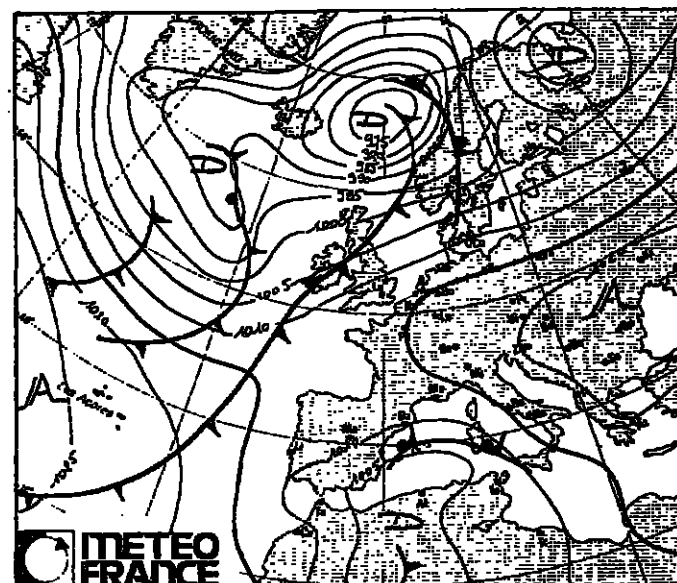
Merci de nous adresser votre dossier à : Université de Picardie - Rue Solomon Mahlanghu - 80025 Amiens Cédex 1

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 21 février  
Beau temps dans le Sud-Est, nuages ailleurs.  
Aggravation pluvieuse par l'Ouest l'après-midi.



SITUATION LE 20 FÉVRIER 1991 À 0 HEURE TU



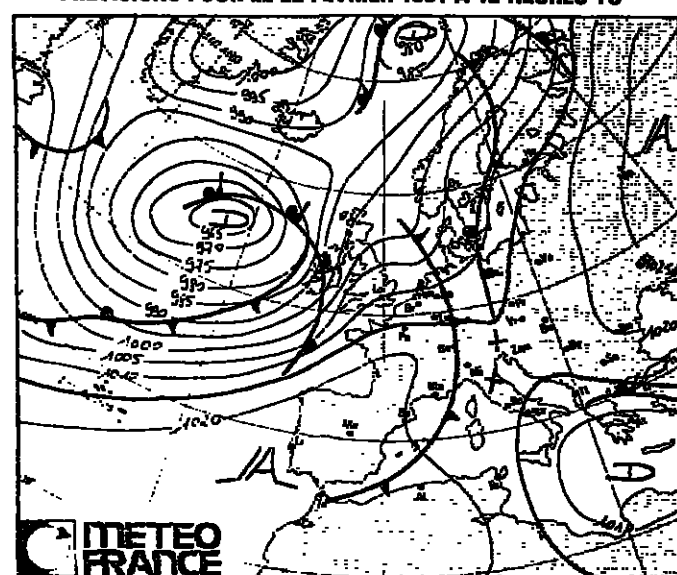
Vendredi : arrivée de pluies avec des vents forts sur le nord-ouest. Sur une petite moitié est, des Ardennes, de la Bourgogne, du Nord-Est au Lyonnais et au sud-est du pays, les nuages seront nombreux le matin. Ils donneront même quelques petites pluies dans le Nord-Est. Le vent d'est sud-est se fera sentir près des côtes méditerranéennes. L'après-midi, le soleil réussira à percer la couche nuageuse. Le ciel se dégagera nettement sur le Languedoc-Roussillon avec la levée d'un faible mistral et d'une tramontane modérée.

Ailleurs, la journée débutera avec de belles éclaircies. Cependant, le soleil ne sera pas durable en toutes régions. Au fil des heures, le ciel se couvrira sur la

Bretagne puis les pays de Loire, la Normandie, l'Île-de-France et le Nord. Le temps tournera rapidement à la pluie sur ces régions. Ces pluies pourront être soutenues et le vent de sud-ouest se renforcera nettement.

Le soir, les vents de sud-ouest atteindront en moyenne 40 km/h dans l'intérieur, 60 km/h près des côtes atlantiques et 85 km/h en Manche. Les températures minimales seront généralement comprises entre 1 et 5 degrés, des températures voisines de 0 degré pourront encore être observées localement dans le Nord-Est. L'après-midi, les températures s'élèveront de 4 degrés à 7 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est, de 7 degrés à 9 degrés du Nord aux régions du Centre, 9 degrés à 13 degrés ailleurs.

PRÉVISIONS POUR LE 22 FÉVRIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES MAXIMA - MINIMA ET TEMPS OBSERVÉ

Valeurs extrêmes relevées entre le 19-02-1991 à 6 heures TU et le 20-02-1991 à 6 heures TU

FRANCE			TOURS			LOS ANGELES				
AJACIO	16	11	C	10	- 1	B	24	11	D	
BARRY	12	6	N	13	- 2	A	4	0	N	
BELLES	15	6	N	FOULTE-LEPTEL	30	26	A	2	N	
BONDAIN	14	0	D	ÉTRANGER			MARACHER	1	N	
BREST	11	2	N	ALGER	14	5	N	MEXICO	28	11
CACN	2	0	B	AMSTERDAM	3	4	N	MILAN	9	- 1
CALCUTTA	15	1	N	BARCELONA	3	23	N	MONTREAL	2	- 1
CLEMENT-FER	13	0	D	BANGKOK	34	- 4	N	MOSCOW	3	- 12
DUNON	8	- 6	D	BARCELONE	13	11	D	HAMBURG	30	0
GRENoble S&H	11	- 1	N	BERGDAKE	3	- 2	D	NEW YORK	1	2
ILLUS	1	0	D	BERLIN	3	6	D	OSLO	- 3	- 2
LYMOGAS	14	- 3	D	BRUXELLES	27	- 6	D	PALMA-DE-MAJ	13	11
LYON	16	11	N	LE CAIRE	7	16	N	PEKIN	24	0
MARSEILLE S&H	3	- 6	N	COPENHAGUE	21	15	N	PORTO-DE-ALVARADO	18	23
NANCY	16	11	N	DAKAR	2	0	N	ROME	16	9
NANTES	15	9	N	DELHI	18	11	N	SINGAPOUR	32	23
NICE	15	9	N	DIJON	19	11	N	STOCKHOLM	- 1	- 1
PARIS-MONTS	12	6	N	GENEVE	4	0	B	SYDNEY	29	23
PAU	13	1	B	HANGKONG	8	-	D	TOKYO	19	2
PERPIGNAN	12	10	C	STANBUL	3	-	D	TUNIS	14	14
RENNES	16	11	N	TAIPEI	1	0	N	VIENNE	1	1
ST-ETIENNE	12	0	N	LISBONNE	3	-	N	VIENTE	8	4
STRASBOURG	6	- 4	D	LONDRES	1	10	N	VIENNE	0	- 7



# ARTS • SPECTACLES



**Kevin Costner**

**« DANSE AVEC LES LOUPS », UN FILM DE KEVIN COSTNER**

# Indiens, la revanche

**K**EVIN COSTNER retrouve le souffle et les grands espaces du western. Il retrouve aussi les difficultés de la représentation des Indiens auxquelles Hollywood a toujours été confronté. Au début de l'Amérique, il y a les Indiens, leur nom leur a été donné par les Blancs, et déjà par méprise. Au début du cinéma américain, il y a aussi des Indiens, figurants du Wild West Show de Buffalo Bill filmé par Edison. Et, dès les premières années du siècle, D. W. Griffith leur consacre de nombreux films, d'abord pleins de sympathie et d'attention (*The Indian Runner's Romance*, *Indian Honor*, *Red-man's View*, *Comata des Sioux...*) avant qu'ils dégénèrent en représentations caricaturales et hostiles. A sa suite se bâtissent les stéréotypes du peau-rouge emplumé, tels qu'on les retrouvera dans des centaines de westerns, traductions à l'écran du mot du général Sheridan : « *Les seuls bons Indiens sont les Indiens morts* ». Tous ces westerns reprennent le thème fondateur de la « frontière » : d'un côté les Blancs, le bien, l'Est, la civilisation, la culture; de l'autre, les Indiens, le mal, l'Ouest, la sauvagerie, la nature.

Il faut attendre le début des années 50 pour que des cinéastes de renom commencent à porter un regard

moins négatif et moins systématique sur les Indiens. Delmer Daves, avec *la Flèche brisée*, et Anthony Mann, avec *la Porte du Diable*, donnent le coup d'envoi de cette réhabilitation. Les plus grands empruntent alors cette voie : Howard Hawks (*la Captive aux yeux clairs*), John Ford (*la Prisonnière du désert*, *les Cheyennes*), John Huston (*le Vent de la plaine*) ou Sammel Fuller (*le Jugement des fleches*).

Alors que le genre western décline rapidement dans les années 70, les Indiens sont embauchés pour servir la remise en cause de la bonne conscience américaine, multitude de mouvement pacifiste et de retour à la nature. Titres marquants : *Willie Boy*, *Little Big Man* et *Jeremiah Johnson*. La « frontière » joue toujours le même rôle symbolique, mais les pôles sont inversés : les *navies* incarnent désormais la sagesse naturelle des habitants d'un paradis perdu, massacrés par la cupidité et la violence aveugle des Blancs – thème qu'on retrouvera plus tard, loin de l'Ouest, incarné par le Grand Chef de *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, ou par les lèveurs de carreau acrobates de *Wolfe*(1).

Dans les années 50 et 60, les «bons Indiens» étaient interprétés par des vedettes hollywoodiennes passées au

rouge (Burt Lancaster, Robert Taylor, Rock Hudson, Robert Redford). Lorsque ce procédé enfantin aura été abandonné, les Indiens de cinéma n'en auront pas pour autant conquis leur autonomie. Il faudra toujours qu'un Blanc (ou une Blanche), de préférence une star, fasse office de guide, serve d'intéresseur : Richard Harris dans *Un homme nommé Cheval*, Candice Bergen dans *Soldat bleu...* Et aujourd'hui Kevin Costner dans *Danse avec les loups*.

Des chercheurs américains ont étudié la représentation des Indiens dans les westerns : les Sioux arrivent très largement en tête, devantant les Apaches, les Cheyennes et les Comanches, toutes tribus qui se sont le plus battues contre les Blancs. Alors que les Pawnees et les Crees par exemple, qui collaborèrent très tôt avec l'armée, n'apparaissent que très rarement. Les « résistants » auront, du moins, gagné leur droit à l'image : une sorte de revanche (lire nos articles pages 20 et 21).

**JEAN-MICHEL FRODON**

(1) Lire les *Indiens et le cinéma*, ouvrage collectif publié par la maison de la culture d'Amiens, qui dresse un passionnant panorama de la représentation des Indiens à l'écran et aussi du cinéma réalisé par les Indiens.

## DANSE 19

## Hommes et femmes, ensemble, séparément



La chorégraphe allemande Pina Bausch retrouve Paris par la grande porte, celle de l'Opéra Garnier. Toute son œuvre a consisté à ne pas séparer l'homme de la femme, séparation qui, malgré l'influence qu'elle a eue sur tous ses successeurs, est au cœur des interrogations des chorégraphes de ces dix dernières années. Les femmes dansent entre elles – comme ici les danseuses de *Carlotta Ikeda*, – les hommes entre eux ; tous débattent de l'identité ou de la différenciation sexuelle.

## PHOTO 28

## Allemagne années 20, le Bauhaus



Les fondateurs de la plus importante école d'avant-garde de l'art européen avaient exclu la photographie de leurs premiers enseignements. Quand le Bauhaus s'est installé à Dessau, en 1925, la photo est devenue une discipline à part entière, provoquant aussitôt un embrasement qui tient à la fois de l'art pur et de la récréation, diablement inspiré donc et plein d'humour. Une exposition et un beau livre mettent en valeur les principaux jalons de cette aventure – comme ici le cliché d'Erich Consemüller, *Phases sexuelles* (1927).

1978

Stand by me  
Princess Bride

Quand Harry rencontre Sally

LE ROMAN FILM DE  
ROB REINER

D'après le roman de  
STEPHEN KING

Scénario de  
WILLIAM GOLDMAN

JAMES CAAN - KATHY BATES

MISERY

Paul Sheldon écrivait pour gagner sa vie.  
Maintenant, il écrit pour rester en vie.

UCC 214

ACTUELLEMENT

## THÉÂTRE

« LA DUCHESSE DE MALFI », PAR MATTHIAS LANGHOFF

# La maison de l'exilé

Le Théâtre de la Ville entretient ce que l'on appelle des « relations privilégiées » avec Matthias Langhoff, metteur en scène allemand, au style rude, et même brutal, à l'humour cruel, qui, après l'Est, a connu l'Ouest et puis la Suisse. Il dirige actuellement le Théâtre Vidy de Lausanne, une « merveilleuse maison sur le lac ». Maison des convulsifs horreurs élisabéthaines : il y a eu Macbeth, et aujourd'hui la Duchesse de Malfi, de John Webster, que l'on a appelé le « poète des abattoirs ». Comme cela s'est passé déjà pour le double spectacle Müller - Schnitzler, la Mission - Au Perroquet vert, la pièce vient donc à Paris, au Théâtre de la Ville, qui en est le coproducteur.

**L**a Duchesse de Malfi, de l'auteur élisabéthain John Webster, adaptation de Claude Duneton, par Matthias Langhoff, vient au Théâtre de la Ville, après sa création au Théâtre Vidy de Lausanne, que le metteur en scène dirige depuis 1989. Plus d'un an au même endroit, c'est exceptionnel pour cet exilé viscéral. « Cette maison au bord du lac est un endroit merveilleux, mon problème est d'y rester, reconnaît-il. J'ai besoin de travailler au calme, c'est l'endroit rêvé. Seulement, j'ai aussi besoin d'un certain anonymat, et dès que l'on occupe une position officielle, les notabilités veulent avoir affaire à vous, rien qu'à vous, le temps manque alors pour penser à son propre travail.

« Je n'ai pas à me plaindre, les autorités de Lausanne sont d'une belle discrétion, bien que la ville verse au théâtre pas mal d'argent : 1,700 million de francs suisses, ce n'est pas rien. Le problème ne vient vraiment pas de l'attitude municipale. Il est partout le même d'ailleurs, il est lié aux structures de ce type d'institution, à leur mode de fonctionnement autour d'une équipe permanente technique et administrative - excellente - alors que l'équipe artistique est temporaire. Nous ne sommes pas parmi les plus freinés. L'institution est plus légère qu'au TNP, par exemple : nous sommes en tout trente-deux permanents. Mais nous n'avons pas de troupe. »

Cette absence de troupe, les metteurs en scène venus d'Allemagne ne parviennent pas à s'y habituer. Ils ont été ainsi éduqués. Ne pas avoir les acteurs à leur disposition les déstabilise. En Allemagne, on

envie Ariane Mauchukine - plus que la Comédie-Française, malgré la différence de moyens - parce qu'elle est à la tête d'une troupe et qu'en plus elle est totalement libre, sans cahier des charges. Tout au moins, elle est perdue de cette façon. Comme la plupart des hommes de théâtre, d'où qu'ils viennent, Matthias Langhoff retrouve régulièrement quelques acteurs - François Chattet par exemple, qui a été le Monsieur Jean de Mademoiselle Julie, a tenu plusieurs rôles dans le double spectacle la Mission et Au Perroquet vert, et joue dans cette Duchesse de Malfi.

Il est là également dans l'Otage, de Brendan Behan, que Matthias Langhoff a monté à la suite de Malfi. A Lausanne, les deux pièces sont données en alternance, à Paris on ne verra pas cet Otage. « Au fond, dit Matthias Langhoff, c'était juste une idée : celle de construire un projet autour d'un groupe, de dire : « Oui, si je monte deux pièces très différentes avec les mêmes acteurs, quelles formes de relations vont se dégager ? » Voilà tout ; je pensais seulement agir dans cette marge, à présent je suis relativement content de pouvoir dire que l'idée n'était pas bonne. L'alternance est un exercice intéressant pour les acteurs, mais c'est juste de la cuisine de répétitions.

« Maintenant, j'en suis arrivé au stade où j'ai envie de me battre pour aménager le bâtiment, pour créer une école. Si je me bats, je pense réussir. Mais tant d'énergie à mettre en jeu, avant même de commencer le vrai travail, je me demande vraiment, je me demande... pourquoi moi. »

Question que Matthias Langhoff se pose sans cesse, à propos de tout. C'est la forme que prend son inquiétude. Pourtant son caractère n'est pas incertain, il dirige les comédiens avec, pour le moins, une grande fermeté. L'angoisse est ailleurs, dans le refus des vérités inébranlables - Langhoff a dû vraiment souffrir en RDA. Quand il en est parti, il a pu garder sa nationalité et possède toujours le passeport de ce pays qui n'existe plus. Ce n'est pas pour lui déplaire, il n'a pas attendu la réunification de l'Allemagne pour se sentir citoyen de nulle part.

Matthias Langhoff : un homme toujours sur le départ, qui rêve d'un travail de trois cent soixante-cinq jours par an dans un théâtre idéal - il en avait dressé les plans et les avait proposés pour la Comédie de Genève, en vain. « A Lausanne, dit-il, ce n'est pas tellement plus facile, mais c'est plus clair. Je ne peux présenter que deux productions par an, car j'occupe le plateau pour les répétitions, puisque rien n'a été prévu. C'est partout la même chose, sauf en Allemagne. Mais il y a une autre salle et je me suis entendu avec Philippe Menth, qui a un très beau théâtre. Il l'a aménagé lui-même dans une usine désaffectée offerte par la municipalité. Nos deux programmations restent autonomes, et nous nous accordons. Nous n'avons pas d'abonnements, seulement une carte de réduction pour un nombre défini de spectacles chez l'un ou chez l'autre. Comme nos deux théâtres ont le même nombre

de places, et que nous touchons sensiblement le même public, il n'y a pas de complication.

« Non, je n'ai pas de monopole. La ville est très active et très fière de ses activités. Très fière d'avoir attiré Maurice Béjart et moi, qui sommes internationaux. Mais, comme le disait une journaliste, pour autant la terre entière ne se déplace pas à Lausanne. Pour que la ville devienne vraiment mondiale il faudrait que les spectacles se donnent de Tokyo à New-York, et que les Lausannois suivent... »

« Le public, ici, est ouvert. Un avantage des villes pas trop grandes : la vie sociale y est plus développée. Les habitants sortent beaucoup. De toute façon, on parle de Lausanne, mais les gens viennent de toute la région. C'est pourquoi je travaille peu avec la Comédie de Genève. Jouer le même spectacle dans les deux villes serait idiot, puisque les spectateurs se déplacent. J'habite entre l'une et l'autre, je fais le chemin deux fois par jour, ce n'est pas plus long que de rouler du centre de Paris jusqu'à Bobigny, ce que j'ai fait souvent quand j'avais encore mon appartement là-bas et que je reprenais la Mission et Au Perroquet vert au Théâtre de la Ville. »

Les Lausannois ont pu voir ce double spectacle, la Mission, de Heiner Müller, et Au Perroquet vert, de Schnitzler, ainsi que Mademoiselle Julie et Macbeth, auquel d'une certaine façon s'enchaîne la Duchesse de Malfi. Shakespeare et Webster sont parents, le second étant plus baroque, plus archaïque, plus proche du grotesque tragique, proche de Titus Andronicus plutôt que de Hamlet. On ne compte plus, dans cette pièce, le nombre de morts, de viols, de transgressions.

« Les personnages sont des monstres géniaux. La pièce est un ramassis d'horreurs, mais sa construction est d'une rigueur intellectuelle sans défaut. Une construction philosophique, travaillée avec une formidable crudité de langage. Le langage porte, directement, tous les thèmes de la sexualité. L'action, le désir sont dans les mots et dans leur mélodie, ce n'est pas le cas avec Shakespeare. »

Question rituelle : pense-t-il revenir en Allemagne ? La réponse arrive après un temps et elle est sans appel, c'est non. « Je suis retourné plusieurs fois à Berlin. Récemment, avec la télévision de Suisse romande. Nous sommes allés sur le pont, le fameux pont qui séparait les deux villes, il est toujours un peu en ruines. Il y avait des pêcheurs. L'un d'eux nous a montré une carte postale du temps d'avant-guerre, et il nous racontait : « De ce côté-là il y avait les Russes, nous nous sommes battus... » Je le regardais, il avait trente-cinq ans à peu près, il était né bien après tout ça, et en parlait comme si ça lui appartenait. Je déteste cette mentalité.

« Autrefois, j'ai dit : je pars car je le comprends, la vie est dure pour un peuple qui a perdu la guerre, mais ce n'est pas mon problème. Maintenant je peux dire : bon, ils ont gagné la guerre, c'est très dur de vivre avec ça. Et ça n'est toujours pas mon problème. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD



Matthias Langhoff au Théâtre Vidy

### VOTRE TABLE CE SOIR

#### DINERS

<b>L'ALSACE AUX HALLES</b> 16, rue Coquillière, 1 <sup>er</sup> 42-36-74-24	<b>DE NUIT COMME DE JOUR :</b> Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 <sup>er</sup> étage.
<b>RELAIS BELLMAN</b> 37, rue François-I <sup>er</sup> , 8 <sup>e</sup> 47-23-54-42 F. sam. dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle d'attente. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soles aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau de jour.
<b>LE GOURMAND CANDIDE</b> 43-80-01-11 6, pl. Marché-Julia, 1 <sup>er</sup> Fermé sam. midi et dim.	Cette maison a du goût et elle le mérite : avec son personnel finissant et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.
<b>RIVE GAUCHE</b> <b>SOSANDRES LES GUILLOIS</b> 46-33-46-07 et 46-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 <sup>e</sup> Cinéma	Unique au monde. Cadre fin 17 <sup>e</sup> . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dîners midi et soir.
<b>YUGARAJ</b> 14, rue Dauphine, 6 <sup>e</sup> 42-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-là est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millet (Gaul-Millet).
<b>POLIDOR</b> 41, rue Monsieur-le-Prince, 6 <sup>e</sup>	Cuisine traditionnelle et grillades son bar-glacier, cocktail au 5 <sup>e</sup> « POLNOR ».
<b>RESTAURANT THOUHEUX</b> 41-05-49-75 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUTS LES JOURS. Dim. et soirée de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.
<b>LES FOLIES</b> 101, rue Saint-Maur, 11 <sup>e</sup> 43-38-13-01 Restaurant cambodgien	Rosine EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cambodgien qui vous dévoile les mystères de la cuisine khmère.
<b>ENVIRONS DE PARIS</b> <b>LA MAREAU DIABLE</b> (06-33-77-17) RN 6 77550 Réau entre Lussaint et Melun.	Un îlot de verdure de 17 ha (piscine, tennis, haras...). Un restaurant gastronomique. Une splendide cheminée... Salons pour repas d'affaires et séminaires.

#### SOUPERS APRÈS MINUIT

<b>ALSACE A PARIS</b> 41, pl. Saint-André-des-Arts, 6 <sup>e</sup> - Salons CHOUCRUTES, grillades, POISSONS DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES Pâtisserie - Grands crûs d'Alsace. T.L.J. 42-26-39-36	<b>LES GRANDES MARCHES</b> AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU JOUR. Plats traditionnels. Vin à découvrir. DECOR « Bistrorie de luxe » T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille. 43-42-90-32.
--	--

## Anna, fille de Matthias, ou la troisième génération

« Un jour, raconte Matthias Langhoff, j'étais en train de rédiger Si de bas si loin (un montage de textes), à Bobigny, et j'avais besoin d'un livre que j'avais oublié chez moi. Je suis donc allé à la Librairie allemande, où je ne l'ai pas trouvé. Mais j'étais très fier parce qu'il y avait un événement entier avec le livre d'Anna. »

Anna, fille de Matthias, troisième génération de la dynastie Langhoff, fondée par Wolfgang, comédien, metteur en scène, grand résistant communiste de la première heure, déporté, émigré, puis directeur du Deutsches Theater à Berlin-Est. Il a eu deux fils, Thomas et Matthias. A son tour, Thomas dirige aujourd'hui le Deutsches Theater dans Berlin réunifié. Il a un fils, Tobias, comédien.

La dynastie ne s'arrête pas là. La légende veut que la natalité soit forte chez les intellectuels de l'Est qui, pendant quarante ans, n'ont pas eu beaucoup d'occasions de « sortir », sinon les uns chez les autres. La plupart des artistes ont été mariés plusieurs fois et, à chaque fois, ont eu au moins un enfant.

A la naissance d'Anna, le mur avait deux ans. Elle a habité Berlin-Est jusqu'à l'âge de douze ans, puis est partie aux Pays-Bas, en RFA, en Suisse. Enfin, elle s'est installée à Berlin-Ouest. A dix-huit ans elle était mère. A vingt, assistante à la mise en scène dans les théâtres de Hambourg et de Zurich. A vingt-deux ans, elle obtenait le prix d'encouragement Ingeborg-Bachman et son premier livre était publié.

Ce premier ouvrage, En plein cœur, traduit en français (Le Monde du 9 juin 1989), est une suite de récits tournés vers l'enfance, vers ses souvenirs de la RDA. « Ses personnages sont fascinés par la mort. Ils veulent le plaisir de la douleur et sont prêts à en payer le prix. » (Süddeutsche Zeitung.) « Le plus beau, dans un



premier livre, ce sont les maladroites. Comme la première approche d'un homme et d'une femme, comme lorsqu'un acteur se lance pour la première fois sur scène et trébuche, mais avec élégance. Le thème central, c'est la perte : du pays natal, de l'amour. » (Fazl) « Comme si Anna Langhoff regardait le monde à travers une blessure au cœur... Toujours, elle regarde en arrière, vers l'enfance en RDA, dans le sein de cette vraie mère, à qui je dois tant et qui ne m'a jamais fait de mal. » (Deutsches Allgemeine Sonntagsblatt.)

C. G.

(Traductions Nicole Rothel)

هنا من الأصل



A PROPOS DE LA VENUE DE PINA BAUSCH AU PALAIS GARNIER

## La guerre des sexes n'aura pas lieu

La chorégraphe allemande Pina Bausch a fait des rapports entre les hommes et les femmes l'essentiel de son théâtre. Depuis dix ans, loin de son exemple, la plupart des chorégraphes européens ont misé sur la séparation des sexes. Les femmes dansent entre elles, les hommes entre eux. Pas de guerre pour autant, mais un débat sur l'identité ou la différenciation sexuelles.

**S**i l'art a la vertu de la prémonition, il faut s'attendre à vivre dans un monde où les femmes et les hommes seront davantage séparés. Pas drôle? Tant pis, c'est comme ça, si l'on en croit le phénomène qui est apparu dans la danse depuis plus d'une dizaine d'années, principalement dans la chorégraphie européenne : les femmes à gauche, les hommes à droite, comme il est dit dans *Parménide*. Bref, d'un côté, des compagnies de danseuses de l'autre, des compagnies de danseurs. Non pas les uns contre les autres, mais, simplement, les uns sans les autres.

Cette division du monde heurte les lois de l'harmonie. Cela dit, on a beau retourner la question dans tous les sens, un corps de femme n'est pas un corps d'homme. Anatomie, qualité de peau, muscles, résistance : obstacles différences pour de nombreux chorégraphes qui ont décidé d'explorer, souvent avec un grand courage, les méandres du corps féminin et ceux du corps masculin, leurs instruments de travail. Partir de la surface de la peau, des lois physiques des corps, de leurs formes spécifiques, pour raconter des histoires d'aujourd'hui.

Nombreux sont les chorégraphes de cette scission : Karine Saporta, François Verret, Anne Teresa de Keersmaecker, Mark Tompkins, Roxane Huilmand, Marceline Lartigue, DV8, Dominique Petit... Sans oublier le meilleur contre-exemple, Pina Bausch, leur mère à tous, qui, elle, à l'inverse, bande toutes ses forces pour ne pas séparer les hommes et les femmes : vieux réflexe de sagesse ou débat déjà dépassé?

Au début des années 80, les compagnies des Sankai Juku (hommes) et de Carlotta Ikeda (femmes) défrayaient la chronique, annonçant, à leur manière, l'arrivée de cette partition. Pour simplifier, disons que les Sankai montraient la femme dans l'homme - ah! La volupté de la hanche japonaise plantée plutôt bas - et Ikeda soulignait l'enfant et la sorcière chez la femme. Ces deux troupes prouvaient que la danse

pouvait être un puissant outil pour dénouer l'inconscient collectif, justement parce que l'aspect sexuel n'en était pas exclu. En plein triomphe du minimalisme formel américain, ils montraient à l'évidence une autre voie, plus à même d'enthousiasmer les jeunes artistes européens, souvent réticents à s'identifier au travail de Merce Cunningham et de ses saints.

Revenons pour un instant sur les notions de gauche et de droite de *Parménide*. Daniel Doebbel, dans un livre consacré à Karine Saporta (1), s'amuse à remarquer que, pour cette chorégraphe, tout a commencé en 1981, année où la gauche arrivait au pouvoir! Il écrit : « La différence sexuelle ne prendrait sens qu'avec l'orientation spatiale du corps, et par elle. Et réciproquement. Sans la sexualité, l'orientation de la gauche et de la droite ne saurait avoir lieu. » Cette ségrégation volontaire qui traverse la danse pourrait bien se révéler riche d'enseignements malgré ses faiblesses inhérentes.

On voit mieux pourquoi Karine Saporta, rentrant des États-Unis, a pris appui sur elle-même et sur ses doubles féminins imaginaires pour se lancer dans la carrière. Narcissisme? Sûrement : fantasme d'une femme-objet, éternellement belle et jeune, traversée, transpercée, manipulée, mais finalement hors d'atteinte. On peut aussi y déceler un défi à la pensée dominante, le tout-conceptuel androgyne. Pour en sortir, elle fait, d'instinct, comme les premières chorégraphes de la danse moderne, qui se regroupèrent entre elles pour fracturer à jamais les codes et les contenus du ballet classique.

Marceline Lartigue, ancienne danseuse de chez Saporta, a retenu la leçon pour ses récents débuts chorégraphiques. Elle prend le thème, peut-être trop évident, de Erzbet, fameuse princesse hongroise buvant le sang de jeunes vierges pour garder sa beauté, puis elle transforme ses danseuses en « derivatives tourneuses » pour attraper au vol les notes de musique de John Cage.

Il arrive que des danseurs traversent ces chorégraphies : on ne leur en veut pas. Ils ne font qu'accentuer l'évidence : ces pièces sont écrites pour des femmes qui trouvent là leurs rôles les plus beaux et les plus difficiles, véritables injonctions à se surpasser. Les femmes entre elles ne sont pas tendres, dit-on...

La Hollandaise Roxane Huilmand, qui est très maline, inverse les données pour sa première œuvre, *Tanz mit Manner*. Elle s'entoure de sept hommes pour une version très dessalée de *Blanche-Neige*, où les sept nains sont des gaillards bien décidés à lui faire la peau. Résultat : un très bel autoportrait d'une

Karine Saporta : *le Cœur métamorphosé* (1986).Anne Teresa de Keersmaecker : *Achterland* (1990).Sankai Juku : *Shijima* (1988).DV8 : *Dead Dream of Monochrom Men* (1989).

femme se battant pour sa survie. Dans *Hic et Nunc*, elle se montre moins habile à diriger des femmes. Elle tombe dans le piège qui consiste à montrer un archétype de la femme-enfant, coquette, préoccupée de ses minauderies. Difficile de faire plus misogynie!

Les danseuses d'Anne Teresa de Keersmaecker ne se présentent plus : elles nous disent combien la chorégraphie reste attachée à l'enfance et aux rapports des femmes entre elles, parce qu'ils vont de soi. Avec l'autre, celui qui vous ressemble, tout est facile. Il est la sœur ou le frère. Celui qui comprend sans qu'on ait à parler. Celui du moindre effort, parfois. L'authenticité du travail de Keersmaecker ne saurait être rapportée sans signaler l'importance qu'elle accorde à la musique.

Du côté des hommes, François Verret s'est très tôt exprimé dans ce débat. Il décolle vraiment en 1983 avec une pièce intitulée *Fin de parcours*, exclusivement réservée à des danseurs et à des comédiens, dans laquelle il renverse les codes et les corps, cherchant éperdument son ombre dans celles des autres. Totalement hanté par le désir d'un double qui le réconcilierait avec lui-même, il réalise son meilleur duo avec Bernardo Montet, dans *la Chute de la Maison carton*. Quand il y a des femmes chez Verret, on ne voudrait en aucun cas vivre ce qu'il imagine pour elles, leur laissant l'hystérie pour seule échappatoire.

Si François Verret questionne l'identité masculine, jamais coupée du social et du politique, ce qui donne une dimension très ouverte à son travail, il en va autrement des Anglais du DV8 Physical Theater, qui parle sans détour - et systématiquement - de l'homosexualité masculine et de son enfermement.

Angelina Preljocaj s'entoure d'hommes pour sa première pièce, *A nos héros*, et uniquement de femmes pour la suivante, *Hallali Romae*. Quand Dominique Petit, chorégraphe en pointe avant les années 80, revient sur le devant de la scène, il le fait avec une bande de garçons, tous plus étonnants et athlétiques les uns que les autres, qui dansent pour Van Gogh. Et ça marche!

Cette décennie aura donc été marquée par ce repli du chacun chez soi. Pourtant, on sent le frémissement d'une ouverture, grande comme un vasistas : Karine Saporta monte un opéra-ballet, d'après *la Tempête* de Shakespeare, qui ira à Avignon, cet été. On salue son audace à se mesurer au film de Peter

Greenaway, inspiré de la même œuvre, qui ira au Festival de Cannes 1991, et auquel elle a collaboré. C'est bien la première fois qu'un homme, Prospero, sera un héros saportien... Et Marceline Lartigue a engagé deux danseurs pour sa prochaine création, *Lola Montes* (2).

Pina Bausch, qui reprend à l'Opéra-Garnier sa première œuvre, *Iphigénie en Tauride* (3), s'affirme de plus en plus clairement comme celle qui est capable de faire revivre les grands mythes de la tragédie grecque, transposés à la fin du vingtième siècle. Aucun des déchirements de l'âme humaine ne saurait lui être étranger. Pour calmer les jeux de haine et d'amour, on se rappelle sa technique inoubliable : les grandes rondes d'hommes ou de femmes pendant lesquelles chaque clan reprend son souffle. Hommes, femmes, Pina Bausch ne coupe pas le monde en deux : là réside sa force d'oracle! Elle refuse la facilité qu'il y a dans cette séparation des sexes. Elle n'est pas la femme du détour. Elle accepte la vie dans sa dualité. Elle assume la souffrance et le bonheur, le plaisir et la frustration, avec le même élan. Les hommes, dans son théâtre, peuvent se travestir en femmes. Jamais ils ne font bande à part. Plus que d'hommes ou de femmes, la chorégraphe allemande préfère nous parler d'humanité. On aime sa maturité lucide, son regard de femme qui, malgré sa peur, décide de parler de tout.

On pourrait voir Jean-Claude Gallota comme le fils spirituel de Pina Bausch. Son œuvre repose sur la différenciation sexuelle. Il en tire l'énergie et la force de sa création. Confronté à l'autre, celui qui n'est pas identique à lui, mais différent, étranger, il jouit de cette distance non narcissique. Il en est heureux. Il est l'un des rares à chorégraphier le plaisir pour ce qu'il peut être : ludique et immédiat. Il se pourrait que le sida casse son bel optimisme. En attendant, il prépare *Roméo et Juliette* pour les Jeux olympiques d'Albertville, et *Don Juan* pour l'Exposition universelle de Séville.

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Karine Saporta. Collection « L'auteur dans l'œuvre », éditions Armand Colin.

(2) *Lola Montes*. Sixième Biennale du Val-de-Marne, les 14, 15 et 16, au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif. Tél. : 47-26-15-02.

(3) *Iphigénie en Tauride* de Pina Bausch, les 21, 22 et 23, à l'Opéra Garnier. Tél. : 40-17-33-33.

## CINÉMA

« DANSE AVEC LES LOUPS », LE PREMIER FILM RÉALISÉ PAR KEVIN COSTNER

## Plein Ouest, plein cœur



Naufragé au-delà de la « frontière », le lieutenant Dunbar découvre les Sioux.

TOUT de suite le héros est là, plein cadre, on sait que c'est le héros parce qu'il commet un acte héroïque, quelque chose qu'on ne comprend pas très bien. On reconnaît les uniformes bleus, on reconnaît la guerre de Sécession, et on voit ce soldat blessé, le lieutenant Dunbar, que joue Kevin Costner, un grand garçon au visage hérissé de barbe sale, de moustaches raides. Il a le pied presque arraché, on veut l'amputer. Non, il remonte à cheval, dents serrées, bras en croix, sans tenir les rênes ; il galope sur nous, les balles sifflent à nos oreilles, aux siennes, il franchit d'un saut suicidaire la ligne sudiste et, débuisquant ainsi l'ennemi, sauve son régiment d'une mortelle embuscade.

Dès ce prologue fracassant inspiré d'une nouvelle d'Ambrose Bierce (1), des les premières images de son premier film de metteur en scène, Kevin Costner a déjà quasiment partie gagnée. *Danse avec les loups* sera une histoire d'hommes et de chevaux, de doute et de courage, de grands espaces et de grands sentiments. Ce sera un western. Gratitude immédiate. Sensation de regret comblée. Le western était mort et avec lui tous ceux qui l'avaient fait, même Sergio Leone qui l'avait réinventé. Le genre défunt pouvait reposer en paix, sans que l'on sache qu'il nous man-

quait. Et voilà que, d'un seul galop, Kevin Costner, le bel acteur au charme un peu maussade du *Silverado* de Lawrence Kasdan (un des derniers épigones du western, en 1985) ou des *Incorruptibles* de Brian de Palma, ressuscite le genre et nous attache aussitôt au destin de son lieutenant trompe-la-mort. Dunbar, en récompense de son haut fait, demande à être envoyé sur la « frontière », ligne invisible et mouvante, tracée par l'avance conquérante des pionniers. Solitaire, dans l'inconfort d'un fort rudimentaire, le soldat rêveur commence à rédiger son journal. Personne à qui parler, alors il parle avec un loup. Pas grand-chose à faire, alors il danse sous le soleil. Il attend. Nous avec lui. Il mettra tout le temps d'un film de trois heures, qui a la certitude tranquille de devoir prendre son temps pour apercevoir les Indiens, observer les Indiens, approcher les Indiens, rassurer les Indiens, communiquer avec les Indiens, comprendre les Indiens, se faire comprendre des Indiens, aimer les Indiens jusqu'à tenter de devenir un Indien.

S'épanouissant sans hâte, émaillée d'émotions diverses et de saynètes distrayantes, va donc naître l'amitié étonnée entre l'homme blanc et la tribu rouge. Costner ne néglige rien pour dire l'harmonie qui règne dans les tipis, la supériorité du « sauvage »

sur le « civilisé ». Chemin faisant, malgré ou à cause de sa sincérité, de sa générosité, il n'évite pas tous les stéréotypes, ou du moins se contraint à baliser son film de repères identifiants. Ainsi les « bons Indiens », les Sioux, ont les cheveux longs et lisses, ce sont de doux hippies, et les « mauvais Indiens », les Pawnees, n'ont sur leur crâne rasé qu'une crête de cheveux en crotte, ce sont de vilains punks...

De même — nécessité scénaristique mais aussi prudence politique — le lieutenant Dunbar, rebaptisé « Danse avec les loups », n'ose pas transgresser le tabou essentiel. Lorsqu'il trouve la femme de sa vie (Mary McDonnell) chez ses nouveaux amis, ce n'est que la fille adoptive du chef « Oiseau bondissant ». Une Blanche, enlevée petite fille par les Indiens, et qui sait encore un peu parler américain. Le métissage, le vrai, était-ce trop demander ?

Bien légers... réserves. *Danse avec les loups* est un film stupéfiant de maîtrise et d'enthousiasme, riche de plusieurs scènes d'anthologie, dont une chasse aux bisons vertigineuse, qui élargit l'écran aux dimensions de l'Ouest tout entier, ou l'intervention presque parodique des anciens compagnons de Dunbar, caricature hystérique de soldatesque, démontrant, s'il en était encore besoin, que, cette fois, on sait de

quel côté sont les méchants. La violence, alternant avec des scènes d'intimité idylliques où s'élèvent les volutes apaisantes des calmets, est d'ailleurs habilement mesurée et s'exerce surtout sur les animaux (Ah ! la mort du loup... Alfred de Vigny enfoncé !). Ressentie comme particulièrement injuste, cruelle, elle renvoie symboliquement aux massacres à venir. On pleure sur une bête abattue, saurait-on pleurer autant sur un peuple décimé ?

C'est la question que ne cesse de poser Kevin Costner, assumant sa métamorphose de Dunbar en « Danse avec les loups » et d'acteur en metteur en scène avec une grâce et une détermination constantes. Les comédiens indiens qui l'entourent, qui parlent le lakota en version originale sous-titrée, sont tous émouvants, convaincants, surtout Rodney A. Grant, « Cheveux au vent », haute stature et séduction féroce. Le film respire large, va où Costner le mène, beau comme un rêve de paix et malin comme un Sioux.

D. H.  
(1) Cette nouvelle, intitulée *Un fils des dieux*, fait partie du recueil *Morts violentes*, paru dans la collection « Les cahiers rouges », chez Grasset.

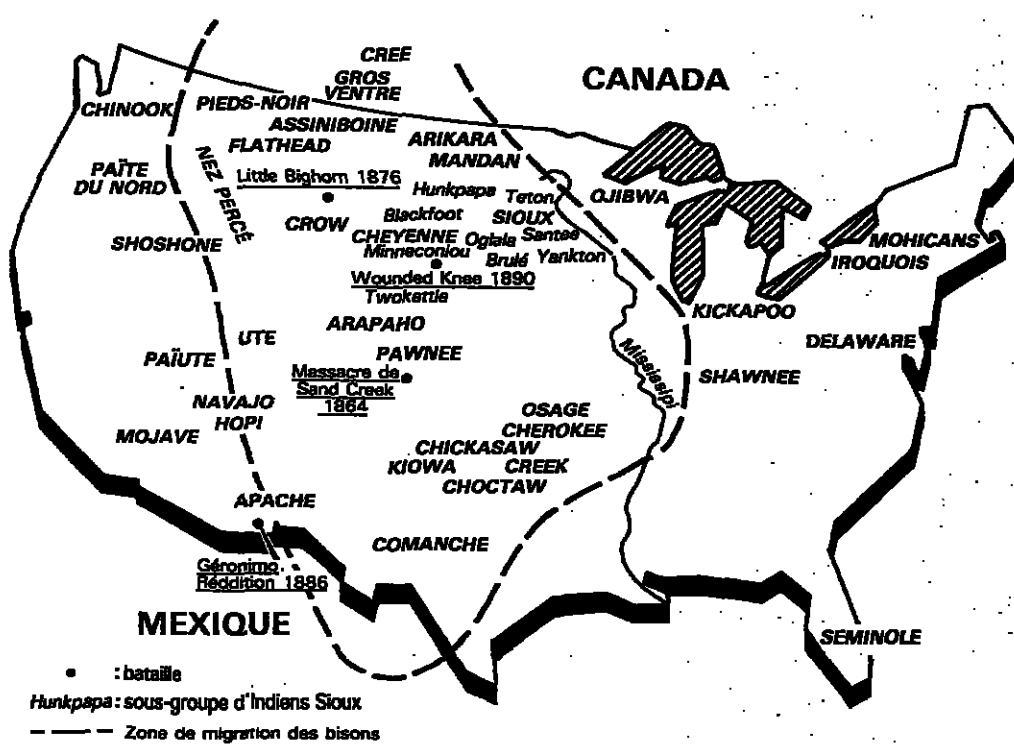
★ Lire la liste des salles sous notre rubrique « films nouveaux » page 23.

## Affaires indiennes

C'EST au Smithsonian Institute de Washington qu'a eu lieu la première mondiale de *Dances with Wolves*, cérémonie au cours de laquelle les Lakotas, Albert White Hat en tête, ont officiellement « adopté » Kevin Costner, sa partenaire Mary McDonnell et le producteur Jim Wilson.

Aux Etats-Unis, les nations relèvent du Bureau des affaires indiennes (BAI). Créé en 1824, il dépendait du ministère de la guerre puis il est passé, en 1849, sous contrôle du ministère de l'intérieur. Sa charte : inciter et former les Indiens à l'autonomie. Depuis des générations, les administrés protestent contre la gabegie qui règne dans le Bureau. En 1972, affirmant qu'il ne remplissait aucune des missions sociales qui lui étaient imparties, trois cents Indiens occupèrent pendant six jours le siège de Washington. Depuis, le BAI ne semble guère s'être amélioré : sur 1 dollar, 10 cents à peine parviennent aux réserves et 95 millions de dollars (un quart de son budget) ont été « égarés » au cours du dernier exercice fiscal. Le FBI vient d'ouvrir une enquête pour déterminer s'il y a là bureaucratie excessive, simple inefficacité, ou véritable corruption et détournement de fonds publics.

Peut-être le gouvernement fédéral envisage-t-il de repasser l'embarras bébés aux Indiens eux-mêmes ? Selon le *New York Times* du 16 janvier 1991, sous l'impulsion de Joseph DeLaCruz, président de la nation quinnault, sept tribus de l'Etat de Washington viennent de se lancer dans une entreprise d'autogouvernement. En tant que nations souveraines (statut que les tribus réclament depuis longtemps), elles établiront et géreront leur budget, créeront leurs pro-



grammes, négociant directement avec l'Etat fédéral pour tout ce qui concerne les services. Leurs premiers investissements sont allés à l'éducation. Suivie de près par toutes les tribus, l'expérience doit durer trois ans.

« Ni Américain ni Indien, l'Amérindien est une fiction au même titre que le Saint Empire romain », écrit l'historien canadien J. J. Brody, parlant des migrations asiatiques d'il y a vingt-cinq mille ans. *Transplantés dans ce qui n'est pas encore l'Amérique, ces Asiatiques non indiens se sont développés dans un relatif isolement... A l'époque du premier contact connu avec les Européens, le Nouveau Monde comptait*

des milliers de groupes politiquement distincts, parlant des centaines de langues mutuellement incompréhensibles. » Cette incroyable diversité a été ignorée par le cinéma — et par l'éducation américaine en général : l'aigle du sceau américain est iroquois et les flèches qu'il tient dans ses serres représentent les six nations, mohawk, oneida, onondaga, cayuga, seneca et tuscarora, qui vivaient du Saint-Laurent à l'Ohio.

Les Canadiens appellent communément l'anglais et le français les « langues des fondateurs », éliminant tous ceux qui vivaient au Kanata avant les colons européens. Lors du débat sur l'accord de Meech Lake,

## Indiens d'affaires

à Ottawa (originellement Odawa), tandis que francophones et anglophones débattaient de « société distincte », les langues aborigènes s'enfonçaient dans le silence. Depuis l'arrivée des Européens, il en est disparu près de trois cents. Le lakota ne serait plus parlé aujourd'hui que par une seule femme, âgée de quatre-vingt-cinq ans.

En 1984, le premier ministre canadien ordonnait au gouvernement fédéral de « préserver et promouvoir l'héritage culturel et linguistique des peuples aborigènes du Canada ». En 1988, seules quelques « études » avaient été entreprises. L'an dernier, les nations aborigènes réclamaient que leurs langues soient préservées et souteues au même titre que l'anglais et le français. Les bureaucrates se croisant les bras, elles ont pris les choses en main : aujourd'hui, le Yukon Native Language Center forme des professeurs pour l'ensemble du territoire.

Aux Etats-Unis, il existe un mouvement similaire : le mohawk est enseigné dans le nord de l'Etat de New-York ; le kickapoo en Oklahoma, le choctaw dans le Mississippi, l'oneida dans le Wisconsin, etc. Il existe aussi quatorze stations de radio indiennes : navajo en Arizona, zuni au Nouveau-Mexique, lakota dans le Sud-Dakota.

Langage et méthodes désormais maîtrisés, les Indiens affrontent le capitalisme blanc sur son propre terrain. La loi les autorisant à placer sous juridiction indienne les terrains acquis hors réserve, différentes nations en profitent pour créer, en bordure des grandes villes, tout un réseau de casinos et de cercles de jeu...

H. B.

هكذا من ألاف



CINÉMA

RENCONTRE AVEC LE CONSEILLER INDIEN DU RÉALISATEUR

# Albert White Hat, Sioux



Il change de vie, il change même de visage.

Rarement autant de soins auront été apportés à la réalisation d'un film consacré aux Indiens. Albert White Hat, Sioux Dakota et universitaire, n'y est pas pour rien. Il a traduit le scénario dans sa langue et conseillé le producteur et le réalisateur avant et pendant le tournage.

**T**OUT le monde connaît le mot Sioux. En revanche, personne ne sait ce que recouvre le nom Lakota, dit Albert White Hat Sr., président du département d'études lakotas au Sinte-Gleska College, sur la réserve sioux de Rosebud, Sud-Dakota. Titulaire des chaires de langues et de médecine lakotas, il anime tous les étés des séminaires d'histoire, et a entrepris la création d'archives de la tradition orale. « *Sioux*, dit-il, est à l'origine un terme chipawia, « *nadowesssi* », signifiant « *serpent mortel* » ou « *serpent venimeux* », mal prononcé par les colons français débarquant au dix-septième siècle dans le Minnesota. Ils ont ajouté « *oux* » à la fin pour en faire un pluriel. « *Nadowesssioux* » s'est ensuite réduit à *Sioux* ».

Suivant leur dialecte - il y en a trois : le D, le N, le L - les Sioux se répartissent en trois « divisions » : Dakotas, Nakotas et Lakotas dont le territoire (le plus vaste parmi les nations indiennes) s'étendait du Missouri aux Rocheuses, englobant des parcelles du Nord-Dakota, du Montana, du Colorado et même du Nebraska.

Albert White Hat a été le conseiller direct de Kevin Costner et de Jim Wilson, le producteur de *Danse avec les loups*. « *J'ai traduit le scénario. Transposer mot à mot - ce que font les linguistes d'aujourd'hui, comme jadis les missionnaires - n'a pas de sens : on peut dire les mêmes choses mais l'agence-ment des mots et des idées diffère* », Albert White Hat a donc enregistré sur cassette le dialogue des seize rôles masculins parlant lakota, sa collaboratrice, Doris Leader Charge, faisant de même pour les trois ou quatre rôles féminins et se chargeant de « l'entraînement » des acteurs pendant le tournage.

Les mêmes soins ont été apportés à tous les stades de la préparation. Les tipis ont été construits sur les indications d'un expert, les 625 peaux d'ours travaillées par Elsa Zamparelli, créatrice des costumes, avec la collaboration étroite de Cathy Smith, experte en arts indiens. Le protocole (la manière dont les membres de la tribu se répartissent et s'assoient autour du chef) a été rectifié au jour le jour par les « anciens », recrutés dans les réserves de Rosebud et d'ailleurs.

« *Beaucoup de Blancs habitent et travaillent aujourd'hui sur notre réserve, et vivent la même expérience et les mêmes craintes que Dunbar au dix-neuvième siècle*, commente White Hat. *L'instruction publique nous avait tellement lavé le cerveau que pour nous, les vrais héros étaient les soldats de la cavalerie. Même à nos propres yeux, les sauvages, les méchants, c'était nous* ».

Si le cinéma américain récent semble ignorer totalement la culture indienne - on peut signaler *Pow-wow Highway*, de Jonathan Wacks, sorti en 1989, - les cinéastes canadiens se sont penchés avec plus de onstance sur leurs aborigènes. En 1986, *Loyalties*

d'Anne Wheeler retraçait la difficile amitié entre une Blanche terriblement britannique venue rejoindre son mari, docteur, en Alberta et une métis.

En 1989, *Déni de justice*, de Paul Cowan, reprenait le dossier de Donald Marshall Jr., un Indien Micmac de Cap Breton, emprisonné depuis onze ans pour un meurtre qu'il n'avait pas commis. La même année, *Where the spirit lives*, de Bruce Pitman, jetait la lumière sur un pan méconnu de l'histoire : le kidnapping institutionnalisé par le gouvernement fédéral (ici canadien) des enfants des réserves, et leur incarcération dans des écoles religieuses (bianches) où tout souvenir de leur culture et de leur langue leur est enlevé. Aucun de ces films, financés par les fonds publics de l'Office national du film canadien, n'a trouvé de distributeur aux États-Unis.

« *Danse avec les loups est le premier film qui, à ma connaissance, ait saisi la manière dont les choses ont pu se passer* », déclare au *San Francisco Chronicle* Mike Smith, directeur de l'institut du cinéma indien d'Amérique. Créé en 1975 pour promouvoir dans les médias une image plus juste des Amérindiens et fournir une vitrine aux cinéastes aborigènes, l'American Indian Film Festival a lieu tous les ans à San Francisco. En novembre dernier, *Danse avec les loups* avait été choisi comme film d'ouverture, dans l'espoir de prouver qu'un marché existe pour une production sur ce sujet. Et l'American Indian Registry for the Performing Arts, association visant à promouvoir l'emploi d'acteurs indiens au cinéma et à la télévision, signale une remontée de ses inscriptions et un intérêt accru des casting directors.

Aujourd'hui, Hollywood se dit conscient des revendications des Indiens... Cependant, malgré la présence de Costner, le budget relativement modeste de son film - 19 millions de dollars - n'a pas été financé par une major mais par la vente préalable aux marchés étrangers, le studio Orion n'entrant pour les 50 % manquants que dix jours avant le début du tournage. Sur la lancée, Robert Redford produit *Dark Wind*, un thriller adapté d'un roman de Tony Hillerman, dont le personnage principal est un détective navajo.

Mais si les Canadiens font largement appel aux talents autochtones - la chanteuse Buffy Sainte-Marie (*Where the spirit lives*), l'acteur Bill Merasty, un Cree né dans le Manitoba (*Déni de justice*), Tantoo Cardinal, Indienne d'Alberta (*Loyalties*) -, les Américains renâclent à donner à un Indien le rôle principal. Acteur en colère, le héros de *Pow-wow Highway* est incarné par A. Martinez, du feuilleton *Santa Barbara*, et dans *Dark Wind*, la vedette est Lou Diamond Phillips (*La Bamba*, *Young Guns*).

Sans doute se heurte-t-on ici aux réalités économiques. Il faut une star, un nom qui puisse servir de locomotive au film - dont la carrière se décide sur le premier week-end. A tout hasard, Kevin Costner et Lou Diamond Phillips revendiquent des ancêtres cheyennes... Peut-être faudra-t-il, comme les Noirs avant eux, que les Indiens s'infiltrerent d'abord dans les métiers de la production avant de trouver leur Spike Lee.

« *Je sais que certains des nôtres ont une attitude protectrice vis-à-vis de leur culture*, commente Albert White Hat. *Pour ma part, je pratique les traditions du mieux que je peux, et je n'ai pas peur de les partager avec qui veut les comprendre et les respecter* ».

HENRI BÉHAR



VO : UGC NORMANDIE - UGC ROTONDE - PATHE MARIGNAN - PATHE HAUTEFEUILLE - PATHE IMPERIAL  
FORUM HORIZON - 14 JUILLET ODEON - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - LA BASTILLE - UGC MAILLOT  
VF : PARAMOUNT OPERA - REX - PATHE MONTPARNASSE - PATHE WEPLER - FAUVETTE - GAMBETTA  
UGC LYON BASTILLE - MISTRAL

Périphérie : PATHE BELLE EPINE THAIS - 4 TEMPS LA DEFENSE - ROXANE VERSAILLES - UGC VELIZY  
UGC ULYS ORSAY - ARTEL MARNE LA VALLEE - CARREFOUR PANTIN - DALTON SEVRAN

**3 NOMINATIONS AUX OSCARS 1991**  
Meilleur acteur ROBERT DENIRO  
Meilleur Film  
Meilleure Adaptation

ROBERT DENIRO ROBIN WILLIAMS

Rien n'est plus beau  
qu'un simple miracle.

L'EVEIL

(AWAKENINGS)



## Indiens d'affaires

À l'heure  
de la  
réserve  
de  
Rosebud  
du  
Sud-Dakota  
le  
président  
du  
département  
d'études  
lakotas  
Albert White  
Hat Sr. est  
assis sur  
un cheval  
dans un  
tipi. Il est  
habillé en  
costume  
lakota et  
porte un  
bonnet  
de plume.

Il est entouré  
de ses  
collaborateurs  
et de ses  
amis. Ils  
sont tous  
habillés en  
costume  
lakota et  
portent un  
bonnet de  
plume.

Albert White  
Hat Sr. est  
un homme  
d'âge mûr  
à la peau  
brunie. Il a  
des cheveux  
grisonnants  
et porte des  
lunettes.  
Il est très  
aimable et  
sourit souvent.

## CINÉMA

THÉO ANGELOPOULOS TOURNE EN GRÈCE « LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE »

## L'évêque et le colonel

Troublé par les excommunications d'un évêque intégriste, le tournage du dernier film d'Angelopoulos s'achève au nord de la Grèce. C'est une nouvelle exploration de la mémoire, cette contrée qui ne cesse de fasciner le réalisateur du *Voyage des comédiens*, et un plaidoyer pour l'abolition des frontières. Ce sont aussi les retrouvailles de Jeanne Moreau et de Marcello Mastroianni, réunis à l'écran, pour la première fois depuis *La Notte* d'Antonioni.

De notre envoyée spéciale

FLORINA

C'EST à devenir fou. Cette scène ne sera donc jamais tournée. Elle est primordiale, pourtant, au cœur du film de Théo Angelopoulos au titre énigmatique comme un poème : *Le Pas suspendu de la cigogne*. Une scène très compliquée, un long plan-séquence de 5 minutes 30, la rencontre d'un paysan taciturne, Marcello Mastroianni, en qui un journaliste (Gregory Karr) croit reconnaître l'homme politique (de gauche) dont on est sans nouvelles depuis des années, et d'une femme, Jeanne Moreau, ex-épouse du disparu, chargée de l'identifier. Tandis qu'ils se croisent au milieu d'un pont, dans

son blanc, ce qu'il fait dans la nuit. La maison, bien que blanche, est toujours dans le champ des caméras, elle devient le support de banderoles injurieuses. Sur une caricature ricanante d'Angelopoulos, la liste de ses péchés capitaux : « Anarchie », « Internationalisme », « Antihellénisme », « Athéisme », « Amoralité ». Un Lucifer cornu symbolise le Marché commun. En légende : « Le super État satanique couronne et sponsorise la trahison des Angelopoulos ».

Ce ne sont là que hors-d'œuvre. A l'instant où « l'antihellénisme » lance « Moteur ! » — il s'agit de la scène intimiste de la rencontre, — une musique militaire tonitruante se déchaine. Elle jaillit en flots martiaux des haut-parleurs accrochés au clocher de l'église. Elle ne cessera plus, exaspérante, obsédante, entraînant les figurants hébétés à marcher au pas malgré eux, contraignant Angelopoulos, adepte sourcilieux du son direct à y renoncer, rendant toute communication, toute concentration sur le plateau impossible. D'autant qu'en même temps que les effluves guerriers, se déversent sur la tête d'Angelopoulos — comme l'a baptisé l'évêque — des torrents d'insultes hystériques, crachées au mégaphone par de vieilles femmes en noir, élevées au rang d'Erinyes locales (1).

Après deux courts séjours à l'hôpital pour cause d'épuisement nerveux, Angelopoulos réagit, en appelle au gouvernement grec qui compatit, rien de plus. L'affaire prend des proportions internationales, interpellation de trois députés au Parlement européen, sans résultat. La présence de Jeanne Moreau et le fait que le film soit une production à majorité française, justifie même le déplacement à Florina de M. Jacques

réponse. Je demeurais hanté par cette question. Pas pour des raisons géographiques, naturellement. Les frontières en tant que limites de notre révolte, de notre amour, de notre avenir, de notre existence. C'est donc armé de cette phrase : « Qu'est-ce qu'une frontière ? », que je suis parti en repérage. En route, je rencontre un colonel atypique, cinéphile, bibliophile. On parle cinéma, livres. Le colonel m'emmène jusqu'à un poste avancé, près de la Bulgarie et de la Turquie. On appelle ça « le triangle ». Un pont sinistre. A l'autre bout, une sentinelle turque. Sur le sol sont dessinées trois lignes espacées de 30 centimètres. Ligne bleue, c'est la Grèce. Ligne blanche, nulle part. Ligne rouge, c'est la Turquie. Le colonel pose son pied sur la ligne bleue, reste sur une jambe, comme une cigogne, et me dit : « Si je fais un pas je suis ailleurs. » Puis, regardant la sentinelle armée : « A moins que je ne sois mort. »

« Le film a commencé là. Le geste du colonel (qu'on retrouvera joué par le journaliste) lui donnait son titre, son contenu. J'ai aussitôt abandonné le projet de documentaire, et me suis mis à écrire, à nouveau avec Tonino Guerra (2), l'histoire de cet écrivain et homme politique qui fuit sa vie. Nous en avons fait l'auteur d'un livre intitulé : la Mélancolie fin de siècle. Le film s'ouvre et se ferme sur la première phrase de ce livre : « Comment ne pas supposer qu'au moment où j'écris ces lignes, il est trop tard ? Décembre 1999. »

Théo Angelopoulos se tait un long moment. Puis dit qu'il ne le fait pas exprès, que les événements souvent le rattrapent. Ainsi, en 1981, lorsqu'il tournait son *Alexandre le Grand*, réflexion sur le pouvoir à

marchait dans la mer d'après Frédéric Dard, pour Laurent Heynemann, aux côtés de Michel Serrault. Elle n'arrête pas. Elle n'arrête plus.

La guerre du Golfe, pourtant, l'a rattrapée à Florina : « Les conséquences sont inimaginables. C'est une angoisse terrible. Alors il me semble un peu rassurant qu'ici, une équipe de gens simples, obstinés, qui ont à voir avec l'irrationnel, avec l'imaginaire, avec la part la plus mystérieuse de l'homme, soit réunie, et travaille à raconter des histoires. Ce travail, il faut le faire bien, parce que, si on ne croit que ce qu'on voit, il y a de quoi se fruster. »

Marcello Mastroianni, dit, lui, qu'il ne voit rien, qu'il ne sait rien de la guerre, qu'il est un sale type, hein, mais que lorsqu'on ne comprend pas un seul mot de la langue du pays, qu'on est même incapable de suivre un match de football à la télévision... Il est là, dans le hall de l'hôtel, tout seul. Il n'a pas quitté son costume de pauvre, son pull-over mité, sa casquette informe. Il a posé ses mains à plat sur ses genoux, comme le vieux paysan qu'il est censé être, il attend.

Personne ne sait mieux attendre que lui. Il a aimé retrouver Jeanne : « C'est pas pour jouer du violon, mais tout à l'heure, sur le pont, je ne m'attendais pas qu'elle ait cette belle larme. J'ai été si ému que j'ai oublié de rentrer dans le cadre... » Mastroianni attend. Raconte en riant comment le perfectionniste Angelopoulos avait décrété qu'il se doublerait en grec dans l'Apiculture après un gavage phonétique du texte. Voulant en prime retrouver l'ambiance des extérieurs, impossible à reconstituer en studio, il l'avait réexpédié avec les ingénieurs du son à des centaines de kilo-



une camionnette banalisée, une équipe de télévision — celle du journaliste — épée ces retrouvailles. La caméra, après avoir souplement suivi les protagonistes, pénètre à l'intérieur du véhicule-espion, ainsi voit-on le couple à la fois de près et de loin, deux silhouettes perplexes sur le pont, deux visages en gros plan sur l'écran vidéo de la voiture... Plus d'un mois et demi qu'on essaie de mettre cette scène en boîte. Ce matin encore, alors que le jour se lève à peine, au bord de la rivière gelée. Mais la pellicule casse tant il fait froid. Un incident de plus, une brouille, après ce que l'équipe vient de vivre.

Lorsque Angelopoulos revient à Florina, cette petite ville, là-haut, en Macédoine, aux confins de l'Albanie, de la Yougoslavie et de la Bulgarie, à trois heures de route de Salonique, il croit pourtant qu'il rentre chez lui. N'a-t-il pas déjà tourné là-bas le *Voyage à Cythère*, une partie de l'Apiculture et de *Paysage dans le brouillard* ? Mais à peine a-t-il, avec l'accord de leur propriétaire fait repindre quelques maisons au pied de la massive église afin qu'elles apparaissent dans son décor, que le pope en chef, l'évêque du lieu, le très redouté Kantolis Avgoustinos, quatre-vingts ans, pointe sa barbe vengeresse dans sa direction. Le scénario du *Pas suspendu de la cigogne*, quatre-vingts ans, pointe sa barbe vengeresse dans sa direction. Le scénario du *Pas suspendu de la cigogne*, quatre-vingts ans, pointe sa barbe vengeresse dans sa direction. Le scénario du *Pas suspendu de la cigogne*, quatre-vingts ans, pointe sa barbe vengeresse dans sa direction.

Cette initiative radicale n'aurait eu aucune conséquence sur le tournage. Hélas, elle ne marquait que le début des saintes représailles. La veille du premier tour de manivelle, le propriétaire de l'une des maisons repeintes dans un ocre subtil, vient déclarer qu'il n'est plus d'accord, que l'évêque est ce qu'il adore le plus au monde, juste après Dieu mais avant sa famille, et que l'évêque lui a intimé l'ordre de repindre sa mai-

Thiban, ambassadeur de France à Athènes... Que contient donc de si sulfureux, de si provoquant le scénario du *Pas suspendu de la cigogne* ? Rien, justement, si ce n'est un plaidoyer en faveur de l'abolition des frontières, géographiques, mentales, affectives ; voilà le plus inquiétant, dit Théo Angelopoulos. J'ai longtemps espéré qu'on n'en voulait qu'à ma personne, mais je crains que ces violences ne soient la marque du pouvoir grandissant d'une Eglise rétrograde sur le point d'enfermer mon pays dans un nationalisme, un isolationisme d'un autre âge.

Et dans un français velouté, poli à Paris pendant son année d'études à l'Institut des hautes études cinématographiques (IDHEC), en 1962, Angelopoulos parle des prémices de son film, nouvelle exploration de cette contrée qui le fascine, la mémoire : « Mes origines sont au sud. Ma mère est crétoise, mon père du Péloponnèse. Moi je suis athénien, un enfant de l'asphalte et de la pollution. Mais j'ai toujours pensé qu'Athènes n'était qu'une façade, que la vérité était au nord, dans cette Grèce intérieure, ignorée, refusée, niée. La vraie vie du pays est là... J'ai cette certitude depuis mon premier film, la Reconstitution, il y a vingt ans : une femme qui tue, une tragédie à la manière d'Eschyle... Il me fallait l'excès des éléments, le plein soleil ou le contraire, je ne savais pas. J'ai finalement choisi un village désertifié par l'immigration en Allemagne, un village d'hiver. Une pluie fine tombait. Sortant de l'unique café, j'ai alors entendu une chanson d'amour, tellement triste qu'elle m'a déchirée. L'émotion liée à l'hiver, à la pluie, à cette mélodie, je n'ai cessé de la poursuivre... »

« Un des tics de ma vie est de voyager sans but. Je prends une voiture et je circule, comme ça. Cette fois-ci, le décès a été provoqué par la télévision grecque qui me donnait carte blanche pour un documentaire. Je demeurais sur une phrase du dialogue de *Paysage dans le brouillard*. Le petit garçon interroge : « Qu'est-ce qu'une frontière ? » Il n'obtient pas de

travers le destin d'un libérateur devenu tyran, ne savait-il rien de Ceausescu... Puis il précise, comme pour s'excuser, que le *Pas suspendu de la cigogne* se termine de façon presque optimiste. Des réfugiés travaillent à réparer des poteaux télégraphiques. Ils sont une cinquantaine, accrochés tout en haut avec leurs crampons. Les fils pendent, distendus, arrachés. Les réfugiés les renouent, ils vibrent alors à nouveau comme ceux d'une harpe, on entend des rires, des mots d'amour, quelqu'un crie, quelqu'un pleure, ce sont des messages indistincts, des conversations éparpillées, dans toutes les langues : anglais, français, grec, turc, kurde...

On reprend le tournage, dans le froid coupant. La scène du matin, cette rencontre sur le pont. Jeanne et Marcello, si proches, si lointains, si familiers, si étrangers. Et la mémoire, soudain qui a le vertige. Ce couple se retrouve dans le film, dans la vie, dans le cinéma. Il y a trente ans exactement, Jeanne et Marcello étaient réunis dans la *Notte* d'Antonioni. Jamais depuis. C'est beau qu'ils soient là aujourd'hui. Que le temps ne se soit pas permis d'abîmer leur talent, l'amour qu'on leur porte, le courage qu'ils mettent à habiter inlassablement des personnages.

« Cette femme que je joue, dit Jeanne Moreau, je la découvre tous les jours. Elle est de la même famille que celle de la *Notte*. Reconnaît-elle cet homme ? Peut-être, on ne le saura jamais. Je suis anxieuse d'arriver à la scène du départ. Selon la façon dont Angelopoulos va la tourner, j'aurai peut-être une clé. Qu'est-ce qui se passe après ? Après la fin ? C'est l'interrogation que suscitent les grands films, les grands livres. »

Jeanne Moreau travaille. Rien ne l'atteint. Pas plus le froid que la tristesse de sa chambre de l'hôtel King Alexander. En bonne nomade, elle a importé sa théière, son petit plateau, posé trois fleurs dans un verre à dents, acheté une nappe en dentelle et des cendriers peints à la main. Elle est chez elle partout où un rôle l'appelle. Bientôt elle sera la Vieille qui

mètres d'Athènes, dans la montagne où s'était déroulé le tournage l'hiver précédent. Mais le printemps était là. Et les oiseaux, et les grillons que les techniciens poursuivaient à coups de pierre pour qu'ils se taisent...

Mastroianni attend. Le costume qu'il porte lui rappelle-t-il son père menuisier ? Le voilà tout barbouillé de souvenirs. Il évoque la mort de sa mère, pendant le tournage de la *Cité des femmes*, de Fellini : « Tu te rends compte, elle avait mis 300 000 livres de côté pour ses funérailles. Il faut dire que, lorsque je lui demandais si elle était heureuse de ma réussite, elle répondait toujours : « Si tu avais travaillé aux chemins de fer, on aurait eu des billets gratuits... »

Voilà maintenant l'enfance qui revient. Le patronage, parce que c'était le seul endroit où on pouvait jouer au football. Don Costantino qui bénissait les maisons du village à Pâques, et les gamins qui suivaient. On leur lançait des pécoettes. Alors, une année, faute d'accord, ils avaient pu s'acheter un harmonica Hohner. Et quand on faisait la fête, on mangeait des fèves, avec du fromage. C'était le bon temps ? Mastroianni a un sourire magnanime. « C'aurait été le bon temps, avec un peu plus d'argent. Mon père avait cloué une feuille d'aluminium à la semelle de mes galoches ! Comme ça, elles vont durer une vie », m'avait-il dit. Quand je marchais, j'avais très honte. Clique-ti-clac, on aurait dit un cheval. Heureusement ça a cassé tout de suite. » Personne n'interrompra jamais le pas soutenu de la mémoire...

DANIELE HEYMANN

(1) Un reflet très fidèle de cet épisode du tournage a été donné par une remarquable émission de Hervé Chabrier et Erik Gilbert, diffusée le 2 février sur Canal Plus, dans le cadre du magazine « 24 heures ».

(2) Tonino Guerra est notamment le scénariste du *Voyage à Cythère* de Théo Angelopoulos, de la plupart des films d'Antonioni et de Francesco Rosi, d'*Amarcord* et de *La nave va*, de Fellini.

هكذا من الأصل



# LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## CINEMA

### Tous les films nouveaux

**Danse avec les loups**  
de Kevin Costner, avec Kevin Costner, Mary McDonnell, Graham Green, Rodney A. Grant, Floyd Red Crow Westerman, Tanoai Cardinal. Américain (3 h 01).

(Lire nos articles pages 20 et 21)

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, Dolby, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Bretagne, 3<sup>e</sup> (42-22-57-97) ; U.G.C. Odéon, 4<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 5<sup>e</sup> (43-55-19-08) ; U.G.C. Normandie, 6<sup>e</sup> (43-63-16-16) ; Gaumont Aléa, 7<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, 1<sup>er</sup> (42-36-83-83) ; Faenza, 2<sup>e</sup> (42-36-83-83) ; Gaumont Convention, 3<sup>e</sup> (43-28-42-27) ; Pathé Wapler, 4<sup>e</sup> (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 5<sup>e</sup> (45-36-10-56).

**L'Eveil**  
de Penny Marshall, avec Robert De Niro, Robin Williams, John Heard, Julie Kavner, Penelope Ann Miller, Alice Drummond. Américain (2 h 01).

Inspirée de fait réel, l'étonnante histoire de ce médecin new-yorkais qui trouva le moyen de ramener à la vie des malades qui avaient passé plus de quarante ans dans un état second offre aux deux vedettes l'occasion de mémorables numéros d'acteur.

VO : Forum Horizon, handicapés, 1<sup>er</sup> (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2<sup>e</sup> (42-72-53) ; 14 Juillet Odéon, 3<sup>e</sup> (43-25-58-85) ; Pathé Hauteville, 4<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; U.G.C. Rotonde, 5<sup>e</sup> (46-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 6<sup>e</sup> (43-59-32-82) ; U.G.C. Normandie, 7<sup>e</sup> (45-53-18-18) ; La Bastille, 8<sup>e</sup> (45-53-18-18) ; 11<sup>e</sup> (43-07-48-80) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (45-75-75-75) ; U.G.C. Maillot, 16<sup>e</sup> (40-60-00-16) ; VF : Rex, 1<sup>er</sup> (42-36-83-83) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 3<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; Faenza, 4<sup>e</sup> (31-59-58) ; Miroir, 5<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 6<sup>e</sup> (43-20-12-08) ; Pathé Wapler, 7<sup>e</sup> (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 8<sup>e</sup> (46-36-10-56).

**Green Card**  
de Peter Weir, avec Gérard Depardieu, Andie MacDowell, Babe Newirth, Gregg Edelman, Robert Prosky, Leslie Koolhaas. Américain (1 h 48).

La rencontre, à New-York, entre un Français qui a besoin de la *green card* (permis de séjour) pour rester aux États-Unis et une Américaine qui a besoin d'un mari pour garder son appartement, leur antipathie naturelle et la manière dont ils finiront par s'aimer fournissent l'occasion d'une comédie au schéma très classique. Cette « carte verte » aura été la carte d'entrée de Depardieu pour le sommet de l'industrie américaine.

VO : Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Ciné Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-38) ; U.G.C. Odéon, 4<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 6<sup>e</sup> (43-59-04-67) ; U.G.C. Biarritz, 7<sup>e</sup> (45-53-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 8<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; U.G.C. Gobelins, 9<sup>e</sup> (45-51-94-95) ; Gaumont Aléa, 10<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 11<sup>e</sup> (45-44-25-02) ; U.G.C. Maillot, 12<sup>e</sup> (40-59-00-16) ; VF : U.G.C. Montparnasse, 1<sup>er</sup> (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 2<sup>e</sup> (43-57-35-43) ; Gaumont Opéra, 3<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Pathé Wapler, 4<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 5<sup>e</sup> (43-43-01-59) ; U.G.C. Convention, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 7<sup>e</sup> (45-22-48-01).

**Le Sang des héros**  
de David Peoples, avec Rutger Hauer, Joan Chen, Vincent Philip D'Onofrio, Hugh Keays-Byrne, Max Fairchild, Anne Parillaud. Américain (1 h 51).

Dans un monde du futur en proie à la violence, l'histoire d'un match au sommet entre deux équipes, l'une officielle, l'autre composée de marginaux rebelles, qui s'affrontent à un jeu dérivé du football américain.



« Les Affranchis », de Martin Scorsese.

### Reprise

**Miracle en Alabama**  
d'Arthur Penn, avec Anne Bancroft, Patty Duke, Victor Jory, Inga Swenson, Andrew Prine, Kathleen Connolly. Américain, 1982, noir et blanc (1 h 48).

Le deuxième film d'Arthur Penn, après *Le Gaucher*, surprendra ceux qui ont accablé le réalisateur l'éthique de cinéaste de films d'action : l'histoire de la vie d'une femme qui ramène au monde une petite fille devenue sourde et muette évitant tous les clichés de la sensibilité pour inventer une forme à la fois documentaire et épique.

VO : Action Christine, 6<sup>e</sup> (43-29-11-30).

### Sélection

**Les Affranchis**  
de Martin Scorsese, avec Al Pacino, Kevin Costner, Ray Liotta, Joe Pantoliano, Paul Sorvino, Anthony Quinn. Américain (2 h 21).

Depuis qu'il était tout petit, Henry Hill, bien que n'appartenant pas à la communauté italienne, voulait faire partie de la mafia de New-York. Il y parvint mais ne sut pas respecter jusqu'au bout les règles du jeu et devint ce qu'il n'avait jamais voulu être, un homme comme les autres. Sur le motif de l'ascension et de la chute, Scorsese invente un film à l'air de roman, un vrai récit, quotidien et épique, un vrai roman.

VO : Cinéma handicapés, 6<sup>e</sup> (46-32-10-62) ; Grand Pavois, 15<sup>e</sup> (45-54-48-86).

**Alice**  
de Woody Allen, avec Mia Farrow, William Hurt, Joe Mantegna, Alec Baldwin, Judy Davis, Cybill Shepherd. Américain (1 h 49).

Alice a un riche mari, des charmes, une belle maison, un bel appartement, des maîtres de maison et des bibelots en cristal. Mais Alice a mal au dos. Pour la soigner, les potions du docteur Yang vont faire voler en éclats confort et conformisme, tout comme Woody Allen dynamite le réalisme et la vraisemblance en un conte léger, aérien, que l'improbable dosage de l'humour et de l'émotion et la fabuleuse prestation de Mia Farrow transforment en moment de bonheur pur.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 1<sup>er</sup> (42-71-52-38) ; Ciné Beaubourg, 2<sup>e</sup> (42-71-52-38) ; Action Rive Gauche, 3<sup>e</sup> (43-29-44-40) ; U.G.C. Bastille, 4<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; La Pagode, 5<sup>e</sup> (47-05-12-15) ; U.G.C. Champs-Élysées, 6<sup>e</sup> (43-59-04-67) ; U.G.C. Opéra, 7<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; 14 Juillet Bastille, 8<sup>e</sup> (43-57-90-81) ; Escorial, 9<sup>e</sup> (47-07-29-04) ; Miroir, 10<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 11<sup>e</sup> (45-75-75-75) ; U.G.C. Maillot, 12<sup>e</sup> (40-60-00-16) ; VF : Pathé Impérial, 1<sup>er</sup> (42-72-53) ; Les Nations, 2<sup>e</sup> (43-43-04-67) ; U.G.C. Gobelins, 3<sup>e</sup> (45-51-94-94) ; Pathé Montparnasse, 4<sup>e</sup> (43-20-12-08) ; U.G.C. Convention, 5<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 6<sup>e</sup> (45-22-48-01).

**L'Ange ivre**  
d'Akira Kurosawa, avec Toshiro Mifune, Takashi Shimura, Raizaburo Yamamoto, Chikao Nakakita, Michio Kogure, Noriko Sengoku. Japonais, noir et blanc (1 h 38).

De la rencontre entre un jeune gangster blessé et un vieux médecin alcoolique Kurosawa fait un poème humaniste aux tonalités expressionnistes qui n'a pas pris une ride. Et Toshiro Mifune était, déjà, éblouissant.

VO : Belfort Logos I, handicapés, 5<sup>e</sup> (43-54-42-34).

**La Discrète**  
de Christian Vincent, avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurice Garrel, Marie Bunel, François Toumazou, Brice Bancel. Français (1 h 35).

Antoine n'aime pas Catherine, il veut seulement la séduire pour se venger d'une autre femme, sur les conseils de son éditeur-manipulateur. A ce jeu, tous les personnages se brûleront les ailes, mais l'épistémologue et le délicat rector Maurice Garrel auront donné toute sa vitesse, toute son énergie et toute sa finesse à ce premier film qui aura été la meilleure promesse du cinéma français en 1990.

Gaumont Les Halles, 1<sup>er</sup> (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2<sup>e</sup> (47-42-80-33) ; Pathé Hauteville, 3<sup>e</sup> (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 4<sup>e</sup> (43-59-19-08) ; La Bastille, 5<sup>e</sup> (43-07-48-80) ; Faenza, 6<sup>e</sup> (43-21-58-88) ; Gaumont Paroisse, 7<sup>e</sup> (43-25-30-40) ; Gaumont Aléa, 8<sup>e</sup> (43-27-84-50) ; Pathé Clichy, 9<sup>e</sup> (45-22-48-01).

**Doc's Kingdom**  
de Robert Kramer, avec Paul Mellen, Vincent Gallo, Ruy Furtado, César Monteiro, Roslyn Payne. Franco-portugais (1 h 30).

À bout d'ennemi, Doc, le toqué américain encaimé dans le port de Lisbonne, retrouve un courtier porteur en affrontant la tempête de retrouvailles imprévues. C'est fort et intrigant comme les récits de voyages fantastiques de jadis, mais ballotté par des vents très actuels.

VO : L'Entreprise, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

**La Femme du marchand de pétrole**  
d'Alexandre Kaidanovski, avec Alexandre Kaidanovski, Anna Mikou, Viorica Pădurică, Sergiu Velicer. Soviétique (1 h 35).

Sur le motif de deux frères jumeaux, l'un apparition corrompu, l'autre chirurgien assoiffé de pureté, une fable sur le pouvoir et la déchéance racontée avec les images oniriques et flamboyantes d'un héritier de Tarkovski.

VO : Cosmos, 6<sup>e</sup> (45-44-28-80).

**Henry V**  
de Kenneth Branagh, avec Kenneth Branagh, Simon Shepherd, James Larkin, Derek Jacobi, Brian Blessed, James Simons. Britannique (2 h 18).

Un grand acteur de théâtre qui se choisit un rôle à l'écran se sert souvent du cinéma au bénéfice de sa seule performance. *A fortiori* avec le personnage omniprésent d'Henry V lancé à la conquête de la France pour faire valoir ses droits et qui triomphe à Azincourt, tel que Shakespeare en conte l'épopée. Mais Kenneth Branagh ne se contente pas de donner les preuves de son évident talent de comédien, il réinvente un vrai film, digne, rythmé et servi par de superbes images.

VO : Pathékin, handicapés, 5<sup>e</sup> (43-54-15-04) ; 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-58-85) ; Elysées Lincoln, 7<sup>e</sup> (43-59-36-14) ; Max Linder Panorama, THX, 8<sup>e</sup> (40-24-88-88) ; Sept Paroisses, 9<sup>e</sup> (43-20-32-20).

**J'ai engagé un tueur**  
d'Alfred Hitchcock, avec Jean-Pierre L  aud, Meryl Streep, Kenneth Colville, Serge Reggiani, Trevor Bowen. Française (1 h 20).

Il n'aurait fallu qu'un moment de plus pour que la mort vienne, mais une marchande de roses est venue, et Henri le mort désemparé n'a plus voulu mourir. Ce n'est ni un poème ni une chanson, c'est un film tout noir, tout drôle, tout bizarre. Tout formidable.

## Box-office Paris

**Alice superstar** En deuxième semaine, le film de Woody Allen arrive en tête du box-office avec seulement 21 salles, en attirant près de 110 000 spectateurs enthousiastes. Dans certaines salles, on a rajouté des chaises. Le conte de fées new-yorkais prend ainsi l'avantage sur ses deux puissants concurrents de la semaine dernière : *Highlander* le retour subit un effondrement, perdant plus de 55 % de ses spectateurs à moins de 90 000 entrées dans ses 47 salles, tandis qu'*Opération comédien* se maintient relativement mieux mais passe également sous la barre des 100 000.

Des sept nouveautés de la semaine, profilées pour les vacances scolaires, c'est logiquement

la « grosse » *Flic à la maternité* qui fait la loi parmi quelque 105 000 têtes blondes devant 42 salles. Mais, avec 72 000 spectateurs dans 25 salles, le démarrage de *On peut toujours rêver* n'a rien d'un cauchemar. 55 000 amateurs de sensations plus fortes ont choisi *Misery*, tandis que les plus petits ne se précipitent pas à l'*Histoire sans fin II* (à peine 50 000) et boudaient *Batman*, dont le supposé triomphe sur grand écran ne confirme pas la popularité télévisuelle du roi des éléphants, qui ne s'est trouvé que 20 000 sujets.

A noter, enfin, que la *Discrète* a passé le cap des 400 000 entrées parisiennes, en treizième semaine.

**Route one-USA**  
de Robert Kramer, avec Paul Mellen. Américain (1 h 15).

Du nord au sud de l'Amérique, la balade curieuse et attentive de Robert Kramer, de retour dans son pays, lui permet de dessiner par petites touches sensibles, compassées ou féroces un portrait des États-Unis d'aujourd'hui : un tapis volant qui pour plonger au ras des paquerettes n'en est pas moins enchanter.

VO : L'Entreprise, handicapés, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

**Un thé au Sahara**  
de Bernardo Bertolucci, avec Debra Winger, John Malkovich, Campbell Scott, Jill Bennett, Timothy Spall, Amira Arsal. Britannique (2 h 16).

Toutes les ressources du cinéma au service de cette adaptation du roman de Paul Bowles, qui devient grâce à Bertolucci un chant magique et sceptique, une énigme lumineuse tissée de pistes envoûtantes : deux hommes, une femme et le désert font une épopée intérieure.

VO : L'Entreprise, 6<sup>e</sup> (45-44-28-80) ; Les Trois Salles, 9<sup>e</sup> (45-61-10-60).

### Séance spéciale

**Tous en scène**

En prélude à sa réédition en salles à partir du 27 février, l'Opéra de Paris propose, en collaboration avec la Cinéma-thèque de la danse et la Cinéma-thèque française, une projection exceptionnelle de *Tous en scène* (1953) de Vincent Minnelli sur son grand écran de la salle Garnier. Les tribulations de la troupe de music-hall emmenée par Fred Astaire et Cyd Charisse, où alternent éblouissants numéros scéniques et chroniques sentimentales des coulisses, enchanteront comme au premier jour. Si le titre de chef-d'œuvre absolu du genre peut lui être contesté par *Chantons sous la pluie*, le film de Minnelli est sans discussion le plus bel hommage à la comédie musicale telle que la Metro Goldwyn Mayer en imposa le règne à cette époque laïcs rétro.

Opéra Garnier, le 24 février à 19 h 30. Prix des places : 60 F.

### Festival

**Gérard Philippe, l  ternelle jeunesse**

Vingt-trois films pour ressusciter le fantôme impeccablement charmant du comédien adult   des années 50. Des sept titres manquants, on regrettera seulement les deux sages historiques de Sacha Guitry (*Si Versailles m  t  ait conté*), et, dans ce festival, tous les films ne sont pas, loin s'en faut, d  gale qualité. Mais c'est la marque des vraies stars que leur aura soit infiniment supérieure    bien des films dans lesquels ils ont joué. Et puis, il y a tout de même le *Diable au corps* et la *Beauté du diable*, la *Ronde* et *Fanfan la Tulipe*, les *Grandes Manœuvres*, *Montparnasse 19* et les *Liaisons dangereuses*. Et une liste de metteurs en scène qui font,    peu de nous même, le panthéon de cette époque : Marcel Carné, Claude Autant-Lara, René Clair, Max Oph  ls, René Clément, Julien Duvivier, Jacques Becker, et Roger Vadim, sans oublier Bunuel et Ivens.

R  f  r M  di  s (Paris 5  ), tél. : 43-54-42-34. Du 20 février au 14 mai.

La sélection « cinéma » a été établie par : Jean-Michel Br  don



« Les Belles de nuit », de René Clair, avec Gérard Philippe.

## MUSIQUES

## Découvertes de la semaine

## Druckman

Sing

## Carter

Concerto pour orchestre

## Ives

The Fourth of July  
Orchestre national de France,  
Zoltan Pesko (direction).

Début d'un grand cycle américain à Radio-France. Le point sur une jeune musique que l'on dit sclérosée par l'académisme en vogue dans les universités, ou éclatée en tendances minimalistes. Rendez-vous dans quelques semaines pour faire le point.

Le 21, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-38-37. De 30 F à 130 F.

## Cohen

Doppel versu alla luna

## Roque Alsina

Eduo pour zorb

## Lindberg

Albion

## Dusapin

Il-Ho

## Aperghis

Trio Complet

## Dronet

The Show Must Go On

Ensemble Accroche-Note.

Si le Festival Musica n'avait pas existé, on n'aurait peut-être jamais entendu parler de l'Ensemble Accroche-Note : pour le clavieriste Armand Angster, la chanteuse Françoise Kuhler et le percussionniste Jean-Michel Collet, c'est bien en Alsace que l'aventure de la création contemporaine a commencé. Mais, voyez comment vont les choses : si Accroche-Note n'avait pas existé, l'opéra de Pascal Dusapin, *Roméo et Juliette*, n'aurait pas recueilli un tel succès. Sans concurrents actuellement à ce niveau de qualité, le trio (qui peut s'élargir à la demande) est évidemment à l'origine de très nombreuses commandes, dont on fera le tour, en trois concerts successifs, à Bagnole. (Où le 21, les 22 et 23 au Théâtre des Malassis.)

Le 21, Bagnole, Théâtre des Malassis, 21 heures. De 50 F à 75 F.

## Ives

The And Abolitionist Rites

Study n° 20

## Antheil

Alpina Sonata

## Wolpe

Sinfonia Musik

## Cowell

The Tides of Manaunau

Advertisement

Aedon Harp

## Albright

The Farewell

## Feldman

Vertical Thoughts I

Two Pieces

## Crumb

Zutogel

Jay Gottlieb

Mariana Schröder (piano).

Le piano américain contemporain a son spécialiste, son encyclopédisme, celui qui répond toujours présent à l'appel du drapeau étoilé. Jay Gottlieb, vous connaissez ? Mariana Schröder a enregistré Scies récemment.

Le 23, Théâtre des Champs-Élysées, 17 heures. Tél. : 47-20-38-37. 100 F.

## Crumb

An Idyll for the Miesgottion

## Kolb

Moyens

## Ives

Over the Pavements

Tune Roads n° 1 et 3

## Carter

In Sleep in Thunder

Jean Carison (ténor),

Alain Marion (basse),

Jay Gottlieb (piano),

Orchestre philharmonique de Radio-France,

Joël Revzan (direction).

Ives, c'est le vétéran (1874-1954). Carter fut son élève. Crumb s'intéresse au timbre et à l'expression : un incassable de soixante-deux ans. Barbara Kolb, née en 1939, fut le premier Prix de Rome de nationalité américaine.

Le 23, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-38-37. De 30 F à 130 F.

## Byrd

Sing Joyfully unto God our Strength

O Lord, Make thy Servant Elizabeth

## Tallis

In unio et fletu

## Berio

The Crisis of London

## Bridge

The Brio

## Parry

Sweet Day so Cool

## Elgar

Festivity I Watch

## Williams

Rest

## Stanford

Quick We Have But a Second

Chansons traditionnelles

The King's Singers.

Chansons folkloriques, de la Renaissance, des Beatles, de Phil Collins... le répertoire de ce chœur de solistes, véritables stars dans les pays anglo-saxons, n'a jamais cessé d'être eclectique. Voici vingt-deux ans qu'ils sont entrés dans la carrière, étudiants à Cambridge et Oxford, deux d'entre eux seulement sont encore là pour s'en souvenir. Depuis, ils ont donné plus de 3 000 concerts, enregistré plus de 50 disques, sans perdre ni leur drôlerie, ni leur extraordinaire perfectionnisme. Pour fêter le retour de ces « Brits » à Paris, la salle Favart a prévu dans ses foyers, à partir de 19 heures, une restauration à l'anglaise. Hum...

Le 25, Opéra-Comique, Salle Favart, 20 heures. Tél. : 42-86-83-83. De 30 F à 170 F.

## Tchaikovsky

La Dame de pique

Vladimir Popov,

Robert Dume (ténor),

Sergueï Leiferov,

Gino Quilico,

Michel Philippe (baryton),

Renaud Tescovoz (basse),

Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris,

Myung-Whun Chung (direction),

Andrei Konchalovsky (mise en scène).

L'attraction de cette Dame de pique, c'est la mise en scène d'Andrei Konchalovsky, dont on nous dit qu'il a fait ses premières armes sur une scène lyrique dans *Eugène Onéguine* à la Scala de Milan, il y a quatre ans, et qui retrouvera encore une fois ses marques dans Tchaikovsky. La vie de cinéma de Konchalovsky, frère de Mikhaïlov, commence aux côtés de Tarkovski, comme assistant sur l'énigme d'un, le Scène de Milan, il y a quatre ans, et qui retrouvera encore une fois ses marques dans Tchaikovsky. La vie de cinéma de Konchalovsky, frère de Mikhaïlov, commence aux côtés de Tarkovski, comme assistant sur l'énigme d'un, le Scène de Milan, il y a quatre ans, et qui retrouvera encore une fois ses marques dans Tchaikovsky.

Le 26, Opéra de la Bastille, 19 h 30. Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.



The King's Singers à Favart.

## Paris

Mercredi 20 février

Mendelssohn

Concerto pour deux pianos

Chostakovitch

Symphonie n° 10

Kris et Maria Labèque (pianos),

Orchestre de Paris,

Semyon Bychkov (direction).

Comme Mozart, Mendelssohn avait une sœur avec laquelle il jouait à quatre mains ou à deux pianos. A l'âge de quinze ans, il composa pour ces loisirs fraternels un concerto pour deux claviers, jamais joué, que les sœurs Labèque vont se faire un plaisir de faire voler en éclats.

Salle Pleyel, 20 h 30 (- le 21, Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 210 F.

Dimanche 24

Messiaen

Méfiant

Méfiant

Louvier

Etudes pour aquarelles

Amy

En trio

Boulez

Sonatine

Solistes de l'Ensemble InterContemporain.

Suite de la série « Pensée musicale et transmission », coproduite par le Châtelet et l'IRCAM. Sous-titre de cette édition : Paris/Messiaen. Messiaen qui enseigna l'analyse musicale à plusieurs générations de compositeurs, dont quatre sont inscrits à ce programme. Tous devaient des hommes de pouvoir (petit ou grand) dans le paysage musical français.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 16 heures. Tél. : 40-28-28-40. 55 F.

Mardi 26

Mahler

Quatuor pour trio à cordes et piano

Bartok

Sonate pour violon et piano n° 2

Ravel

Tzigane pour violon et piano

Schoenberg

Kammermusik n° 9

Solistes de l'Ensemble InterContemporain.

L'œuvre la moins jouée de Mahler (page de jeunesse ?) et, encadrant deux pièces de la musique de chambre française, la partition la plus souvent exécutée de Schoenberg. Créé par le Quatuor Rosé, cet opus 9 était à l'origine destiné à quinze instruments solistes. Il s'agit d'une symphonie qui, comme

l'on sait, fit date : cinq parties enchaînées et une extrême complexité polyphonique.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 42-62-40-85. Location Face, Virgin, De 80 F à 100 F.

## Régions

## Montpellier

Monteverdi

Le Concerto de Pappé

Ann Panagoulis,

Guillaume Lemaire,

Lara Lemaire (soprano),

Marianne Girometta (mezzo-soprano),

Aval Kähler,

Guy de May (ténor),

Michel Schepers (basse),

Orchestre philharmonique de Montpellier,

René Jacobs (direction).

Reprise d'un spectacle qui nous avait ravi, dans une adaptation musicale et sous la direction de René Jacobs (un chef et musicologue qui pense aux voix). Drôle, ce *Concertino*, et si familier, si insolent, dans la mise en scène d'un autre Flamand (Gilbert Deflo). La distribution a sensiblement changé depuis la création dans ce même théâtre. Serait-elle encore meilleure.

Les 20 et 22, 20 heures : le 26, 16 heures. Opéra. Tél. : 67-66-00-52. De 50 F à 155 F.

## Rock

The Durutti Column

On ignore encore si Vini Reilly poursuivra sur scène les expériences instrumentales de son dernier album. De toute façon, il sera entouré de quelques musiciens et l'on peut compter sur le guitariste pour surprendre, déconcerter et charmer.

Les 20 et 21, Asilera Hauré, 20 heures. Tél. : 43-25-37-18. 140 F.

## Jazz

Claude Nougaro

Maurice Vander

Maurice Vander est un des pianistes historiques de Nougaro. Nougaro est Nougaro à New-York comme à Paris. Le Petit Journal Montparnasse joue son rôle à Paris comme il le jouait à New-York : sa scène s'offre à des stars qui remplissent ordinairement d'immenses salles polyvalentes : pour quelques soirs, quelques tables, quelque bonheur, en duo. Ce n'est pas un privilège c'est un plaisir.

Les 20, 21, 25 et 26, Petit Journal Montparnasse, 21 heures (et les 27, 28 février, 4, 5, 6 et 7 mars). Tél. : 43-21-56-70.

Hein Van de Geyn

André Ceccarelli

Bert Van den Brink

Hein Van de Geyn vient du grand Nord, vaste terre de contrebasistes. Il

joue aussi vite que Nhop et, comme lui, dans tous les registres. Comme il cultive la précision, la vélocité, la mise en place et la rigueur, il est la coqueluche des jeunes - musiciens ou autres. A chacun ses valeurs. Celles-là tiennent bien la route du jazz et sont à la mode. Il manque encore à Hein Van de Geyn l'invention d'un J.F. (Jenny-Clark) ou la musicalité d'un Harvie Schwartz. A chaque jour suffit sa peine. Il joue en force et c'est déjà mieux qu'une curiosité. A suivre.

Les 21, 22 et 23, Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-26-46-80.

## Brotherhood of breath

Homage to Chris McGregor

Depuis que l'Afrique du Sud est (musicalement) à la mode, quand on fait le tour de ses musiciens, on pense aux exceptions (Masekela), aux conventions (Jonny Clegg), on passe souvent sous silence Abdullah Ibrahim (Dollar Brand), et l'on oublie à tout coup Chris McGregor. C'est normal. Le mode ne peut pas avoir le tête à tout. Le mode a bien assez à faire avec ses manipulations. Chris McGregor était un pianiste délicieux, politique, extraterrestre. Le premier à avoir fondé un orchestre mixte (Brotherhood of breath). Premier à mêler le free aux rythmes d'Afrique et les rythmes à une franchise gauchiste communautaire. Il a disparu l'an dernier. Le New Morning et la Confrérie du souffle lui rendent hommage.

Le 24, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

## Musiques du monde

Paolo Conte

Paolo Conte, l'italien le mieux aimé du public éclairé. Des chansons construites comme des photos grand format, des voyages intérieurs de Gènes à Zanzibar, avec le maestro au piano, six musiciens intelligents et quatre choristes. Une version plus musquée et puriste des concerts habituels de l'avocat d'Asi.

Les 20, 21, 22, 23, 25 et 26, 20 h 30 ; le 24, 17 heures. Opéra.

Tél. : 47-42-25-48. De 140 F à 240 F.

## DANSE

Tanztheater de Wuppertal

Iphigénie en Tauride.

Un opéra dansé de Pina Bausch, chorégraphie, décors et costumes de Pina Bausch. La musique reste de Christoph Willibald Gluck. Les solistes et les chœurs des Wuppertaler Bühnen sont dans la fosse. On attend avec curiosité comment Pina Bausch va traiter une histoire si éloignée (en apparence) de son univers habituel. A noter que cette *Iphigénie en Tauride* fut l'un des premiers spectacles qu'elle monta à Wuppertal en 1974.

Palais Garnier, 21, 22, 23 février, à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 à 320 F.

Béart Ballet Lausanne

Dibouk, Mozart-Tango (1), Pyramide (2)

Suite et fin de la saison Béart au Palais des congrès écourtée « en raison des événements ». Ces trois ballets sont des créations à Paris. Dibouk s'inspire d'une légende hassidique : un père marie sa fille à un riche parti. Celui qu'elle aimait meurt de chagrin mais son âme, le dibouk, prend possession de la jeune fille et vocifère par sa bouche. Mozart-Tango n'a d'autre objet qu'un incongru rapprochement musical, et son influence sur la danse. Pyramide, créé l'an dernier au Caire, est un voyage initiatique du Maroc à l'Iran sous l'égide du légendaire Dru-L-Nun l'Egyptien sur des musiques traditionnelles islamiques, grecques, flamencos, Beethoven et Oum Kalsoum.

Palais des congrès (1) 20 et 21 février, 20 h 30 ; (2) 22 et 23 février, 20 h 30, 24 février, 15 heures. Tél. : 48-78-78-00. De 125 F à 300 F.

## Danse à la Bastille

Je reviens de suite

Une pièce de Bernard Menaut, danseur formé au classique et au contemporain chez d'innombrables maîtres et qui, après des improvisations en solo, s'est lancé dans la chorégraphie depuis 1986. Sa bande-son convoque Luc Ferrari, Billie Holiday et les Rolling Stones.

Théâtre de la Bastille, 25 et 26 février, 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.

Shiro Daimon et Steve Lacy

Here there Air

Le danseur et le saxophoniste se sont rencontrés pour la première fois au Palais, en 1976, et ont fait depuis de nombreux spectacles ensemble, en Europe et au Japon. « Jazz, nò, la fusion est profonde, dit Steve. Lacy et moi sommes deux artistes, deux êtres humains vibrant sur des valeurs plastiques similaires. La rencontre vient de loin, de mille ans peut-être. Seul compte l'esprit... »

Théâtre des Amateurs, 26, 27, 28 février et 1<sup>er</sup> mars, 20 h 30. Tél. : 43-66-42-17. 60 F et 80 F.

## Avignon

Les Hivernales

Une programmation toujours alléchant, sans parler du charme d'Avignon l'hiver. Elle s'organise cette année autour de Dominique Bagonet et des chorégraphes qui ont travaillé avec lui : Angelin Preljocaj, Michel Kelemenis et Geneviève Sorin. Mais il y aura aussi Olivier Farge, William Petit, Annie Legros et le Ballet Jazz Art.

Divers lieux d'Avignon. Du 22 février au 1<sup>er</sup> mars. Horaires variables. Tél. : 90-82-33-12 ou 90-86-35-34. De 50 F à 90 F.

## La sélection

« Musiques »

a été établie par :

Anne Rey,

« Jazz » : Francis Marmande

« Rock » : Thomas Solal

« Musiques du monde » :

Véronique Martigne

« Danse » :

Sylvie de Nassac

## atem

3 CONCERTS

EXCEPTIONNELS

par l'ensemble

ACCROCHE NOTE

les 21, 22 et 23 février

à 21 h 00

Réservations : 43 64 77 18

## Centre Georges Pompidou

20 et 21 Février 20 h 30

UTT

CARLOTTA IKEDA

Grande Salle - Réservation 42.74.42.19

كلنا من الأصل



الجمعة 21 فبراير 1991

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

42nd Street

Après leur succès au Châtelet et un séjour à Hambourg, la troupe des Américains qui n'ont pas peur des attentats reprennent, ravis, à Paris, cette comédie musicale, qui est l'essence même de Broadway, et les ballets de claquettes sont toujours fabuleux.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9. A partir du 23 février. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 h 30 et 19 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 14 h 30. Tél. : 48-28-40-80. De 50 F à 335 F.

Chevalier-Laspales

mise en scène de Jacques Decombe, avec Philippe Chevalier et Régis Laspales.

Les deux ex du Théâtre de Bouvard prolongent leur spectacle et changent de salle.

Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. A partir du 22 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-68-24. De 100 F à 180 F.

Les MacLoma Trio

avec les MacLoma.

Après les clowns de Leningrad, le Festival continue avec une vieille connaissance, des clowns qui, en leur temps, se voulaient subversifs.

Ramelgh, 5, rue des Vignes, 10. A partir du 26 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-55-84-44. De 120 F à 180 F.

On n'en meurt pas

avec Bob Marlet.

Pendant les vacances de février, seuls osent démentir les one man shows.

Aktion-Théâtre, 11, rue du Général-Bislin, 11. A partir du 20 février. Du mardi au samedi à 19 h 15. Tél. : 43-38-74-62. 50 F et 80 F.

La Petite Molière

de Jean Anouilh, mise en scène de Gérard Savoisien, avec Pascal Bourrier, Bertrand Chiot, Cyril Deguillen, Daniel Delprat, Viviane Elbaz, Jacqueline Guénin, Dominique Guillo, Philippe Magnan, Christophe Mahot et Edwige Navarro.

L'air du temps est une chose bizarre. Pendant des années, on semblait avoir oublié Anouilh, et voilà que ses pièces reviennent un peu partout - question de droits, peut-être. Celle-ci a pour héroïne Armande Béjart, seconde épouse de Molière, son Agnès et sa Célimène.

Théâtre Firmin-Gémier, Place Firmin-Gémier, 92000 Antony. A partir du 28 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 46-66-02-74. 80 F et 110 F.

Un p'tit vélo dans la tête

de Michel Delteil, mise en scène de Valia Boulay, avec Paul Rouven.

Encore du théâtre qui, plutôt que sur la théâtralité, joue sur le texte, un texte, il faut bien le dire, percutant.

Gutcheat Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. A partir du 28 février. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-58-51. Durée : 1 heure. 60 F et 110 F.

Vingt-sept remorques pleines de coton

de Tennessee Williams, mise en scène de Jean-Marc Bujalski, avec Marie Borowski, Bruno Lochet et Jean-Marc Bujalski.

On assiste à un spectacle tiré de Tennessee Williams, une histoire évidemment tortueuse, après quoi on peut dîner sur place.

Le Funambule Théâtre-Restaurant, 83 rue des Saules, 19. A partir du 21 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-23-88-93. Durée : 1 h 05. 80 F et 90 F.



« La Dame de chez Maxim », mise en scène d'Alain Françon, au Théâtre des Amandiers de Nanterre.

Paris

A croquer on l'ivre de cuisine

mise en scène de Robert Fortuna, avec Brigitte Fessy, Catherine Arditi, Maurice Baguet et Jeanne Dufé.

Quand l'art de la table, passé à la moutonnerie de la cocasserie, se révèle plein de sensualité et de férocité. Les quatre acteurs se régalent.

Saint-Georges, 51, rue Saint-Georges, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 16 h 45, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-51-05-43. Durée : 2 heures. De 80 F à 225 F.

Les Chœphores

d'Eschyle, mise en scène d'Arlette Mimochine, avec Simon Abkarian, Sylvie Bellef, Ducio Bellugi, Georges Bigot, Juliana Carneiro da Cunha, Christian Dupont, Maurice Durozier, Pascal Durozier, Brontis Jodorowsky et Eric Laconte.

Le Théâtre du Soleil poursuit son exploration aux sources du théâtre. Voici la deuxième partie de l'*Oresteia*. Oreste retrouve Electre et tous deux décident de venger leur père, Agamemnon. L'idéal serait de voir ensemble les deux premières parties de l'œuvre d'Eschyle, en attendant les *Euménides*. Et si vous n'avez pas encore vu *Iphigénie*, il faut courir à la Cartoucherie. Ne voyez peut-être pas les trois en même temps. Des instants si précieux se sauront tout doucement, à petites gorgées.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Le samedi à 19 h 30. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Les Co-épouses

de Fatima Gallaire, mise en scène de Maurice Attias, avec Solène Bédouche, Sandra Barafol, Louise Cheret, Monique Couturier, Peggy de Lory, Omar Marwan, Catherine Pélissier, Adèle Tahri et Sésilia Zaslavsky.

Soumis, silencieuses, les co-épouses redressent soudain la tête et protestent. Cela va faire scandale. De la polygamie tirée par une plume virulente, militante.

Lierre-Théâtre, 22, rue du Chevaleret, 19. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 45-88-55-83. 100 F.

La Dame de chez Maxim

de Georges Feydeau, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Marc Avocat, Anne Benoit, Denis Bernot-Rolland, Philippe Bianco, Nerges Royadjian, Elisabeth Carroux, Carlos Chelidze, Charlotte Chénier, Clotilde Cornille, Gilles David, Dominique Valade.

Chez Feydeau, les guenles de bois provoquent toujours les chassés-croisés les plus hilarants. Chez Feydeau, il y a toujours une bombe pour réduire en poussière une société coincée, peinte au vitriol. A Nanterre, elle s'appelle Dominique Valadié et elle est formidable.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mercredi au vendredi à 20 h 30. Tél. : 47-21-18-51. Durée : 3 heures. De 90 F à 120 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Joffi Joannemas, avec Philippe Darnault, Christine Ruché, Claude Maki, David Wierlow, Jonathan Lathière-Assaba, Johnn Plotegher, Quentin Strjcek et Benjamin Vvert.

Il fallait du cran pour redécouvrir Godot. Joffi Joannemas a relevé le gant de belle façon. Il le savait bien, lui, que les mots de Beckett s'amusent

Paris

comme des gosses dans son univers d'enfant.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 47-21-18-51. Durée : 2 h 30. De 50 F à 120 F.

Eurydice

de Jean Anouilh, mise en scène de Georges Wilson, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Georges Wilson, Catherine Rouvel, Maxence Mailfort, Pierre Val, Elsa Stanger, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand et Bruno Balp.

Une nouvelle fois, une vedette de cinéma s'aventure sur scène, étonnée, il est vrai, d'une distribution brillante. Comme ce n'est pas la pièce la plus jouée d'Anouilh, la visite à l'Atelier vaut deux fois le détour.

Ouvrs, 55, rue de Clichy, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-38. Durée : 2 heures. De 80 F à 230 F.

La Genèse, d'après la Bible

d'après André Chouraqui, avec Marc Norman.

La création du monde racontée en musique et dans la « version » serine et occuménique d'André Chouraqui, qui vient de traduire le Coran.

Crypte Sainte-Agnès (Agès Saint-Eustache), 1, rue Montmartre, 1. Les mercredi et jeudi à 18 h 30, le vendredi et samedi à 20 h 30, le samedi à 15 heures. Tél. : 42-21-09-48. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F.

Heldenplatz (Place des Héros)

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Annie Girardot, Guy Tréjan, Milla Simon, Annie Bardin, Philippe Joffe, Monique Chaumette, Jean-Claude Jay, Maria Verdi, Pierre Descazes et Sarah Quénin.

L'ultime pièce de Thomas Bernhard résonne comme un dernier avertissement, scandé par des comédiens magnifiques. Il y a, dans leur jeu, toute la baine, la fureur, la rage de l'impuissance d'un écrivain qui n'a plus le temps de déconcer, de batailler pour une vérité.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-80. Durée : 3 heures. 130 F.

Le Long Retour

d'Eugène O'Neill, mise en scène d'Yvan Garsoul, avec Dominique Ennomides, Yvan Garsoul, Chantal Dupuy, Thomas Kirk et Henri Delorme.

Et yo, et yo une bouteille de rhum, cette bouteille de rhum jetée à la mer, comme ces boucaniers terribles, ces enfants perdus. Dans le ventre du Bateau-Théâtre, ces héros de la mer racontent quatre histoires pleines d'embruns, de vent et de sel, venues du cap Horn ou de Bonne-Espérance. Ils sont captivants.

Bateau-Théâtre (face au 3, quai Malaquais), Fosseuse-des-Arts, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-51-84-63. Durée : 1 h 30. De 75 F à 120 F.

Le Maître de go

d'après Yasunari Kawabata, mise en scène de Jean-Paul Lucot, avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Jacques Sclater, Jérôme Anger, Xavier Renout, Valentine Varela et Isabelle Moulon.

En joueur de go invaincu mais pas invincible, Michel Bouquet aborde son ultime tournoi comme on accepte une mort que l'on sait prochaine. Tous les

acteurs sont formidables de retenue dans ce va combat de la vie contre le déant.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-49-24. Durée : 1 h 50. De 120 F à 240 F.

Le Malade imaginaire

de Molière, mise en scène de Gilles Bourcier, avec Claire Vernet, Nicolas Silberg, Véronique Vella, Marianne Epin, Jean-Luc Bideau, Christian Blanc, Eric Frey, Philippe Tometon et Caroline Appré.

L'un des grands classiques de la maison, avec quelques-unes de ses valeurs sûres et les plus gaminis de la troupe. Le choix est judicieux pour redécouvrir l'œuvre de Jean-Baptiste.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le mercredi à 14 heures, les samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

Même l'heure l'année prochaine

de Bernard Slade, mise en scène de Roger Vadim, avec Marie-Christine Barrault et Victor Lanoux.

Un homme, une femme, tous deux mariés mais pas ensemble, passent quelques heures dans le bungalow d'un motel à refaire leur monde. A la télévision, cela s'appelle un *sitcom*, ou comédie de situation. Les dramaturges américains affectionnent particulièrement ce genre de pièce. Facilement exportable sur une scène étrangère, elle fait aussi le bonheur des programmeurs français. Il n'y a qu'une adaptation, de deux titres d'affiche. Le tour est joué... et bien joué.

Edouard-VII, 10, place Edouard-VII, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-59-82. De 80 F à 250 F.

Mesure pour mesure

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Zadek, avec Isabelle Huppert, Christine Pignat, Anouche Ranz, Béatrice Ronsard, Roland Amstutz, Pascal Bongard, Jacques Bouquet, Philippe Clément, Jean-Marie Frit et Jean-Pierre Joris.

Crise des valeurs, crise de régime dans Vienne livrée aux mains des souteneurs. La pièce de Shakespeare, touffue, violente, sarcastique, convient parfaitement à la mise en scène grinçante de Peter Zadek, qui dirige une superbe troupe de comédiens, Philippe Clément et Isabelle Huppert en particulier.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 8. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée, samedi et dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 25 F à 145 F.

Les Origines de l'homme

d'Alain Germain, mise en scène de l'auteur, avec la compagnie Alain Germain.

Quand le théâtre, transformé en machine à remonter le temps, raconte l'une des histoires les plus fascinantes du monde. Celle de l'homme.

Hallé Saint-Pierre, 2, rue Bonnard, 18. Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 42-58-74-12. Durée : 1 heure. 30 F et 50 F.

Paris-Palerm

mise en scène de Jean-Marie Maddalena, avec Carmelo Cacciatore et Bertrand Cimet.

Le premier est un Italien bouffon qui bricole avec des bouts de ficelle. Le second est un Français, beau ténébreux, spécialiste des grands effets.

Ces deux magiciens ont transformé une succession de numéros d'illusionnistes en une brillante comédie de théâtre. Un spectacle caustique et envoûtant.

Théâtre d'Ivry, 1, rue Simon-Denis, 94200. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures et le mercredi 27 février à 15 heures. Tél. : 48-70-21-55. Durée : 1 h 15. 60 F et 80 F.

Le Réformateur

de Thomas Bernhard, mise en scène de Peter Brook, avec Georges Corraface, Jean-Paul Dautzon, Sotgiu Konyak, Mamadou Diouane, Ken Higelin, Yoshi Oida, David Benmet, Bruce Myers, Alain Maréchal et Pierre Lacroix.

La page blanche. La fameuse page de l'écrivain, gouffre de ses angoisses, de sa folie, vertige des mots. Thomas Bernhard au centuple.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 2 h 15. 90 F et 120 F.

Rumeurs

de Neil Simon, mise en scène de Pierre Mondy, avec Jean-Pol, Pierre Mondy, Eyn Daz, Claire Nadeau, Manlio Jansen, Jean-Pierre Castaldi, Nicolas Maré, Pascale Vignat, Madeleine-Dominique Assant et Jean-Paul Nézet.

Pour Jean Poirot, adaptateur amusé de Neil Simon, acteur toujours au pleine forme qui, d'ici à quelques semaines, quand ses partenaires auront perdu plus de liberté avec le texte, devrait retrouver ses talents d'improvisateur délinant, façon *Cage aux folles*.

Palais-Royal, 38, rue Montpensier, 1. Du mardi au vendredi à 20 h 45, le samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-87-55-51. Durée : 2 h 30. De 25 F à 280 F.

Sextnor, banquet

d'Armando Llamas, mise en scène de Max Denis, avec Agnès Beldadi, Romain Legerde, Nicole Le Quang, Patricia Potier, Cécile Rambaud et Arly Roubier.

Les préparatifs d'un banquet, puis le rangement dudit banquet : six jeunes gens profitent de la nuit pour se

connaître et puis parler d'amour. Nous voilà dans de beaux draps.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 18. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. Durée : 1 h 10. 60 F et 90 F.

La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Brook, avec Georges Corraface, Jean-Paul Dautzon, Sotgiu Konyak, Mamadou Diouane, Ken Higelin, Yoshi Oida, David Benmet, Bruce Myers, Alain Maréchal et Pierre Lacroix.

Du merveilleux à tous les étages. L'histoire, d'abord, hantée par une sorcière, un esprit diaphane, et des naufragés à la salle, l'une des plus magiques de la capitale, noircie par les flammes, le temps : les acteurs-prêtigdigiteurs, qui savent transmettre l'indicible : le metteur en scène, enfin, qui transforme chaque objet en un monde touffu, impénétrable.

Bouffes-du-Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10. Du lundi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

En tournée, le dernier spectacle de Grand Magasin, revenu à son duo explosif, à son comique extravagant, et découvrant Don Quichotte.

Les Bernardines Théâtre, 17, bd Garibaldi, 13000 Marseille. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 91-42-45-33. 80 F et 80 F. Dernière représentation le 23 février.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard et Bénédict Mathieu

Régions

Marseille

Une exposition de fer-blanc avec Grand Magasin, Pascale Martin et François Hiffier.

En tournée, le dernier spectacle de Grand Magasin, revenu à son duo explosif, à son comique extravagant, et découvrant Don Quichotte.

Les Bernardines Théâtre, 17, bd Garibaldi, 13000 Marseille. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 91-42-45-33. 80 F et 80 F. Dernière représentation le 23 février.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard et Bénédict Mathieu

Indiens d'affaires

à Châtelet, 10, rue de la Harpe, 75004 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-66-02-74. 80 F et 110 F.

Encore du théâtre qui, plutôt que sur la théâtralité, joue sur le texte, un texte, il faut bien le dire, percutant.

Gutcheat Montparnasse, 15, rue du Maine, 14. A partir du 28 février. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-58-51. Durée : 1 heure. 60 F et 110 F.

Vingt-sept remorques pleines de coton

de Tennessee Williams, mise en scène de Jean-Marc Bujalski, avec Marie Borowski, Bruno Lochet et Jean-Marc Bujalski.

On assiste à un spectacle tiré de Tennessee Williams, une histoire évidemment tortueuse, après quoi on peut dîner sur place.

Le Funambule Théâtre-Restaurant, 83 rue des Saules, 19. A partir du 21 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-23-88-93. Durée : 1 h 05. 80 F et 90 F.

## ARTS

## Nouvelles expositions

## La Photographie au Banhaus

Instantanés exubérants, visées de travers, perspectives inédites, portraits doubles, renversés et inversés, collages, photomontages, sans oublier d'insolites scènes de théâtre : autant de champs d'action qui témoignent, avec une rigueur formelle impeccable et une fantaisie fraîche d'esprit, de la vitalité de la photographie dans ce musée mythique de l'avant-garde, présenté par deux cents œuvres originales venues d'Allemagne. (Lire notre article page 28.)

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Du 20 février 1991 au 13 mai 1991. 25 F.

## Bertrand Lavier

Depuis vingt ans, Bertrand Lavier fait des peintures et des sculptures, en artiste conceptuel. Pour traiter de la peinture et de la sculpture, de leurs tenants et aboutissants. Pour démontrer l'art et ses artifices, parler du volume, de la surface peinte, de l'espace... Non sans ironie, non sans humour. L'exposition propose un parcours de ses œuvres depuis 1985.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine - rez-de-chaussée, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi et dimanche de 14 heures à 18 heures. Du 20 février 1991 au 14 avril 1991.

## William Wegman

Dessin, vidéo, peinture et photographie constituent l'œuvre de cet Américain de quarante-huit ans, qui débute en 1970 sa collaboration avec un chien, un weimaraner gris bleu, acheté 45 dollars, baptisé Man Ray (et remplacé depuis par son double Fay Ray), qui se plie avec dévotion à toutes les facettes de son maître.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Du 20 février 1991 au 14 avril 1991.

## Paris

## Emile Bernard

Un peintre doué, curieux de tout, qui finit plutôt mal. Avec ses Bretonnes dans la prairie de 1888, il joue un rôle essentiel dans l'élaboration, à Pont-Aven, de la peinture « synthétique » et « cloisonnée », dont Gauguin, son élève, tira parti. L'exposition, qui résume la rétrospective de l'été dernier à Mannheim et à Amsterdam, comporte une soixantaine de tableaux de Bretagne, d'Égypte, de Venise, une trentaine de dessins et de livres illustrés.

Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-38-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

## Mario Botta

Architecte et designer suisse, derrière son

nom italien, Mario Botta est l'une des personnalités les plus marquantes de l'architecture européenne. Cette exposition présente dix années de travaux (1980-1990) qui attendent toujours leur point d'orgue en France : le projet de cathédrale à Evry.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-38-38. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

## Joos Van Cleve

Une trentaine d'œuvres, dont neuf peintures du flamand Joos Van Cleve, font découvrir au « rétro », comme on dit parfois, le travail de cet artiste du seizième siècle au confluent des grandes tendances européennes. Un retable de Van Cleve, la *Déploration du Christ*, est venue de Gènes pour former le point central de la démonstration.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Juillard, côté jardin des Tuileries, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Visites-conférences à partir du 1<sup>er</sup> mars les mercredis et samedis à 15 h 30. Jusqu'au 27 mai 1991. 30 F (ticket d'entrée au musée).

## Cuillers-sculptures

Cent cuillers sculptées, glanées du Cap-Vert au cap de Bonne-Espérance, nous montrent, s'il en était encore besoin, que les objets les plus prosaïques de la vie courante peuvent devenir des œuvres d'art à part entière.

Fondation Dapper, 60, av. Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 45-00-01-50. Tous les jours de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril 1991. 15 F.

## Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néerlandais, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des années 60, dans une optique artistique originale. À preuve ses mises en perspective savantes, ses architectures déployées, ses panoramas éclatés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Saenredam.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-38-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Samedi, dimanche et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

## Juan Gris, dessins

Où l'on peut voir, en trente dessins de 1915 à 1921, comment l'enfant chéri de Kahnweiler prépare l'« après-cubisme ». Une précieuse exposition qu'accompagne un catalogue coproduit par le Centro Julio Gonzalez de Valence et notre Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1991.

## Raoul Hausmann à Ibiza

Dadosophe révolutionnaire, cet artiste catalyseur des années 30 se revendique comme l'inventeur du photomontage. Fuyant l'Allemagne, il se réfugie en 1933 à Ibiza où il poursuit une ethnologie de l'architecture et les autochtones, et renoue avec une philosophie qui fait de l'homme le centre du monde.

École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

## Josep Maria Jujol

Écrasé par l'ombre puissante de la



Emile Bernard : « La Passerelle d'Asnières » (1887).

Sagrada Família, l'architecture catalane est souvent réduite au génie d'Antonio Gaudí. Le CCI fait ici découvrir un des ses collaborateurs. Architecte, mais aussi coloriste et sculpteur, ferronnier, mosaïste, Jujol (1879-1949) travailla pour le parc Güell, à Barcelone, et développa son imagination et son talent dans de nombreux bâtiments de Catalogne.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaine, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 26 février 1991.

## Le monde de Proust, photographies de Paul Nadar

Le monde de Proust vu par Nadar? Ou bien celui de Nadar, revu par les yeux de lecteurs à la poursuite du narrateur? L'illusion du roman, malgré cette incarnation forcée, subsistait à la sortie de l'exposition, comme au sortir de nos décryptages de la Recherche. Car le style de Nadar génère lui aussi un imaginaire de roman.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1991.

## Raoul Hausmann à Ibiza

Dadosophe révolutionnaire, cet artiste catalyseur des années 30 se revendique comme l'inventeur du photomontage. Fuyant l'Allemagne, il se réfugie en 1933 à Ibiza où il poursuit une ethnologie de l'architecture et les autochtones, et renoue avec une philosophie qui fait de l'homme le centre du monde.

École nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

## Josep Maria Jujol

Écrasé par l'ombre puissante de la

mations qu'a subies notre environnement. Restent quelques cicatrices, parfois embryonnaires pour que se perpétue au moins la mémoire de la guerre.

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 40-27-80-00. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.

## Saint Bernard et le monde cistercien

Pour le neuvième centenaire de saint Bernard, la Caisse des monuments historiques a monté cet impressionnant ensemble à la fois hommage, réflexion et presque spectacle au culte qui fut à l'origine d'une des plus belles lignes de l'architecture monastique : l'art cistercien. Pas un son de vaine bigoterie dans cette exposition, justement austère et pourtant étonnante.

Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-64-30-06. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Samedi, dimanche jusqu'à 18 h 30. Visites-conférences le 22 février, rendez-vous à 14 h 30, 1, quai de l'Horloge. Jusqu'au 28 février 1991. 30 F.

## Ignacio Zuloaga

On a quelque peu oublié ce peintre basque lié à Degas, Lautrec et quelques autres. Il fut pourtant fort apprécié dans les premières années du siècle pour sa capacité à assimiler le style moderne des Parisiens tout en restant fidèle à la tradition picturale espagnole.

Pavillon des Arts, 101, rue Rambutau, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 42-33-82-60. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 28 avril 1991. 25 F.

## Galeries

## Stanley Brown

Il parcourt le monde et le mesure en comptant ses pas : le résultat n'est pas très voyant, mais c'est une démarche... d'appropriation de l'espace. Pour amateurs d'art conceptuel pur et dur.

Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hauteries, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-63-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

## Robert Combas

Des chrétiens en croix, des scènes bibliques, saint Denis, sainte Odile, sainte Marie l'Égyptienne, saint André, saint François d'Assise, et quelques autres : voilà que Robert Combas, peintre figuratif libre et haut en couleur, donne dans l'histoire sainte. Pas étonnant, il est capable de tout, surtout de vous torcher en un rien de temps un torrent d'images agiles, pleines de passion, d'horreur et de douceur.

Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-06-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 13 mars 1991.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-20-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

## Jim Dine

Un Américain plus très jeune, très peintre, qui raconte des histoires de cœur, tendres naïgères, aujourd'hui plus troubles. C'est qu'il a force de prendre corps, son œuvre a fini par ne plus pouvoir exprimer le repos de l'âme.

Galerie Beaubourg, 3, rue Pierre-au-Lard,

Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 48-04-34-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 mars 1991.

## Jean-Louis Garnell

Après le chaos des banlieues, les intérieurs en désordre et les portraits en couleur frontalement cadrés, la poursuite d'un univers oscillant entre l'ordre et la composition par des paysages anonymes, obsédants, épurés jusqu'au stérotype.

Galerie Giovanni Minelli, 17, rue des Trois-Bornes, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 40-21-89-69. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 mars 1991.

## Ralph-Engène Meatyard

Mort en 1972, à l'âge de quarante-six ans, cet opticien de métier a mis en scène un monde absolument angoissant qui porte en soi les prémices de sa propre disparition. Traitant de l'étranger et du mystère de la vie quotidienne, il fait porter des masques de vieillards et d'enfants grimaçants à ses proches, qui se livrent à des rituels inconnus dans des endroits sinistres.

Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 58, rue de Flandre-Saint-Antoine, Paris 12<sup>e</sup>. Tél. : 43-44-11-36. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mars 1991.

## Régions

## Arlès

Picasso, la Provence de Jacqueline

Pourquoi Picasso à Arles? A cause des corridors, bien sûr : Picasso l'aligna d'ailleurs peint les arènes. Il a aussi brossé Jacqueline en Adélie. Moyennant quelques autres ouvertures sur la Provence, en particulier sur Vauvenargues et son buffet Henri II, on pouvait concevoir une bonne exposition. C'est chose faite.

Espace Van Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-39-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Les 23 et 31 mars, 1<sup>er</sup> avril, 8, 9 et 10 mai jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 mai 1991. 40 F.

## Evreux

## Vénus

Où Vénus et déesses mères préhistoriques et antiques sont confrontées à des œuvres d'artistes contemporains traitant de la terre mère, des rites de fécondité, du corps de la femme... Avant Evreux, l'exposition a été présentée au Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis.

Musée d'Evreux, ancien évêché, 8, rue Charles-Corbeau, 27000. Tél. : 32-31-62-29. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 30 avril 1991.

## Grenoble

## Christian Boltanski

Une rétrospective qui est passée par Londres et Eindhoven, mais elle comporte des pièces nouvellement conçues pour le Musée de Grenoble. Boltanski y insiste sur ses recherches récentes : « Monuments » à l'enfance et « Ombres » de la mort. Tout un monde de souvenirs fragiles. Tout un dispositif pour émouvoir.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-54-03-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de

14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 mars 1991.

## Patrick Tosani

En soixante tableaux depuis le début des années 80, le bilan des travaux photographiques d'un jeune plasticien qui grossit les objets, talons, cuillers ou ongles, au point de les rendre difficilement identifiables. Son objectif : la peau, le grain des choses, le reflet, la transparence ou le fondu.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berrât, 39000. Tél. : 78-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visites commentées tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 7 avril 1991. 8 F.

## Lyon

Un musée en voyage : la collection de la Neue Galerie de Graz

Bonne idée : pour une fois un musée accueille un autre musée dont la collection d'art contemporain ne ressemble pas à la sienne. Celle du musée lyonnais est montée dans une optique internationale, tandis que celle de la Neue Galerie de Graz est toute centrée sur « l'Autriche intérieure », et ses peintres. Par exemple Rainer, Bress, Brandt, Modocher, Atzinger, Schmalix.

Musée d'art contemporain, 18, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001. Tél. : 78-30-50-66. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mars 1991. 20 F.

## Nantes

## Edouard Vuillard

Après Lyon et Barcelone, la rétrospective Vuillard achève son périple à Nantes. Quarante-cinq peintures, une cinquantaine de dessins et de lithographies y retracent la carrière de ce beau peintre trop souvent négligé, de la grande période nabe aux portraits mondains des années 30.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-74-53-24. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 20 avril 1991.

## Nîmes

## Tadeusz Kantor

On connaissait le Polonais Tadeusz Kantor comme homme de théâtre et comme écrivain. Moins son travail de plasticien. Le Carré d'arts de Nîmes, présente une cinquantaine de ses dessins et de ses sculptures, ensemble conçu avec l'artiste avant sa mort il y a trois mois. L'exposition reste entourée d'une série de manifestations qui sont autant d'hommages posthumes.

Galerie des Arènes, boulevard des Arènes, 30000. Tél. : 66-76-70-76. Tous les jours sauf dimanche matin de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 mars 1991.

## Saint-Etienne

## L'écriture griffée

Un propos, une réflexion sur l'art et la problématique de la représentation du réel dans les années 30, 40 et 50, partant de quelques individualités, par exemple Artaud, Dubuffet, Fautrier, Giacometti, Gruber, Wols. Dont le Musée de Saint-Etienne propose des peintures, des dessins, des sculptures, et des rapprochements imprévus et enrichissants.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Tonnelle, 42000. Tél. : 77-93-68-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 26 février 1991. 22 F.

## Strasbourg

## Vases nobles et sentimentaux

Richard Baqué, Marie Bourget, L.F.P., Steven Parrino, Adrian Schiess, Felice Varini, Michel Verjux : sept artistes rassemblés par Jean Broilly, un amateur d'art contemporain qui préfère l'approche souple au discours carré pour évoquer les recherches d'artistes apparus sur la scène artistique des années 80.

Anelonne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-Poisson, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1991.

## Villeneuve-d'Ascq

Collages : collections des musées de province

Des expérimentations de Picasso et Braque, en 1912, aux gouaches découpées de Matisse dans les années 50, l'aventure du collage, en cent cinquante œuvres choisies dans les collections des musées de province. Cette exposition, proposée à Colmar l'été dernier, marque la réouverture, après rénovation, du Musée de Villeneuve-d'Ascq.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Brerette et Frédéric Edelmann. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

## FOIRE à LA FERRAILLE DE PARIS

ANTIQUITÉS - BROCANTE  
22 au 24 FÉVRIER 1991  
10 H. - 19 H.



on y chîne  
on y mange  
on y boit

Bois de Vincennes  
Mairie de Vincennes  
Mairie d'Issy-les-Moulineaux  
Mairie de Nanterre

PARC FLORAL DE PARIS  
Organisation : SADIEMA - Tél. : 45 85 01 85  
25, Quai de la Gare, C.E. 18, 75644 PARIS Cedex 13

مكتبة من الأثاث



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Beethoven

Variations sur les Ruines d'Athènes, rondos opus 51, bagatelle Pour Elise, Sonates opus 110.  
Brigitte Engerer, piano.

On n'oublie pas le récit que Brigitte Engerer, retour du Conservatoire de Moscou, donna il y a très longtemps à la salle Gaveau, sa technique athlétique dans les Tableaux d'une exposition de Moussorgski, sa façon d'attaquer le clavier en force. Celle qui, tout aussitôt, allait devenir dans les messages de promotion « la découverte de Karajan » (le chef de la Philharmonie de Berlin l'avait auditionnée en 1979) a bien changé au cours des dernières années : la musique de chambre, qu'elle pratique dans un climat d'amitié - ainsi qu'elle doit être pratiquée - lui a peut-être offert une ombre protectrice, ombre dans laquelle elle a grandi artistiquement, tout en renouant aux éclats inutiles de sa virtuosité « à la russe ». Lors d'un récital Chopin, aux Champs-Élysées, elle avait démontré qu'une maturité pianistique s'obtient par le refus du spectacle et s'impose, comme le charme, par le mystère et le secret. Démonstration confirmée par ces cinquante-six minutes de Beethoven, dont une Sonate opus 110 qu'il faut savoir écouter, en passant par quatre ou cinq petites choses d'un intérêt modéré.

La sonate elle-même tourne le dos au Beethoven titanique, pathétique et prophétique. Elle est douce, limpide, équilibrée, et, si quelque douleur trouble cette belle surface tranquille, il faut savoir lui être attentif, tant son passage est fugitif. La sonorité est aussi lumineuse que celle de Serkin dans ce même pénultième chef-d'œuvre pianistique beethovenien. Mais, dans l'enregistrement de 1972 réédité sur compact par CBS, on entend très distinctement Serkin respirer, baloter : son corps existe. Engerer est pur esprit.

1 CD Harmonia Mundi 901348.

#### Brahms

Anne Sofie von Otter (mezzo), Bengt Forsberg (piano).

Les Lieder de Brahms ne sont ni des instantanés intérieurs, comme chez Schubert, ni des messages du cœur, comme chez Schumann. Ils ont généralement la stature carrée, le rythme assuré des mélodies populaires, ils peuvent être directement inspirés du folklore, comme ces Zigeunerlieder (Chansons tziganes), sur des textes adaptés du hongrois que le musicien allemand vieillissant avait destinés dans un premier temps à un quatuor vocal, avant de les ramener en 1888 au duo classique piano-voix. Les Lieder de Brahms ne sont pas tous passionnants, ni même passionnés vraiment, à l'exception évidemment du très célèbre Mein Lieber ist grün (Mon amour est vert), dont le second couplet comporte au piano un adorable chant de rossignol. Les Lieder de Brahms, quand ils sont beaux, évoquent le climat brumeux des ballades (L'air est tiède et immobile) et sont très influencés par les formules pianistiques des derniers intermezzi (Chant de jeune fille, opus 107). Les Lieder de Brahms vont bien à la voix d'Anne Sofie von Otter, voix franche comme l'or, noble et secrètement nostalgique, comme Brahms devait l'être lui-même. Les Lieder de Brahms demandent enfin un pianiste capable de jouer des concertos. Forsberg est de force.

1 CD Deutsche Grammophon 429 727.

#### Schumann, Elgar

Concertos pour violoncelle et orchestre (Truls Mørk (violoncelle), Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, Michel Tabachnik (direction).

Voilà. C'est la découverte de la semaine. Le violoncelliste que l'on n'espérait plus, après lequel tout le métier soupire (oui, on est en période de pénurie dans ce domaine). Truls Mørk est Finlandais, armé d'un instrument très particulier, au son fin et féminin, capable d'aigues de violon trillantes, baryton léger à la voix lumineuse dans le grave. Pas une seule note d'archet (ces fameux coups de boutoir qui arrachaient des gémissements à Casals), un legato parfait, un phrasé naturel comme une respiration... Orchestre, chef et soliste, le Schumann sort d'une seule coulée. Celui d'Elgar fait très « Le concerto de Sa Majesté est avancé ». Mais l'émphase britannique ne peut être imputée à un Finlandais...  
1 CD Lyrica, LVR CD 100.

#### Tchaïkovski

Les six symphonies (London Symphony Orchestra, Igor Markevitch (direction).

Est-ce parce qu'il était d'origine russe, qu'il avait successivement adopté les nationalités italienne et française, qu'il n'avait jamais cessé de s'intéresser aux musiques de son temps, de Ravel à Dallapiccola ? Le grand Igor, ami de Diaghilev, mari de la fille de Nijinski, ne s'en est jamais compté par personne pour le métier, et n'a jamais rien dirigé en vertu d'une tradition figée. Ainsi, toutes les musiques devaient belles, sont portées par lui au sommet d'elles-mêmes. Envoyés, par exemple, le pathos, le simplisme de ces six symphonies ? Remplacés par l'équilibre, une désarmante simplicité. Vous n'avez pas Tchaïkovski ? Ecoutez Markevitch.

1 album de 4 CD Philips, 426 948-2 (réédition d'enregistrements réalisés dans les années 60).

#### Mahler, Wagner, Wolf

Kindertotenlieder, Wunderkinderlieder, 3 Lieder.  
Walter Meier (mezzo), Orchestre de Paris, Daniel Barenboim (direction).

Comme par Bayreuth, puis dans une Tétralogie française, dirigée par Marek Janowski, cette magnifique Fricka semblerait-elle jamais isolée ? Il faut composer ses Kindertotenlieder avec ceux de Flagstad (un CD de la chanteuse norvégienne existe, avec un programme à peu près équivalent) pour se rendre compte qu'il manque encore dans la voix de la mezzo allemande le passage à la tessiture de soprano. Les notes sont là, mais le timbre se désintègre dans l'aigu, la prononciation devient maladroite. Dans Mahler, la chanteuse n'est pas aidée, il est vrai, par un Orchestre de Paris dirigé à la paresseuse (changement de tempo et vents bouclés au début de *Wunderkinderlieder*).

Walter Meier est néanmoins une grande wagnérienne, que confirment ses *Wendekinderlieder* : impériaux. Dans leur version orchestrée, trois Lieder de Wolf sur des poèmes de Mörike sont les joyaux de ce CD.

1 CD Erato, 2282-45417-2.

A. R.

### Jazz

#### Laurent de Wilde, Eddie Henderson

Colors of Manhattan

Ce disque est à contre-courant. D'abord parce qu'il n'est pas un disque de plus mais un disque qu'on attendait sans le savoir. Il n'impose pas ces compositions saumâtres, faussement carées que l'on doit se taper partout aujourd'hui pour de sinistres motifs de droits d'auteur. Laurent de Wilde et Eddie Henderson (trompette, bugle) jouent des standards et des chansons (Everytime We Say Goodbye, de Cole Porter). Laurent de Wilde et son quartet mettent à leur interprétation une exactitude - la mise en place est parfaite - une retenue - toute à l'économie, et cela tranche en ces temps de bavardage - dont on avait perdu la trace. Huit moments de perfection trouble. Ni décoratifs ni prétentieux : le jazz, juste le jazz, avec des pointes de vitesse, d'intensité exceptionnelle et de détente (peu de notes, mais les bonnes) très contrôlée. *Colors of Manhattan* est le dernier disque américain de Laurent de Wilde. Après sept ans d'exil new-yorkais, le jeune pianiste réintègre Paris-Belleville. C'est vraiment une bonne nouvelle.

1 CD IDA Records 027, distribué par OMD.

F. M.

### Rock

#### Queen

Immunus

Où l'on peut se permettre quelques réflexions sur la pauvreté de la contribution britannique au rock entre 1969 et 1973. Entre la pompe du rock symphonique (Yes, ELP), la rapide décadence du heavy metal (Black Sabbath et Deep Purple) et les leurs troubles du glam-rock (Bowie, mais aussi T. Rex), il y avait de quoi désespérer. Et voilà qu'en 1991 arrive un disque qui se penche sans complexes sur ce monde des horreurs.

Il y a presque vingt ans de ça, Queen a commencé sa carrière dans le hard rock puis s'est rattaché au glam-rock et aux bagues de David Bowie et Ray Music. Le résultat, militant heureusement emphase et simplisme, pompisme et débâcle, leur a valu un succès qui ne s'est jamais tout à fait démenti. *Immunus* n'en dévie donc pas d'un pouce. Les quelques excursions musicales que s'était permises le groupe dans les années 80 (le joli *Under Pressure* avec David Bowie, l'intéressant rockabilly de synthèse de *Crazy Little Thing Called Love*) appartiennent au passé.

D'un bout à l'autre, *Immunus* régit la même recette : rythme louchique, du lent au moyen, arrangements qui tendent à la majesté, un peu à la manière de la basilique de Lisieux ou



Walter Meier.

#### Mike Rimbaud

Mutiny on the Subway

Perpétuant la grande tradition des artistes américains méconnus qui trouvent refuge sur les bords de la Seine, Mike Rimbaud est un poète, qui l'écrit cru. Pourtant son disque vaut bien mieux que le choix de son pseudonyme. Même si Mike (on préférera l'appeler par son prénom) sacrifie de temps en temps au bavardage et au cliché, c'est aussi un rocker, qui se conduit avec insolence comme si Bob Dylan, Bruce Springsteen et des dizaines d'autres n'avaient pas, avant la roquette d'un disque ambitieux.

Le rock, même inspiré par le métro new-yorkais, est trop vieux et trop sage pour croire encore aux promesses. Mais Mike (Rimbaud) arrive déjà à payer comptant : *Naked Legs*, chanson lubrique sur une rythmique à la Buddy Holly, ou *Butterflies Bombshell*, bouffée paranoïaque qui passe à l'économie (de l'avantage d'enregistrer pour un petit label français). *Mutiny on the Subway* est déjà le troisième album de Rimbaud (Mike), c'est le premier sérieusement distribué en France. A

Parlophone/EMI 79 5887 2

#### Clint Black

Put Yourself in My Shoes

A Nashville, Clint Black, malgré son jeune âge, n'a pas rejoint les rangs des rebelles du country. A vingt-huit ans, le chanteur se place avec une discrétion de bon aloi sur les rangs des présentés, aux côtés de collègues plus turbulents comme Jimmy Dean. Reste une vague présomption d'innocence à l'encontre de Queen : et si c'était pour rire ?

Talent qui s'épanouit en incorporant à doses homéopathiques les acquis du rock, sans jamais s'écarter du canon du country, *Gulf of Mexico*, avec sa ravissante partie de doctro, ses harmonies vocales aériennes, doit autant aux Byrds qu'à Willie Nelson, et la progression harmonique de *The Old Man* est parfaitement hétérodoxe. En refusant l'utilisation des grosses sections de cordes saccharines qui ont ruiné plus d'un disque venu de Nashville, en évitant les pièges du mélisme, mais aussi en effectuant les figures imposées (la complainte domestique, *Put Yourself in My Shoes*, la chanson d'après-boire, *This Nightlife*), Clint Black a réussi un disque élégant, parfaitement représentatif de la country telle qu'elle se joue à l'intention des gens de la ville.

RCA/BMG PD 90544

#### Cowboy Junkies

Whites Off Earth Now

Il s'agit en fait du premier album des Cowboy Junkies, enregistré en une journée de juin 1986. A part une composition à peine ébauchée de Margo et Michael Timmins (*Take Me*, vague hypothèse d'école sur ce que le groupe a pu devenir depuis), et une reprise du *State Trooper* de Bruce Springsteen, tout l'album est consacré à des reprises de blues. Robert Johnson, Lightnin' Hopkins, Bukka White et John Lee Hooker sont passés à la moulinette Cowboy Junkies : la voix précieuse et désincarnée de Margo Timmins, la rythmique douce d'Alan Anton et Peter Timmins. Depuis, les Cowboy Junkies ont eu de meilleures idées, heureusement. Il n'y a pas de musique plus charnelle que le blues de Robert Johnson. *Crossroads* appelle le bruit (comme quand Eric Clapton le joue) ou la ferveur, une terreur sainte peut-être. Margo Timmins et son frère y trouvent l'occasion d'une réflexion sincère sur l'ennui et la répétition. Depuis, les Cowboy Junkies ont décidé de laisser le blues tranquille et de créer leur petit espace intérieur à eux. *Whites Off Earth Now* est un document sur toutes les erreurs qu'ils auraient pu commettre.

RCA/BMG PD82380

vingt-cinq ans, Mike R. est déjà trop vieux pour partir pour l'Éthiopie, mais pas pour aligner quelques autres recueils : en avant vers Rimbaud II.  
Stop It Baby/Boudage Shop 010. Distribution Danostaria.

Vinicius Cantuaria. Histoire de dire que tout passe, tout continue.  
1 CD BMG/Ariola PD 74861

#### Brasili

The Ultimate Collection

Nous voici donc conviés à un nouveau voyage en terre brésilienne. En quarante-trois titres dispersés en quatre volumes, que l'on a cependant baptisés par types : samba, bossa-nova, afro et nordeste. Le tout est réuni dans un joli coffret coloré et tout à fait « offrait », pour un peu moins de 400 francs. C'est alléchant. Mais l'art de la compilation comporte d'innombrables pièges. D'abord, pourquoi compiler ? Pour une maison de disques (ici, Phonogram), c'est l'occasion d'aller fouiller les trésors de son catalogue, de refuser, légitimement - et heureusement pour nous, que toutes ces merveilles ne disparaissent sous la poussière des modes. Il faut alors prétendre à un cocktail de titres « bateaux », connus et reconnus, et de talents rares et ignorés du grand public, la cible privilégiée des compilations. Difficile gageure. Du soin apporté à leur agencement, à la dynamique de l'enchaînement, dépendra ensuite le succès de l'entreprise. Là encore, la route est dangereuse : une légère faute de goût, et tout dérape. Choisir les vingt meilleurs titres d'un même individu est déjà un casse-tête, mais donner une vision panoramique d'un pays qui compte parmi les trois ou quatre premiers producteurs de musique de variété...

The Ultimate Collection a, certes, le mérite de dévoiler vingt ans (1970-1990) de richesses du catalogue brésilien de Phonogram, un des plus complets au monde. Il y a de forts jolies choses : du Caetano Veloso, Maria Bethânia, João Bosco, Elis Regina, Beth Carvalho, Gal Costa, Vinicius de Moraes, Tom Jobim... ; des Nordestins tels que Geraldo Azevedo, Vital Farias et quelques autres. Alors, pourquoi s'ennuie-t-on ? Le classement par styles suppose, peut-être, des choix plus tranchés, qui auraient évité de retrouver la samba, Beth Carvalho chez les Nordestins, et Gal Costa partout, sauf chez les Noirs de Bahia, d'où elle est originaire. Une chronologie plus affirmée aurait gommé l'impression qu'Elis Regina est contemporaine de Margareth Menezes (les notices en français introduisent les genres, les anglophones bénéficient d'informations supplémentaires sur deux ou trois artistes choisis selon des critères flous). Si les volumes bossa et samba se tiennent, l'afro-brasil et le nordeste, bonne idée a priori, ne jouent pas leur fonction d'originalité. Le tout manque d'un petit quelque chose, d'une touche de charme, du don de la relance qui permet de lire quatre cents pages d'un livre ou encore d'écouter plus de quatre heures d'une musique qu'on connaît mal en y prenant un plaisir renouvelé.

1 coffret de 4 CD Philips/Phonogram 845 301, 302, 303 et 304.

V. Mo.

## La collection du dégel

ELLE a un look d'enfer, cette nouvelle collection de compactes, née du dégel économique et culturel en Union soviétique, produite par la première société discographique franco-soviétique capitaliste, après éclatement en 1989 du monopole que Moscou exerçait sur sa musique enregistrée, à travers la société Melodia. Rouge sang, vert pomme, bleu roi, motifs géométriques, belle composition graphique : la collection « Saison russe » entend, par son physique, effacer à tout jamais l'image que le mélomanes étranger gardait des disques (noirs) produits en Union soviétique, titres illisibles, photos volées, couleurs piégeuses, pressages grésés (mais des merveilles musicales à la clé).

Le logo polychrome, composé de triangles superposés, est un hommage au constructivisme des années 20. Les enregistrements, réalisés par des techniciens français au Conservatoire de Moscou ou aux studios Mosfilm, dans le cadre d'un programme audacieux de nouveautés (trois parutions par mois dans un premier temps) vont, eux, résolument dans le sens du dégel. Ils réhabilitent tel musicien d'une république éloignée (poèmes symphoniques du Lituanien Curionis), ils donnent l'opportunité à des traditions religieuses longtemps interdites en communauté (chants orthodoxes anciens par le splendide chœur d'hommes d'Anastoly Griderko ; bientôt un album de chœurs du vingtième siècle) ; ils permettent l'émergence de talents occultés depuis le stalinisme (Alexandre Knaifel et son *Fantôme de Cantaville*) ; ils donnent plus simplement à entendre un répertoire ignoré (une intégrale des poèmes symphoniques de Sibelius, une autre des œuvres chorales de Tchéïkov). Une prochaine livraison comportera les partitions de Nikolai Karetnikov, compositeur condamné au mutisme par le Moscou d'avant la parestroïka et dont les souvenirs, *Thèmes avec variations*, viennent de paraître en France aux éditions Horay. Notons que l'enregistrement d'une fêerie que Rimski-Korsakov a composée sur un récit ukrainien de Gogol, *La Nuit de Noël*, serait apparu à une autre époque, par son titre même, comme une provocation.



RIMSKI-KORSAKOV LA NUIT DE NOËL CHRISTMAS EVE

Combien de Soviétiques possèdent un lecteur de CD ? Deux mille à trois mille chanceux, moscovites en grande majorité. L'étiquette « Saison russe » sera donc apposée dans le pays de M. Gorbatchev sur les seules cassettes dont on espère qu'elles seront de bonne qualité. La marque Chant du monde, qui a longtemps distribué en France les enregistrements Melodia, détient 51 % du capital de la toute jeune société capitaliste (soit 1 million de roubles à ce jour). Ses partenaires, côté Oural, sont le Fonds soviétique de bienfaisance et de santé, financé par pas mal d'artistes pour ses actions humanitaires (25 %) ; et le Groupe soviétique de création et de production (24 %). A compter de juin prochain, les disques Melodia seront, eux, distribués en France par Vogue ; la prestigieuse société soviétique, qui a enregistré Guilka, Oistrakh et tant d'autres, devra désormais s'autofinancer. Comme quoi la naissance de « Saison russe » consacre historiquement un virage important dans l'histoire de la musique enregistrée à l'Est.

#### ANNE REY

\* Sont déjà disponibles, *La Nuit de Noël* de Rimski-Korsakov (2 CD LDC 288001/2) ; *Airs de basse de l'opéra russe* (2 CD LDC 288005/6) ; *Chants orthodoxes anciens et monastiques* (1 CD 288003) ; *Œuvres de Curionis* (1 CD 288004) ; *Le Fantôme de Cantaville*, d'après Oscar Wilde, d'Alexandre Knaifel (1 CD 288009). Rens. : le Chant du monde, 23, rue Royale, 75008 Paris, tél. : 47-42-94-18.

## PHOTO

L'ŒUVRE PHOTOGRAPHIQUE D'UNE ÉCOLE D'AVANT-GARDE EXPOSÉE AU PALAIS DE TOKYO

## L'exubérante saga du Bauhaus

Près de soixante ans après sa fermeture par les nazis, une vaste rétrospective venue d'Allemagne et un livre incitent à redécouvrir l'œuvre photographique de l'école d'avant-garde la plus importante du siècle.

À U sortir de la première guerre mondiale, lorsque l'architecte Walter Gropius crée en 1919 à Weimar l'école pluridisciplinaire du Bauhaus, où Kandinsky et Paul Klee professent à côté de spécialistes des arts décoratifs et d'architectes réformistes, la photographie ne figure pas au programme. Elle n'est enseignée que de manière informelle et sert d'abord de support publicitaire pour la promotion de l'école et le soutien financier des industriels.

Il faut attendre le départ pour Dessau, en 1925, et la nomination de Walter Peterhans, pour que soit instauré le département de photographie. Dans cette école qui consacre l'unité de l'art et de la technique et où la théorie est mise au même niveau que la pratique, c'est d'emblée l'embranchement.

Deux conceptions s'opposent qui considèrent chacune l'art photographique comme un langage spécifique. L'une exprime la croyance en une vision objective. Selon Gropius, la photo est un document et doit être la représentation d'une réalité nouvelle. L'autre conception, prônée par Peterhans, envisage la photo comme un instrument de vérification de l'imagination et exalte sa dimension créative. Moyen technique de fabriquer des images, la photographie incite à reconsidérer la création et devient l'outil d'une nouvelle conscience esthétique.

Placé sous le signe de l'expérimentation systématique et de la quête constante du nouveau, l'enseignement multiforme prodigué en autodidacte par des opérateurs à la personnalité aussi forte que Lucia Moholy-Nagy, Herbert Bayer, graphiste et peintre, ou Umbo, photo-journaliste, à des élèves aussi doués qu'Andreas et T. Lux Feininger – fils du peintre américain Lyonel Feininger –, Grete Stern ou Florence Henri, tous réunis sous le titre générique de « Bauhausiers », fait de la photo un moyen d'investigation dans tous les domaines. Mélange de rationalisme technologique, d'idéalisme et de naïveté confiante, la photographie, conçue sous l'égide de l'« œuvre d'art unitaire », reflète à la fois l'esprit du temps et le bouillonnement créatif de l'époque. « L'illettré de l'avenir sera celui qui ne saura pas se servir d'un appareil photo », clame le Hongrois Laszlo Moholy-Nagy, maître de l'atelier de métal, théoricien de la « nouvelle vision », inventeur du cinéma et chantre de la photo sans caméra.

Visées de travers, perspectives inédites, surimpressions, juxtapositions et distorsions (avec objectif, prisme ou miroir déformant), manipulations en tous genres, pliages et découpages, jeux d'ombres, effets de transparence et autres acrobaties optiques qui entraînent une mutation radicale de la vision, autant de champs d'action qui témoignent à foison, avec une rigueur formelle implacable, de la fraîcheur et de la vitalité d'un langage plastique neuf qui s'exerce de façon libre et sauvage avec un dynamisme incessant et une inépuisable ludicité d'esprit. Cette joie de créer éclate spontanément dans les instantanés privés, sou-

vent pris en amateur, décrivant, par des gags, des rires et des cabrioles qu'exacerbent les « fautes techniques », la vie farceuse qui régnait au sein de cet immense atelier de réflexion et de perfection intellectuelles. Donnant libre cours à toutes les fantaisies, cet usage ludique de l'objectif s'épanouit surtout dans la photo d'architecture qui, selon le constructivisme russe, « ne peut pas se contenter d'être une structure formelle, abstraite et harmonieuse, mais doit être un mouvement humain et actif ».

Par des perspectives inédites, des cadrages « à faire dresser les cheveux sur la tête », Moholy-Nagy en offre une représentation qui donne l'impression de survoler les choses. Figure allégée du visible, l'espace, vu par un regard intérieur, dans une perception « subjective » inspirée du cinéma, apparaît libéré de sa pesanteur, comme dans cette vue renversante d'une jeune fille escaladant les « balcons du Bauhaus à Dessau » (1927).

Quintessence de la « nouvelle vision », cette interprétation plastique du réel se retrouve dans les photographies (tirages directs obtenus sans appareil), sorte de « sculptures en suspens », miracles d'équilibre ; réalisées sans but utilitaire à base d'objets trouvés (ficelle, coquille d'œuf, aiguilles d'épices), dérivés de

toute pesanteur et « animés d'une énergie mystérieuse et désincarnée » ; dans des études de matériaux (verre, machine, texture) ; ou dans des natures mortes cubistes, jeux de carrés, ronds, angles, lignes, boules, réfléchies dans des bouts de miroir, et qui constituent un univers pictural autonome.

Compositions abstraites de formes et de lumière, ces arrangements d'objets usuels trouvent un prolongement naturel dans les agencements typographiques (affiche, livre, publicité) où la photo, associée au texte et au dessin, est utilisée comme un élément de mise en page. Cette grammaire inventive est poussée à son paroxysme dans les photomontages et collages expérimentaux, drôles, ingénieux et déroutants, moins subversifs que ceux de John Heartfield, mais d'une rare qualité. Y brillent le Lituanien méconnu Moshe Raviv-Vorobeichic (dit : Moï-Ver), Umbo et son robotique *Reporter tous azimuts* (1926), puzzle de pièces mécaniques (gramophone, appareil, machine à écrire) et l'extravagant *Metropolis* (1923), mégapole de papier, tentaculaire et composite, concocté par le Hollandais Paul Citroën.

Mais c'est dans l'intense travail sur le portrait et sur l'autportrait que s'inscrit le plus librement l'expression vivante d'une passion nouvelle. Dénudés de

psychologie, examinés à la loupe ou cadrés au scalpel, cernés en des plans très rapprochés qui accentuent les traits marquants ou la vulnérabilité, les visages, doubles, renversés et inversés, décalés, superposés ou fragmentés, deviennent de purs objets d'expérimentation à l'image de cette saisissante série de gros plans de bouches, de mains et d'yeux autopsiés par Kurt Kranz (1). Ce qui n'exclut pas la référence au mythe de Narcisse dont se prévaut l'autoportrait surréaliste d'Herbert Bayer, exhibant en toute impudeur la tranche amputée de son bras.

S'ils dessinent des meubles, tissent, font de la poterie, les « Bauhausiers » savent aussi jouer la comédie. Cet aspect inédit mais fort éclairant se révèle avec les mises en scène de l'atelier théâtral dirigé, à partir de 1923, par Oskar Schlemmer. Peintre, décorateur, chorégraphe et danseur, Schlemmer considère le théâtre comme l'art du mouvement total. Il élabore son propre langage visuel pour documenter la représentation de ses spectacles. Mais on en repère aussi la trace dans *La Danse de la forme* (1928), énigmatique composition de T. Lux Feininger, dans les figurines découpées d'Eberhard Schrammen titrées *Fantômes nocturnes à la maison* (1930), ou dans ce tableau métaphysique inspiré par De Chirico *Buste de plâtre et croquis en atelier* (1932), révé par deux magiciens visionnaires, Heinz Loew et Joost Schmidt.

Enfin, Irène Bayer réalise cette composition magistrale des *Membres de la troupe en costume de Treppenvitz* (1927). Illustrant le credo de Schlemmer, « Bau Als Bühne » (l'architecture est une scène), cette représentation stylisée montre l'influence exercée par le masque et le vêtement sur le mouvement de l'acteur. Mais elle étudie aussi mathématiquement les rapports entre l'homme et l'espace. Robots statiques, funambules de métal ou marionnettes suspendues en rêve, ces personnages désindividualisés, dignes du *Magicien d'Oz*, sont comme des survivants... et conjuguent les deux pôles du Bauhaus en prouvant qu'on peut construire l'artificialité avec objectivité.

Produit d'un véritable élan communautaire, la photo au Bauhaus n'est jamais séparée de la vie. Avec un prodigieux naturel et un sens de l'humour rarissime en photographie, les deux cents épreuves originales présentées par la Mission du patrimoine prouvent que la photo n'était pas un art annexé au Bauhaus et que l'appareil placé entre les mains des « Bauhausiers » était d'abord un instrument de récréation. Elle tordent le cou au cliché d'un style hermétique, sans âme, inaccessible, qui définirait le Bauhaus. Fermé le 11 avril 1933 sur l'ordre des nazis, le Bauhaus était un état d'esprit avant d'être une école de pensée. Temple des innovations formelles, ce musée mythique de l'avant-garde est sans équivalent dans l'histoire du vingtième siècle et son aventure est indissociable de l'essor de l'art moderne.

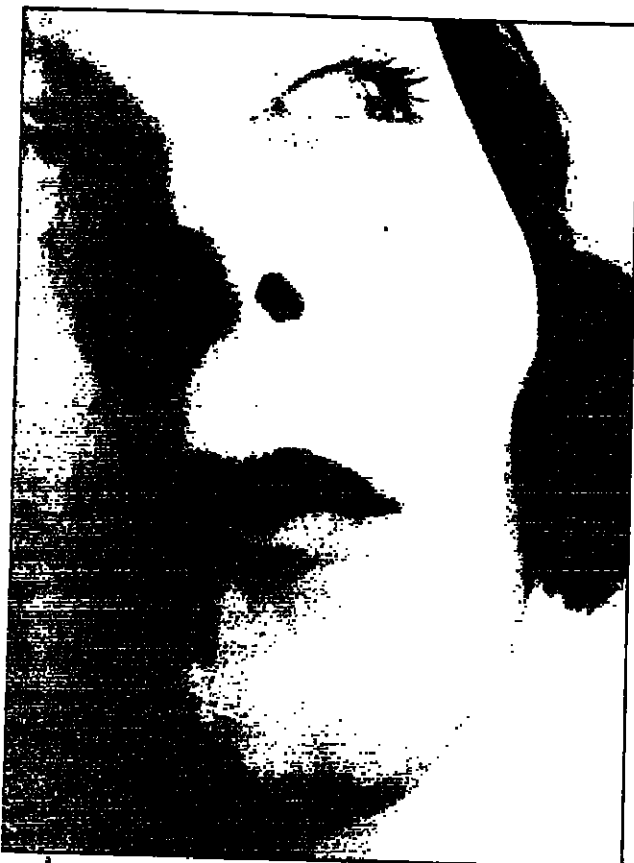
PATRICK ROEGERS

(1) Kurt Kranz, *La Photo sans fin*. Galerie Bouqueret + Lebon, 69, rue de Turenne, 75003. Jusqu'au 16 mars.

\* *La photographie au Bauhaus*, présentée par la Mission du patrimoine photographique, avec le soutien de la Fondation Mercedes-Benz France pour la création artistique. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Du 20 février au 13 mai. À l'occasion de cette exposition, les éditions Carré publient *Photographies Bauhaus 1919-1933*, un ouvrage collectif sous la direction de Jeannine Fiedler, traduction de Catherine Metis-Bührendt, 400 illustrations en bichromie, 30 illustrations en couleurs, 360 pages, 540 F.



Gramophone et Portrait d'Edmond Collin, par Heinz Loewz (1927-1928).



Ellen Franck, par Laszlo Moholy-Nagy (vers 1929).



Profil en face, par Herbert Bayer (1929).



Lyonel Feininger, par Andreas Feininger (1929).



30 Le débat sur l'union monétaire européenne  
- Plan de rigueur aux Pays-Bas

31 Ile-de-France  
35 Bataille pour le contrôle de TF 1

36 Marchés financiers  
37 Bourse de Paris

BILLET

L'industrie en récession

« Le gouvernement nous demande de continuer à investir malgré la conjoncture. Il fait, de son côté, le contraire en coupant ses investissements de 12 milliards de francs. » A sa façon provocatrice habituelle, M. Jacques Calvet, le PDG de Peugeot SA, commente le choix gouvernemental d'économies budgétaires. Non que le PDG ait vraiment de politique de rechange, sauf à couper dans les salaires des fonctionnaires. Mais il expose un sentiment répandu parmi les industriels les plus touchés par la chute des commandes, les constructeurs automobiles notamment.

Les statistiques, en baisse, sur l'évolution de la production industrielle, publiées mardi 19 février par l'INSEE, ne contribuent pas à relancer un débat sur la politique du gouvernement vis-à-vis des entreprises. Chacun commence cependant à marquer ses positions.

Selon l'INSEE, la production industrielle a chuté de 1,4 % en décembre. Cet indice mensuel n'est certes pas toujours fiable. Mais la chronique est sans ambiguïté : - 1,1 % en septembre par rapport au mois précédent, - 0,1 % en octobre, - 1,9 % en novembre. La tendance est négative, et l'institut n'écartera pas la possibilité que l'industrie française (non pas l'ensemble de l'économie) soit entrée en récession. Le diagnostic est en tout cas évident pour certains secteurs comme les appareils ménagers ou l'automobile et toute son industrie « amont » comme le pneu, les composants et la sidérurgie. Les fabricants de biens d'équipement souffrent aussi d'une baisse de 2,4 % sur un an de leur production.

Faut-il dès lors infirmer la politique économique dans un sens plus favorable à l'industrie, voire dégrader des crédits pour soutenir les secteurs les plus malades ? La ministre des finances n'est pas de cet avis. Il explique, non sans raison, que 16 milliards de francs de soutien fiscal avaient été accordés aux entreprises dans le cadre d'un budget 1991 qualifié d'« anti-choc », afin de les aider à supporter un baril de pétrole à 25 dollars. Or le brut n'a pas flambé, il cote nettement sous les 20 dollars, et les aides n'ont pas pour autant été retirées. Plus généralement, constate-t-on, la France ne soutient pas moins que les autres pays son industrie.

M. Roger Fauroux, le ministre de l'Industrie, souhaite soutenir quatre secteurs au moins : le textile, l'automobile, la chimie et l'électronique. La baisse indifférenciée des charges ne suffit pas, estime-t-il. Il faut quelque chose de spécifique, qui tourne autour de trois thèmes : soutien à la recherche et au développement, aides aux conversions et politique commerciale particulière au sein du GATT.

E. L. B.

Les conséquences de la guerre du Golfe sur le transport aérien

Le personnel d'Air France est désorienté par le plan de rigueur

La tâche des syndicats d'Air France, quelque peu déstabilisés par l'ampleur du plan de rigueur confirmé le 18 février devant le comité central d'entreprise (le Monde du 20 février), est malaisée. Attachés à relativiser les contraintes invoquées par la direction, ils cherchent aussi à créer les conditions d'une mobilisation, alors que le personnel est encore sous le choc de dispositions qui font explicitement planer la menace de licenciements sur une compagnie qui n'en a jamais connus.

A défaut de pouvoir s'opposer à la réduction de 6 % du temps de travail et, par conséquent des rémunérations, les syndicats d'Air France vont s'efforcer de retarder « par tous les moyens légaux » les formules de modulation des horaires et de travail intermittent envisagées par la direction. Ils comptent ainsi multiplier la convocation des instances paritaires locales et porter systématiquement en justice tout délit d'entrave.

« On profite de la guerre pour imposer la flexibilité que l'on n'a jamais pu introduire chez nous », s'indigne M. Robert Génovès, secrétaire (FO) du comité central d'entreprise (CCE). Mardi 19 février, devant une centaine de salariés de Roissy, il a toutefois exclu « d'appeler à une grève générale du jour au lendemain » et précisé que « si la direction garantit l'emploi, tout sera alors négociable ». Soucieux de ne pas voir Air France supporter seule les efforts d'adaptation, le syndicat FO a par ailleurs demandé que se réunisse au plus vite le comité de groupe, qui comprend aussi Air Inter et UTA.

En dépit de la proximité des élections aux comités d'établissement, prévues du 11 au 14 mars, le CCE reste prudente et s'en tient à l'envoi de délégations et à la signature de pétitions brochant l'ouverture du marché européen et réclamant l'interdiction des paiements au groupe Chargeurs, à la suite du rachat d'UTA (2 milliards de francs, sur un total de 7 milliards, restent encore à verser). Quant à la CFT, elle s'alarme de la portée réelle de « décisions ultra-conjoncturelles », mais reconnaît que, « en dépit de la proximité des élections aux comités d'établissement, prévues du 11 au 14 mars, le CCE reste prudente et s'en tient à l'envoi de délégations et à la signature de pétitions brochant l'ouverture du marché européen et réclamant l'interdiction des paiements au groupe Chargeurs, à la suite du rachat d'UTA (2 milliards de francs, sur un total de 7 milliards, restent encore à verser). Quant à la CFT, elle s'alarme de la portée réelle de « décisions ultra-conjoncturelles », mais reconnaît que,

En dépit de la proximité des élections aux comités d'établissement, prévues du 11 au 14 mars, le CCE reste prudente et s'en tient à l'envoi de délégations et à la signature de pétitions brochant l'ouverture du marché européen et réclamant l'interdiction des paiements au groupe Chargeurs, à la suite du rachat d'UTA (2 milliards de francs, sur un total de 7 milliards, restent encore à verser). Quant à la CFT, elle s'alarme de la portée réelle de « décisions ultra-conjoncturelles », mais reconnaît que,

« compte tenu des rumeurs alarmistes qui ont circulé, les salariés ont tendance à considérer que le chômage partiel représente un malade mort ».

Ne pas céder à la panique

Manifestement, le personnel d'Air France est désorienté. « Les gens ont du mal à comprendre ce qui leur arrive, constate une employée des services commerciaux de Roissy. Bien que plusieurs compagnies étrangères aient procédé à des licenciements, j'étais persuadée qu'une société nationale comme la nôtre serait protégée. Aujourd'hui, chacun est conscient qu'après le chômage partiel, on risque des licenciements. Il faut tous être solidaires ».

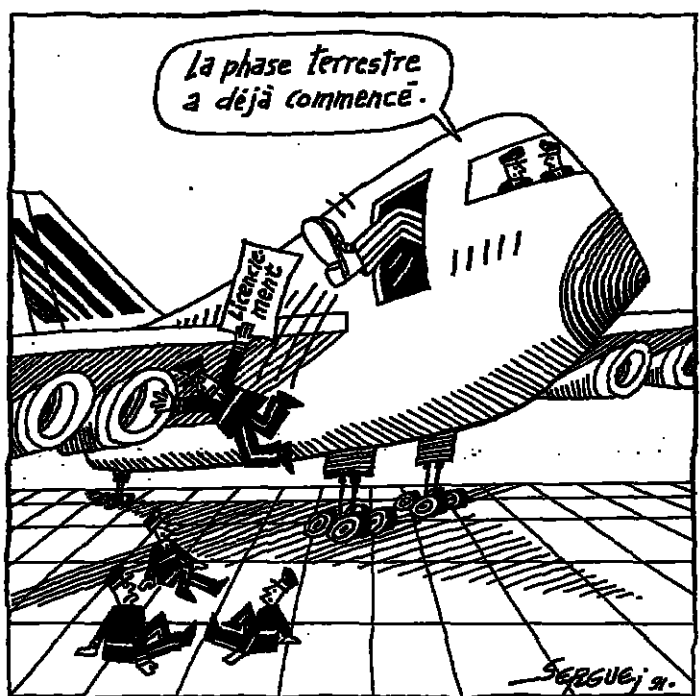
« Moi aussi, je pensais que nous étions à l'abri de ces choses-là », admet un agent responsable de l'entretien du matériel de chargement. Il redoute une réduction « aveugle » des horaires dans les services du fret, où la baisse de l'activité (- 5,4 % au

cours de la première semaine de février) est moins prononcée que pour le trafic passager (moins 28,5 %). « La direction a voulu que les congés soient anticipés, ce qui désorganise le travail. Des palettes ne peuvent être chargées, les clients sont mécontents. C'est tout de même paradoxal », s'étonne-t-il. Après plusieurs années de forte croissance du trafic, l'atterrissage est brutal. A la direction du matériel, la réduction des heures de nuit, majorées de 100 %, a amputé d'un tiers les rémunérations de nombre de salariés.

Alors que les syndicalistes répètent que « c'est à l'Etat, actionnaire majoritaire, et non au personnel de payer l'addition », certains agents veulent « traiter le problème à la racine ».

« Les gens ne devraient pas avoir peur de prendre l'avion, assure un jeune manutentionnaire. Il ne faut pas céder à la panique; par contre, les mesures de sécurité sont draconiennes ».

JEAN-MICHEL NORMAND



Les surprises du chômage partiel

par Alain Lebaube

M AUVAISE surprise pour le personnel d'Air France : le système d'indemnisation du chômage partiel (le Monde daté 17-18 février) ne s'applique que partiellement au cas de la compagnie nationale. La raison ? Entreprises publiques, Air France n'a pas adhéré à l'accord interprofessionnel de 1988, qui fixe les conditions de versement d'un revenu de substitution. Ce qui, curieusement, la place dans une situation moins favorable que ses nouvelles filiales, Air Inter et UTA qui, elles, sont des entreprises privées.

Concrètement, le personnel ne percevra que l'allocation financée par l'Etat, soit 10,54 francs de l'heure, et éventuellement le minimum horaire de 27 francs, si le FNE Fonds national de l'emploi intervient en compensation. Mais il ne pourra recevoir de son employeur une indemnité égale à 50 % de son salaire antérieur, comme s'y sont engagées les entre-

prises visées par l'accord de 1988 qui, en contrepartie, sont exonérées des charges sociales correspondantes. Appliquer malgré tout ce texte reviendrait, pour Air France, à supporter tout le coût financier d'une mesure sociale sans le soutien des pouvoirs publics. Un paradoxe de plus.

Cette affaire, et le souci de voir les entreprises maintenir leurs effectifs dans l'attente de la reprise, explique la volonté du gouvernement d'améliorer les procédures de chômage partiel (le Monde du 13 février). Mais celui-ci ne rencontre pas que des échecs favorables, notamment de la part du patronat.

Comme en 1974, dans des circonstances quasiment identiques et finalement avec le même argumentaire, le gouvernement a essayé pour l'instant un refus à sa proposition d'une réforme qui permettrait de mutualiser l'indemnisation du

chômage partiel, moyennant une cotisation. Fidèle à sa logique, Force ouvrière n'entend pas gérer - via l'UNEDIC - un fonds qui impliquerait les syndicats dans la politique des entreprises. Surtout, le CNPF avance deux objections. D'une part, toutes les branches professionnelles, par exemple le textile et la banque, n'ont pas recours aussi intensément à cette méthode de régulation des aléas conjoncturels. D'autre part, certaines entreprises sont passées maîtres dans l'art de faire varier leurs effectifs et un dispositif, financé par tous, leur accorderait un avantage concurrentiel.

Cela revient à reconnaître qu'une mesure sociale apparemment innocente peut se transformer en une variable d'ajustement. Et que les gestionnaires en valent bien l'intérêt ou les risques, selon leur position.

La CEE accepte que les compagnies dérogent aux règles de la concurrence

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La Commission européenne ferme les yeux sur les aides que les pouvoirs publics des Douze pourraient accorder à leurs compagnies aériennes afin de compenser certaines des charges supplémentaires résultant de la guerre du Golfe. Elle considérera avec indulgence les relèvements de tarifs que décideront les compagnies, ainsi que les accords de bon voisinage qu'elles pourraient conclure entre elles. Tel est le sens d'une communication que l'exécutif bruxellois devait transmettre, le mercredi 20 février, aux Etats membres.

Cette dérogation aux règles de la concurrence, que la Commission déclare vouloir appliquer au moins jusqu'au 31 mai, sera accueillie avec satisfaction par l'Association des compagnies européennes (AEA). Le 30 janvier dernier, les présidents des vingt compagnies membres de l'AEA avaient rencontré M. Karel Van Miert, le commissaire chargé des transports, ainsi que Sir Leon Brittan, vice-président responsable de la politique de concurrence, afin d'attirer leur attention sur leurs difficultés :

en janvier 1991, le trafic des compagnies aériennes a été inférieur de 25 % au niveau de janvier 1990 (alors que l'on tablait sur une progression de 5 %) et leurs pertes de recettes, comparées au chiffre d'affaires de janvier 1990, ont atteint 125 millions de dollars (625 millions de francs) par semaine.

La Commission accepte que les pouvoirs publics contribuent aux charges qu'implique un contrôle renforcé de la sécurité des appareils et des passagers. De fait, depuis le début de la crise du Golfe, les mesures antiterroristes sont devenues tout à fait sensiblement renforcées.

PHILIPPE LEMAÎTRE  
Lire la suite page 30

Au plus bas depuis 1985

Les bénéfices de Rhône-Poulenc ont diminué de moitié en 1990

Avec un chiffre d'affaires en hausse de 7,9 % (il a atteint 78,81 milliards de francs), Rhône-Poulenc a dégagé en 1990 un bénéfice net consolidé de 1,9 milliard de francs, soit 52,5 % de moins qu'en 1989 et autant qu'en 1985. M. Jean-René Fourtou, son président, qui présentait à la presse mercredi 20 février ces résultats, les a expliqués par une conjoncture défavorable, la situation de l'économie brésilienne (où l'entreprise est très implantée) et les charges de restructuration liées notamment aux acquisitions récentes.

En augmentation constante depuis sept ans, les résultats du groupe Rhône-Poulenc, numéro un de la chimie en France, ont pour la première fois très nettement décroché en 1990. Le bénéfice consolidé après impôts (et intérêts minoritaires) tombe en effet à 1 942 millions de francs, soit à son niveau de 1985 (1 948 millions), marquant ainsi une baisse de 52,5 % par rapport à 1989.

Le chiffre d'affaires du groupe (78,81 milliards de francs) augmente de son côté de façon sensible (+ 7,9 %). Les volumes ont légèrement diminué (- 0,6 %) comme les prix (- 1 %). Les variations de change ont pesé pour 5,2 % dans l'évolution du chiffre total. Le périmètre de consolidation a changé (+ 14,7 %) avec la prise en compte totale des activités de Connaught, RTZ Chemicals, Marshall, Miranol et l'intégration partielle de CAF (onze mois) et de Rhône-Poulenc Rorer (filiale pharmaceutique) pour huit mois.

Après cinq années très favorables, la conjoncture, il est vrai, n'a pas tendu en 1990 pour l'industrie chimique mondiale. Premier européen à présenter ses comptes, Rhône-Poulenc témoigne du choc encaissé, d'autant plus violent qu'en plus le groupe français a pâti de l'application du plan Collet au Brésil (880 millions de francs de pertes pour sa filiale Rhodia) et qu'il a dû supporter les coûts d'intégration et les frais finan-

ciers assez lourds générés par ses récentes acquisitions (1 263 millions de francs), notamment la prise de contrôle de la firme américaine Rorer.

En présentant les comptes du groupe, M. Jean-René Fourtou, s'est enorgueilli du changement de dimension du groupe, résultat de « la mise en œuvre très volontariste des profondes transformations entreprises depuis ces cinq dernières années, tant du point de vue de notre portefeuille d'activités que du point de vue géographique ». Rhône-Poulenc est désormais le huitième groupe mondial de la chimie.

Une année de transition

En particulier, Rhône-Poulenc a pratiquement atteint son objectif, qui était de faire pour chacune de ses activités stratégiques parmi les cinq leaders mondiaux. « Le groupe est ainsi devenu le numéro un des vaccins (rachat de Connaught), le numéro un également de l'aspirine (rachat des activités de Monsanto), aussi dans le carbonate de soude (Solvay), le numéro quatre de l'agrochimie (activités d'Union Carbide), enfin le neuvième grand fabricant de médicaments (Rhône-Poulenc Rorer) ». Pour M. Fourtou, 1990 n'a donc été qu'une année de transition, tout comme le sera sans nul doute 1991, année durant laquelle un point final sera mis aux opérations d'intégration des acquisitions faites ces dernières années, ainsi qu'aux cessions d'actifs (5,2 milliards de francs pour 1990) n'entrant plus dans le cadre des activités du groupe.

Au moment où des rumeurs circulent sur la suppression d'un millier d'emplois dans la chimie de Rhône-Poulenc, M. Fourtou a simplement indiqué que « les départs en retraite ordinaires, les mesures de FNE et la mobilité au sein du groupe devraient nous permettre de résoudre les principaux problèmes auxquels nous aurons à faire face ». Bien que ne s'attendant pas à une conjoncture très favorable pour 1991, M. Fourtou table sur une amélioration des résultats dès cette année, avec une marge opérationnelle accrue de 25 % et une réduction sensible de son endettement.

ANDRÉ DESSOT

Pour 10 milliards de francs

Le groupe Schneider veut acquérir l'américain Square D

M. Didier Pineau-Valencienne ne semble pas gagné par la morosité ambiante. Dans une lettre envoyée le 19 février aux dirigeants de la société américaine Square D, il propose de racheter ce spécialiste de la distribution électrique et du contrôle industriel. Cette acquisition, qui devrait coûter environ 10 milliards de francs, donnerait au groupe français la place de numéro un mondial dans la distribution électrique devant l'allemand Siemens.

Le groupe Schneider, dont le chiffre d'affaires en 1990 atteint 52 milliards de francs et les résultats devraient être de l'ordre de 930 millions de francs (contre 877 millions en 1989), poursuit sa politique de croissance. « Dans nos secteurs, l'évolution technologique nous contraint à la mondialisation, nous explique M. Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider. La période des marchés segmentés est terminée, nous sommes maintenant confrontés à des produits d'application mondiale, qui exigent des dépenses considérables en matière de recherche et donc un chiffre d'affaires mondial important pour les amortir ».

Avec l'acquisition de cette firme de l'Illinois (Etats-Unis), qui détient 25 % du marché américain de la distribution électrique et réalise un chiffre d'affaires de 1,65 milliard de dollars (8 milliards de francs) et 115 millions de dollars (550 millions de francs) de bénéfice net distribuable, Schneider renforcerait ses positions aux Etats-Unis, où il avait déjà pris le contrôle d'Emergency Power Engineering Technologies. Outre-Atlan-

tique, le groupe français détient aussi 30 % du marché canadien avec Federal Pioneer, acquis en 1989. Il assure aussi 25 % de la distribution électrique au Mexique.

Grâce à Square D, Schneider pourrait prendre position en Thaïlande, alors que le groupe français est déjà présent en Indonésie et à Singapour. « Si cette opération réussit, l'addition de Square D et de Schneider créerait un groupe deux fois plus important que Siemens dans ce secteur et nous donnerait la position de numéro un mondial dans la distribution électrique », estime M. Pineau-Valencienne.

Cette perspective explique le prix que Schneider est prêt à payer pour que l'entreprise américaine entre dans son giron. A 78 dollars l'action, le coût de l'opération s'élèverait à près de 10 milliards de francs. Avec 5 milliards de francs de trésorerie et 5 milliards de prêt certifié par la Société Générale et Paribas, le groupe français ne devrait pas avoir de difficultés à la financer. « Cette opération devrait avoir un impact très limité sur les comptes de Schneider », confirme un banquier qui a participé au montage du dossier.

L'affaire n'est toutefois pas tout à fait bouclée. Les dirigeants de Square D, qui ont jusqu'au 1<sup>er</sup> mars pour donner leur réponse, ne semblent pas enthousiasmés par les propositions du groupe français. Après la lettre de M. Pineau-Valencienne, M. Jere L. Stead, président de Square D, a déclaré aux Etats-Unis : « Les meilleurs intérêts de l'entreprise et de ses actionnaires sont de rester indépendants et de poursuivre sa stratégie à long terme ». Une réponse qui n'inquiète pas M. Pineau-Valencienne. N'a-t-il pas prouvé, lors de l'affaire de la Télémeccanique, qu'il était capable de mener de longues batailles.

F. Ch.

PÉTROLE ↑

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	1989	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New York	20,07	Clos
Brent à Londres	16,75	+ 0,50

Si les cours du pétrole brut chutent, mardi, à leurs plus bas niveaux depuis quatre semaines sur le marché new-yorkais, les opérateurs croyant de plus en plus à un arrêt des hostilités dans le Golfe, l'absence d'une réponse immédiate à la proposition soviétique de la part de Bagdad a provoqué un léger mouvement de hausse qui s'est traduit par un gain de 35 cents des futures, mercredi, sur le marché londonien.

## ÉCONOMIE

CEE

## Le parcours laborieux vers la monnaie unique

Le temps presse pour harmoniser les vues des Douze sur l'union économique et monétaire un dossier inséparable de celui de l'union politique

Automne 1990. Pour calmer la colère lyonnaise, du jour au lendemain le gouvernement débouche 4,5 milliards de francs. Des élus locaux offrent un aller et retour pour Paris à ceux qui veulent manifester. Et maintenant, imaginez que l'union économique et monétaire, cette fameuse union qui doit mener en trois étapes (voir encadré) à une monnaie unique à travers l'Europe des Douze, ait déjà été réalisée.

Un scénario-fiction évoqué à l'époque par M. Pierre Bérégovoy, devant des responsables socialistes. Conclusion de l'exercice pédagogique du ministre de l'économie et des finances : c'est au niveau européen, et non pas au niveau du gouvernement français, que la décision de déboucler – ou non – ces milliards aurait été prise ; et c'est un billet de train pour Francfort (éventuel siège des instances économiques et monétaires européennes), et non pour Paris, qu'il aurait fallu offrir à ces jeunes gens.

Pour caricaturer qu'elle fût, la démonstration avait le mérite d'être claire. Comme dit de ses auditeurs du ministre, « ça fait réfléchir ». Une nouveauté ! Car si la réflexion sur l'union économique et monétaire (UEM) gagne peu à peu une classe politique nationale aux réflexes très hexagonaux, elle est restée jusqu'à présent un domaine réservé aux experts des finances et du Quai d'Orsay. Or, la mise en place d'une monnaie unique comme celle d'une défense et d'une politique étrangère communes, – en admettant que les thèses britanniques ne fassent pas voler le projet en éclats (lire ci-contre) – implique la mise en commun des souverainetés nationales. Et par là-même la construction de nouveaux schémas politiques, à l'échelle des Douze. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle deux négociations sont menées en parallèle, l'une sur l'union politique, l'autre sur l'union économique et monétaire. En toile de fond, une question : comment créer à l'échelle des Douze un modèle politique et économique fonctionnel, sans que les citoyens aient l'impression qu'on leur vole leur démocratie ?

## Révision des traités

« Les opinions politiques, en France notamment, ne se sont pas encore aperçues de ce qui leur arrive ! Il y aura des drames », prévient un de ceux qui négocient en ce moment la révision des traités européens. Ces négociations sont censées aboutir avant la fin de l'année, mais pour l'instant elles n'ont guère dépassé le stade de l'inventaire des questions. Des multiples interrogations que soulève la réalisation de l'UEM, quelques grands axes se dégagent.

• Quel sera le rôle de l'écu au cours de la période transitoire

(deuxième phase) de l'UEM ?

Tous les États de la Communauté soutiennent sur le fond le projet de renforcement du rôle de l'écu au cours de la phase 2. Reste à savoir comment ce renforcement doit être opéré, et quelle image offrir l'écu au terme de la deuxième étape. Le projet de traité de la Commission est discret sur le sujet. Il s'agit principalement de favoriser l'usage de l'actuel « écu panier » (moyenne pondérée des douze monnaies européennes), sans que cette unité fasse l'objet d'une véritable création monétaire : les entreprises seraient incitées à l'utiliser, le système de règlement en écus serait perfectionné, les coûts de transaction seraient réduits, voire supprimés.

A l'inverse, pour la Grande-Bretagne – qui refuse le projet de monnaie unique – l'écu doit devenir une véritable monnaie, à part entière, appartenant au SME et circulant dans la Communauté parallèlement aux autres. Cet « écu lourd » ferait l'objet d'une création monétaire, gérée par un « fonds monétaire européen ». Le projet espagnol offre une voie intermédiaire de renforcement de l'écu. Il resterait composé des monnaies actuelles, mais sa composition serait gelée. Seules les monnaies subissant une dévaluation verraient leur poids varier dans la composition du panier.

• Quelle doit être la durée de la phase transitoire ?

L'une des ambiguïtés fondamentales du projet d'UEM est qu'il ne fixe pas de bornes chronologiques à la durée de la deuxième étape. Seul un rendez-vous est pris, en 1997 au plus tard, afin d'examiner le passage à la phase définitive de l'UEM. Or, si dans l'esprit de la Commission ou dans celui de la France la deuxième étape doit être la plus courte possible, dans celui de l'Allemagne ce rythme n'est tenable que si un nombre restreint d'États (ayant des performances économiques semblables) participent à l'union (1).

Or, cette conception d'union « à deux vitesses » ne trouve pas de partisans en dehors de l'Allemagne, les autres participants aux négociations optant pour des périodes transitoires, de diminuer les subventions communautaires à un État dont la performance économique divergerait de celle des autres. La Commission est pour l'instant farouchement opposée à de telles sanctions, qui n'ont jamais existé dans l'histoire de la Communauté.

• Y aura-t-il un « gouvernement économique » de l'Europe ?

Pour les Français, pas question de monnaie unique s'il n'existe pas un

« gouvernement économique », instance politique qui ferait contre-poids au pouvoir monétaire. Vue de Paris, cette instance serait composée des douze ministres de l'économie et des finances – ou, pourquoi pas, de viceministres – assistés d'un secrétariat permanent.

## Transferts de souveraineté

L'argument est le suivant : les grandes décisions économiques et monétaires ne devraient pas être prises par une institution sans légitimité démocratique – la banque centrale – dans la mesure où il n'existe pas de contre-pouvoirs européens. « Face à la Bundesbank, il y a une presse économique allemande influente, un Parlement... nous n'avons pas l'équivalent au niveau des Douze : ni véritable presse européenne, ni véritable Parlement européen », explique un haut fonctionnaire.

« On n'aurait jamais dû utiliser cette expression », titillait-il à propos du « gouvernement économique », « une conception française », qui ne suscite guère d'enthousiasme en Allemagne, où l'on ne conçoit de banque centrale qu'indépendante. Mais Bonn ne conçoit pas non plus d'union monétaire sans un contrôle démocratique à l'échelle européenne et réclame donc un renforcement conséquent des pouvoirs du Parlement européen. Paris est contre (si ce n'est de manière très limitée), Londres ne veut pas en entendre parler et les petits pays n'y ont pas intérêt, dans la mesure où ils sont moins bien représentés que les grands à Strasbourg.

• Quelles seraient les relations entre ce « gouvernement économique » et la banque centrale européenne ?

Pour M. Bérégovoy, le schéma français « ne remet nullement en cause l'indépendance du SEBC (le système européen de banque centrale) : elle la complète ». L'indépendance de la future banque centrale, énoncée dans tous les textes relatifs à l'UEM, est en effet acquise. Mais des ambiguïtés demeurent puisque le ministre de l'économie ajoute : « Partout dans le monde, les banques centrales, en charge de la politique monétaire, sont en dialogue avec les gouvernements en charge du reste de la politique économique ». En l'occurrence, le dialogue qui lierait la banque centrale européenne (indépendante) et le « gouvernement économique » il y a – reste à inventer.

La mise en place de l'UEM soulève ainsi une série de questions politiques, économiques et monétaires, toutes interdépendantes. Une chose paraît certaine aux yeux des dirigeants français, et de nombreux autres Européens. L'Allemagne, principale puissance économique et monétaire de l'Europe, est actuelle-

ment absorbée par la remise à flot de l'ex-RDA et se trouve donc en position un peu moins favorable que dans le passé – et surtout que dans l'avenir – pour imposer sa vision de l'UEM.

Puisqu'il doit y avoir des transferts de souveraineté, autant que ceux-ci soient décidés le plus rapidement possible, avant que l'Allemagne n'ait acquis un poids économique encore plus important. Car plus elle sera dominante, moins elle aura intérêt à se fonder dans une union européenne. Et si la France, M. François Mitterrand en tête, est fermement engagée dans le processus, c'est parce que Paris estime que mieux vaut ancrer son puissant partenariat au sein d'une Communauté renforcée que le laisser faire cavalier seul.

FRANÇOISE LAZARE et MARIE-PIERRE SUSTIL

(1) Vraisemblablement l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Irlande et le Danemark.

## Les trois étapes du plan Delors

Selon les conclusions du Conseil européen de Rome adoptées par les membres de la CEE à l'exception de la Grande-Bretagne et inspiré du plan Delors de 1989, l'UEM doit se construire en trois étapes. La première, déjà entamée, est caractérisée par la convergence des politiques économiques par le biais d'une surveillance multilatérale, la préparation et la ratification du nouveau traité communautaire. La deuxième étape, devant débiter le 1<sup>er</sup> janvier 1994, est celle au cours de laquelle le rôle de l'écu doit être renforcé et un système européen de banques centrales (SEBC) créé, les autorités nationales restant responsables des décisions de politique monétaire. Au plus tard en 1997, les pays devront examiner les conditions de passage à la troisième étape au cours de laquelle une monnaie unique entrera en vigueur, et la politique monétaire sera conçue par le SEBC, également appelé Eurofed.

□ L'Italie emprunte 2,5 milliards d'écus sur vingt ans. – L'Italie a lancé mardi 19 février un emprunt de 2,5 milliards d'écus (17,5 milliards de francs) sur une durée de vingt ans, a annoncé la banque Paribas, qui dirige le placement. Il s'agit de la première émission en écus assortie d'une maturité aussi longue. Le taux d'intérêt a été fixé à 9,25 %. Venant après l'émission la semaine dernière par le Royaume-Uni de 2,5 milliards d'écus sur dix ans, cette opération marque une nouvelle étape dans la croissance du marché de l'écu.

ÉTRANGER

52 milliards de francs d'ajustements budgétaires

## Le gouvernement néerlandais présente un plan draconien

Après plusieurs semaines de préparation, le cabinet de coalition néerlandais (chrétiens démocrates du CDA et travaillistes du PVDA) a présenté, mardi 19 février, un important plan d'ajustements budgétaires. Les dépenses publiques seront réduites d'un montant de 12,8 milliards de florins (39 milliards de francs) d'ici à 1994 et les charges imposées aux ménages seront en hausse dans le même temps de 4,7 milliards de florins (13 milliards de francs).

LA HAYE

de notre correspondant

Annoncé le 18 septembre 1990 et mise en chantier le 7 janvier dernier, l'opération budgétaire décidée par le gouvernement de La Haye est moins bénigne que son appellation officielle, « révision intermédiaire », ne le laisse supposer. « Nous entrons dans une période de sobriété », a commenté le chef du gouvernement, M. Ruud Lubbers (CDA), faisant écho à son vice-premier ministre et ministre des finances, M. Wim Kok (PVDA) : « État, entreprises, citoyens, tout le monde est touché ».

Comment réduire le déficit budgétaire chronique sans augmenter les prélèvements collectifs mais en préservant le pouvoir d'achat ? Toutes choses promises dans l'accord gouvernemental signé à l'automne 1989, – alors même que sont prévus une déflation continue de la croissance économique, une poussée constante de l'inflation et un maintien de hauts taux d'intérêt, phénomènes exacerbés par la guerre du Golfe et les incertitudes de la conjoncture internationale ?

## Logement, tabac, transports plus chers

La tâche du cabinet néerlandais s'apparente à une mission impossible, qui a d'ailleurs porté sur un nombre de milliards de florins en perpétuelle augmentation. Le 10 début décembre, près de 14 à la fin de l'an dernier, 17 en janvier, environ 18 au bout du compte. A défaut de se convaincre des qualités de leurs comptes publics (qui il y a huit mois paraissaient partager les fruits de la prospérité retrouvée), les Néerlandais ont au moins eu le temps de s'accoutumer à l'idée d'une « opération draconienne ».

Qu'ils soient locataires ou propriétaires de leur habitation, qu'ils utilisent les transports en commun ou préfèrent la voiture individuelle, les Néerlandais paieront plus cher logement et tabac augmentés aussi et le taux supérieur de TVA (18,5 %) ne sera pas abaissé à 17 %, en dépit du credo européen des autorités de La Haye.

En matière de fiscalité directe, le gouvernement accroîtra ses recettes en augmentant explicitement l'impôt sur le revenu : les tranches et les taux d'imposition ne seront pas modifiés mais l'assiette sera élargie (les revenus de l'épargne et les dividendes perçus pourraient être imposés à 100 %), de même que les possibilités d'abattement seront réduites (les intérêts payés sur les emprunts à la consommation ne seront plus déductibles). Seule bonne nouvelle pour les contribuables : la franchise fiscale de base sera rebasée. Mais le solde de ces mesures est défavorable aux Néerlandais, même si le flou paradoxal des données chiffrées du gouvernement empêche d'avoir une idée claire de l'impact de ces décisions sur le pouvoir d'achat.

Une chose est sûre, en revanche : les économies budgétaires envisagées seront insuffisantes pour ramener le déficit des finances étatiques à 3,75 % du PNB en 1994. Ces compressions se décomposent en trois grands volets : une réduction des subventions publiques pour près de dix milliards de francs ; une diminution des crédits ministériels pour environ 15 milliards de francs : l'éducation, la justice, la défense sont concernées, de même que la coopération, dont les crédits seront amputés de 1,5 milliard. C'est la première fois que les Pays-Bas, qui se targuent d'être l'un des rares pays à consacrer plus de 1 % de son revenu national à l'aide au développement, font un tel pas arrière, ce qui est dit long sur leur situation financière.

Dernier volet : les transferts sociaux générés par l'absentéisme et le nombre croissant d'incapacités du travail devront être réduits de quelque 13 milliards de francs. Mais l'État est sur ce point l'otage des partenaires sociaux. De même que le gouvernement, malgré ses efforts budgétaires à répétition, traîne comme un boulet une dette publique considérable – près de 1 000 milliards de francs, soit 75 % du PNB, – qui le rend prisonnier de la hausse des taux d'intérêt.

CHRISTIAN CHARTIER

## Les mesures européennes face à la crise du transport aérien

Suite de la page 29

Avant même que la communication soit adoptée par la Commission, l'ambassade des États-Unis auprès de la CEE, évidemment mise au courant, manifestait sa préoccupation, faisant valoir qu'un tel soutien discriminatoire porterait préjudice aux compagnies américaines (1).

La Commission donne aussi son feu vert à des aides dont l'objet serait de couvrir les coûts supplémentaires d'assurance, très élevés lorsqu'il s'agit de vols vers le Golfe ou bien vers des destinations proches. Elle suggère encore que les redevances concernant la navigation et le contrôle aérien, régies par les compagnies aux organismes publics qui assurent ces services, ne soient provisoirement payées qu'à hauteur de 50 %, le reste étant remboursé dans un délai de deux ans.

## Harmonisation

La nouvelle réglementation européenne des transports aériens reconnaît à la Commission certains pouvoirs d'arbitrage : les États membres peuvent s'adresser à elle si les compagnies appliquent des barèmes qu'ils jugent trop élevés. Elle fait savoir qu'elle en usera avec modération. Certains, au sein même de la Commission, ont critiqué cette promesse, y voyant un encouragement à peine caché à une augmentation des tarifs préjudiciable aux consommateurs.

De même, la Commission indique qu'elle tolérera des arrangements temporaires entre compagnies, concernant par exemple la réduction concertée des places offertes ou bien l'utilisation des créneaux horaires attribués à une compagnie pour le décollage et l'at-

terrissage de ses appareils. En temps normal, un créneau horaire non utilisé par un transporteur est immédiatement attribué à d'autres qui le réclament. Bruxelles accepterait des arrangements prévoyant le gel provisoire des droits non utilisés.

M. Bernard Attali, président d'Air France et porte-parole de l'AEA, avait clairement indiqué à ses interlocuteurs bruxellois que l'objectif de cette démarche collective n'était pas de remettre en question la politique de libéralisation progressive des transports aériens engagée par la CEE. Il demeure acquis que celle-ci devra être menée à son terme pour le 31 décembre 1992. Cependant, les transporteurs aériens européens ne seraient pas mécontents que la Commission ne presse pas le mouvement, notamment en ce qui concerne les mesures d'harmonisation qui, expliquent-ils, entraîneront des surcoûts.

Les services de M. Van Miert mettent ainsi au point une proposition de directive portant sur le temps de vol maximal autorisé pour le personnel navigant. L'harmonisation se fera en se basant sur les règles les plus favorables aux personnels et entraînera donc pour la plupart des compagnies des recrutements coûteux. La Commission a pris bonne note de cette inéquité.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Les États-Unis étudient la possibilité de laisser à la disposition de leurs compagnies aériennes, pendant une ou plusieurs années, 10 % de la taxe sur les billets d'avion. Cette amélioration de trésorerie porterait sur 4 milliards de dollars (20 milliards de francs).

## La Grande-Bretagne joue la division

Face au projet d'union économique et monétaire et de monnaie unique soutenu par onze pays de la Communauté, la Grande-Bretagne fait cavalier seul en avançant l'idée d'un écu lourd.

Mardi 12 février, le quotidien britannique *The Financial Times* titrait en larges caractères, à la une : « Kohl soutient Major sur l'UEM », affirmant que le chancelier allemand avait rompu avec le projet français. La veille, le chancelier Helmut Kohl avait rencontré, en Allemagne, le premier ministre John Major pour discuter principalement du conflit dans le Golfe, et accessoirement des questions économiques. Aussitôt, les responsables français et la Commission européenne à Bruxelles s'alarmèrent. Cependant, il devenait rapidement clair qu'il était prématuré d'évoquer un axe Londres-Bonn. L'émotion disparaissait presque aussi rapidement qu'il était né.

Mais le malaise demeure, car le débat est complexe. En octobre dernier, onze pays européens se sont engagés sur un chemin devant mener à l'union économique et monétaire. Pour que cette union puisse être concrétisée, une révision du traité fondateur de la Communauté est nécessaire et est actuellement en préparation. Or la Grande-Bretagne refuse ce projet et a présenté son propre plan de

passage à l'UEM, qui ne comporte ni calendrier ni étapes. Selon la vision britannique, il n'y aurait pas de monnaie unique mais la création d'une treizième monnaie, l'écu, émis par un fonds monétaire européen, une monnaie qui devrait concurrencer les autres devises, avant de les supplanter et si les peuples et les gouvernements en décidaient ainsi.

Si la Grande-Bretagne faisait face à un front uni de onze États soutenant le projet adopté à Rome et s'opposant au plan de Londres, il est probable que les dirigeants britanniques n'auraient qu'à se taire, et attendre de décider si oui ou non, au terme de la deuxième étape, ils décidaient de s'engager dans une Europe monétairement unie.

## Des axes à géométrie variable

Or cette union économique et monétaire est suffisamment vague, et les divers intérêts nationaux suffisamment importants, pour que subsistent des divergences substantielles entre les membres de la Communauté. D'où l'intérêt pour M. Major et ses collègues de continuer à pousser en avant les thèses britanniques ; d'autant plus que leur projet est incontestablement séduisant. « Ils jouent les contradictions de la coalition... L'idée d'une treizième monnaie introduit un élément d'incertitude. C'est fait pour désa-

biliser », remarque un fonctionnaire français. En conséquence, si on murmure en France, il y a quelques semaines, que M. Pierre Bérégovoy s'était rallié aux thèses britanniques, certains affirment aujourd'hui que c'est Bonn qui se rapproche de Londres.

Le projet britannique a effectivement, par certains aspects, de quoi séduire et les Français et les Allemands. Les premiers comprennent qu'il permet de renforcer le rôle de l'écu dans la deuxième étape, renforcement sans lequel il serait impossible de créer une monnaie unique. Londres et Paris ont de plus une tradition un peu similaire de relations étroites entre le gouvernement et la Banque centrale.

A Bonn, d'autre part, personne n'est pressé d'achever l'UEM... La présence d'une thèse britannique dissidente permet d'approfondir, certains disent de ralentir, les discussions. Jusqu'à présent, l'Allemagne ne s'est pas montrée très favorable au développement de l'écu, le meilleur exemple étant qu'elle est la seule, parmi les principaux États européens, à n'avoir jamais lancé d'emprunt obligataire en écus. Par ailleurs et surtout, l'« écu lourd » (le *hard ECU*) proposé par les Britanniques doit, pour faire face aux variations de change, permettre un renforcement progressif de la monnaie la plus forte du système. Au fil des années, il rassemblerait donc de plus en plus au

mark, ce qui ne saurait déplaire aux Allemands.

Certains dirigeants français ne cachent pas que, selon eux, il n'y a aucun espoir pour que la Grande-Bretagne adhère au projet communautaire dans un avenir proche, et qu'il suffit, tout en gardant le contact, d'attendre le moment où l'ensemble des membres devront amener leur Constitution pour que l'UEM puisse entrer en vigueur. La Grande-Bretagne pourrait alors ne pas prendre le train en marche et rester en marge de l'UEM au moment où celle-ci réalisera des avancées décisives.

Tout au long de la conférence intergouvernementale, des rapprochements franco-britanniques, puis anglo-allemands, ou franco-allemands sont donc inévitables, même si ceux-ci ont récemment suscité un accès de colère du président de la commission, M. Jacques Delors. Toute négociation internationale est toujours marquée par des moments de rapprochement et d'éloignement entre les différents participants. La véritable question qui restera posée, après la clôture de cette conférence, est de savoir si une véritable union économique et monétaire est concevable dans un avenir pas trop lointain. Cela dépendra avant tout des performances économiques des principaux membres de la Communauté et de leur convergence.

F. L.

هنا من الأصل



150.000

# PARIS/ILE-DE-FRANCE

Plus d'un arbre sur trois sera remplacé en vingt ans

## La cure de jouvence du parc de Versailles

Depuis plusieurs années, les jardiniers de Versailles tirent la sonnette d'alarme. Près de la moitié des arbres de l'un des plus beaux parcs du monde sont vétustes. Trop vieux, trop hauts, trop fragiles. Mais la décision de les remplacer, dans le respect de l'histoire et sous le joug des contraintes de l'urbanisme environnant, se faisait attendre, lourde de conséquences financières. En balayant sur son passage plus d'un millier d'arbres, la tempête de février 1990 a précipité l'élaboration d'un plan de restauration étalé sur vingt ans (le Monde du 7 février). Deux cent cinquante millions de francs y seront consacrés par l'Etat : c'est le prix à payer pour le remplacement de presque vingt-cinq mille sujets.

Dès cette année, le jardin français de Triannon, dont les tilleuls sont creux, sera replanté. Son tracé, légèrement modifié, sera proche de celui en vigueur jusqu'à la seconde moitié du dix-huitième siècle. Sous les fenêtres du château lui-même, les bosquets du parterre nord, ceinturés d'immenses marronniers décimés par la bourrasque, seront en partie remplacés. Ils retrouveront leur tracé du début du dix-huitième.

Comment le somptueux parc de Versailles a-t-il pu atteindre cet état de vétusté, révéé aux yeux de tous l'hiver dernier ? Il est victime de son histoire, a résumé M. Jean-Pierre Babelon, directeur du musée (le château) et du domaine national de Versailles, en retraçant l'évolution des jardins. Loin d'être étalés dans le temps, les précédentes coupes avaient eu lieu à des dates bien marquées : au cours des années 1774-1776, puis 1860-1880. Les cent années fatidiques étaient largement écoulées lorsque des vents atteignant

140 km/h ont brisé la majesté des arbres, devenus des géants aux pieds d'argile. Nombre de ceux qui paraissent avoir résisté au désastre avaient été, en fait, fragilisés. Plusieurs se sont cassés ou abattus, mettant en péril la sécurité des quelque dix millions de visiteurs qui parcourent le domaine chaque année.

Déjà, avant la tempête dévastatrice, l'International Council of Monuments and Sites (ICOMOS) avait préconisé l'urgence d'un programme de restauration. Quelques opérations ponctuelles avaient bien été réalisées ces dernières années, telles que le bosquet de la Colonnade, dans le Petit Parc (c'est-à-dire dans les jardins les plus proches du château), mais sans commune mesure avec le plan de vingt ans qui vient d'être confié à M. Pierre-André Lablaude, architecte en chef chargé des jardins.

### Fontaines, statues et treillages

Sur les dix-sept mille arbres d'allègement qui modèrent les 94 hectares du Petit Parc - la plus part sont des tilleuls - cinq mille seront remplacés. Les secteurs seront traités l'un après l'autre, afin de limiter l'impact visuel sur le paysage. « L'état de la fin du règne de Louis XIV sera préféré pour toutes les lignes de force du plan de Le Nôtre, ainsi que pour la restitution des bosquets », a décidé le comité qui conduit, depuis plusieurs mois, cette gigantesque réhabilitation. Pour la première fois, celle-ci s'appuie sur un relevé topographique précis et sur des études physiques, chimiques et hydrobiologiques jusqu'à présent inexistantes.

Quant au Grand Parc, plus proche dans sa conception d'une forêt en semi-liberté, il est confié à l'Office national des forêts, chargé d'établir un plan de gestion sur vingt ans. Ce renouvellement progressif des plantations s'accompagnera d'une remise en état des fon-

taines, statues et treillages. Dès cette année, le bassin d'Encolade retrouvera sa galerie de treillage. Et la renaissance d'ensembles aujourd'hui disparus tels que « Les Trois Fontaines » ou « L'Arc de Triomphe » est envisagée.

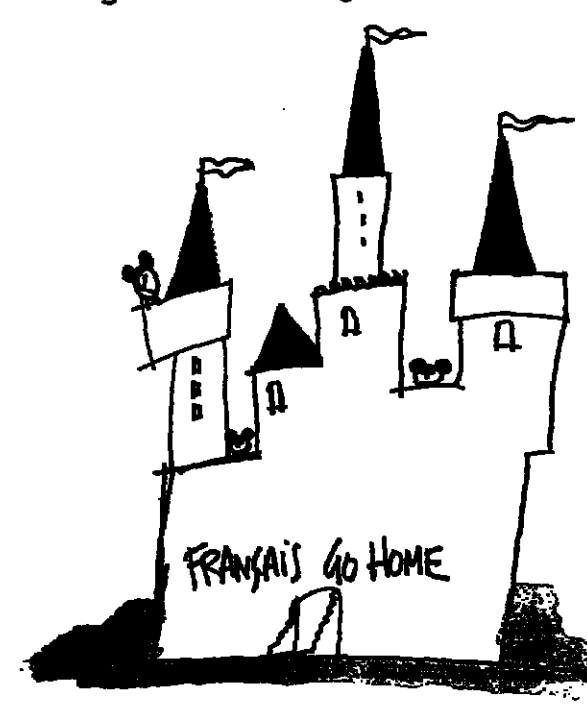
Programme ambitieux qui permettra seul un effort financier suivi du ministère de la culture. En 1990, le budget consacré au parc de Versailles s'est élevé à 7 millions de francs, auxquels se sont ajoutés les 6 millions affectés à l'entretien des fontaines. En 1991, année de la première tranche des travaux de plantation, il sera de 11,5 millions, le budget des fontaines restant inchangé. La somme de 250 millions annoncée par la direction du patrimoine n'est qu'une évaluation et, déjà, l'appel à des partenaires privés est émis. D'où une large information en direction du public, qui ne manquera pas de s'émouvoir lorsque s'abattront, très bientôt, 250 marronniers centenaires.

Les Versailles étant très attachés à leur parc, c'est à leur intention qu'une exposition sera présentée, du 19 février au 16 mars, dans les halles Notre-Dame, au cœur de la ville. Grâce à des plans, des archives et une maquette, ils imagineront plus aisément le parc replanté, et accepteront mieux, peut-être, le traumatisme des premiers abatages. Du 26 mars au 28 avril, la même exposition sera intégrée aux visites guidées du château. Et Jean-Pierre Babelon envisage, pourquoi pas, le lancement d'une souscription sous forme d'une carte postale par laquelle les visiteurs contribueraient à la reconstitution des jardins. Dans le sillage de la tempête, un souffle d'audace et d'ambition a balayé les dernières hésitations à entreprendre une rénovation d'une aussi grande envergure.

PASCALE SAUVAGE

Polémique à propos d'Euro Disneyland

## Le français hors jeu



La société Euro Disneyland s'est montrée très ferme en indiquant que cette question n'était pas « discutable ». Les Américains font remarquer que ces termes génériques appartiennent à la conception même des parcs Disney et sont suffisamment « célèbres » pour répondre aux conditions de la convention de 1987. L'article 6 de cette convention signée entre les représentants français et ceux d'outre-Atlantique précise, en effet, dans son alinéa 3 : « Il est entendu que les noms en langue anglaise des attractions célèbres ne nécessiteront pas de traduction ».

### Sous la plume des Européens

Mais ce qui est « célèbre » en Floride l'est-il dans l'Hexagone et en Europe ? L'intérêt bien compris des promoteurs du parc Euro Disneyland n'est-il pas, aussi, de se souvenir que les études de fréquentation prévoient que 60 % des visiteurs seront des francophones, dont une majorité de Français ? Le développement dans « Main Street-sur-Marne » que les promoteurs espèrent susciter passe-t-il par l'oubli de la langue chez les admirateurs de la galaxie enchantée ? Ce

n'est, en tout cas, pas l'avis de M. Alain Decaux, ministre de la francophonie.

Les plus chauvins se demanderont bien pourquoi on baptise « Pirates of the Caribbean » une attraction qui met en scène la saga de ces vieux boucaniers des petites Antilles originaires, pour la plupart, de Bretagne et de Normandie, de Castille et d'Andalousie. Les plus nostalgiques des visiteurs se souviendront, enfin, que beaucoup de héros, charmants ou diaboliques, qui illustrent l'œuvre de Walt Disney sont nés sous la plume des Européens : Charles Perrault (« Les Contes de ma mère l'Oye ») et les frères Grimm (« Les Contes d'enfants et du foyer »). Et Pinocchio a toujours un petit air transalpin que les studios d'Hollywood n'ont pas réussi à gommer.

Parviendra-t-on à un accord ? Mickey acceptera-t-il de regarder hors les murs de son royaume ? Cette affaire a aujourd'hui valeur de test, au moment où la Délégation générale à la langue française se prépare à visionner de très près la signalisation qui va être mise en place pour les Jeux olympiques d'Albertville.

JEAN PERRIN

## Une vaste opération d'assainissement de l'eau

### La nouvelle bataille de la Marne

Dans quelques années, la friture que nous dégusterons ne viendra plus de Normandie mais de la Marne. Ces propos insolites furent tenus par M. Didier Julia, député RPR de la Seine-et-Marne, lorsqu'il présentait, en décembre dernier, l'opération « Marne pollution zéro ». Lancée à l'initiative du conseil régional d'Ile-de-France, elle associera les maires des 126 communes riveraines, les trois départements de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne et la Ville de Paris. Son but : restaurer définitivement la qualité de l'eau de la Marne entre Meaux, Coulommiers et Paris.

Un projet ambitieux mais rendu nécessaire par l'état de dégradation très avancé du fleuve et par sa situation stratégique, si l'on en croit les responsables. Particulièrement polluée en raison d'une industrialisation croissante de son bassin, la Marne constitue, en effet, un point sensible. D'abord parce qu'elle est fortement sollicitée pour alimenter l'Ile-de-France en eau potable - 7 usines de captage ou de traitement sont installées sur ses rives. Ensuite, parce que, depuis plusieurs années déjà, le tourisme de loisirs s'y est développé, rendant les Franciliens plus spécialement conscients de la pollution visible de l'eau.

Pendant près d'un siècle, une seule station d'épuration, située à Achères, en aval de Paris, recevait et traitait les eaux usées rejetées dans la Seine et dans la Marne. Au fur et à mesure, et au coup par coup, d'autres stations ont été créées - à Noisy-le-Grand, à Corbeil et à Lagny, en 1983, à Valenton - pour limiter la taille et la prépondérance d'Achères. Mais le niveau d'assainissement s'avère encore insuffisant. « Ces stations sont à la fois sous-dimensionnées par rapport aux besoins de traitement et pas suffisamment perfectionnées puisqu'elles sont incapables, par exemple, de traiter les nitrates », affirme M. Laurent Choffé, ingénieur, responsable au conseil régional des aides à l'assainissement. Or ce n'est qu'au stade de la dénitritation que l'on peut parler de dépollution totale. Avec « Marne pollution zéro », les élus et le conseil régional comptent résou-

dre définitivement le problème. Il est proposé d'élaborer un schéma directeur d'aménagement des eaux sur la zone de collecte des eaux usées domestiques, industrielles et pluviales, ayant pour exutoire la Marne et ses affluents entre Meaux sur la Marne, Coulommiers sur le Grand Morin et Charenton.

### Une redevance supplémentaire

Principalement, il s'agit d'améliorer le rendement des stations déjà existantes. Celle de Lagny - dont la modernisation est devenue une priorité avec l'arrivée, à proximité, d'Euro Disneyland - sera étendue dès cette année et améliorée de façon à pouvoir traiter les nitrates déposés. Et la création de nouvelles stations est à prévoir.

D'autre part, le futur schéma directeur d'aménagement de l'Ile-de-France devra contraindre les décideurs à penser l'assainissement des eaux avant de mettre en place un projet d'urbanisation. « Ce n'est pas la peine de répéter aujourd'hui l'erreur commise naguère avec les villes nouvelles. Il aura fallu attendre 1991 pour que Cergy-Pontoise ait sa station d'épuration », commente Laurent Choffé.

VERONIQUE MAUMUSSON.

## CORRESPONDANCE

### Pour et contre le Grand Stade à Melun-Sénart

La décision prise le 8 février par le premier ministre d'implanter le futur Grand Stade à Melun-Sénart soulève quelques passions. Deux points de vue, arguments et contre-arguments, s'expriment ici.

« Bravo », écrit M. Jean-Claude Mignon, député RPR de Seine-et-Marne et vice-président du conseil général, qui rappelle que l'Ile-de-France compte huit départements dont celui de la Seine-et-Marne, et que « le rééquilibrage de cette région qui doit se faire vers l'Est ne doit pas se cantonner au Val-de-Marne ou à la Seine-Saint-Denis. La Seine-et-Marne, poursuit-il, a été, et le sud en particulier, trop longtemps oubliée. Elle doit jouer un rôle primordial dans le cadre du futur schéma d'aménagement de l'Ile-de-France ».

« A écouter les différentes protestations, Melun-Sénart, à 31 kilomètres de Paris, c'est le bout du monde. L'exil. Raisonner en terme d'éloignement par rapport à Paris sur ce dossier constitue, à mon avis, la première erreur qui a été commise et qui a longtemps pénalisé cette candidature. Car qui oserait soutenir que seuls les Parisiens fréquentent les stades parisiens ? Il n'y a qu'à flâner autour du Parc des Princes un jour de match de football ou de rugby et d'écouter pour s'en convaincre ».

« La candidature de Melun-Sénart bénéficie d'un ensemble d'infrastructures réalisées ou en prévision qui en font certainement le site le plus approprié et le mieux desservi en temps d'accès (A6, Francilienne, A5, RER, TGV avec gare d'interconnexion). La question de savoir si les infrastructures seront réalisées à cause du Grand Stade ne se pose pas. Elles étaient programmées, et elles sont nécessaires au développement de la ville nouvelle trop longtemps délaissée par les décideurs parisiens ».

« Par rapport à la candidature de Tremblay-en-France ou de Nanterre, on a parlé de manœuvre politique, de motifs partisans, de décision incompréhensible. La raison l'a emporté et c'est très bien ainsi. Quand le gouvernement base sa politique en Ile-de-France sur un rééquilibrage à l'Est, il ne peut raisonnablement prendre la décision d'implanter le Grand Stade à la Défense, sauf à se discréditer ».

D'autre part, à une époque où l'on parle de restrictions budgétaires, il me paraît logique que la solution la plus économe pour le

contribuable l'emporte. L'aspect politique de la candidature de Melun-Sénart constitue à mon avis sa grande force et la grande cohérence de ce dossier. Tout au long du cheminement de cette candidature, les élus du syndicat de l'agglomération nouvelle - à majorité socialiste - et le conseil général - à majorité de droite - ont marché la main dans la main pour défendre ce dossier auprès des différents interlocuteurs concernés ».

(...) Enfin, l'argument du remplissage du stade mobilise ses opposants. Il faut être objectif. Il joue à Melun-Sénart comme il jouerait ailleurs. A nous de savoir être imaginatifs, et inventifs pour faire vivre cet équipement. Des idées ont été émises ici ou là comme celles d'implanter la future université de Melun-Sénart, le ministère de la jeunesse et des sports ou une maison des sports. Toute initiative sera la bienvenue en la matière, en partant du principe que personne n'a intérêt à ce que cet équipement reste une coquille vide, objet à la collectivité et aux deniers publics, qui ne vive que douze jours par an ».

### Un « choix indéfendable »

Tel n'est pas l'avis de M. G. Marchand, de Paris, pour qui le choix de Melun-Sénart est une « aberration ».

« De l'avis de la majorité des techniciens - et le mouvement sportif ne s'y était pas trompé - un site, écrit-il, présentait le maximum d'atouts : Nanterre. C'était un site « parisien », important pour l'image urbaine du Grand Stade ».

« Il était très bien desservi : gare de RER au pied de l'équipement, TGV de contournement de la Défense à 1 kilomètre, autoroutes A 86 et A 14, boulevard périphérique à 5 kilomètres. Notre-Dame à 10 kilomètres. A noter que pour plus de 50 % des habitants intra-muros, l'accès au Grand Stade par les transports en commun aurait été plus rapide que celui du parc des Princes ».

« Nanterre bénéficiait, à proximité immédiate, des vingt-cinq mille places de parking de la Défense et il permettait d'optimiser les fonds publics en ne nécessitant pas d'investissements supplémentaires par rapport à ceux prévus et en mettant le programme sportif avec la restauration de l'université dans un projet nouveau ».

« Evidemment, Michel Rocard a choisi Melun-Sénart qui est le plus mauvais site des quatre ! D'ailleurs, Jean-Jacques Fournier, président du syndicat de l'agglomération nouvelle, en est convaincu puisqu'il a aussitôt déclaré qu'il faudrait une longue campagne d'explication ».

« Comment tente-t-on de justifier ce choix indéfendable ? On dit que Melun-Sénart est bien desservi. A 31 kilomètres du boulevard périphérique, quelle que soit l'amélioration des infrastructures, nous aurons le record du monde du stade le plus éloigné du centre de la capitale ».

« L'avantage d'un accès facile pour les provinciaux est illusoire. On ne vient pas à une manifestation sportive en TGV pour repartir aussitôt, d'autant qu'il n'y a guère de manifestations exceptionnelles justifiant un séjour plus prolongé à Paris, en particulier pour les étrangers. D'où l'intérêt d'un stade proche du centre de la capitale. Que nos brillants technocrates qui déclarent (sans rire) que les spectateurs pourront coucher dans les hôtels de Melun-Sénart (bonjour, la joie !), redescendent sur terre et analysent objectivement la sociologie des déplacements sportifs ! ».

« Il paraît que le développement de la ville nouvelle garantira la viabilité économique du Grand Stade (écrit Michel Rocard). De qui se moque-t-on ? Melun-Sénart est la ville nouvelle qui a le plus de difficultés à se développer. Croit-on qu'un Grand Stade, avec un nombre très réduit de manifestations par an, va entraîner une précipitation d'entreprises pour installer leurs bureaux à 40 kilomètres du « triangle d'or » et de candidats au logement, fiers d'habiter à côté du Grand Stade ? ».

« Enfin, dit-on, le Grand Stade sera au centre de la ville nouvelle. Oui, mais il sera un élément juxtaposé sans aucune intégration, d'autant qu'il faudra bien neutraliser l'espace nécessaire à l'aménagement des six mille places de parking ».

« En conclusion, il apparaît clairement que le seul mobile du gouvernement était d'attribuer cet équipement à des élus PS (compte tenu des déconvenues de Masy, il ne restait, par défaut, que Melun-Sénart...) et qu'il témoigne du plus profond mépris pour le mouvement sportif (dont on peut espérer qu'il saura s'en souvenir lors des prochaines élections) ».

## LE MONDE diplomatique

Février 1991

● GOLFE : LA FORCE AU MÉPRIS DU DROIT. — La guerre, désormais totale, exacerbe dans les deux camps les déchirements et les tensions. De surcroît, elle ne règle aucun des problèmes fondamentaux du Proche-Orient. Comment parvenir, malgré tout, à gagner la paix ? (Des articles d'Ignacio Ramonet, Claude Julien, Richard Falk, Marie-France Tolnet, Paul-Marie de La Gorce et Alain Gresh.)

● VERS UNE INDUSTRIE CULTURELLE SUPRANATIONALE. — Le succès de la chaîne CNN confirme que les États-Unis demeurent le pôle dominant de la production d'images. Herbert L. Schiller montre comment des firmes d'envergure mondiale visent à contrôler le citoyen et à modeler ses choix.

En vente chez votre marchand de journaux



# CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

THE INDEPENDENT

BERLINGSKE TIDENDE

THE IRISH TIMES

NRC HANDELSBLAD

Städteutsche Zeitung

CORRIERE DELLA SERA

## Maîtriser la langue, la culture et le monde des affaires japonais

Les opportunités d'export depuis l'Europe vers le Japon sont immenses. Encore faut-il, pour les exploiter réellement, que nous Européens, comprenions mieux les affaires, la langue et la culture de ce pays.

C'est l'objectif que s'est fixé la Commission Européenne en développant et en finançant en grande partie le programme de formation pour cadres (Executive Training Programme). Aujourd'hui dans sa douzième année, ce programme permet à des cadres européens d'étudier et de travailler pendant 18 mois au Japon.

Un cours de langue intensif est suivi pendant la première année, qui est prolongée par une période de six mois pendant lesquels le candidat travaille dans une société japonaise.

Durant cette période, un programme très riche de séminaires, de visites de sociétés et de conférences sur le monde des affaires au Japon, est effectué. A la fin de celui-ci, les participants offrent de réels avantages concurrentiels à leurs employeurs par leur connaissance approfondie de la culture et de la langue japonaise. Ils auront également l'occasion d'établir des contacts professionnels fructueux pendant cette période.

Les bénéficiaires de cette formation doivent être employés à plein temps par des sociétés exportant déjà des produits ou des services au Japon, ou ayant l'intention de développer leurs activités dans ce pays. Leurs employeurs les soutiendront tout au long de cette formation, en développant une véritable stratégie d'export avec eux et en s'appuyant sur la riche expérience qu'ils auront ainsi acquise.

Ce programme s'adresse à des candidats âgés de 25 à 35 ans, de formation supérieure et justifiant d'une expérience d'au moins deux ans dans une société d'origine européenne.

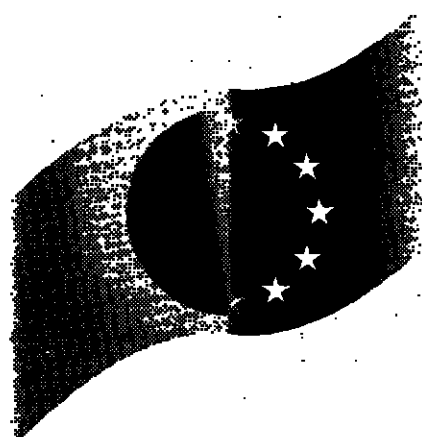
Nous invitons aussi bien les candidats que les sociétés intéressées par le marché japonais à nous envoyer leur dossier de candidature. N'hésitez pas à nous contacter au 40.88.79.75, si vous souhaitez avoir de plus amples informations.

Ecrire à J. Moller, PA Consulting Group,  
3 rue des Gravières,  
92521 Neuilly Cedex.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

EXPORTEZ AU

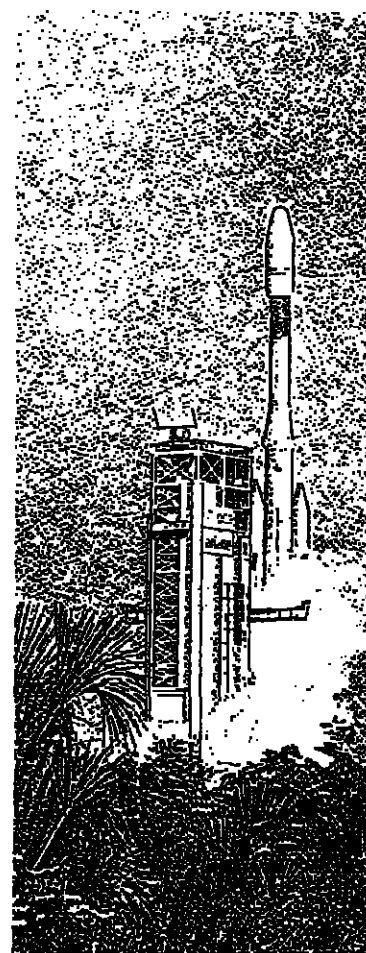
# JAPON



Programme de Formation - Tokyo

Commission des Communautés Européennes

## 2 ingénieurs mécaniciens débutants chez Arianespace, première société commerciale de transport spatial.



De formation ENSI, ENSAM, ESTACA ou diplômé(e) d'une université européenne équivalente, option aéronautique-spatial, vous êtes disponible et motivé(e) pour une mission passionnante sur notre site de lancement, en Guyane française.

Vos activités seront axées sur :

- 1) la préparation au lancement
  - partie mécanique, hors propulsion de l'ensemble du lanceur pour le premier poste (Réf. M.30.M) ;
  - partie mécanique propulsion de l'étage cryogénique pour le second poste (Réf. C.17.M) ;
- 2) la gestion des documents nécessaires à une exécution fiable des opérations ;
- 3) la conception et l'évolution du système de lancement.

Un esprit d'analyse et de méthode et d'excellentes qualités relationnelles et d'adaptation sont indispensables, des connaissances en informatique et anglais nécessaires.

Dans un premier temps rattaché(e) à notre établissement d'Evry durant 12 ou 18 mois, vous effectuerez de fréquentes missions à Kourou, puis y serez affecté(e) pour un détachement de quelques années.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'envoyer votre dossier complet (lettre, CV et prétentions) à ARIANESPACE, Service des relations humaines, bd de l'Europe, BP 177, 91006 Evry Cedex, France.

**arianespace**

Créé à l'initiative des plus grandes entreprises internationales, LOCSTAR est le 1er groupe européen dédié à la messagerie et à la localisation des véhicules par satellite. Assurer le développement stratégique de l'entreprise et gérer les grands comptes, telle est la mission de la Direction du Développement, pour laquelle nous recherchons des

# LOCSTAR

Vehicule location and communication

## Chargés de missions

Doué pour le marketing et les négociations commerciales de haut niveau, vous saurez intervenir dans toute l'Europe pour :

- détecter, analyser et proposer des axes de développement stratégique,
- identifier les clients "grands comptes",
- définir leurs besoins,
- construire avec eux les projets spécifiques en vous assurant de leur faisabilité technique et de leur rentabilité,
- conduire les négociations commerciales.

De formation supérieure scientifique ou commerciale, bilingue français-anglais, vous avez impérativement réussi une expérience significative de gestion de grands comptes dans un secteur de pointe.

Le poste est basé à Marseille à partir de fin 1991 et à Evry (91) d'ici là.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions) à J.-M. Roy, LOCSTAR, 5-7 rue François-Truffaut, 91042 Evry.

مكتبة من الأصل





# **LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS**

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>19<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>			<b>92 - HAUTS-DE-SEINE</b>		
<b>4<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>			<b>2 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
2/3 PIÈCES	15, boulevard Bourdon	5 800	Parking, Imm. neuf	6-8, rue Adolphe-Mille	5 381	89 m²	LEVALLOIS-PERRET	6 062
60 m² + terrasse	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 150	56 m², 4 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 702	5 <sup>e</sup> étage	22, rue Carrière-Polstein	+ 782
6 <sup>e</sup> étage, possib. park.	Honoraires de location	4 300		Frais de commission	3 821	Possibilité parking	SOLVEG 40-67-06-99	4 982
<b>9<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>			<b>3 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
3 PIÈCES	2, square Trudaine	9 000	Parking, Imm. neuf	6-8, rue Adolphe-Mille	5 935	65 m² + balcon	NEUILLY-SUR-SEINE	6 822
109 m², 1 <sup>e</sup> étage	GCI - 40-16-28-71	+ 2 025	73 m², 1 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 42-66-61-05	+ 728	3 <sup>e</sup> étage	223, av. Charles-de-Gaulle	+ 950
3/4 PIÈCES	74, rue d'Amsterdam	10 450		Frais de commission	4 223	Poss. parking	CIGIMO - 48-00-89-89	5 182
100 m², 4 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 742	<b>20<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>			<b>4/5 PIÈCES</b>		
	Commission	7 436	2 PIÈCES	52-58, rue des Haies	3 510	151 m²	NEUILLY-SUR-SEINE	12 822
4/5 PIÈCES	5, rue Jules-Lefebvre	17 500	Parking, 65 m²	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 700	2 <sup>e</sup> étage	159, boulevard Bineau	+ 2 154
175 m², 4 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 259	+ balcon, 1 <sup>e</sup> étage	Honoraires de location	2 787		SAGGEL - 47-42-44-44	9 123
	Commission	12 453	<b>2 PIÈCES</b>			<b>4/5 PIÈCES</b>		
<b>11<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>			Parking, 51 m²	74-80, rue de Buzenval	3 910	185 m²	NEUILLY-SUR-SEINE	20 380
STUDIO MEUBLÉ	HOME PLAZZA NATION	5 500	2 <sup>e</sup> étage	AGF - 48-24-45-45	+ 630	2 <sup>e</sup> étage	3, rue du Général-Delanne	+ 1 483
20 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-09-40-00	+ 825		Frais de commission	2 782		SAGGEL - 47-42-44-44	14 481
2 PCS MEUBLÉES	HOME PLAZZA BASTILLE	8 500	<b>4 PIÈCES</b>			<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
50 m² sur jardin	HOME PLAZZA 40-21-22-23	+ 1 275	Parking, 103 m²	74-80, rue de Buzenval	7 023	<b>4 PIÈCES</b>		
<b>14<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>			7 <sup>e</sup> étage	AGF - 48-24-45-45	+ 1 280	81 m²	LE TREMBLAY-EN-FRANCE	+ 1 035
2 PIÈCES	199-201, avenue du Maine	5 682		Frais de commission	4 998	3 <sup>e</sup> étage + balcon	2, allée Képler	
Parking, 48 m²	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 399	<b>77 - SEINE-ET-MARNE</b>			<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
5 <sup>e</sup> étage			4 PIÈCES	MELUN	3 700	3 PIÈCES	CACHAN	4 371
STUDIO	199-201, avenue du Maine	4 050	Parking, 88 m²	1, allée Nicolas-de-Staël	+ 1 052	70 m², 2 <sup>e</sup> étage	9, rue Guichard	+ 1 000
Rez-de-chaussée	LOC INTER - 47-45-15-58	+ 295	1 <sup>e</sup> étage	AGIFRANCE - 47-42-17-61	3 027	Parking	SAGGEL - 48-08-95-55	
<b>16<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>				Frais de commission			48-08-95-70	3 110
3 PIÈCES	4, rue Féliçien-David	12 067	<b>78 - YVELINES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
Parking, 90 m²	SOLVEG - 40-67-06-99	+ 1 061	PAVILLON 5 PCS	NOISY-LE-ROI	8 198	87 m², 1 <sup>e</sup> étage	CHARENTON	6 100
3 <sup>e</sup> étage	Frais de commission	9 450	Parking, 111 m²	1, allée Michel-Richard-Delaunay	+ 436	Parking	21, rue de Valmy	+ 1 118
1/2 PIÈCES	32, rue Nungesser-et-Collé	3 813		AGIFRANCE - 47-42-17-61	5 833		LOC INTER - 47-45-15-84	
Parking, 50 m²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 777	<b>2 PIÈCES</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
Rez-de-chaussée	Frais de commission	2 571	85 m²	ROCQUENCOURT	3 587	50 m² + Balcon	CRÉTIL	2 435
2 PIÈCES	19, rue Reynouard	11 690	Rez-de-chaussée	13, rue des Erables	+ 1 103	14 <sup>e</sup> étage	10/12, allée de la Toison-d'Or	+ 850
87 m², 3 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 832		AGIFRANCE - 47-42-17-61	2 935		CIGIMO - 48-00-89-89	2 025
	Frais de commission	8 319	<b>MAISON DE VILLE</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
4 PIÈCES	6, rue A.-Colledarbo	18 800	5 pièces	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	7 300	87 m², 1 <sup>e</sup> étage	NOGENT-SUR-MARNE	7 941
182 m², 1 <sup>e</sup> étage	AGF - 49-24-45-45	+ 1 680	103 m², garage	20-22, rue Schnapper	+ 844	Parking	68, rue François-Rolland	+ 1 088
4/5 PIÈCES	59, rue Boissière	11 370		SAGGEL - 47-78-15-85	5 195		SOLVEG - 40-67-06-99	6 356
136 m², 5 <sup>e</sup> étage	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1 230	<b>91 - ESSONNE</b>			<b>2 PIÈCES</b>		
Sans ascenseur	Frais de commission	8 090	MAISON INDIVIDUELLE	EVRY	5 485	60 m², 4 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ	4 592
<b>17<sup>e</sup> - ARRONDISSEMENT</b>			Parking, 115 m²	9, rue de la Tour	+ 167	Parking	31/33, avenue Joffre	+ 581
3 PIÈCES	23, avenue Nial	9 500		SOLVEG - 40-67-06-99	4 514		LOC INTER - 47-45-15-71	6 100
89 m², rez-de-chaus.	AGF - 49-24-45-45	+ 450	<b>PAVILLON 4 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES</b>		
			Parking, 122 m²	5, rue des Bruyères	6 648	89 m², 5 <sup>e</sup> étage	SAINT-MANDÉ	6 500
3 PIÈCES	8, rue des Dardanelles	7 900	+ jardin 411 m²	AGIFRANCE - 47-42-17-61	+ 377	Parking	31/33, avenue Joffre	+ 1 039
80 m² + 7 m² (chambre de service), rez-de-ch.	GCI - 40-16-28-71	+ 1 378		Frais de commission	4 463		LOC INTER - 47-45-16-09	
4 PIÈCES	9, rue des Dardanelles	16 000	<b>MAISON 6 PIÈCES</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
141 m² + 7 m² (chambre de service), 3 <sup>e</sup> étage	GCI - 40-16-28-71	+ 2 358	Garage, 136 m²	VERRIÈRES-LE-BUISSON	7 290	109 m², 4 <sup>e</sup> étage	VINCENNES	9 370
				1, allée des Lilas	+ 150	Parking	27, avenue du Petit-Parc	+ 1 090
				SAGGEL - 48-08-95-55			AGF - 49-24-45-45	6 667
				48-08-95-70	5 187	<b>2 PIÈCES</b>		
				Frais de commission		51 m², Rez-de-chaus.	VINCENNES	4 328
						Parking	44, rue de Fontenay	+ 510
							LOC INTER - 47-45-15-84	

**Le Monde**

**CHAQUE MERCREDI**

numéro daté jeudi

**VOS**

**RENDEZ-VOUS**

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
LES BELLES PROPRIÉTÉS  
L'AGENDA IMMOBILIER  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 308 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



HOME PLAZZA



SAGGEL vendôme GROUPE WAP



CIGIMO GROUPE GTF



LOCATION VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

هكذا من الأصل





ملفوظا من الأصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 20 FEVRIER

**Cours relevés à 10 h 17**

Competition						Règlement mensuel										Competition					
VALEURS		Course	Premier	Deuxième	%	VALEURS		Course	Premier	Deuxième	%	VALEURS		Course	Premier	Deuxième	%				
3720	C.N.E. 3%	2600	3884	3884	+ 0.02	220	Competition	VALEURS	Course	Premier <td>Deuxième</td> <td>%</td> <td>220</td> <td>Competition</td> <td>VALEURS</td> <td>Course</td> <td>Premier<td>Deuxième</td><td>%</td></td>	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier <td>Deuxième</td> <td>%</td>	Deuxième	%		
3720	R.N.P. 1.2	325	325	325	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
3720	C.N.P. 1.2	325	325	325	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
1440	Worms Point T.P.	1385	1385	1385	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
1440	San Gabriel T.P.	1400	1400	1400	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
636	ADCOX	780	780	780	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
636	Argus, Reno	877	877	877	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
636	Alaska-Alberta	576	576	576	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
3400	A.L.S.P.	1620	1620	1620	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
3400	Argus, Reno	1597	1597	1597	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
436	Ad. Ex. Enterpr.	1150	1150	1150	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
1040	Ad. Ex. Enterpr.	1150	1150	1150	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
800	Ad. Ex. Enterpr.	125	125	125	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
480	Ad. Ex. Enterpr.	646	646	646	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
500	Ad. Ex. Enterpr.	330	330	330	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
725	Ad. Ex. Enterpr.	1040	1040	1040	+ 0.00	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%	220	Competition	VALEURS	Course	Premier	Deuxième	%		
188	Ad. Ex. Enterpr.	265	265	265	+ 0.00	220	Competition	VALEURS													

**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

**19/2**

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
5-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - + : prix précédent - = : marché continu

## La guerre du Golfe

## La perspective du maintien au pouvoir de M. Saddam Hussein inquiète Israël

Israël veut la destruction totale du potentiel militaire irakien et la fin du régime de Saddam Hussein. Distillé au fil des déclarations officielles ou officieuses, parfois enrobée de précautions de forme, telle est la position de l'Etat hébreu en ce moment crucial de la crise du Golfe.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, l'a répété cette semaine devant des délégations étrangères : « Si Saddam Hussein reste au pouvoir, il continuera à représenter un danger (pour la région) et j'espère que cela ne se produira pas. » Un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, M. Yossi Hadas, nous disait récemment : « Nous voulons voir l'ap-

pareil militaire de Saddam démantelé. » Le vice-ministre des affaires étrangères, M. Binyamin Netanyahu, estime qu'il n'y aura pas de paix si la machine de guerre irakienne reste intacte et si Saddam Hussein n'est pas chassé du pouvoir.

Les milieux officiels n'ont pas commenté l'accueil relativement froid réservé par le président George Bush à la médiation soviétique. Sans trop de risques, on peut néanmoins avancer que la réaction américaine a dû susciter un certain soulagement à Jérusalem, même si les Israéliens sont conscients que le président américain n'a pas complètement fermé la porte sur l'initiative de Mikhaïl Gorbatchev. Celle-ci représente la formule la moins appréciée à Jérusalem : elle laisserait vraisemblablement le président Saddam Hussein au pouvoir et à la tête d'un appareil militaire encore substantiel.

## Un trente-sixième Scud en Cisjordanie

M. Moshe Raviv, un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, disait devant la presse, mardi 19 février, toute la méfiance que l'initiative soviétique inspire à son gouvernement : « Saddam est la source de tous les maux de la région (...), il ne doit pas être autorisé à transformer une défaite militaire en victoire politique, et il est déclaré : son maintien au pouvoir est incompatible avec la paix. »

« Si Saddam Hussein reste en place, avec quelque 60 % de ses forces conventionnelles encore intactes, et les deux tiers de son aviation opérationnelle, il continuera à représenter une sérieuse menace », a poursuivi M. Raviv.

L'opinion des milieux dirigeants est

que le chef de l'Etat irakien se retrouverait dans la situation de Nasser en 1956, après l'affaire de Suez, l'URSS pouvant rapidement reconstruire le potentiel militaire de l'Irak comme elle l'a fait pour l'Égypte et la Syrie après les guerres de 1967 et 1973.

C'est dire que les Israéliens ne seraient pas d'un mauvais œil la poursuite de la campagne militaire de la coalition, même s'ils estiment que le déclenchement d'une offensive terrestre accroîtra les risques d'un regain de tirs de missiles sur Israël, avec la probabilité que M. Saddam Hussein passe alors du conventionnel au chimique. La soirée de mardi a été marquée par le tir d'un nouveau Scud - le trente-sixième - qui est allé s'écraser en rase campagne, quelque part en Cisjordanie, sans faire ni victimes ni dégâts.

La presse israélienne rapportait en bonne place, mercredi, les propos du porte-parole de la Maison-Blanche, M. Martin Fitzwater, affirmant que les États-Unis n'entendaient toujours pas accorder le moindre rôle militaire à l'Etat hébreu dans la poursuite des opérations du Golfe. Les commentateurs locaux spéculaient récemment sur une possible intervention israélienne - contre les sites de missiles irakiens - au moment où sera déclenchée l'offensive terrestre de la coalition.

S'adressant à une délégation de la Fédération séfardite mondiale, M. Shamir avait lancé au début de la semaine : « Nous souffrons de ne pas pouvoir participer à notre propre défense ; et la guerre continue, peut-être pourrions-nous trouver un moyen pour qu'Israël y participe. » L'impression dominante est cependant que M. Shamir ne fera rien contre la volonté des États-Unis.

ALAIN FRACHON

## L'Union soviétique a repris l'initiative au Conseil de sécurité de l'ONU

Au lendemain de l'annonce du plan de paix transmis par M. Gorbatchev à l'Irak via son ministre des affaires étrangères et dont on ne connaît toujours pas la teneur exacte, le Conseil de sécurité des Nations unies a procédé le 19 février à une brève réunion de consultations à huis clos, précédée d'un entretien entre les cinq membres permanents (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, URSS).

NEW-YORK

de notre correspondant

L'ambassadeur soviétique, qui a pris la parole en premier, a lu une courte déclaration pour présenter, sans en donner le détail, le « plan d'actions spécifiques » élaboré par les dirigeants soviétiques et remis à M. Tarek Aziz.

Ce plan s'inscrit dans « le cadre strict des résolutions du Conseil de sécurité concernant la crise du Golfe » et son point principal consiste à assurer un rapide début de retrait des forces irakiennes stationnées au Koweït, de façon « à mettre immédiatement fin au bain de sang ». Dès que Bagdad aura fait connaître sa réponse, ce qui, d'après M. Yuli Vorontsov, devrait intervenir « très vite », il sera possible de discuter en détail des mesures pratiques d'application. La situation actuelle, a-t-il ajouté, appelle « une approche prudente et responsable » dans le cadre d'un processus diplomatique sérieux et un « rapide changement d'attitude vers un règlement politique (de la crise) sur la

base des décisions du Conseil de sécurité en tenant compte du rôle important que joue cet organisme pour maintenir la paix et la sécurité internationales », a conclu le représentant soviétique.

Son homologue américain s'est borné à indiquer que le dossier se traitait dorénavant au niveau des chefs d'État, sans mentionner les très fortes réserves formulées quelques heures plus tôt par le président Bush. Faute d'autres orateurs, les membres du Conseil sont convenus de suspendre la séance en attendant les nouveaux développements liés à la réponse de Bagdad.

« Même Cuba et le Yémen, les traditionnels tribuns du Conseil de sécurité, n'ont rien dit, constatait un diplomate à la sortie de cette brève réunion. C'est bien la preuve que, cette fois (...), ce n'est plus seulement la libération du Koweït qui est en jeu, mais tout l'échiquier du Proche-Orient et, en arrière-plan, le réajustement des deux super-puissances. C'est un changement majeur dans l'attitude de l'URSS. »

Hostilité

de certains alliés

Depuis quelque temps, on percevait très nettement, dans l'entourage du Conseil de sécurité, un certain agacement chez les Soviétiques, au fur et à mesure que s'amplifiaient les opérations militaires. Le fait que Washington ait paru rejeter pratiquement dès sa formulation toute entreprise de médiation diplomatique, notamment celle de l'Iran, a aggravé le malaise. Ainsi, en marge de la réunion formelle à huis clos du Conseil qui s'est tenue ces derniers jours, les Américains et les Britanniques ont travaillé un moment le

15 février sur un projet de la treizième résolution qui aurait eu pour effet de « ficeler » les douze textes précédents, contraignant ainsi M. Saddam Hussein à les accepter ou à les rejeter en bloc au moment même où le président irakien faisait savoir qu'il acceptait de « coopérer » à l'application de la résolution 660, votée le 2 août dernier, le jour même de l'invasion du Koweït. Mais devant l'hostilité prévisible de certains « alliés », la coalition anglo-saxonne a préféré abandonner son projet.

A l'ONU - et ailleurs - les Soviétiques n'ont jamais caché, depuis le début des bombardements, les doutes que leur inspirait une interprétation trop laxiste, à leurs yeux, de la résolution 678 autorisant, implicitement, le recours à la force. La formule adoptée qui préconise que l'on doit « user de tous les moyens nécessaires » pour faire appliquer la résolution 660, n'excluait pas, loin s'en faut, la recherche de solutions diplomatiques au conflit, y compris pendant les hostilités. « Dorénavant, les choses sont plus claires », explique un diplomate occidental. « L'Union soviétique a décidé de se remettre en selle dans la crise du Golfe, et le refus précipité du plan Gorbatchev par George Bush alors que Saddam Hussein n'a pas encore fait connaître sa réponse, confirme de façon éclatante que les États-Unis visent en fait la liquidation de tout l'appareil militaire-industriel de l'Irak. On est bien loin des résolutions de l'ONU sur la libération du Koweït. »

SERGE MARTI

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Lituanie : « Une tragédie qui en annonce d'autres », par Marie Mendras ; Collectivités locales : Agoulême, l'Etat et les banques, par Michel Klopfer ..... 2

La guerre du Golfe ..... 3 à 8

La crise politique en URSS

M. Eltsine réclame la démission de M. Gorbatchev. Les Douze reprennent leur aide à Moscou. 9

Un appel de M. Chevènement

L'ancien ministre de la défense se propose de « rassembler les volontés pour relancer l'idée républicaine en France » ..... 10

Maladie d'Alzheimer

Un gène mutant serait à l'origine de cette forme de démence sénile ..... 11

Lutte antitabac

La ministre des affaires sociales critique la sortie de la cigarette Chevignon ..... 11

## SECTION B

## ARTS • SPECTACLES

« Danse avec les loups », un film de Kevin Costner : la revanche des Indiens • Théâtre : « La Duchesse de Maliti », par Matthias Langhoff • A propos de la venue de Pina Bausch au Palais Garnier : la guerre des sexes n'a pas lieu • Théo Angelopoulos tourne en Grèce • Le Pas suspendu de la cigogne • Une sélection des spectacles de la semaine. L'exubérante saga du Bauhaus ..... 17 à 28

## SECTION C

## Les ambitions du groupe Schneider

Le groupe de M. Pineau-Valencienne veut acquérir l'américain Square D pour 10 milliards de francs ..... 29

## La crise du transport aérien

Le personnel d'Air France désorienté ..... 29

## L'industrie en récession

La production industrielle en baisse fin 1990 ..... 29

## La bataille pour le contrôle de TF 1

La vente des actions de M. Maxwell peut affaiblir le pouvoir de M. Bouygues ..... 35

## Services

Abonnements ..... 2  
Annonces classées ..... 32 à 34  
Automobiles ..... 13  
Carnet ..... 13  
Marchés financiers ..... 35-38  
Météorologie ..... 18  
Mots croisés ..... 13  
Radio-Télévision ..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 20 février 1991 a été tiré à 524 222 exemplaires.

## Washington confirme que ses avions militaires ne feront plus escale en Inde

Les États-Unis ont confirmé, mardi 19 février, que leurs avions militaires en route pour le Golfe ne feraient plus escale en Inde, à la demande de New-Delhi. « Le gouvernement américain a décidé de prendre d'autres dispositions pour le ravitaillement » de ces appareils, a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Margaret Tutwiler. « Nous sommes restés en contact direct avec le gouvernement indien depuis le début de cette crise, nous avons apprécié son soutien et nous continuerons à être en contact direct », a-t-elle ajouté.

D'autre part, cinq ministres du gouvernement indien ont présenté mardi leur démission, a-t-on appris de source autorisée à New-Delhi, mais on ignore encore, mercredi matin, si celle-ci a été acceptée. En tout état de cause, le parti du Congrès de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi a fait savoir qu'il continuerait à soutenir au Parlement le gouvernement minoritaire de Chandrabab Naidu pendant la session budgétaire qui commence jeudi. Le Parti du Congrès avait reproché à leurs postes ministériels malgré une loi qui interdit aux parlementaires de changer de parti pendant une législature comme ils l'ont fait. (AFP, Reuters.)

## EN BREF

□ L'Orchestre philharmonique de Radio-France au Japon. - Seize concerts, 30 000 auditeurs : l'Orchestre philharmonique de Radio France a recueilli pour la dernière fois, lundi 11 février, les applaudissements du public japonais. Le concert du 4 février, coproduit comme l'ensemble de la tournée par l'Association française d'action artistique, proposait par exemple la *Symphonie avec orgue* de Saint-Saëns, *Pelléas et Mélisande* de Fauré et un concerto pour violon de Mozart. Il est retransmis sur les antennes de France musique le vendredi 22 février, à partir de 20 h 30.

□ Tournée américaine de l'Orchestre de Paris. - Du 25 février au 12 mars, l'Orchestre de Paris effectue une tournée aux États-Unis (Miami, San Francisco, Houston), tournée qui le mènera jusqu'à Mexico (11 et 12 mars), sous la direction de son chef Semyon Bychkov et en compagnie du duo de pianistes Katia et Marielle Labèque. Pierre Vozlinsky, direc-

## Pékin devrait réduire ses ventes d'armes au Proche-Orient

Le vice-premier ministre irakien est arrivé mardi 19 février à Pékin, venant de Moscou. M. Saadoun Hammedi a rencontré mercredi matin le chef du gouvernement chinois, M. Li Peng. Sa visite est liée à l'initiative de paix soviétique dans le Golfe.

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine a promis de « ne plus poursuivre ses propres intérêts » au Proche-Orient à l'avenir, une allusion à ses ventes d'armes massives des dernières années aux pays de la région. La promesse a été formulée par le vice-ministre des affaires étrangères, M. Yang Fuchang, au cours d'une conversation avec le chef de la diplomatie yougoslave, M. Budimir Loncar, à Belgrade lundi, selon l'agence Chine nouvelle. Cet engagement reste cependant très théorique et principalement destiné à présenter une image de modération. Le principe des ventes d'armes à l'étranger, hormis pour le moment à l'Irak, étant l'un des piliers de l'équilibre commercial de Pékin.

Evouant les dernières déclarations irakiennes sur la possibilité d'un retrait du Koweït, qu'il a

teur général de la formation, annonce d'autre part que Lorin Maazel, Wolfgang Sawallisch et Riccardo Muti participeront aux prochaines saisons de l'orchestre. Le premier dirigera un programme Debussy/Stravinsky en décembre 1992, puis la symphonie les *Mille* de Mahler en 1993. Sawallisch, pour sa part, montera au pupitre pour un cycle complet des symphonies et des concertos de Beethoven, qui se poursuivra sur plusieurs années à compter de décembre 1994. La date des concerts dirigés par Muti n'a pas été précisée.

□ RWANDA : offre d'amnistie générale. - Le gouvernement a accepté, mardi 19 février, d'offrir une amnistie générale aux rebelles qui avaient envahi le nord du pays, début octobre. Cette offre concerne aussi les Rwandais qui ont agi « contre les intérêts de l'Etat », selon le document publié à Dar-Es-Salaam, en Tanzanie, à l'issue d'une conférence régionale sur le problème des réfugiés rwandais.

jugés « encourageantes », le diplomate chinois a exprimé l'espoir que « les autres parties concernées montrent elles aussi leur désir de paix et évitent une extension et une escalade de la guerre ». Concernant la recherche d'une solution négociée, le vice-ministre a exprimé à son interlocuteur yougoslave, en tant que président du mouvement des non-alignés, une position sensiblement différente de celle qu'il avait fait connaître précédemment : « La Chine, a-t-il dit, n'est pas favorable à ce que la crise du Golfe soit liée aux [autres] problèmes du Proche-Orient. En revanche, la communauté internationale devrait attacher de l'importance au règlement de ces [autres] problèmes. » A Damas, le diplomate chinois avait tenu un langage établissant clairement un tel lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne. F. D.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 20 février

## Ventes bénéficiaires

Pour la première fois depuis cinq séances, des ventes bénéficiaires ont commencé mercredi matin à peser sur les cours des valeurs françaises. Cependant, à mesure que les cotations s'effaçaient, la résistance s'organisait, et en baisse de 1 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 n'enregistrait plus vers 11 heures qu'un retard de 0,54 %. Rappelons que la liquidation générale de février avait lieu ce jour. Gagnante de 11 %, c'est la plus belle enregistrée Rue Vivienne depuis avril 1990 (+ 11,24 %).

(Publié)

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, l'ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ses fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

## Réunion des pays de l'Union du Maghreb arabe

Le plan de paix soviétique devait être au centre des discussions des ministres des affaires étrangères des pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA, regroupant l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie), qui devaient se réunir mercredi 20 février, à Benghazi, en Libye, a-t-on appris de source diplomatique à Alger.

Au Maroc, le *Matin du Sahara*, quotidien pro-gouvernemental, a estimé, dans son édition de mardi, que les conditions posées par l'Irak pour se retirer du Koweït « ont été formulées pour permettre au président irakien de sauver la face » et que, « dans cette affaire », le Conseil de sécurité des Nations unies reste « l'interlocuteur naturel de l'Irak ». Pour le journal marocain, il faut, « dans une première phase », fixer les modalités du retrait des troupes irakiennes : « Il s'agit, en quelque sorte, de négocier la négociation. » Une opération « délicate », reconnaît l'éditorialiste.

## Mort de l'architecte Oscar Nitzschke

L'architecte allemand Oscar Nitzschke est mort à Paris le 11 février. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans (le Monde du 20 février).

En 1985, l'Institut français d'architecture (IFA) présentait une exposition aux allures érudites sur la génération de l'Atelier du Palais de bois, autrement dit sur les premiers élèves d'Auguste Perret. Ces jeunes gens étaient de mauvais élèves des Beaux-Arts. Ils avaient lu Le Corbusier en cachette, s'étaient fait renvoyer, mais le maître, qui avait d'autre chats à fouetter, avait refusé de les recevoir, et les avait dirigés vers l'atelier de Perret.

D'autres devaient bientôt les rejoindre, venus d'horizons ressentis comme fermés. Parmi eux Goldfinger, venu de Budapest, Honegger, venu d'Andrinople, Nelson, venu de Chicago, le Parisien Sarrailh, le Suisse Vetter, et l'Allemand Oscar Nitzschke.

Né en 1900 à Altona (Allemagne), Oscar Nitzschke devait se révéler aussi indépendant à l'égard des grands maîtres - Le Corbusier ou Perret - qu'il l'avait été à l'Ecole des beaux-arts de Genève ou dans l'atelier de Laloux et Lemaire (1920). Pur produit de l'esprit d'avant-garde, il fera ses premières armes avec Van Doesburg et Arp, lors de l'aménagement

de l'Aubette à Strasbourg, sauvée il y a peu de la destruction.

Il gagne en 1928 un concours des forges de Strasbourg pour la construction de 520 maisons métalliques, et, en 1935, son projet pour la Maison de la publicité, sur les Champs-Élysées, aurait, s'il avait été construit, fait entrer Paris dans l'ère du « high-tech » avec quarante ans d'avance : programme multifonctionnel et façade lumineuse sur grille métallique. Beaucoup de ce qui devait plus tard faire le charme du Centre Georges-Pompidou s'y trouvait déjà.

Mais c'est aux États-Unis, où il émigre en 1938, que Nitzschke pourra s'exercer sur de plus grandes structures, comme l'Alcoa Building, qu'il construit de 1949 à 1953 à Pittsburgh pour l'Agence Harrison et Abramowitz. Il collabora également avec Le Corbusier et Niemeyer à leurs projets pour les Nations unies. Il était revenu en France en 1970.

FRÉDÉRIC EDELMANN

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

كلنا من الأصل